



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

DÉLIBÉRATION

2022/06

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION ET DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHAR, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (*a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY*) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'arrêté du 28 septembre 1999 modifié, pris pour l'application des articles 33 et 33-1 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion ;

.../

/...

Le Président rappelle aux membres de l'assemblée que le Conseil d'Administration doit :

- examiner, débattre et approuver le Compte Administratif 2021 afférent au budget du centre de gestion de la Fonction Publique territoriale du Département du Pas-de-Calais ;
- entendre et arrêter le Compte de Gestion 2021 du Receveur.

Il précise qu'il y a concordance entre le Compte de Gestion et le Compte Administratif.

Il indique que l'approbation du Compte Administratif doit être réalisée en son absence, le Président du Centre de Gestion se retire et l'assemblée est présidée par M. Jacques BACQUET, Vice-Président de l'établissement.

Le Vice-Président propose d'arrêter le Compte Administratif afférent au budget du centre de gestion du Pas-de-Calais pour l'exercice 2021 comme suit :

	Fonctionnement	Investissement
Recettes	8 992 842.54 €	2 396 716.88 €
Dépenses	7 808 639.38 €	719 037.33 €
Résultats	1 184 203.16 €	1 677 679.55 €
Résultat cumulé des exercices précédents	2 275 015.08 €	1 073 831.16 €
Excédent global	3 459 218.24 €	2 751 510.71 €

Les restes à réaliser en dépenses d'investissement s'élèvent à 2 851 658.47 €.

Après examen du Compte de Gestion et du Compte Administratif, de la vérification de la concordance des deux documents et débats,

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *APPROUVE* le Compte de Gestion 2021 du trésorier ;
- ♦ *APPROUVE* le Compte Administratif 2021 de l'établissement.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY

CENTRE DEPART.GESTION F.P.T. BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION EXERCICE 2021

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Thierry BRU

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2021 AU 25/02/2022

062063 SGC BRUAY-LA BUISSIÈRE

Nomenclature M8.32 centre gestion fonction pu
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE :	Situation patrimoniale	3
	1 Bilan synthétique	Etat I-1 4
	2 Bilan	Etat I-2 5
	2.1 Bilan Actif	
	2.2 Bilan Passif	
	3 Compte de résultat synthétique	Etat I-3 13
	4 Compte de résultat	Etat I-4 14
	5 Annexe	17
	Etats des opérations pour compte de tiers	Etat I-5 18
2EME PARTIE :	Exécution budgétaire	20
	1 Résultats budgétaires de l'exercice	Etat II-1 21
	2 Résultats d'exécution	Etat II-2 22
	3 Etat de consommation des crédits	Etat II-3 24
	4 Etat de réalisation des opérations	Etat II-4 28
3EME PARTIE :	Comptabilité des deniers et valeurs	37
	1 Balance des comptes	Etat III-1 38
	2 Situation des valeurs inactives	Etat III-2 60
4EME PARTIE :	Page des signatures	61

ACTIF NET ⁽¹⁾	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	229,69	Dotations	
Terrains		Fonds Globalisés	1 559,92
Constructions	8 322,74	Réserves	7 221,86
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	91,21	Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours	399,04	Report à nouveau	2 275,02
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	1 184,20
Autres immobilisations corporelles	332,27	Subventions transférables	
Total immobilisations corporelles (nettes)	9 145,25	Subventions non transférables	803,02
Immobilisations financières	6,86	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	9 381,80	Autres fonds propres	
Stocks		TOTAL FONDS PROPRES	13 044,02
Créances	1 018,60	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Valeurs mobilières de placement		Dettes financières à long terme	2 548,51
Disponibilités	5 456,20	Fournisseurs ⁽²⁾	232,83
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	30,96
TOTAL ACTIF CIRCULANT	6 474,80	Total dettes à court terme	263,80
Comptes de régularisations	2,45	TOTAL DETTES	2 812,31
		Comptes de régularisations	2,72
TOTAL ACTIF	15 859,05	TOTAL PASSIF	15 859,05

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2022

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

5/59

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

BILAN (en Euros)

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles	612 928,78	383 237,46	229 691,32	240 700,61
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété	8 322 738,64		8 322 738,64	8 322 738,64
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique	167 624,36	76 418,61	91 205,75	83 581,71
	Divers	1 016 072,24	683 802,74	332 269,50	414 809,21
	Immobilisations en cours	399 035,54		399 035,54	122 290,30
	Terrains				
	Constructions				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Oeuvres d'art				
	Divers				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances	6 861,90		6 861,90	5 951,18
ACTIF IMMOBILISE TOTAL I		10 525 261,46	1 143 458,81	9 381 802,65	9 190 071,65



Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE



02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.


Exercice 2021

BILAN (en Euros)

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours				
	Redevables et comptes rattachés	151 291,93		151 291,93	192 837,21
	Créances douteuses et irrécouvrables				
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les budgets annexes				
	Autres créances	867 303,54		867 303,54	615 233,07
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	5 456 202,22		5 456 202,22	4 695 184,27
ACTIF CIRCULANT TOTAL II		6 474 797,69		6 474 797,69	5 503 254,55

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le 

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE


02200 - CENTRE DEPARTEMENTAL GESTION F.P.T.

Exercice 2021

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance				
	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser	2 450,02		2 450,02	
	Ecart de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	2 450,02		2 450,02	
TOTAL GENERAL (I + II + III)		17 002 509,17	1 143 458,81	15 859 050,36	14 693 326,20

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le 

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.


Exercice 2021

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
FONDS PROPRES	Dotations		
	Réserves	7 221 860,96	5 221 860,96
	Report à nouveau	2 275 015,08	3 635 368,65
	Résultat de l'exercice	1 184 203,16	639 646,43
	Subventions rattachées aux actifs amorti		
	Fonds globalisés	1 559 917,75	1 531 958,44
	Subventions rattachés aux actifs non amo	803 024,88	803 024,88
	Droits de l'affectant		
FONDS PROPRES TOTAL I		13 044 021,83	11 831 859,36

ETABLISSEMENT : 062063 - CENTRE DEPARTEMENTAL GESTION F.P.T.

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le 

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice 2021

BILAN (en Euros)

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		



Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE



BILAN (en Euros)

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
DETTES	Emprunts obligataires		
	Autres emprunts	2 548 509,77	2 707 058,53
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	229 979,93	146 064,60
	Dettes fiscales et sociales	28 543,05	476,16
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes envers les BA		
	Autres dettes	2 419,66	2 678,15
	Fournisseurs d'immobilisations	2 854,51	3 595,20
DETTES TOTAL III		2 812 306,92	2 859 872,64



Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

BILAN (en Euros)

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
COMPTES DE REGULARISATION	Produits constatés d'avance		
	Recettes à classer ou à régulariser	2 721,61	1 594,20
	Ecart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	2 721,61	1 594,20
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	15 859 050,36	14 693 326,20


POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	122,79	123,10
Produits des services	8 258,00	7 694,58
Autres produits	73,75	71,76
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	8 454,54	7 889,44
Traitements, salaires, charges sociales	4 845,68	4 658,24
Achats et charges externes	1 463,80	1 419,02
Participations et interventions	701,93	814,92
Dotations aux amortissements et provisions	225,92	178,98
Autres charges	160,12	177,14
Charges courantes non financières	7 397,46	7 248,29
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	1 057,08	641,15
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	100,03	106,07
RESULTAT COURANT FINANCIER	-100,03	-106,07
RESULTAT COURANT	957,05	535,08
Produits exceptionnels	270,62	270,90
Charges exceptionnelles	43,46	166,33
RESULTAT EXCEPTIONNEL	227,16	104,57
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 184,20	639,65

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

COMPTE DE RESULTAT 2021

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le 

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice 2021


POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Cotisations	6 975 494,30	6 224 412,02
Autres produits des activités	1 282 509,34	1 470 164,00
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprise sur amortissements et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	73 752,10	71 755,25
Dotations de l'État	787,36	2 304,76
Contribution personnel privé emploi		
Autres subventions et participations	121 998,00	120 800,00
TOTAL I	8 454 541,10	7 889 436,03
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	3 476 319,99	3 251 715,42
Charges sociales	1 369 363,34	1 406 525,27
Achats et charges externes	1 463 804,05	1 419 016,26
Impôts et taxes	89 290,86	89 253,80
Dotations amortissements des immob	225 919,11	178 976,25
Dotations aux amortissements sur charges		
Dotations aux provisions		



ETABLISSEMENT : CENTRE DE GESTION F.P.T.

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le 

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

COMPTE DE RESULTAT 2021

Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Contribution au CNFPT		
Autres charges	772 764,17	902 798,55
TOTAL II	7 397 461,52	7 248 285,55
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	1 057 079,58	641 150,48
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mobilières, créances de l'actif		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	100 033,45	106 073,58
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL IV	100 033,45	106 073,58
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)	-100 033,45	-106 073,58
A + B - RESULTAT COURANT	957 046,13	535 076,90



Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE



02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

COMPTE DE RESULTAT 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Prod except sur opérations de gestion	32 567,85	41 697,87
Produits des cessions d'éléments d'actif	8 000,00	
Quote-part des subventions d'invest		
Autres produits exceptionnels	230 047,47	229 206,39
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	270 615,32	270 904,26
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges except sur opérations de gestion	24 904,79	166 234,86
Valeur comptable des immo cédées	14 666,40	
Autres charges sur opérat en capital	3 887,10	99,87
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL VI	43 458,29	166 334,73
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	227 157,03	104 569,53
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	8 725 156,42	8 160 340,29
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	7 540 953,26	7 520 693,86
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 184 203,16	639 646,43

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE



Exercice 2021

Opérations Compte de Tiers

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur



Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

SLOW

Exercice 2021

Opérations Compte de Tiers

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice 2021

Résultats budgétaires de l'exercice

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	6 853 063,12	11 829 509,12	18 682 572,24
Titres de recette émis (b)	2 540 116,88	9 003 765,35	11 543 882,23
Réductions de titres (c)	143 400,00	10 922,81	154 322,81
Recettes nettes (d = b - c)	2 396 716,88	8 992 842,54	11 389 559,42
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	6 853 063,12	11 829 509,12	18 682 572,24
Mandats émis (f)	862 437,33	7 960 700,24	8 823 137,57
Annulations de mandats (g)	143 400,00	152 060,86	295 460,86
Depenses nettes (h = f - g)	719 037,33	7 808 639,38	8 527 676,71
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	1 677 679,55	1 184 203,16	2 861 882,71
(h - d) Déficit			

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement	1 073 831,16		1 677 679,55		2 751 510,71
Fonctionnement	4 275 015,08	2 000 000,00	1 184 203,16		3 459 218,24
TOTAL I	5 348 846,24	2 000 000,00	2 861 882,71		6 210 728,95
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	5 348 846,24	2 000 000,00	2 861 882,71		6 210 728,95

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif	Décision Modificative	Total prévisions	Emissions	Annulations	Dépenses nettes	Solde prévisions/ réalisations
		1	2	3 = 1 + 2	4	5	6 = 4 - 5	7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilées	189 860,61		189 860,61	189 860,61		189 860,61	
20	Immobilisations incorporelles	195 815,16		195 815,16	155 348,77		155 348,77	40 466,39
21	Immobilisations corporelles	414 857,35		414 857,35	89 712,81		89 712,81	325 144,54
23	Immobilisations en cours	6 051 030,00	-2 500,00	6 048 530,00	425 015,14	143 400,00	281 615,14	5 766 914,86
27	Autres immobilisations financières	1 500,00	2 500,00	4 000,00	2 500,00		2 500,00	1 500,00
TOTAL		6 853 063,12		6 853 063,12	862 437,33	143 400,00	719 037,33	6 134 025,79

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT

RECETTES

02200 - CENTRE DEPARTEMENTAL GESTION F.P.T.

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif	Décision Modificative	Total prévisions	Emissions	Annulations	Recettes nettes	Solde prévisions/ réalisations
		1	2	3 = 1 + 2	4	5	6 = 4 - 5	7 = 3 - 6
001	Excédent ou déficit d'investissement rep	1 073 831,16		1 073 831,16				1 073 831,16
10	Dotations fonds divers et réserves	2 028 100,00		2 028 100,00	2 027 959,31		2 027 959,31	140,69
13	Subventions d'investissement	2 000,00		2 000,00				2 000,00
15	Provisions pour risques et charges	500 000,00		500 000,00				500 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	31 311,85		31 311,85	31 311,85		31 311,85	
20	Immobilisations incorporelles	90 401,00		90 401,00	90 401,03		90 401,03	-0,03
21	Immobilisations corporelles				14 666,40		14 666,40	-14 666,40
23	Immobilisations en cours	2 900 000,00		2 900 000,00	148 269,90	143 400,00	4 869,90	2 895 130,10
27	Autres immobilisations financières	1 500,00		1 500,00	1 589,28		1 589,28	-89,28
28	Amortissements des immobilisations	225 919,11		225 919,11	225 919,11		225 919,11	
TOTAL		6 853 063,12		6 853 063,12	2 540 116,88	143 400,00	2 396 716,88	4 456 346,24

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif	Décision Modificative	Total prévisions	Emissions	Annulations	Dépenses nettes	Solde prévisions/ réalisations
		1	2	3 = 1 + 2	4	5	6 = 4 - 5	7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	2 603 337,44		2 603 337,44	1 615 772,46	149 250,55	1 466 521,91	1 136 815,53
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 133 100,00		7 133 100,00	5 167 209,49	476,16	5 166 733,33	1 966 366,67
65	Autres charges de gestion courante	1 160 210,00		1 160 210,00	775 098,32	2 334,15	772 764,17	387 445,83
66	Charges financières	133 742,57		133 742,57	133 242,57		133 242,57	500,00
67	Charges exceptionnelles	73 200,00		73 200,00	43 458,29		43 458,29	29 741,71
68	Dotations aux Amortissements et aux prov	725 919,11		725 919,11	225 919,11		225 919,11	500 000,00
TOTAL		11 829 509,12		11 829 509,12	7 960 700,24	152 060,86	7 808 639,38	4 020 869,74

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT

RECETTES

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif	Décision Modificative	Total prévisions	Emissions	Annulations	Recettes nettes	Solde prévisions/ réalisations
		1	2	3 = 1 + 2	4	5	6 = 4 - 5	7 = 3 - 6
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 275 015,08		2 275 015,08				2 275 015,08
013	Atténuations de charges	486 209,12		486 209,12	269 304,43	1 618,31	267 686,12	218 523,00
70	Produits des activités	8 633 984,92		8 633 984,92	8 267 308,14	9 304,50	8 258 003,64	375 981,28
74	Dotations subventions et participations	124 000,00		124 000,00	122 785,36		122 785,36	1 214,64
75	Autres produits de gestion courante	75 100,00		75 100,00	73 752,10		73 752,10	1 347,90
77	Produits exceptionnels	235 000,00		235 000,00	270 615,32		270 615,32	-35 615,32
78	Reprises sur amortissements et provision	200,00		200,00				200,00
TOTAL		11 829 509,12		11 829 509,12	9 003 765,35	10 922,81	8 992 842,54	2 836 666,58

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	156 651,49		156 651,49
1688	Intérêts courus	33 209,12		33 209,12
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	189 860,61		189 860,61
203	Frais d'études de recherche et de dévelo	540,00		540,00
2051	Concessions et droits similaires, brevet	154 808,77		154 808,77
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	Immobilisations incorporelles	155 348,77		155 348,77
2154	Matériel médical	5 701,51		5 701,51
2158	Autres	40 548,00		40 548,00
2183	Matériel de bureau et matériel informati	36 150,48		36 150,48
2184	Mobilier	7 312,82		7 312,82
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	89 712,81		89 712,81
2313	Constructions	281 615,14	143 400,00	138 215,14
238	Avances versées sur commandes d'immobili	143 400,00		143 400,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	425 015,14	143 400,00	281 615,14
2761	Créances diverses	2 500,00		2 500,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	Autres immobilisations financières	2 500,00		2 500,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	862 437,33	143 400,00	719 037,33
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	862 437,33	143 400,00	719 037,33
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	862 437,33	143 400,00	719 037,33

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLOW

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutée (27 959,31		27 959,31
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 000 000,00		2 000 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	2 027 959,31		2 027 959,31
1688	Intérêts courus	31 311,85		31 311,85
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	31 311,85		31 311,85
203	Frais d'études de recherche et de dévelo	90 401,03		90 401,03
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	Immobilisations incorporelles	90 401,03		90 401,03
2158	Autres	14 666,40		14 666,40
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	14 666,40		14 666,40
2315	Installations matériels et outillage tec	4 869,90		4 869,90
238	Avances versées sur commandes d'immobili	143 400,00	143 400,00	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	148 269,90	143 400,00	4 869,90
275	Dépôts et cautionnements versés	1 589,28		1 589,28
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	Autres immobilisations financières	1 589,28		1 589,28
28051	Concessions et droits similaires, brevet	75 957,03		75 957,03
28154	Matériel médical	12 758,71		12 758,71
28158	Autres installations matériel et outilla	11 200,36		11 200,36
28182	Matériel de transport	7 407,97		7 407,97
28183	Matériel de bureau et matériel informati	88 991,88		88 991,88
28184	Mobilier	27 023,60		27 023,60
28188	Amortissements autres immobilisations co	2 579,56		2 579,56
SOUS-TOTAL CHAPITRE 28	Amortissements des immobilisations	225 919,11		225 919,11
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	2 540 116,88	143 400,00	2 396 716,88
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	2 540 116,88	143 400,00	2 396 716,88

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	2 540 116,88	143 400,00	2 396 716,88

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6042	Achats de prestations de services - autr	17 149,29	870,00	16 279,29
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	88 574,38		88 574,38
60622	Carburants	12 989,86		12 989,86
60623	Alimentation	862,17	58,00	804,17
60631	Fournitures d'entretien	6 529,90	509,79	6 020,11
60632	Fournitures de petit équipement	23 581,27	5 496,94	18 084,33
60636	Vêtements de travail	1 358,30		1 358,30
6065	Fournitures de bureau	42 299,09	28 179,43	14 119,66
6066	Fournitures médicales	12 520,96	119,97	12 400,99
6068	Autres matières et fournitures	6 426,06	324,53	6 101,53
6122	Crédit-bail mobilier	36 107,93		36 107,93
6132	Locations immobilières	51 487,14	3 441,95	48 045,19
6135	Locations mobilières	75 420,04	1 240,46	74 179,58
614	Charges locatives et de copropriété	14 353,57		14 353,57
61521	Batiments Publics	8 610,28	3 456,07	5 154,21
61551	Matériel roulant	226,00		226,00
61558	Autres biens mobiliers	321,00		321,00
6156	Maintenance	148 998,83	16 174,40	132 824,43
6161	Multirisques	11 841,50		11 841,50
6168	Autres	235 907,30		235 907,30
6182	Documentation générale et technique	20 821,09		20 821,09
6184	Versements à des organismes de formation	27 417,00	12 520,00	14 897,00
6185	Frais de colloques séminaires conférence	1 854,90		1 854,90
6188	Autres frais divers	3 620,52		3 620,52

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6222	Indemnités de jury non soumises à cotisa	65 086,43		65 086,43
6223	Indemnités aux magistrats (conseils de d	830,28		830,28
62264	Honoraires médicaux	22 295,22		22 295,22
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 280,50		5 280,50
6228	Divers	227 955,12	58 289,39	169 665,73
6231	Annonces et insertions	12 349,25	1 788,00	10 561,25
6236	Catalogues et imprimés	3 335,34		3 335,34
6238	Divers	6 313,91	157,60	6 156,31
62511	Personnel du centre	12 693,23	344,00	12 349,23
62518	Autres frais de voyages et déplacements	26 531,84		26 531,84
6257	Réceptions	12 182,85	5 774,40	6 408,45
6261	Frais d'affranchissement	44 118,99		44 118,99
6262	Frais de télécommunications	120 070,18		120 070,18
627	Services bancaires et assimilés	1 164,15		1 164,15
6281	Concours divers -cotisations	102 406,76		102 406,76
6283	Frais de nettoyage des locaux	13 849,26	1 302,85	12 546,41
6288	Autres services extérieurs	87 312,91	9 202,77	78 110,14
63512	Taxes foncières	2 717,86		2 717,86
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	1 615 772,46	149 250,55	1 466 521,91
6331	Versement de transport	51 946,00		51 946,00
6336	Cotisations au Centre National et aux Ce	25 966,00		25 966,00
6338	Autres impôts taxes et versements assimi	8 661,00		8 661,00
6411	Personnel titulaire	2 635 229,11		2 635 229,11
6413	Personnel non titulaire	818 115,43		818 115,43

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
642	Indemnités de jury soumises à cotisation	25 788,06		25 788,06
6451	Cotisations à l'URSSAF	552 448,00		552 448,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	693 240,18		693 240,18
6454	Cotisations aux ASSEDIC	31 263,00		31 263,00
6456	Versement au Fonds National Compensation	2 201,00		2 201,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	36 744,40		36 744,40
6461	Cotisations à l'URSSAF	13 358,00		13 358,00
6463	Cotisations aux caisses de retraite	1 850,00		1 850,00
6464	Cotisations aux ASSEDIC	1 786,00		1 786,00
64731	Allocations chômage versées directement	13 352,51		13 352,51
6475	Médecine du travail pharmacie	2 175,89	476,16	1 699,73
6478	Autres charges sociales diverses	31 834,91		31 834,91
6488	Autres charges	221 250,00		221 250,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	5 167 209,49	476,16	5 166 733,33
6531	Indemnités	59 166,40		59 166,40
65321	Membres du Conseil d'Administration	2 461,00		2 461,00
65322	Membres des organismes paritaires	1 966,80		1 966,80
65323	Membres des commissions de réforme	469,92		469,92
6533	Cotisations de retraite	4 431,38		4 431,38
6561	Remboursement d'activités syndicales	632 023,80		632 023,80
657	Subventions de fonctionnement versées	69 910,00		69 910,00
658	Charges diverses de gestion courante	4 669,02	2 334,15	2 334,87
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	775 098,32	2 334,15	772 764,17
6611	Intérêts des emprunts et dettes	133 242,57		133 242,57

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	Charges financières	133 242,57		133 242,57
6713	Dons et libéralités	30,00		30,00
673	Titres annulés exercices antérieurs	24 874,79		24 874,79
675	Valeurs comptables des immobilisations c	14 666,40		14 666,40
678	Autres charges exceptionnelles	3 887,10		3 887,10
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	43 458,29		43 458,29
6811	Dotations aux Amortissements des immobil	225 919,11		225 919,11
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	Dotations aux Amortissements et aux prov	225 919,11		225 919,11
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	7 960 700,24	152 060,86	7 808 639,38
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	7 960 700,24	152 060,86	7 808 639,38

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
64198	Autres	162 415,79	1 618,31	160 797,48
6439	Remboursements sur rémunération du perso	63 265,13		63 265,13
6459	Remboursement sur charges de sécurité so	10 414,39		10 414,39
6611	Intérêts des emprunts et dettes	33 209,12		33 209,12
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	Atténuations de charges	269 304,43	1 618,31	267 686,12
703	Produits - ventes de produits résiduels	246,00		246,00
7061	Cotisations obligatoires	3 949 578,93	35,57	3 949 543,36
7062	Cotisations additionnelles	2 355 715,81		2 355 715,81
70631	Produits des adhésions au titre des assu	26 052,00		26 052,00
70638	Conventions et remboursements autres con	609 315,14		609 315,14
7066	Cotisations des organismes non affiliés	34 867,99		34 867,99
7082	Refacturation des prestations d'assuranc	198 093,03		198 093,03
70841	Mise à disposition de personnel - refact	1 296,04	0,01	1 296,03
70842	Autres refacturations de personnels mis	715 896,66		715 896,66
7085	Remboursement du coût-lauréat	148 446,54	938,92	147 507,62
7087	Remboursement de frais de commissions de	227 800,00	8 330,00	219 470,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	Produits des activités	8 267 308,14	9 304,50	8 258 003,64
744	FCTVA	787,36		787,36
7478	Autres organismes	121 998,00		121 998,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	Dotations subventions et participations	122 785,36		122 785,36
75882	Rétribution au titre des prestations d'a	73 750,00		73 750,00
75888	Autres	2,10		2,10
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion courante	73 752,10		73 752,10
7718	Autres produits exceptionnels sur opérat	13 541,95		13 541,95

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	19 025,90		19 025,90
775	Produits des cessions d'immobilisations	8 000,00		8 000,00
778	Autres produits exceptionnels	230 047,47		230 047,47
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels	270 615,32		270 615,32
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	9 003 765,35	10 922,81	8 992 842,54
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	9 003 765,35	10 922,81	8 992 842,54

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10221	DGE		34 814,00						34 814,00		34 814,00
10222	FCTVA		1 497 144,44				27 959,31		1 525 103,75		1 525 103,75
1022	Sous Total compte 1022		1 531 958,44				27 959,31		1 559 917,75		1 559 917,75
102	Sous Total compte 102		1 531 958,44				27 959,31		1 559 917,75		1 559 917,75
1068	Excéd't de fonctionnement capitalisé		5 221 860,96				2 000 000,00		7 221 860,96		7 221 860,96
106	Sous Total compte 106		5 221 860,96				2 000 000,00		7 221 860,96		7 221 860,96
10	Sous Total compte 10		6 753 819,40				2 027 959,31		8 781 778,71		8 781 778,71
110	Report à nouveau solde créditeur		3 635 368,65	2 000 000,00	639 646,43			2 000 000,00	4 275 015,08		2 275 015,08
11	Sous Total compte 11		3 635 368,65	2 000 000,00	639 646,43			2 000 000,00	4 275 015,08		2 275 015,08
12	Résultat exercice excéd déficit		639 646,43	639 646,43				639 646,43	639 646,43		0,00
12	Sous Total compte 12		639 646,43	639 646,43				639 646,43	639 646,43		0,00
1321	Etat		403 024,88						403 024,88		403 024,88
1322	Collectivités et établissts publics loca		400 000,00						400 000,00		400 000,00

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
132	Sous Total compte 132		803 024,88						803 024,88		803 024,88
13	Sous Total compte 13		803 024,88						803 024,88		803 024,88
1641	Emprunts en euros		2 673 849,41			156 651,49		156 651,49	2 673 849,41		2 517 197,92
164	Sous Total compte 164		2 673 849,41			156 651,49		156 651,49	2 673 849,41		2 517 197,92
1688	Int courus		33 209,12			33 209,12	31 311,85	33 209,12	64 520,97		31 311,85
168	Sous Total compte 168		33 209,12			33 209,12	31 311,85	33 209,12	64 520,97		31 311,85
16	Sous Total compte 16		2 707 058,53			189 860,61	31 311,85	189 860,61	2 738 370,38		2 548 509,77
	Total classe 1		14 538 917,89	2 639 646,43	639 646,43	189 860,61	2 059 271,16	2 829 507,04	17 237 835,48		14 408 328,44
203	Frais études recherche et dév	90 401,03				540,00	90 401,03	90 941,03	90 401,03	540,00	
2051	Concessions et droits similaires, brevet	457 580,01				154 808,77		612 388,78		612 388,78	
205	Sous Total compte 205	457 580,01				154 808,77		612 388,78		612 388,78	
20	Sous Total compte 20	547 981,04				155 348,77	90 401,03	703 329,81	90 401,03	612 928,78	
2131	Batiments publics	7 551 602,87						7 551 602,87		7 551 602,87	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2135	Instal gales agentct amégts const	771 135,77						771 135,77		771 135,77	
213	Sous Total compte 213	8 322 738,64						8 322 738,64		8 322 738,64	
2154	Mat médical	67 709,30				5 701,51		73 410,81		73 410,81	
2158	Autres	82 992,95			14 661,00	40 548,00	14 666,40	123 540,95	29 327,40	94 213,55	
215	Sous Total compte 215	150 702,25			14 661,00	46 249,51	14 666,40	196 951,76	29 327,40	167 624,36	
2182	Mat de transport	41 077,97						41 077,97		41 077,97	
2183	Mat bureau mat informatique	639 239,19				36 150,48		675 389,67		675 389,67	
2184	Mobilier	261 110,64				7 312,82		268 423,46		268 423,46	
2188	Autres immobilisations corporelles	31 181,14						31 181,14		31 181,14	
218	Sous Total compte 218	972 608,94				43 463,30		1 016 072,24		1 016 072,24	
21	Sous Total compte 21	9 446 049,83			14 661,00	89 712,81	14 666,40	9 535 762,64	29 327,40	9 506 435,24	
2313	Constructions	117 420,40				281 615,14	143 400,00	399 035,54	143 400,00	255 635,54	
2315	Instal mat outil techn	4 869,90					4 869,90	4 869,90	4 869,90		0,00

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
231	Sous Total compte 231	122 290,30				281 615,14	148 269,90	403 905,44	148 269,90	255 635,54	
238	Avances versées cdes immob corpo					286 800,00	143 400,00	286 800,00	143 400,00	143 400,00	
23	Sous Total compte 23	122 290,30				568 415,14	291 669,90	690 705,44	291 669,90	399 035,54	
275	Dépôts et cautionnements versés	5 951,18					1 589,28	5 951,18	1 589,28	4 361,90	
2761	Créances diverses					2 500,00		2 500,00		2 500,00	
276	Sous Total compte 276					2 500,00		2 500,00		2 500,00	
27	Sous Total compte 27	5 951,18				2 500,00	1 589,28	8 451,18	1 589,28	6 861,90	
28051	Concessions et droits similaires, brevet		307 280,43				75 957,03		383 237,46		383 237,46
2805	Sous Total compte 2805		307 280,43				75 957,03		383 237,46		383 237,46
280	Sous Total compte 280		307 280,43				75 957,03		383 237,46		383 237,46
28154	Mat médical		30 966,52				12 758,71		43 725,23		43 725,23
28158	Autres instal mat outil tech		36 154,02	14 661,00			11 200,36	14 661,00	47 354,38		32 693,38
2815	Sous Total compte 2815		67 120,54	14 661,00			23 959,07	14 661,00	91 079,61		76 418,61

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28182	Mat de transport		12 150,00				7 407,97		19 557,97		19 557,97
28183	Mat bureau mat informatique		388 751,40				88 991,88		477 743,28		477 743,28
28184	Mobilier		134 173,77				27 023,60		161 197,37		161 197,37
28188	Amort autres immobilisations corporelles		22 724,56				2 579,56		25 304,12		25 304,12
2818	Sous Total compte 2818		557 799,73				126 003,01		683 802,74		683 802,74
281	Sous Total compte 281		624 920,27	14 661,00			149 962,08	14 661,00	774 882,35		760 221,35
28	Sous Total compte 28		932 200,70	14 661,00			225 919,11	14 661,00	1 158 119,81		1 143 458,81
	Total classe 2	10 122 272,35	932 200,70	14 661,00	14 661,00	815 976,72	624 245,72	10 952 910,07	1 571 107,42	10 525 261,46	1 143 458,81
4011	Fournisseurs			1 337 359,81	1 337 359,81			1 337 359,81	1 337 359,81		0,00
401	Sous Total compte 401			1 337 359,81	1 337 359,81			1 337 359,81	1 337 359,81		0,00
4041	Fournis immob			574 805,79	574 805,79			574 805,79	574 805,79		0,00
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		3 595,20	740,69				740,69	3 595,20		2 854,51
4047	Sous Total compte 4047		3 595,20	740,69				740,69	3 595,20		2 854,51

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
404	Sous Total compte 404		3 595,20	575 546,48	574 805,79			575 546,48	578 400,99		2 854,51
408	Fournis factures non parvenues		146 064,60	146 064,60	229 979,93			146 064,60	376 044,53		229 979,93
40	Sous Total compte 40		149 659,80	2 058 970,89	2 142 145,53			2 058 970,89	2 291 805,33		232 834,44
4111	Redevables - amiable	180 525,51		384 205,97	420 137,97			564 731,48	420 137,97	144 593,51	
4116	Redevables - contentieux	12 311,70		77 429,73	83 043,01			89 741,43	83 043,01	6 698,42	
411	Sous Total compte 411	192 837,21		461 635,70	503 180,98			654 472,91	503 180,98	151 291,93	
41	Sous Total compte 41	192 837,21		461 635,70	503 180,98			654 472,91	503 180,98	151 291,93	
421	Personnel - rémunérations dues			2 768 490,36	2 768 490,36			2 768 490,36	2 768 490,36		0,00
427	Personnel - oppositions			3 624,52	3 624,52			3 624,52	3 624,52		0,00
42	Sous Total compte 42			2 772 114,88	2 772 114,88			2 772 114,88	2 772 114,88		0,00
431	Sécurité sociale			1 091 904,00	1 091 904,00			1 091 904,00	1 091 904,00		0,00
437	Autres organismes sociaux			1 018 561,52	1 033 026,57			1 018 561,52	1 033 026,57		14 465,05
4386	Organismes soc - autres charges à payer		476,16	476,16				476,16	476,16		0,00

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
438	Sous Total compte 438		476,16	476,16				476,16	476,16		0,00
43	Sous Total compte 43		476,16	2 110 941,68	2 124 930,57			2 110 941,68	2 125 406,73		14 465,05
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			143 839,10	157 917,10			143 839,10	157 917,10		14 078,00
442	Sous Total compte 442			143 839,10	157 917,10			143 839,10	157 917,10		14 078,00
4431	Opér particul avec Etat dépenses			69 910,00	69 910,00			69 910,00	69 910,00		0,00
443	Sous Total compte 443			69 910,00	69 910,00			69 910,00	69 910,00		0,00
44	Sous Total compte 44			213 749,10	227 827,10			213 749,10	227 827,10		14 078,00
4621	Créances cess immob - amiable			8 000,00	8 000,00			8 000,00	8 000,00		0,00
462	Sous Total compte 462			8 000,00	8 000,00			8 000,00	8 000,00		0,00
466	Excédit de verSEment			200,76	200,76			200,76	200,76		0,00
4671	Autr cptes créditeurs-crediteurs divers			933 133,76	933 523,04			933 133,76	933 523,04		389,28
46721	Débiteurs divers - amiable	427 586,86		1 846 307,83	1 510 714,59			2 273 894,69	1 510 714,59	763 180,10	
46726	Débiteurs divers - contentieux	187 646,21		238 788,54	322 311,31			426 434,75	322 311,31	104 123,44	

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4672	Sous Total compte 4672	615 233,07		2 085 096,37	1 833 025,90			2 700 329,44	1 833 025,90	867 303,54	
467	Sous Total compte 467	615 233,07		3 018 230,13	2 766 548,94			3 633 463,20	2 766 548,94	866 914,26	
4686	Divers - charges à payer		2 678,15	2 678,15	2 030,38			2 678,15	4 708,53		2 030,38
468	Sous Total compte 468		2 678,15	2 678,15	2 030,38			2 678,15	4 708,53		2 030,38
46	Sous Total compte 46	615 233,07	2 678,15	3 029 109,04	2 776 780,08			3 644 342,11	2 779 458,23	864 883,88	
4712	Viremts réimputés		4,92	3 519,85	3 514,93			3 519,85	3 519,85		0,00
47138	Raet : autres			1 036 946,97	1 036 946,97			1 036 946,97	1 036 946,97		0,00
4713	Sous Total compte 4713			1 036 946,97	1 036 946,97			1 036 946,97	1 036 946,97		0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques				419,31				419,31		419,31
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			143 908,24	143 908,24			143 908,24	143 908,24		0,00
47141	Sous Total compte 47141			143 908,24	144 327,55			143 908,24	144 327,55		419,31
4714	Sous Total compte 4714			143 908,24	144 327,55			143 908,24	144 327,55		419,31
4715	Cotisations des collectivités locales			5 655 280,12	5 655 280,12			5 655 280,12	5 655 280,12		0,00

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47185	Collectivités			603 755,81	606 058,11			603 755,81	606 058,11		2 302,30
47188	Autres		1 589,28	22 242,23	20 652,95			22 242,23	22 242,23		0,00
4718	Sous Total compte 4718		1 589,28	625 998,04	626 711,06			625 998,04	628 300,34		2 302,30
471	Sous Total compte 471		1 594,20	7 465 653,22	7 466 780,63			7 465 653,22	7 468 374,83		2 721,61
4721	Dép sans mandatement préalable			298 331,86	298 331,86			298 331,86	298 331,86		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul			29 115,54	26 665,52			29 115,54	26 665,52	2 450,02	
472	Sous Total compte 472			327 447,40	324 997,38			327 447,40	324 997,38	2 450,02	
47	Sous Total compte 47		1 594,20	7 793 100,62	7 791 778,01			7 793 100,62	7 793 372,21		271,59
	Total classe 4	808 070,28	154 408,31	18 439 621,91	18 338 757,15			19 247 692,19	18 493 165,46	1 021 045,49	266 518,76
51178	Autres valeurs impayées			100,00	100,00			100,00	100,00		0,00
5117	Sous Total compte 5117			100,00	100,00			100,00	100,00		0,00
5118	Autres valeurs à l'encaissement			550,00	550,00			550,00	550,00		0,00
511	Sous Total compte 511			650,00	650,00			650,00	650,00		0,00

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
515	Compte au trésor	4 695 184,27		8 686 955,02	7 925 937,07			13 382 139,29	7 925 937,07	5 456 202,22	
51	Sous Total compte 51	4 695 184,27		8 687 605,02	7 926 587,07			13 382 789,29	7 926 587,07	5 456 202,22	
580	Opérations d'ordre budgétaires			400 377,41	400 377,41			400 377,41	400 377,41		0,00
58	Sous Total compte 58			400 377,41	400 377,41			400 377,41	400 377,41		0,00
	Total classe 5	4 695 184,27		9 087 982,43	8 326 964,48			13 783 166,70	8 326 964,48	5 456 202,22	
6042	Achts prest serv autre que terr à aménag					17 149,29	870,00	17 149,29	870,00	16 279,29	
604	Sous Total compte 604					17 149,29	870,00	17 149,29	870,00	16 279,29	
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)					88 574,38		88 574,38		88 574,38	
60622	Carburants					12 989,86		12 989,86		12 989,86	
60623	Alimentation					862,17	58,00	862,17	58,00	804,17	
6062	Sous Total compte 6062					13 852,03	58,00	13 852,03	58,00	13 794,03	
60631	Fournitures d'entretien					6 529,90	509,79	6 529,90	509,79	6 020,11	
60632	Fournitures de petit équipement					23 581,27	5 496,94	23 581,27	5 496,94	18 084,33	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60636	Vêtements travail					1 358,30		1 358,30		1 358,30	
6063	Sous Total compte 6063					31 469,47	6 006,73	31 469,47	6 006,73	25 462,74	
6065	Fournitures de bureau					42 299,09	28 179,43	42 299,09	28 179,43	14 119,66	
6066	Fournitures médicales					12 520,96	119,97	12 520,96	119,97	12 400,99	
6068	Autres matières et fournitures					6 426,06	324,53	6 426,06	324,53	6 101,53	
606	Sous Total compte 606					195 141,99	34 688,66	195 141,99	34 688,66	160 453,33	
60	Sous Total compte 60					212 291,28	35 558,66	212 291,28	35 558,66	176 732,62	
6122	Crédit-bail mobilier					36 107,93		36 107,93		36 107,93	
612	Sous Total compte 612					36 107,93		36 107,93		36 107,93	
6132	Locations immobilières					51 487,14	3 441,95	51 487,14	3 441,95	48 045,19	
6135	Locations mobilières					75 420,04	1 240,46	75 420,04	1 240,46	74 179,58	
613	Sous Total compte 613					126 907,18	4 682,41	126 907,18	4 682,41	122 224,77	
614	Charges locatives et de copropriété					14 353,57		14 353,57		14 353,57	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61521	Batiments Publics					8 610,28	3 456,07	8 610,28	3 456,07	5 154,21	
6152	Sous Total compte 6152					8 610,28	3 456,07	8 610,28	3 456,07	5 154,21	
61551	Mat roulant					226,00		226,00		226,00	
61558	Autres biens mobiliers					321,00		321,00		321,00	
6155	Sous Total compte 6155					547,00		547,00		547,00	
6156	Maintenance					148 998,83	16 174,40	148 998,83	16 174,40	132 824,43	
615	Sous Total compte 615					158 156,11	19 630,47	158 156,11	19 630,47	138 525,64	
6161	Multirisques					11 841,50		11 841,50		11 841,50	
6168	Autres					235 907,30		235 907,30		235 907,30	
616	Sous Total compte 616					247 748,80		247 748,80		247 748,80	
6182	Documentation générale et technique					20 821,09		20 821,09		20 821,09	
6184	Verst à organ formation					27 417,00	12 520,00	27 417,00	12 520,00	14 897,00	
6185	Frais de coll sémin confér congrés					1 854,90		1 854,90		1 854,90	

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6188	Autres frais divers					3 620,52		3 620,52		3 620,52	
618	Sous Total compte 618					53 713,51	12 520,00	53 713,51	12 520,00	41 193,51	
61	Sous Total compte 61					636 987,10	36 832,88	636 987,10	36 832,88	600 154,22	
6222	Indem jury non soumis à cotisations soc					65 086,43		65 086,43		65 086,43	
6223	Indemn aux magistrats (conseil discipli)					830,28		830,28		830,28	
62264	Honoraires médicaux					22 295,22		22 295,22		22 295,22	
6226	Sous Total compte 6226					22 295,22		22 295,22		22 295,22	
6227	Frais d'actes et de contentieux					5 280,50		5 280,50		5 280,50	
6228	Divers					227 955,12	58 289,39	227 955,12	58 289,39	169 665,73	
622	Sous Total compte 622					321 447,55	58 289,39	321 447,55	58 289,39	263 158,16	
6231	Annonces et insertions					12 349,25	1 788,00	12 349,25	1 788,00	10 561,25	
6236	Catalogues et imprimés					3 335,34		3 335,34		3 335,34	
6238	Divers					6 313,91	157,60	6 313,91	157,60	6 156,31	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
623	Sous Total compte 623					21 998,50	1 945,60	21 998,50	1 945,60	20 052,90	
62511	Personnel du centre					12 693,23	344,00	12 693,23	344,00	12 349,23	
62518	Aut frais de voy et dépl (jury conc)					26 531,84		26 531,84		26 531,84	
6251	Sous Total compte 6251					39 225,07	344,00	39 225,07	344,00	38 881,07	
6257	Réceptions					12 182,85	5 774,40	12 182,85	5 774,40	6 408,45	
625	Sous Total compte 625					51 407,92	6 118,40	51 407,92	6 118,40	45 289,52	
6261	Frais d'affranchissement					44 118,99		44 118,99		44 118,99	
6262	Frais de télécommunication					120 070,18		120 070,18		120 070,18	
626	Sous Total compte 626					164 189,17		164 189,17		164 189,17	
627	Services bancaires et assimilés					1 164,15		1 164,15		1 164,15	
6281	Concours divers - cotisations					102 406,76		102 406,76		102 406,76	
6283	Frais de nettoyage des locaux					13 849,26	1 302,85	13 849,26	1 302,85	12 546,41	
6288	Autres serv extér					87 312,91	9 202,77	87 312,91	9 202,77	78 110,14	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
628	Sous Total compte 628					203 568,93	10 505,62	203 568,93	10 505,62	193 063,31	
62	Sous Total compte 62					763 776,22	76 859,01	763 776,22	76 859,01	686 917,21	
6331	Verst de transport					51 946,00		51 946,00		51 946,00	
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT					25 966,00		25 966,00		25 966,00	
6338	Autres impôts tax verst sur rému					8 661,00		8 661,00		8 661,00	
633	Sous Total compte 633					86 573,00		86 573,00		86 573,00	
63512	Taxes foncières					2 717,86		2 717,86		2 717,86	
6351	Sous Total compte 6351					2 717,86		2 717,86		2 717,86	
635	Sous Total compte 635					2 717,86		2 717,86		2 717,86	
63	Sous Total compte 63					89 290,86		89 290,86		89 290,86	
6411	Personnel titulaire					2 635 229,11		2 635 229,11		2 635 229,11	
6413	Personnel non titulaire					818 115,43		818 115,43		818 115,43	
64198	Autres					1 618,31	162 415,79	1 618,31	162 415,79		160 797,48

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6419	Sous Total compte 6419					1 618,31	162 415,79	1 618,31	162 415,79		160 797,48
641	Sous Total compte 641					3 454 962,85	162 415,79	3 454 962,85	162 415,79	3 292 547,06	
642	Indem jury soumis à cotisations soc					25 788,06		25 788,06		25 788,06	
6439	Rembts sur rem pers priv empl						63 265,13		63 265,13		63 265,13
643	Sous Total compte 643						63 265,13		63 265,13		63 265,13
6451	Cotisations à l'URSSAF					552 448,00		552 448,00		552 448,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraites					693 240,18		693 240,18		693 240,18	
6454	Cotisations aux ASSEDIC					31 263,00		31 263,00		31 263,00	
6456	Verst FNC du SF					2 201,00		2 201,00		2 201,00	
6458	Cotisat autres organismes sociaux					36 744,40		36 744,40		36 744,40	
6459	Rembst charges sécu sociale prévoyance						10 414,39		10 414,39		10 414,39
645	Sous Total compte 645					1 315 896,58	10 414,39	1 315 896,58	10 414,39	1 305 482,19	
6461	Cotisations à l'URSSAF					13 358,00		13 358,00		13 358,00	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6463	Cotisations aux caisses de retraite					1 850,00		1 850,00		1 850,00	
6464	Cotisations aux ASSEDIC					1 786,00		1 786,00		1 786,00	
646	Sous Total compte 646					16 994,00		16 994,00		16 994,00	
64731	Alloc chômage versées directement					13 352,51		13 352,51		13 352,51	
6473	Sous Total compte 6473					13 352,51		13 352,51		13 352,51	
6475	Médecine du travail pharmacie					2 175,89	476,16	2 175,89	476,16	1 699,73	
6478	Autres charges sociales diverses					31 834,91		31 834,91		31 834,91	
647	Sous Total compte 647					47 363,31	476,16	47 363,31	476,16	46 887,15	
6488	Autres charges					221 250,00		221 250,00		221 250,00	
648	Sous Total compte 648					221 250,00		221 250,00		221 250,00	
64	Sous Total compte 64					5 082 254,80	236 571,47	5 082 254,80	236 571,47	4 845 683,33	
6531	Indemnités					59 166,40		59 166,40		59 166,40	
65321	Membres du CA					2 461,00		2 461,00		2 461,00	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65322	Memb des organism parit					1 966,80		1 966,80		1 966,80	
65323	Membres des commissions de réforme					469,92		469,92		469,92	
6532	Sous Total compte 6532					4 897,72		4 897,72		4 897,72	
6533	Cotisations de retraite					4 431,38		4 431,38		4 431,38	
653	Sous Total compte 653					68 495,50		68 495,50		68 495,50	
6561	Rembst d'activités syndicales					632 023,80		632 023,80		632 023,80	
656	Sous Total compte 656					632 023,80		632 023,80		632 023,80	
657	Subv fonct versées					69 910,00		69 910,00		69 910,00	
658	Charges diverses gest courante					4 669,02	2 334,15	4 669,02	2 334,15	2 334,87	
65	Sous Total compte 65					775 098,32	2 334,15	775 098,32	2 334,15	772 764,17	
6611	Intérêts des emprunts et dettes					133 242,57	33 209,12	133 242,57	33 209,12	100 033,45	
661	Sous Total compte 661					133 242,57	33 209,12	133 242,57	33 209,12	100 033,45	
66	Sous Total compte 66					133 242,57	33 209,12	133 242,57	33 209,12	100 033,45	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6713	Dons et libéralités					30,00		30,00		30,00	
671	Sous Total compte 671					30,00		30,00		30,00	
673	Titres annulés exercices antérieurs					24 874,79		24 874,79		24 874,79	
675	Valeurs comptables immob cédées					14 666,40		14 666,40		14 666,40	
678	Autres charges exceptionnelles					3 887,10		3 887,10		3 887,10	
67	Sous Total compte 67					43 458,29		43 458,29		43 458,29	
6811	DA - immob incorp et corpo					225 919,11		225 919,11		225 919,11	
681	Sous Total compte 681					225 919,11		225 919,11		225 919,11	
68	Sous Total compte 68					225 919,11		225 919,11		225 919,11	
	Total classe 6					7 962 318,55	421 365,29	7 962 318,55	421 365,29	7 775 430,26	234 477,00
703	Produits - ventes de produits résiduels						246,00		246,00		246,00
7061	Cotisations obligatoires					35,57	3 949 578,93	35,57	3 949 578,93		3 949 543,36
7062	Cotisations additionnelles						2 355 715,81		2 355 715,81		2 355 715,81

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70631	Produits adhésions au titre assurances						26 052,00		26 052,00		26 052,00
70638	Conv rembst autres conv et rembsts						609 315,14		609 315,14		609 315,14
7063	Sous Total compte 7063						635 367,14		635 367,14		635 367,14
7066	Cotisations des organismes non affiliés						34 867,99		34 867,99		34 867,99
706	Sous Total compte 706					35,57	6 975 529,87	35,57	6 975 529,87		6 975 494,30
7082	Refacturation prestations d'assurance						198 093,03		198 093,03		198 093,03
70841	Mise à dispo refacturation frais secrét					0,01	1 296,04	0,01	1 296,04		1 296,03
70842	Autre refacturation persel mis à dispo						715 896,66		715 896,66		715 896,66
7084	Sous Total compte 7084					0,01	717 192,70	0,01	717 192,70		717 192,69
7085	Rembst du coût-lauréat					938,92	148 446,54	938,92	148 446,54		147 507,62
7087	Rembst frais commissions de réforme					8 330,00	227 800,00	8 330,00	227 800,00		219 470,00
708	Sous Total compte 708					9 268,93	1 291 532,27	9 268,93	1 291 532,27		1 282 263,34
70	Sous Total compte 70					9 304,50	8 267 308,14	9 304,50	8 267 308,14		8 258 003,64

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
744	FCTVA						787,36		787,36		787,36
7478	Autres organismes						121 998,00		121 998,00		121 998,00
747	Sous Total compte 747						121 998,00		121 998,00		121 998,00
74	Sous Total compte 74						122 785,36		122 785,36		122 785,36
75882	Rétrib au titre prestation d'act sociale						73 750,00		73 750,00		73 750,00
75888	Autres						2,10		2,10		2,10
7588	Sous Total compte 7588						73 752,10		73 752,10		73 752,10
758	Sous Total compte 758						73 752,10		73 752,10		73 752,10
75	Sous Total compte 75						73 752,10		73 752,10		73 752,10
7718	Autres prod except sur opé gestion						13 541,95		13 541,95		13 541,95
771	Sous Total compte 771						13 541,95		13 541,95		13 541,95
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs						19 025,90		19 025,90		19 025,90
775	Produits cessions immob						8 000,00		8 000,00		8 000,00

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
778	Autres produits exceptionnels						230 047,47		230 047,47		230 047,47
77	Sous Total compte 77						270 615,32		270 615,32		270 615,32
	Total classe 7					9 304,50	8 734 460,92	9 304,50	8 734 460,92		8 725 156,42
	Total général	15 625 526,90	15 625 526,90	30 181 911,77	27 320 029,06	8 977 460,38	11 839 343,09	54 784 899,05	54 784 899,05	24 777 939,43	24 777 939,43

02200 - CENTRE DEPART.GESTION F.P.T.

Exercice 2021

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
Nature des valeurs inactives								
861								
Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862								
Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

02200 - CENTRE DEPARTEMENTAL GESTION F.P.T.

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :**MONCHIET Frederic (1013504302-0), Inspecteur des Finances Publiques**

A DDFIP DU PAS-DE-CALAIS, le 02/03/2022


Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **CENTRE DEPARTEMENTAL GESTION F.P.T.** pendant l'année **2021** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.**BRU Thierry (1013351179-0), Inspecteur divisionnaire FIP hors classe**

A BRUAY-LA BUISSIÈRE, le 03/03/2022

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Envoyé en préfecture le 30/03/2022
Reçu en préfecture le 30/03/2022
Affiché le 
ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

28620002700022	Désignation de l'établissement public Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas-de-Calais Allée du Château BP 67 - Labuissière 62702 Bruay-la-Buissière Cedex
-----------------------	---

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE
TERRITORIALE DU
DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

M832

COMPTE ADMINISTRATIF 2021

SOMMAIRE

PAGE	CONTENU
1	Informations générales
2	Exécution du budget
3 à 4	Balance générale du budget
5	Section de fonctionnement – Vue d’ensemble
6 à 10	Section de fonctionnement – Dépenses – Détail par articles
11 et 13	Section de fonctionnement – Recettes – Détail par articles
14	Section d’investissement – Vue d’ensemble
15	Section d’investissement – Equipement – Dépenses et recettes non individualisées en opérations
16	Section d’investissement – équipement – Opération Financières
à	Section d’investissement – Opérations d’ordre à l’intérieur de la section
18	Section d’investissement – Opérations financières
	ANNEXES
19	Opérations d’ordre de Section à Section
20	Etat de la dette- Répartition de l’encours
21	Etat de la dette – Récapitulation
22	Etat de la dette - Détail
23	Présentation consolidée du budget principal et des budgets annexes
24 à 33	Amortissements – Provisions – Répartition des charges Etat de l’ Actif au 31.12.2021
34	Etat du personnel
35	Arrêtés – Signatures

INFORMATION GÉNÉRALES

Informations statistiques	Valeur	Délibération du :
Taux de cotisation obligatoire	0,80	16/12/2020
Taux de cotisation additionnelle	0,50	16/12/2020
Socle commun	0,10	16/12/2020

Vote du Conseil d'Administration le 16/12/2020

INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET

	INVESTISSEMENT		
	Prévisions	Réalisations (exécution)	Restes à réaliser
001 Solde N-1 négatif			
Dépenses	6 853 063.12	719 037.33	2 851 658.47
TOTAL DEPENSES	6 853 063.12	719 037.33	2 851 658.47
001 Solde N-1 positif	1 073 831.16	1 073 831.16	
Recettes	5 779 231.96	2 396 716.88	
TOTAL RECETTES	6 853 063.12	3 470 548.04	
Solde		A 2 751 510.71	B -2 851 658.47

Besoin de financement à couvrir = A + B : -100 147.76

	FONCTIONNEMENT		
	Prévisions	Réalisations (exécution)	Restes à réaliser
002 Déficit N-1 reporté			
Dépenses	11 829 509.12	7 808 639.38	
TOTAL DEPENSES	11 829 509.12	7 808 639.38	
002 Excédent N-1 reporté	2 275 015.08	2 275 015.08	
Recettes	9 554 494.04	8 992 842.54	
TOTAL RECETTES	11 829 509.12	11 267 857.62	
Résultat		C 3 459 218.24	

Résultat à affecter (excédent) ou à reporter (déficit) = C : 3 459 218.24

RESULTATS CUMULES

	Réalisations	Restes à réaliser	Résultat cumulé
Investissement	2 751 510.71	-2 851 658.47	-100 147.76
Fonctionnement	3 459 218.24		3 459 218.24
Résultat global	6 210 728.95	-2 851 658.47	3 359 070.48

II - PRESENTATION GENERALE

BALANCE GENERALE - DEPENSES

1

1 - MANDATS EMIS

Chap.	FUNCTIONNEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
Dépenses de fonctionnement - Total (A1)		7 536 742.02	271 897.36	7 808 639.38
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 466 521.91		1 466 521.91
012	CHARGES DE PERSONNEL	5 166 733.33		5 166 733.33
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	772 764.17		772 764.17
66	CHARGES FINANCIERES	101 930.72		101 930.72
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	28 791.89	14 666.40	43 458.29
66	ICNE de l'exercice/emprunts		31 311.85	31 311.85
68	DOTATIONS AUX COMPTES D'AMORTISSEMENT		225 919.11	225 919.11

Chap.	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre		TOTAL
			de section à section	à l'intérieur de la section	
Dépenses d'investissement - Total (B1)		590 557.28		128 480.05	719 037.33
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	156 651.49			156 651.49
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)	155 348.77			155 348.77
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	89 712.81			89 712.81
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)	186 344.21		95 270.93	281 615.14
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	2 500.00			2 500.00
16	ICNE N-1 contrepassés/emprunts			33 209.12	33 209.12

RECAPITULATION GENERALE

	Dépenses totales	Déficit ou Solde N-1	TOTAL SECTION
Fonctionnement	A1 7 808 639.38	D002	7 808 639.38
Investissement	B1 719 037.33	D001	719 037.33

II - PRESENTATION GENERALE

BALANCE GENERALE - RECETTES

2 - TITRES EMIS

2

Chap.	FONCTIONNEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
Recettes de fonctionnement - Total (A2)		8 959 633.42	33 209.12	8 992 842.54
70	VENTES PROD.FABRIQUES,PRESTATIONS SERV,MARCHANDISE	8 258 003.64		8 258 003.64
74	DOTATIONS,SUBVENTIONS ET PARTICIPATION	122 785.36		122 785.36
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	73 752.10		73 752.10
013	PRODUITS DE GESTION COURANTE	234 477.00		234 477.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	270 615.32		270 615.32
66	ICNE N-1 contrepassés/emprunts		33 209.12	33 209.12

Chap.	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre		TOTAL
			de section à section	à l'intérieur de la section	
Recettes d'investissement - Total (B2)		29 548.59	240 585.51	126 582.78	396 716.88
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	27 959.31			27 959.31
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	1 589.28			1 589.28
16	ICNE de l'exercice/emprunts			31 311.85	31 311.85
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			90 401.03	90 401.03
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		14 666.40		14 666.40
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			4 869.90	4 869.90
28	AMORTISSEMENTS DES IMOBILISATIONS		225 919.11		225 919.11

RECAPITULATION GENERALE

	Recettes (sf.1068)	Excédent ou solde N-1	Affectation/N-1	TOTAL SECTION
Fonctionnement	A2 8 992 842.54	R002 2 275 015.08		11 267 857.62
Investissement	B2 396 716.88	R001 1 073 831.16	R1068 2 000 000.00	3 470 548.04

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE

A

Pour mémoire :

L'Assemblée délibérante avait voté le présent budget :

- au niveau (1)

pour la section d'investissement.

- au niveau (1)

pour la section de fonctionnement.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur n'a pu procéder à des virements d'article à article est la suivante :

(1) A compléter par "du chapitre" ou "de l'article".

Chapitres		Crédits Ouverts	Réalisations hors rattach.	Rattachements fonctionnement	Restes à réaliser FONCT.	CREDITS A ANNULER
TOTAL DEPENSES (III) = I+II		11 829 509.12	7 576 629.07	232 010.31		4 020 869.74
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 603 337.44	1 235 032.68	231 489.23		1 136 815.53
012	CHARGES DE PERSONNEL	7 133 100.00	5 166 212.25	521.08		1 966 366.67
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 160 210.00	772 764.17			387 445.83
66	CHARGES FINANCIERES	133 742.57	133 242.57			500.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	73 200.00	43 458.29			29 741.71
68	DOTATIONS AUX COMPTES D'AMORTISSEMENT	725 919.11	225 919.11			500 000.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT					
DEPENSES DE L'EXERCICE (I)		11 829 509.12	7 576 629.07	232 010.31		4 020 869.74
002	Déficit antérieur reporté (II)					
TOTAL RECETTES (VI) = IV+V		11 829 509.12	11 267 857.62			
70	VENTES PROD.FABRIQUES,PRESTATIONS SERV,MARCHANDISE	8 633 984.92	8 258 003.64			
74	DOTATIONS,SUBVENTIONS ET PARTICIPATION	124 000.00	122 785.36			
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	75 100.00	73 752.10			
013	PRODUITS DE GESTION COURANTE	453 000.00	234 477.00			
66	CHARGES FINANCIERES	33 209.12	33 209.12			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	235 000.00	270 615.32			
78	REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	200.00				
RECETTES DE L'EXERCICE (IV)		9 554 494.04	8 992 842.54			
002	Excédent antérieur reporté (V)	2 275 015.08	2 275 015.08			
EXCEDENT de CLOTURE = VI-III			3 691 228.55			
DEFICIT de CLOTURE = III-VI				232 010.31		

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

A 1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

A 1

OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES

Article	LIBELLE	Crédits Ouverts	Réalisations hors rattach.	Rattachements fonctionnement	Restes à réaliser FONCT.	CREDITS A ANNULER
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 603 337.44	1 235 032.68	231 489.23		1 136 815.53
----- 60 -----	ACHAT ET VARIATION DES STOCKS	569 316.47	128 253.78	48 478.84		392 583.85
6042	ACHATS D'ETUDES, PRESTATIONS DE SERVICES ACHATS D'ETUDES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES	26 400.00	14 439.29	1 840.00		10 120.71
6061	ACHATS NON STOCKES DE MATIERES ET FOURNITURES EAU - ELECTRICITE - GAZ	112 000.00	53 574.38	35 000.00		23 425.62
60622	FOURNITURES NON STOCKEES					
60623	CARBURANTS	20 000.00	12 989.86			7 010.14
	ALIMENTATION	12 000.00	608.71	195.46		11 195.83
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT	14 500.00	5 680.56	339.55		8 479.89
60632	FOURNITURES D'ENTRETIEN	272 416.47	12 044.07	6 040.26		254 332.14
60636	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT					
	VETEMENTS DE TRAVAIL	3 000.00	1 358.30			1 641.70
6065	FOURNITURES DE BUREAU	82 000.00	9 360.59	4 759.07		67 880.34
6066	FOURNITURES MEDICALES	20 000.00	12 400.99			7 599.01
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	7 000.00	5 797.03	304.50		898.47
----- 61 -----	SERVICES EXTERIEURS	1 002 520.97	549 608.49	50 545.73		402 366.75
6122	REDEVANCES DE CREDIT-BAIL CREDIT-BAIL MOBILIER	31 410.00	32 630.77	3 477.16		-4 697.93
6132	LOCATIONS					
	LOCATIONS IMMOBILIERES	66 000.00	46 095.19	1 950.00		17 954.81
6135	LOCATIONS MOBILIERES	115 500.00	71 729.42	2 450.16		41 320.42
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	12 000.00	13 203.66	1 149.91		-2 353.57
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS ENTRETIEN DE TERRAINS ET ESPACES VERTS	55 000.00	2 806.26	2 347.95		49 845.79
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS MOBILIERS					
	ENTRETIEN SUR MATERIEL ROULANT	8 000.00	226.00			7 774.00
61558	ENTRETIEN SUR MATERIEL	11 500.00		321.00		11 179.00
6156	MAINTENANCE	213 600.00	114 021.13	18 803.30		80 775.57
6161	PRIMES D'ASSURANCES					
	MULTIRISQUES	22 210.97	8 211.50	3 630.00		10 369.47
6168	AUTRES	335 500.00	235 907.30			99 592.70
617	ETUDES ET RECHERCHES	15 000.00				15 000.00
6182	DIVERS					
	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	26 000.00	19 044.84	1 776.25		5 178.91
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	50 000.00	257.00	14 640.00		35 103.00
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	36 000.00	1 854.90			34 145.10
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	4 800.00	3 620.52			1 179.48
----- 62 -----	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 022 400.00	554 452.55	132 464.66		335 482.79
6222	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES					
	INDEMNITES DE JURY	100 000.00	65 086.43			34 913.57
6223	INDEMNITES AUX MAGISTRATS (CONSEILS DE DISCIPLINE	1 000.00	830.28			169.72
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS					
62264	HONORAIRES					
	HONORAIRES MEDICAUX	30 000.00	22 295.22			7 704.78
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	40 000.00	5 280.50			34 719.50

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

A 1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

A 1

OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES

Article	LIBELLE	Crédits Ouverts	Réalisations hors rattach.	Rattachements fonctionnement	Restes à réaliser FONCT.	CREDITS A ANNULER
6228	DIVERS	260 000.00	143 896.79	25 768.94		90 334.27
6231	PUBLICITE, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES					
6236	ANNONCES ET INSERTIONS	9 000.00	9 340.87	1 220.38		-1 561.25
6238	IMPRESSIONS	3 000.00	3 180.54	154.80		-335.34
	DIVERS	20 000.00	4 709.71	1 446.60		13 843.69
	DEPLACEMENTS, MISSIONS ET RECEPTIONS					
	VOYAGES ET DEPLACEMENTS					
62511	VOYAGES ET DEPLACEMENTS-PERSONNEL ADMINISTRATIF	23 000.00	11 044.38	1 304.85		10 650.77
62518	AUTRES FRAIS DE DEP. MEMBRES DU JURY ET CONCOURS.	36 100.00	26 327.39	204.45		9 568.16
6257	RECEPTIONS	47 000.00	6 024.51	383.94		40 591.55
	FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS					
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	47 400.00	44 118.99			3 281.01
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	119 800.00	98 150.87	21 919.31		-270.18
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	10 000.00	814.15	350.00		8 835.85
	DIVERS					
6281	CONCOURS DIVERS	114 600.00	102 406.76			12 193.24
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	18 500.00	10 111.36	2 435.05		5 953.59
6288	AUTRES	143 000.00	833.80	77 276.34		64 889.86
----- 63 -----	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	9 100.00	2 717.86			6 382.14
	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES					
	IMPOTS DIRECTS					
63512	TAXES FONCIERES	8 500.00	2 717.86			5 782.14
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	500.00				500.00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	100.00				100.00
012	CHARGES DE PERSONNEL	7 133 100.00	5 166 212.25	521.08		1 966 366.67
----- 63 -----	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	106 100.00	86 573.00			19 527.00
	IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES/REM. AUTRES ORGA					
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	65 000.00	51 946.00			13 054.00
6336	COTISATION AU C.N.F.P.T.	29 500.00	25 966.00			3 534.00
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS ASSIMILES SUR REMUNE	11 600.00	8 661.00			2 939.00
----- 64 -----	CHARGES DE PERSONNEL	7 027 000.00	5 079 639.25	521.08		1 946 839.67
	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU CENTRE					
6411	PERSONNEL TITULAIRE	3 900 000.00	2 635 229.11			1 264 770.89
6413	PERSONNEL NON TITULAIRE	1 100 000.00	818 115.43			281 884.57
	EMPLOIS D'INSERTION					
64162	EMPLOIS D'AVENIR	1 000.00				1 000.00
64168	EMPLOIS D'INSERTION CEC	1 000.00				1 000.00
642	INDEMNITES DE JURY SOUMISES A COTISATIONS SOCIALE	20 000.00	25 788.06			-5 788.06
	REMUNERATIONS DU PERSONNEL PRIVE D'EMPLOI					
6431	PERSONNEL PRIS EN CHARGE	90 000.00				90 000.00
	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE					
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	680 000.00	552 448.00			127 552.00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	800 000.00	693 240.18			106 759.82
6454	COTISATIONS AUX ASSEDIC	44 000.00	31 263.00			12 737.00
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL					
6456	VERSEMENT AU FNC DU SUPPLEMENT	3 000.00	2 201.00			799.00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

A 1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

A 1

OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES

Article	LIBELLE	Crédits Ouverts	Réalisations hors rattach.	Rattachements fonctionnement	Restes à réaliser FONCT.	CREDITS A ANNULER
6458	CNAS	42 500.00	36 744.40			5 755.60
6461	COTISATIONS SOCIALES SUR INDEMNITES DE JURY					
6463	COTISATIONS A L'URSSAF SUR INDEMNITES DE JURY	17 000.00	13 358.00			3 642.00
6464	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE SUR IND. JURY	2 500.00	1 850.00			650.00
	COTISATIONS AUX ASSEDICS SUR INDEMNITES DE JURY	3 000.00	1 786.00			1 214.00
	AUTRES CHARGES SOCIALES					
64731	ALLOCATION DE CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT	30 000.00	13 352.51			16 647.49
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	4 900.00	1 178.65	521.08		3 200.27
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES	33 100.00	31 834.91			1 265.09
6488	AUTRES CHARGES DU PERSONNEL CHEQUES DE JEUNERS	255 000.00	221 250.00			33 750.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 160 210.00	772 764.17			387 445.83
----- 65 -----	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 160 210.00	772 764.17			387 445.83
6518	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICENCES... Autres	21 100.00				21 100.00
6531	INDEMNITES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATIO INDEMNITES AU PRESIDENT ET AUX VICES PRESIDENTS	65 000.00	59 166.40			5 833.60
65321	FRAIS DE DEP. ET DE SEJ. AUX MEMBRES DU C. A.	1 700.00	2 461.00			-761.00
65322	FRAIS DE DEPLACEMENT ET SEJOUR MEMBRES DU C.A.	2 500.00	1 966.80			533.20
65323	FRAIS DE DEPLACT ET SEJ. MEMBRES DES ORG. PAR. FRAIS DE DEPL. AUX MEMBRES DES COM. DE REFORME	1 000.00	469.92			530.08
6533	COTISATIONS RETRAITE	10 000.00	4 431.38			5 568.62
6541	PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	1 000.00				1 000.00
6561	REMBOURSEMENTS ET COMPENSATIONS REMBOURSEMENT D'ACTIVITES SYNDICALES	980 000.00	632 023.80			347 976.20
657	SUBVENTIONS	69 910.00	69 910.00			
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE	8 000.00	2 334.87			5 665.13
GESTION DES SERVICES 011+012+65+014		10 896 647.44	7 174 009.10	232 010.31		3 490 628.03

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

A 1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

A 1

CHARGES FINANCIERES, EXCEPTIONNELLES, DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Article	LIBELLE	Crédits Ouverts	Réalisations hors rattach.	Rattachements fonctionnement	Restes à réaliser FONCT.	CREDITS A ANNULER
66	CHARGES FINANCIERES	133 742.57	133 242.57			500.00
	Opérations réelles	102 430.72	101 930.72			500.00
----- 66 -----	CHARGES FINANCIERES	102 430.72	101 930.72			500.00
6611	CHARGES D'INTERETS INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES	101 930.72	101 930.72			
668	AUTRES CHARGES FINANCIERES	500.00				500.00
	Opérations d'ordre (00)	31 311.85	31 311.85			
----- 66 -----	CHARGES FINANCIERES	31 311.85	31 311.85			
6611	CHARGES D'INTERETS INTERETS COURUS NON ECHUS	31 311.85				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	73 200.00	43 458.29			29 741.71
	Opérations réelles	72 200.00	28 791.89			43 408.11
----- 67 -----	CHARGES EXCEPTIONNELLES	72 200.00	28 791.89			43 408.11
6711	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	1 000.00				1 000.00
6713	INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHÉ	500.00	30.00			470.00
6718	DONS, LIBERALITES	300.00				300.00
673	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPE.DE GESTION	70 000.00	24 874.79			45 125.21
6748	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	100.00				100.00
678	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUTRES SUBVENTION EXCEPTIONNELLES	300.00	3 887.10			-3 587.10
	Opérations d'ordre (00)	1 000.00	14 666.40			-13 666.40
----- 67 -----	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 000.00	14 666.40			-13 666.40
675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES	1 000.00	14 666.40			-13 666.40
68	DOTATIONS AUX COMPTES D'AMORTISSEMENT	725 919.11	225 919.11			500 000.00
----- 68 -----	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	725 919.11	225 919.11			500 000.00
6811	DOT. AUX AMORT.ET AUX PROV.-CHARGES D'EXPLOITATIO	225 919.11	225 919.11			
6815	DOT. AUX AMORT. DES IMMOB. CORP. ET INCORPORELLES DOT.AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FON	500 000.00				500 000.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT					
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT					
TOTAL OPERATIONS REELLES		11 071 278.16	7 304 731.71	232 010.31		3 534 536.14
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE		758 230.96	271 897.36			486 333.60
002 Déficit de Fonctionnement reporté						
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT =(Dépenses réelles+d'ordre+002)		11 829 509.12	7 576 629.07	232 010.31		4 020 869.74

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

A 1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

DETAIL DE CERTAINS ARTICLES (subventions versées)

Article	LIBELLE	Crédits Ouverts	Réalisations hors rattach.	Rattachements fonctionnement	Restes à réaliser FONCT.	CREDITS A ANNULER
657	SUBVENTIONS	69 910.00	69 910.00			
	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES					
6748	AUTRES SUBVENTION EXCEPTIONNELLES	100.00				100.00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

A 2 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

A 2

OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES

Article	LIBELLE	Crédits Ouverts	Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser
66	CHARGES FINANCIERES	33 209.12	33 209.12		
	Opérations d'ordre (00)	33 209.12	33 209.12		
----- 66 -----	CHARGES FINANCIERES	33 209.12	33 209.12		
6611	CHARGES D'INTERETS INTERETS COURUS NON ECHUS	33 209.12	33 209.12		
70	VENTES PROD.FABRIQUES,PRESTATIONS SERV,MARCHANDI	8 633 984.92	8 258 003.64		
----- 70 -----	PRODUITS DES ACTIVITES VENTES DE PRODUITS RESIDUELS	8 633 984.92	8 258 003.64 246.00		
703					
7061	COTISATIONS DES COLLECTIVITES LOCALES				
7062	COTISATIONS OBLIGATOIRES	3 849 990.00	3 949 543.36		
	COTISATIONS ADDITIONNELLES	2 699 994.92	2 355 715.81		
70631	CONVENTIONS ET REMBOURSEMENT				
70638	PRODUITS DES ADHESIONS AU TITRE DES ASSURANCES	20 000.00	26 052.00		
	CONVENTIONS ET REMBOURSEMENTS	650 000.00	609 315.14		
7066	COTISATIONS DES ORGANISMES NON AFFILIES	30 000.00	34 867.99		
7082	AUTRES PRODUITS REFACTURATION DE PRESTATIONS D'ASSURANCES	250 000.00	198 093.03		
70841	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL				
70842	REFACT. DE FRAIS DE SECRITAIRIAT (CONSEIL DISCIP.	1 000.00	1 296.03		
	AUTRES REFACTURATIONS DE PERSONNELS MIS A DISPOS	737 000.00	715 896.66		
7085	REMBOURSEMENT DU COUT-LAUREAT	180 000.00	147 507.62		
7087	PRESTATIONS DE SERVICES	215 000.00	219 470.00		
7088	DROITS DE REPROGRAPHIE	1 000.00			
74	DOTATIONS,SUBVENTIONS ET PARTICIPATION	124 000.00	122 785.36		
----- 74 -----	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS FCTVA	124 000.00 3 500.00	122 785.36 787.36		
744					
7472	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS	20 500.00			
7478	AUTRES ORGANISMES	100 000.00	121 998.00		
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	75 100.00	73 752.10		
----- 75 -----	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	75 100.00	73 752.10		
	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE				
75882	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE				
75888	PARTENARIAT CNRACL	75 000.00	73 750.00		
	AUTRES PRODUITS DE RETRIBUTION DE GESTION COURANT	100.00	2.10		
013	PRODUITS DE GESTION COURANTE	453 000.00	234 477.00		
----- 64 -----	CHARGES DE PERSONNEL	453 000.00	234 477.00		

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

A 2 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

A 2

OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES

Article	LIBELLE	Crédits Ouverts	Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser
64198	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU CENTRE REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU REMBOURSEMENT SUR REMUNERATION DU PERSONNEL	328 600.00	160 797.48		
6439	REMUNERATIONS DU PERSONNEL PRIVE D'EMPLOI REMBOURSEMENT/REMUNERATION DU PERS.PRIVE D'EMPLOI	120 000.00	63 265.13		
6459	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE EMBORSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE	4 400.00	10 414.39		
GESTION DES SERVICES 70+74+75+013 (sauf 00)		9 286 084.92	8 689 018.10		

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

A 2 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

A 2

PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS

Article	LIBELLE	Crédits Ouverts	Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	235 000.00	270 615.32		
----- 77 -----	PRODUITS EXCEPTIONNELS	235 000.00	270 615.32		
7711	PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION				
7714	DEDITS ET PENALITES PERCUES	100.00			
7718	RECouvreMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	100.00			
	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPER. DE GESTIO	10 000.00	13 541.95		
773	MANDATS ANNULES	5 000.00	19 025.90		
775	PRODUITS DES CESSIONS D'ELTS D'ACTIF		8 000.00		
778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	219 800.00	230 047.47		
78	REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	200.00			
----- 78 -----	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	200.00			
7815	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
	REPRISE SUR PROV. POUR RISQUE ET CHARGE DE FONCT.	100.00			
7875	REPRISES SUR PROVISIONS				
	REPRISES SUR PROV. POUR RISQUES ET CHARGES EXCEP.	100.00			
TOTAL OPERATIONS REELLES		9 521 084.92	8 959 633.42		
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE		33 409.12	33 209.12		
002 Excédent de Fonctionnement reporté		2 275 015.08	2 275 015.08		
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT =(Recettes réelles+d'ordre+002)		11 829 509.12	11 267 857.62		

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

B - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE

B

Libellé	Crédits Ouverts	Réalisations	Restes à réaliser	CREDITS A ANNULER
DEPENSES TOTALES = V+VI	6 853 063.12	719 037.33	2 851 658.47	3 282 367.32
Dépenses d'équipement (I)	3 668 801.51	431 405.79	2 851 658.47	385 737.25
20 Immobilisations incorporelles	195 815.16	155 348.77	1 442.45	39 023.94
21 Immobilisations corporelles	414 857.35	89 712.81	30 032.23	295 112.31
23 Immobilisations en cours Opérations (total)	3 058 129.00	186 344.21	2 820 183.79	51 601.00
Dépenses financières (II)	160 651.49	159 151.49		1 500.00
10 Reversement de dotations				
13 Reversement de subventions				
16 Remboursement d'emprunts	156 651.49	156 651.49		
26 Acquisition de participations				
27 Prêt et avances accordés	4 000.00	2 500.00		1 500.00
020 Dépenses imprévues				
<i>Opé. d'ordre de section à section (III)</i>				
<i>Opé. d'ordre à l'intérieur de la section (IV)</i>	3 023 610.12	128 480.05		2 895 130.07
Dépenses de l'exercice V = I+II+III+IV	6 853 063.12	719 037.33	2 851 658.47	3 282 367.32
001 Solde d'exécution déficitaire N-1 (VI)				

Libellé	Crédits Ouverts	Réalisations	Restes à réaliser	CREDITS A ANNULER
RECETTES TOTALES = XIII+XIV+XV	6 853 063.12	3 470 548.04		
Fonds propres externes (VII)	28 100.00	27 959.31		
10 Dot. fonds divers et réserves (sf 1068)	28 100.00	27 959.31		
138 Subv. d'investissement non affectées				
13 Subventions d'équipement (VIII)	2 000.00			
16 Emprunts et dettes (IX)				
27 Remboursements de prêts (X)	1 500.00	1 589.28		
<i>Opé. d'ordre de section à section (XI)</i>	725 919.11	240 585.51		
<i>Opé. d'ordre à l'intérieur de la section (XII)</i>	3 021 712.85	126 582.78		
Recettes de l'exercice XIII = VII+VIII+IX+X+XI+XII	3 779 231.96	396 716.88		
1068 Excédent de fonct. capitalisé (XIV)	2 000 000.00	2 000 000.00		
001 Solde d'exéc. excédentaire N-1 (XV)	1 073 831.16	1 073 831.16		

SOLDE D'EXECUTION POSITIF		2 751 510.71		
SOLDE D'EXECUTION NEGATIF			2 851 658.47	

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

B - SECTION D'INVESTISSEMENT - EQUIPEMENT

B 1

DETAIL PAR ARTICLES

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN OPERATIONS

Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Réalisations	Restes à réaliser	CREDITS A ANNULER
	DEPENSES	3 668 801.51	431 405.79	2 851 658.47	385 737.25
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	195 815.16	155 348.77	1 442.45	39 023.94
203 2051	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCE	9 324.25 186 490.91	540.00 154 808.77	1 442.45	8 784.25 30 239.69
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	414 857.35	89 712.81	30 032.23	295 112.31
2131	BATIMENTS PUBLICS	176 000.00			176 000.00
2135	INST. GENERALES, AGENC., AMENAG. DE CONSTRUCTIONS	11 000.00			11 000.00
2154	MATERIEL MEDICAL	30 000.00	5 701.51		24 298.49
2158	MATERIELS OUTILLAGES AUTRES	61 000.00	40 548.00		20 452.00
2182	MATERIEL DE TRANSPORT	10 000.00			10 000.00
2183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	108 147.82	36 150.48	29 333.37	42 663.97
2184	MOBILIER	16 709.53	7 312.82	698.86	8 697.85
2188	AUTRES	2 000.00			2 000.00
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	3 058 129.00	186 344.21	2 820 183.79	51 601.00
2313	CONSTRUCTIONS	-1 108.00	42 944.21	95 583.79	-139 636.00
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	22 101.00			22 101.00
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COM.D'IMMOB.CORPOR	3 037 136.00	143 400.00	2 724 600.00	169 136.00

DETAIL PAR ARTICLES

RECETTES NON INDIVIDUALISEES EN OPERATIONS

Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Réalisations	Restes à réaliser	CREDITS A ANNULER
	RECETTES	2 000.00			
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 000.00			
1321 1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFÉRABLES SUBV.D EQUIPT NON TRANSFERABLES COLLECTIVITES ET	1 000.00 1 000.00			
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
1641	EMPRUNTS ASSORTIS D'UN INSTRUMENT DE COUVERTURE				
	BESOIN DE FINANCEMENT	3 666 801.51	431 405.79	2 851 658.47	385 737.25
	EXCEDENT DE FINANCEMENT				

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS D'ORDRE
A L'INTERIEUR DE LA SECTION**B 2**

Article	LIBELLE	Crédits Ouverts	Réalisations
	DEPENSES	3 023 610.12	128 480.05
1688	INTERETS COURUS	33 209.12	33 209.12
2313	CONSTRUCTIONS	2 990 401.00	95 270.93
	RECETTES	3 021 712.85	126 582.78
1688	INTERETS COURUS	31 311.85	31 311.85
203	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	90 401.00	90 401.03
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE		4 869.90
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COM.D'IMMOB.CORPOR	2 900 000.00	

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS FINANCIERES

B 3-1

DETAIL PAR ARTICLES - 1 - DEPENSES

Art.	Libellé	Crédits ouverts	Réalisations	CREDITS A ANNULER
DEPENSES TOTALES (A)		160 651.49	159 151.49	1 500.00
16	Rembours. d'emprunts et dettes	156 651.49	156 651.49	
1641	EMPRUNTS ASSORTIS D'UN INSTRUMENT DE COUVERTURE	156 651.49	156 651.49	
	Autres dépenses financières	4 000.00	2 500.00	1 500.00
10	Reversement de dotations			
13	Remboursement de subventions			
26	Participations et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières	4 000.00	2 500.00	1 500.00
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	1 500.00		1 500.00
2761	CREANCES DIVERSES	2 500.00	2 500.00	
020	Dépenses imprévues			
	<i>Opérations d'ordre</i>			
139	<i>Reprises sur :</i>			
15	<i>Subv. d'invest. reprises au c/résultat</i>			
19	<i>Provisions pour risques et charges</i>			
	<i>Moins-values de cessions</i>			
481	<i>Charges à répartir sur plusieurs ex.</i>			
001	Solde d'exécution déficitaire N-1			

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS FINANCIERES

B 3-2

DETAIL PAR ARTICLES - 2 - RECETTES

Art.	Libellé	Crédits ouverts	Réalisations	CREDITS A ANNULER
RECETTES TOTALES (B)		3 829 350.27	3 343 965.26	
10	Ressources propres externes	28 100.00	27 959.31	
10222	F.C.T.V.A	28 100.00	27 959.31	
	Dette récupérable et subv. globales	1 500.00	1 589.28	
138	Autres subv. d'invest. non transf.			
166	Refinancement de dettes			
27	Remboursement de prêts	1 500.00	1 589.28	
	<i>Ressources propres internes (opé. d'ordre)</i>	<i>725 919.11</i>	<i>240 585.51</i>	
1511 2158	PROVISIONS POUR LITIGES MATERIELS OUTILLAGES AUTRES	500 000.00	14 666.40	
28	Amortissements des immobilisations	225 919.11	225 919.11	
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICEN	75 957.03	75 957.03	
28154	MATERIEL MEDICAL	12 758.71	12 758.71	
28158	AMORTISSEMENT MATERIELS OUTILLAGES DIVERS	11 200.36	11 200.36	
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	7 407.97	7 407.97	
28183	MATERIEL DE BUREAU & MATERIEL INFORMATIQUE	88 991.88	88 991.88	
28184	MOBILIER	27 023.60	27 023.60	
28188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 579.56	2 579.56	
481	Amortissements des charges à répartir			
021	Virement de la section de fonct.			
1068	Excédent de fonct. capitalisé	2 000 000.00	2 000 000.00	
001	Solde d'exécution excédent N-1	1 073 831.16	1 073 831.16	
	DEFICIT (A-B)			
	EXCEDENT (B-A)	3 668 698.78	3 184 813.77	

ANNEXES

IV - ANNEXES

OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION

PRINCIPALES OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION

INTITULE	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			RECETTES D'INVESTISSEMENT		
	Compte	Prévisions	Mandats émis	Compte	Prévisions	Titres émis
TOTAL		726 919.11	240 585.51		725 919.11	240 585.51
<i>Subventions ou dotations en nature,</i>	6741			21		
<i>vente au 'franc' symbolique,</i>						
<i>VNC des immobilisations cédées</i>	675	1 000.00	14 666.40	21,26		14 666.40
<i>ICNE de l'exercice sur emprunts</i>	6611			1688		
<i>Amortissements et provisions</i>	68	725 919.11	225 919.11	28,15,,9,4	725 919.11	225 919.11
<i>Transformation d'un prêt en subvention</i>	6748			274		
<i>ICNE N-1 contrepassés sur prêts</i>	762			2768		
<i>Autres ...</i>						
TOTAL		726 919.11	240 585.51		725 919.11	240 585.51

INTITULE	DEPENSES D'INVESTISSEMENT			RECETTES DE FONCTIONNEMENT		
	Compte	Prévisions	Mandats émis	Compte	Prévisions	Titres émis
TOTAL					200.00	
<i>ICNE N-1 contrepassés sur emprunts</i>	1688			6611		
<i>ICNE de l'exercice sur prêts</i>	2768			762		
<i>Reprises sur dotations et subventions</i>	10,139			777		
<i>Reprises sur provisions</i>	15,,9			78	200.00	
<i>Charges à répartir</i>	481			79		
<i>sur plusieurs exercices</i>						
<i>Travaux en régie</i>	21,23			72		
<i>Autres ...</i>						
TOTAL					200.00	

IV-ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN- ETAT DE LA DETTE

REPARTITION DE L' ENCOURS (TYPOLOGIE)

Structures Indices sous jacents	(1) Indice en euros	(2) indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indice zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l' un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d' indices hors zone euro
Caisse d' Epargne (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits 1	Nombre de produits	Nombre de produits	Nombre de produits	Nombre de produits
	% de l' encours 100	% de l' encours	% de l' encours	% de l' encours	% de l' encours
	Montant en euros 1 000 000,00 €	Montant en euros	Montant en euros	Montant en euros	Montant en euros
(B) Barrière simple . Pas d' effet de levier	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros
(C) Option d' échange (swaption)	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros
(D) Multiplicateur jusqu' à 3; multiplicateur jusqu' à 5 capé	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros
DEXIA (E) Multiplicateur jusqu' à 5	Nombre de produits 1 % de l' encours : 100 Montant en euros 2 110 625,61 €	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros	Nombre de produits % de l' encours Montant en euros

ANNEXES							
ETAT DE LA DETTE ET DES CREDITS DE TRESORERIE							

ETAT DE LA DETTE - DETAIL

Année d'encaissement	Objet de la dette	Organisme Prêteur	Durée en Année	TAUX			
				FRV 1)	Index 2)	Marge 3)	TEG
1641	Emprunts auprès des établissements de crédit						
2008	Achat du bâtiment du donjon	DEXIA	30 ans	Euribor			4,00%
2011	Prêt Equipement Local	Caisse Epargne	180 mois	F			3,92%
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS						
167	EMPRUNTS ET DETTES ASSORTIS DE CONDITIONS PARTICULIERES						
1681	AUTRES DETTES						
1687	AUTRES DETTES						

EMPRUNTS RENEGOCIES

Année d'encaissement	Objet de la dette	Organisme prêteur	Durée en Année	TAUX			
				FRV 1)	Index 2)	Marge 3)	TEG
	TOTAL						

EMPRUNTS DE REFINANCEMENT

Année d'encaissement	Objet de la dette	Organisme prêteur	Durée en Année	TAUX			
				FRV 1)	Index 2)	Marge 3)	TEG
	TOTAL						

ETAT DES CREDITS DE TRESORERIE

Date de la Délibération	Date de Réalisation	Organisme Prêteur	Index	Marge	Montant de la Commission	Montant maximum autorisé

- 1) Indiquer F pour taux fixe, R pour les taux révisables, V pour variable
 2) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : EURIBOR 3 mois)
 3) Marge appliquée à l'index retenu

ANNEXES

ETAT DE LA DETTE ET DES CREDITS DE TRESORERIE

ETAT DE LA DETTE - DETAIL

Périodicité * du remboursement	Date de la 1ère année de remboursement		dette en capital à l'origine	dette au 1er janvier de l'exercice	Annuité		
	de l'intérêt	du capital			Intérêts de l'exercice	ICNE de l'exercice	Capital
			4 000 000,00 €	2 595 326,97 €	101 930,72 €	31 311,85 €	156 651,49 €
A	01/09/2009	01/09/2009	3 000 000,00 €	2 196 265,28 €	83 503,84 €	26 749,25 €	85 639,67 €
	15/08/2013	15/08/2013	1 000 000,00 €	399 061,69 €	18 426,88 €	4 562,60 €	71 011,82 €

* Indiquer A pour annuel, S pour semestriel, T pour trimestriel, M pour mensuel

EMPRUNTS RENEGOCIES

Périodicité de remboursement	Date de la 1ère année de remboursement		dette en capital à l'origine	dette au 1er janvier de l'exercice	Annuité	
	de l'intérêt	du capital			Intérêts	Capital

EMPRUNTS DE REFINANCEMENT

Périodicité de remboursement	Date de la 1ère année de remboursement		dette en capital à l'origine	dette au 1er janvier de l'exercice	Annuité	
	de l'intérêt	du capital			Intérêts	Capital

ETAT DES CREDITS DE TRESORERIE

Montant des tirages N-1	Montant total des remboursements N-1	Montant restant dû au 01 janvier	Intérêts mandatés au 31/12/N-1	Commissions mandatées au 31/12/N-1

ANNEXES
PRESENTATION CONSOLIDEE

BUDGET PRINCIPAL

SECTION	POUR MEMOIRE CREDITS OUVERTS	REALISATIONS DE L'EXERCICE	Vote du Conseil d'Administration
INVESTISSEMENT			
DEPENSES	6 853 063,12 €	719 037,33 €	719 037,33 €
RECETTES	6 853 063,12 €	2 396 716,88 €	2 396 716,88 €
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES	11 829 509,13 €	7 808 639,38 €	7 808 639,38 €
RECETTES	11 829 509,13 €	8 992 842,54 €	8 992 842,54 €
TOTAL DEPENSES 1	18 682 572,25 €	8 527 676,71 €	8 527 676,71 €
TOTAL RECETTES 1	18 682 572,25 €	11 389 559,42 €	11 389 559,42 €

BUDGETS ANNEXES (Services assujettis à la TVA)

SECTION	POUR MEMOIRE CREDITS OUVERTS	PROPOSITION DU PRESIDENT	Vote du Conseil d'Administration
INVESTISSEMENT			
DEPENSES			
RECETTES			
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES			
RECETTES			
TOTAL DEPENSES 2	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL RECETTES 2	0,00 €	0,00 €	0,00 €

PRESENTATION CONSOLIDEE

SECTION	POUR MEMOIRE CREDITS OUVERTS	PROPOSITION DU PRESIDENT	Vote du Conseil D'administration
INVESTISSEMENT			
DEPENSES	6 853 063,12 €	719 037,33 €	719 037,33 €
RECETTES	6 853 063,12 €	2 396 716,88 €	2 396 716,88 €
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES	11 829 509,13 €	7 808 639,38 €	7 808 639,38 €
RECETTES	11 829 509,13 €	8 992 842,54 €	8 992 842,54 €
TOTAL DEPENSES	18 682 572,25 €	8 527 676,71 €	8 527 676,71 €
TOTAL RECETTES	18 682 572,25 €	11 389 559,42 €	11 389 559,42 €

RESULTAT DE L'EXERCICE	POUR MEMOIRE CREDITS OUVERTS	REALISATIONS DU BUDGET	RESTES A REALISER
INVESTISSEMENT			
Dépenses	6 853 063,12 €	719 037,33 €	2 851 658,47 €
Recettes	6 853 063,12 €	2 396 716,88 €	0,00 €
Résultat N		1 677 679,55 €	
Résultat d'inv N-1		1 073 831,16 €	
Résultat d'inv cumulé		2 751 510,71 €	
FONCTIONNEMENT			
Dépenses	11 829 509,13 €	7 808 639,38 €	
Recettes	11 829 509,13 €	8 992 842,54 €	
Résultat N		1 184 203,16 €	
Résultat de fonct N-1		2 275 015,08 €	
Résultat de fonct cumulé		3 459 218,24 €	

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Critères de sélection :

Tous les services
Tous les types d'immobilisation
Toutes les natures
Tous les numéros d'immobilisation
Toutes les classes d'immobilisation
Toutes les familles d'immobilisation
Toutes les localisations
Pas de critère sur les dates d'acquisition

Cessions partielles prises en charge en fin d'exercice.
Valeur des cessions selon le prix de cession +/- valeur.

Exercice : 2021

Budget: BUDGET DU CDG 62

Nature : 2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS...

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2021	V.N.C. au 31/12/2021
2012035	MIGRATION VERS ORACLE-APPLICATIONS GRH-G	LOGICIELS	1 847.82	30-04-2012	10	184.00	1 472.00	375.82	191.82
2020016	CERTIFICAT CLIENT SERVEUR RGS* 3 ANS	LOGICIELS	792.00	19-03-2020	1	792.00	0.00	792.00	0.00
2020040	INTERFACE DNS-NET-ENTREPRISE	LOGICIELS	2 640.00	31-08-2020	2	1 320.00	0.00	2 640.00	1 320.00
2012034	MIGRATION VERS ORACLE-APPLICATIONS GRH	LOGICIELS	1 847.82	30-04-2012	10	184.00	1 472.00	375.82	191.82
2017105	IMPRIMANTE VIRTUELLE	LOGICIELS	2 388.00	17-11-2017	5	477.00	1 431.00	957.00	480.00
2019026	NEXT GENERATION SECURITY MANAGEMENT SOFTWARE	LOGICIELS	7 200.00	17-05-2019	2	3 600.00	3 600.00	3 600.00	0.00
2019028	LICENCE DE L'ARCHITECTURE DE SECURITE	LOGICIELS	15 952.80	20-05-2019	2	7 976.80	7 976.00	7 976.80	0.00
2019069	TEAMVIEWER CORPORATE SUBSCRIPTION	LOGICIELS	1 789.74	13-09-2019	2	895.74	894.00	895.74	0.00
2019085	50 LICENCES PCU	LOGICIELS	6 000.00	21-10-2019	2	3 000.00	3 000.00	3 000.00	0.00
2019100	LOGICIEL	LOGICIELS	9 240.00	29-07-2019	2	4 620.00	4 620.00	4 620.00	0.00
2020015	RENOUVELLEMENT 2 ANS WILDCARD	LOGICIELS	851.42	19-03-2020	1	851.42	0.00	851.42	0.00
2020018	ACQUISITION LICENCE MULTIGEST	LOGICIELS	2 400.00	25-05-2020	2	1 200.00	0.00	2 400.00	1 200.00
2020027	LICENCES	LOGICIELS	46 552.28	09-07-2020	2	23 276.00	0.00	46 552.28	23 276.28
2020028	LICENCES	LOGICIELS	3 740.40	07-08-2020	2	1 870.00	0.00	3 740.40	1 870.40
2020041	DRAFSIGHT PROFESSIONAL 1 AN	LOGICIELS	290.03	31-08-2020	1	290.03	0.00	290.03	0.00
2020042	LICENCE CORPORATE 1 AN	LOGICIELS	1 743.67	31-08-2020	2	871.00	0.00	1 743.67	872.67
2020045	FOURNITURE DU DROIT D'UTILISATION DE L'INTE	LOGICIELS	216.00	22-09-2020	1	216.00	0.00	216.00	0.00
2020048	ACROBAT PRO DC FOR TEAMS. RÉF CONTRAT 65297	LOGICIELS	511.20	22-09-2020	1	511.20	0.00	511.20	0.00
2020049	LICENCE PLATEFORME WEBINAIRE 6 MOIS	LOGICIELS	2 508.00	14-10-2020	2	1 254.00	0.00	2 508.00	1 254.00
2021005	LICENCES	LOGICIELS	62 472.02	16-04-2021	2	0.00	0.00	0.00	62 472.02
2021012	LICENCES DATA CENTER	LOGICIELS	17 493.81	27-04-2021	2	0.00	0.00	0.00	17 493.81
2021016	ESET ENDPOINT PROTECTION STANDARD	LOGICIELS	156.24	10-05-2021	1	0.00	0.00	0.00	156.24
2021022	LICENCES ADOBE PRO	LOGICIELS	1 278.00	16-06-2021	2	0.00	0.00	0.00	1 278.00
2021026	SECTIGO UCC (3+) FORFAIT 3 ANS	LOGICIELS	825.61	12-07-2021	1	0.00	0.00	0.00	825.61
2021031	LICENCES	LOGICIELS	46 552.62	12-07-2021	2	0.00	0.00	0.00	46 552.62
2021034	LICENCE TEAMVIEWER 3 CANAUX 1 AN	LOGICIELS	1 849.99	27-07-2021	2	0.00	0.00	0.00	1 849.99
2021039	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	8 316.00	24-08-2021	2	0.00	0.00	0.00	8 316.00
2021060	LICENCE CISCO	LOGICIELS	3 740.40	20-09-2021	2	0.00	0.00	0.00	3 740.40
2021063	ESET PROTECT ESSENTIAL ON PREMISE 2 ANS	LOGICIELS	1 416.48	15-10-2021	2	0.00	0.00	0.00	1 416.48
2019046	ADOBE CREATIVE CLOUD VMP A58E7A9267F391998EA	LOGICIELS	3 508.80	14-06-2019	2	1 754.80	1 754.00	1 754.80	0.00
2020013	ADOBE CREATIVE CLOUD 1 AN	LOGICIELS	4 210.56	19-03-2020	2	2 105.00	0.00	4 210.56	2 105.56
2020030	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD - LICENCE	LOGICIELS	982.87	17-08-2020	1	982.87	0.00	982.87	0.00
2021023	LICENCE ADOBE CLOUD EQUIPE3 SIÈG	LOGICIELS	2 631.60	16-06-2021	2	0.00	0.00	0.00	2 631.60
2021028	LICENCE PLATEFORME WEBIKEO 1 AN	LOGICIELS	4 188.00	12-07-2021	2	0.00	0.00	0.00	4 188.00
2021040	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	0.00	0.00	0.00	594.00
2021017	CLÉ + SIGNATURE VALABLE 15/04/2021 AU 15/04/2	LOGICIELS	324.00	10-05-2021	1	0.00	0.00	0.00	324.00
2021041	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	0.00	0.00	0.00	594.00
2021042	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	0.00	0.00	0.00	594.00
2021043	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	0.00	0.00	0.00	594.00
2021044	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	0.00	0.00	0.00	594.00
2019077	LICENCE WINDOWS SERVER DATACENTER	LOGICIELS	8 565.12	07-10-2019	2	4 283.12	4 282.00	4 283.12	0.00
2019078	LICENCE WINDOWS SERVER DATACENTER	LOGICIELS	2 139.19	07-10-2019	2	1 070.19	1 069.00	1 070.19	0.00
2019079	LICENCE WINDOWS SERVER DATACENTER	LOGICIELS	4 581.86	07-10-2019	2	2 291.86	2 290.00	2 291.86	0.00
2021045	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	0.00	0.00	0.00	594.00
2020021	LICENCE MULTIGEST V9	LOGICIELS	6 000.00	19-06-2020	2	3 000.00	0.00	6 000.00	3 000.00
2020022	LICENCE MULTIGEST V9	LOGICIELS	7 200.00	19-06-2020	2	3 600.00	0.00	7 200.00	3 600.00
2020023	LICENCE MULTIGEST V9	LOGICIELS	2 760.00	19-06-2020	2	1 380.00	0.00	2 760.00	1 380.00
2020051	MODULE PORTAIL DE DIFFUSION MULTIGEST	LOGICIELS	4 200.00	14-10-2020	2	2 100.00	0.00	4 200.00	2 100.00
Total			307 468.35			75 957.03	33 860.00	118 799.58	197 651.32

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice : 2021

Budget: BUDGET DU CDG 62

Nature : 2154 MATERIEL MEDICAL

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2021	V.N.C. au 31/12/2021
2017057	FAC. FC18556 DU 31/01/2017 DEFIBRILLATEUR	Matériel Médical	1 785.00	20-03-2017	10	178.00	534.00	1 251.00	1 073.00
2016067	1 LECTEUR URINAIRE	Matériel Médical	1 198.80	28-09-2016	5	242.80	956.00	242.80	0.00
2016068	1 ETHYLOTEST	Matériel Médical	1 250.64	28-09-2016	5	250.64	1 000.00	250.64	0.00
2016069	1 THERMOPFLASH VISIOMED	Matériel Médical	612.26	29-09-2016	5	124.26	488.00	124.26	0.00
2016072	4 DEFIBRILLATEURS	Matériel Médical	5 745.98	05-10-2016	5	1 149.98	4 596.00	1 149.98	0.00
2016099	3 GUERIDONS INOX 2 PLAT.	Matériel Médical	701.06	07-10-2016	5	141.06	560.00	141.06	0.00
2016100	3 DIVANS D EXAMEN	Matériel Médical	2 442.64	07-10-2016	5	490.64	1 952.00	490.64	0.00
2016101	LECTEUR DE GLYCEMIE	Matériel Médical	815.12	24-10-2016	5	163.12	652.00	163.12	0.00
2016110	DIVAN D'EXAMEN MEDICAL - MEDECINE PREVENTIV	Matériel Médical	814.21	10-11-2016	5	166.21	648.00	166.21	0.00
2017003	AUDIOSMART-CASQUE	Matériel Médical	1 615.00	26-01-2017	5	323.00	969.00	646.00	323.00
2017058	APPAREIL 6 PISTES	Matériel Médical	1 233.20	23-03-2017	5	246.00	738.00	495.20	249.20
2017092	LECTEUR URINAIRE	Matériel Médical	2 397.60	07-11-2017	5	479.00	1 437.00	960.60	481.60
2017096	FAC. 52899256 DU 25/10/2017 DIVAN D'EXAMEN	Matériel Médical	813.68	08-11-2017	10	81.00	243.00	570.68	489.68
2017097	LECTEUR URINAIRE	Matériel Médical	1 198.80	08-11-2017	5	239.00	717.00	481.80	242.80
2017103	AUDIOSMART-CASQUE	Matériel Médical	1 421.20	17-11-2017	5	284.00	852.00	568.20	285.20
2017104	ECG CARDIOFAX	Matériel Médical	1 403.60	17-11-2017	5	280.00	840.00	563.60	283.60
2017114	DEFIBRILLATEUR	Matériel Médical	1 690.00	21-11-2017	5	338.00	1 014.00	676.00	338.00
2018010	VISIOMART	Matériel Médical	8 608.20	27-02-2018	5	1 721.00	3 442.00	5 166.20	3 445.20
2018011	VISIOMART PC CLARE MESO AUTO AVEC CHAMP PE	Matériel Médical	5 596.00	27-02-2018	5	1 119.00	2 238.00	3 357.00	2 238.00
2018021	FAC. 5501615332 DU 21/12/2017 ECG	Matériel Médical	1 467.41	13-03-2018	5	293.00	586.00	881.41	588.41
2018022	FAC. 5501612886 DU 19/12/2017 1 ECG	Matériel Médical	1 467.41	13-03-2018	5	293.00	586.00	881.41	588.41
2018023	FAC. 5501612886 DU 19/12/2017 1 DEFIBRILLATEUR	Matériel Médical	1 554.79	13-03-2018	5	310.00	620.00	934.79	624.79
2018077	1 AUDIOSMART-CASQUE	Matériel Médical	2 971.58	04-12-2018	10	297.00	594.00	2 377.58	2 080.58
2019082	AUDIOSMART	Matériel Médical	1 485.80	21-10-2019	5	297.00	297.00	1 188.80	891.80
2019083	VISIOMART-CHAMP PERIPHERIQUE	Matériel Médical	15 012.00	21-10-2019	5	3 002.00	3 002.00	12 010.00	9 008.00
2019084	VISIOMART-CHAMP PERIPHERIQUE	Matériel Médical	1 252.80	21-10-2019	5	250.00	250.00	1 002.80	752.80
2021013	LECTEUR URINAIRE URISYS 1100	Matériel Médical	978.35	27-04-2021	1	0.00	0.00	0.00	978.35
2021025	APPAREIL DE VISIO TEST	Matériel Médical	2 833.16	25-06-2021	5	0.00	0.00	0.00	2 833.16
2021032	SPIROMETRE USB 100% INFORMATISE	Matériel Médical	1 890.00	16-07-2021	5	0.00	0.00	0.00	1 890.00
Total			72 255.29			12 758.71	29 811.00	36 742.78	29 685.58

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice : 2021 Budget: BUDGET DU CDG 62 Nature : 2158 AUTRES

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2021	V.N.C. au 31/12/2021
2014012	DEBROUSSAILLEUSE SUR ROUES HONDA UM 616 EB	Outilage Spécifique	2 667.00	21-01-2014	10	267.00	1 597.00	1 070.00	803.00
2014104	AUTOLAVEUSE COMPLETE 54 CM AVEC BATTERIE	Outilage Spécifique	6 216.80	20-10-2014	10	622.00	3 727.00	2 489.80	1 867.80
2015092	1 PLATE FORME DE TRAVAIL SECURISÉE	Outilage Spécifique	1 653.07	28-10-2015	8	207.00	1 031.00	622.07	415.07
2016011	1 PERFORATEUR	Outilage Spécifique	1 199.00	08-02-2016	10	120.00	477.00	722.00	602.00
2016012	1 COUTEAU MULTIMASTER	Outilage Spécifique	690.45	08-02-2016	5	138.45	552.00	138.45	0.00
2016048	FAC. 9001029370 DU 26/07/2016	Outilage Spécifique	29 327.40	04-08-2016	10	2 933.00	11 728.00	17 599.40	0.00
2016059	TONDEUSE GAZON SP 500 TBR 46CM 140 CM3	Outilage Spécifique	499.00	13-09-2016	5	103.00	396.00	103.00	0.00
2016060	DEBROUSSAILLEUSE SRM222ESU	Outilage Spécifique	259.00	13-09-2016	5	55.00	204.00	55.00	0.00
2017055	BA16-00091P - ONDULEUR	Outilage Spécifique	10 643.04	07-03-2017	5	2 128.00	6 384.00	4 259.04	2 131.04
2017075	VITRINE COLOREE POUR AFFICHAGE	Outilage Spécifique	474.00	09-06-2017	10	47.00	141.00	333.00	286.00
2017083	TRANSPALETTE	Outilage Spécifique	322.80	18-08-2017	5	64.00	192.00	130.80	66.80
2019007	1 AUTOLAVEUSE	Outilage Spécifique	3 775.09	06-02-2019	5	755.00	755.00	3 020.09	2 265.09
20142014014	1	Outilage Spécifique	2 413.53	27-01-2014	10	241.00	1 446.00	967.53	726.53
2020012	MASSICOT ELECTRIQUE IDEAL 6660	Outilage Spécifique	10 920.00	19-03-2020	5	2 184.00	0.00	10 920.00	8 736.00
2016128	STORES ENROULEURS SALLE REUNION PRESIDEN	Outilage Spécifique	622.21	05-12-2016	5	126.21	496.00	126.21	0.00
2016127	STORES ENROULEURS SALLE VIDEO	Outilage Spécifique	767.50	05-12-2016	5	155.50	612.00	155.50	0.00
2020001	APPAREIL PHOTOVIDÉO AVEC OBJECTIF	Outilage Spécifique	2 185.00	27-01-2020	5	437.00	0.00	2 185.00	1 748.00
2019008	1 MINI BROSEE	Outilage Spécifique	932.26	06-02-2019	5	186.00	186.00	746.26	560.26
2016031	1 FOUR A CONVECTION 4 NIVEAUX	Outilage Spécifique	528.00	31-05-2016	5	108.00	420.00	108.00	0.00
2017098	TENTE DE RECEPTION 6X12M	Outilage Spécifique	1 243.50	14-11-2017	5	248.00	744.00	499.50	251.50
2016126	STORES VENITIENS SALLE MEDICALE	Outilage Spécifique	367.20	05-12-2016	5	75.20	292.00	75.20	0.00
Total			77 705.85			11 200.36	31 380.00	46 325.85	20 459.09

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice : 2021

Budget: BUDGET DU CDG 62

Nature : 2182 MATERIEL DE TRANSPORT

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2021	V.N.C. au 31/12/2021
2020025	CUJO EV-527-DV	VEHICULES	11 400.00	09-07-2020	5	2 280.00	0.00	11 400.00	9 120.00
2020026	TRAFFIC EV-545-DV	VEHICULES	15 500.00	09-07-2020	5	3 100.00	0.00	15 500.00	12 400.00
2014023	ACQUISITION ZOE	VEHICULES	14 177.97	05-06-2014	7	2 027.97	12 150.00	2 027.97	0.00
Total			41 077.97			7 407.97	12 150.00	28 927.97	21 520.00

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice : 2021

Budget: BUDGET DU CDG 62

Nature : 2183 MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2021	V.N.C. au 31/12/2021
2017085	1 SCANNER A4 EPPSON WORKFORCE D5530N RESEA	MATERIEL INFORMATIQUE	501.97	11-09-2017	5	100.00	300.00	201.97	101.97
2020052	PROBOOK 650 G5 15" I5 8GO SSD256	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	14-10-2020	1	959.45	0.00	959.45	0.00
2020067	HP PROBOOK 450 G6 - CORE I5 - 4 GO RAM	MATERIEL INFORMATIQUE	1 920.00	03-12-2020	3	640.00	0.00	1 920.00	1 280.00
2016051	KIT DE CONFERENCE DICTAPHONE NUMERIQUE DM65	MATERIEL INFORMATIQUE	566.94	25-08-2016	5	114.94	452.00	114.94	0.00
2018013	11 MONITEURS LED	MATERIEL INFORMATIQUE	1 314.72	27-02-2018	5	262.00	524.00	790.72	528.72
2018038	SCANNER GED DRAM140-SERVICE CARRIERES	MATERIEL INFORMATIQUE	966.60	27-04-2018	5	193.00	386.00	580.60	387.60
2018053	1 TOUR ORDINATEUR-CA	MATERIEL INFORMATIQUE	700.80	29-06-2018	5	140.00	280.00	420.80	280.80
2020035	PROBOOK 650 G5 CORE I5 8GB SSD 256 WIN 10 P	MATERIEL INFORMATIQUE	965.57	17-08-2020	1	965.57	0.00	965.57	0.00
2020053	PROBOOK 650 G5 15" I5 8GO SSD256	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	14-10-2020	1	959.45	0.00	959.45	0.00
2020068	HP PROBOOK 450 G6 - CORE I5 - 4 GO R	MATERIEL INFORMATIQUE	960.00	03-12-2020	1	960.00	0.00	960.00	0.00
2021038	PRODESK 600 G5	MATERIEL INFORMATIQUE	2 003.04	24-08-2021	3	0.00	0.00	0.00	2 003.04
2020024	DICTAPHONE 3 MICROS + KIT DE CONFERENCE + M	MATERIEL INFORMATIQUE	572.78	09-07-2020	1	572.78	0.00	572.78	0.00
2020031	ECRAN DELL P2018H	MATERIEL INFORMATIQUE	339.00	17-08-2020	1	339.00	0.00	339.00	0.00
2017106	1 BUNDLE PC BUREAU HP 600-DI	MATERIEL INFORMATIQUE	690.00	21-11-2017	5	138.00	414.00	276.00	138.00
2018006	APPLE IPAD 9,7 32 GO	MATERIEL INFORMATIQUE	359.88	02-02-2018	5	71.00	142.00	217.88	146.88
2018052	1 TOUR ORDINATEUR-DI	MATERIEL INFORMATIQUE	700.80	29-06-2018	5	140.00	280.00	420.80	280.80
2021006	PROBOOK 650 G5 - GARANTIE 3 ANS J+1	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	16-04-2021	1	0.00	0.00	0.00	959.45
2020036	PROBOOK 650 G5 CORE I5 8GB SSD 256 WIN 10 P	MATERIEL INFORMATIQUE	965.57	17-08-2020	1	965.57	0.00	965.57	0.00
2020069	HP PROBOOK 450 G6 - CORE I5 - 4 GO R	MATERIEL INFORMATIQUE	960.00	03-12-2020	1	960.00	0.00	960.00	0.00
2016063	1 UNITE CENTRALE HP PRODESK GRAVEUR DV	MATERIEL INFORMATIQUE	605.58	13-09-2016	5	121.58	484.00	121.58	0.00
2021007	PROBOOK 650 G5 - GARANTIE 3 ANS J+1	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	16-04-2021	1	0.00	0.00	0.00	959.45
2021014	1 HP PROBOOK 450 G7	MATERIEL INFORMATIQUE	961.62	10-05-2021	1	0.00	0.00	0.00	961.62
2016113	2 PC HP PROBOOK 650 G2	MATERIEL INFORMATIQUE	1 212.00	10-11-2016	5	244.00	968.00	244.00	0.00
2017044	IMPRIMANTE COULEUR	MATERIEL INFORMATIQUE	3 468.00	17-02-2017	5	693.00	2 079.00	1 389.00	696.00
2017101	1 APPLE IPAD 9,7 32GO	MATERIEL INFORMATIQUE	287.88	17-11-2017	5	57.00	171.00	116.88	59.88
2021008	PROBOOK 650 G5 - GARANTIE 3 ANS J+1	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	16-04-2021	1	0.00	0.00	0.00	959.45
2016030	2 TELEPHONES MOBILES MONOBLOC DORO	MATERIEL INFORMATIQUE	309.60	19-05-2016	5	65.60	244.00	65.60	0.00
2021009	PROBOOK 650 G5 - GARANTIE 3 ANS J+1	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	16-04-2021	1	0.00	0.00	0.00	959.45
2017088	PERFOREUR ELECTRIQUE E 160	MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ET ELECTRON	1 075.20	15-09-2017	10	107.00	321.00	754.20	647.20
2016003	1 ECRAN DELL LCD "25"	MATERIEL INFORMATIQUE	345.16	01-02-2016	5	69.16	276.00	69.16	0.00
2016015	TV PANASONIC ECRAN COULEUR "40" + SUPPORT ECR	MATERIEL INFORMATIQUE	713.10	19-02-2016	5	145.10	568.00	145.10	0.00
2017089	DESTRUCTEUR DE BUREAU-PR	MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ET ELECTRON	2 089.66	15-09-2017	10	206.00	618.00	1 451.66	1 245.66
2014021	MATERIEL RESEAU ALIMENTATION-SWITCH ALCATEL	MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ET ELECTRON	2 872.61	02-06-2014	10	287.00	1 722.00	1 150.61	863.61
2016008	3 PC BUREAU HP 600MT 4GO-INFORMATIQUE	MATERIEL INFORMATIQUE	1 958.40	02-02-2016	5	394.40	1 564.00	394.40	0.00
2016038	MATERIEL INFORMATIQUE 5 UNITES CENTRALES-I	MATERIEL INFORMATIQUE	2 628.00	07-06-2016	5	528.00	2 100.00	528.00	0.00
2016043	SERVEUR ESX/VMANAGEMENT SECURITE-HP PROJAN	MATERIEL INFORMATIQUE	3 771.24	30-06-2016	5	755.24	3 016.00	755.24	0.00
2016049	1 TERMINAL INTEGRE-SUPPORT HD-WIRELESS...	MATERIEL INFORMATIQUE	4 101.85	25-08-2016	3	821.85	3 280.00	821.85	0.00
2016050	1 IMPRIMANTE SURECOLOR SC-P600-CM	MATERIEL INFORMATIQUE	594.16	25-08-2016	5	122.16	472.00	122.16	0.00
2016058	2 BLUE COAT SG-S200-20PR-SUPPORT	MATERIEL INFORMATIQUE	30 528.00	23-09-2016	5	6 108.00	24 420.00	6 108.00	0.00
2016064	3 UNITES CENTRALES-SYST EXPL-PROCESSEUR-GR	MATERIEL INFORMATIQUE	1 816.74	13-09-2016	5	364.74	1 452.00	364.74	0.00
2016102	PC PORTABLE	MATERIEL INFORMATIQUE	592.80	26-10-2016	5	120.80	472.00	120.80	0.00
2016108	ALCATEL OMNISWITCH 6450-P48	MATERIEL INFORMATIQUE	5 376.00	08-11-2016	3	1 076.00	4 300.00	1 076.00	0.00
2016114	MAT INFORMATIQUES DETACHEES POUR UPGRAD	MATERIEL INFORMATIQUE	9 565.80	10-11-2016	5	1 913.80	7 652.00	1 913.80	0.00
2016121	FOURNITURE DE 2 ALUM. POUR LA SALLE SERVEU	MATERIEL INFORMATIQUE	1 634.86	28-11-2016	5	330.86	1 304.00	330.86	0.00
2016129	2 ECRANS DE PROJECTION	MATERIEL INFORMATIQUE	1 977.40	05-12-2016	5	414.00	1 563.00	414.00	0.00
2016130	1 VIDEO PROJECTEUR	MATERIEL INFORMATIQUE	472.00	05-12-2016	5	96.09	376.00	96.09	0.00
2017002	1 PC PORTABLE-	MATERIEL INFORMATIQUE	606.00	26-01-2017	5	121.00	385.00	243.00	122.00
2017054	SYSTEME D'AFFICHAGE 2 ECRANS-SUPPORTS-COMVE	MATERIEL INFORMATIQUE	12 624.52	07-03-2017	5	2 524.00	7 572.00	5 052.52	2 528.52
2017056	ENREGISTREUR NUMERIQUE-MICROS-PIEDS MICROS-C	MATERIEL INFORMATIQUE	4 406.17	07-03-2017	5	881.00	2 643.00	1 763.17	882.17
2017063	BADGEUSE-MATERIEL GESTION DU TEMPS	MATERIEL INFORMATIQUE	2 446.20	21-04-2017	5	489.00	1 467.00	979.20	480.20
2017076	1 ECRAN LCD 55"-EXTENSION-SUPPORT	MATERIEL INFORMATIQUE	1 305.85	23-06-2017	5	261.00	783.00	522.85	261.85
2017077	2 ECRANS LCD 46"-EXTENSIONS+SUPPORTS	MATERIEL INFORMATIQUE	1 769.88	23-06-2017	5	353.00	1 059.00	710.88	357.88
2017078	PLYER WINDOWS DUAL CORE+CABLE	MATERIEL INFORMATIQUE	1 941.73	23-06-2017	5	388.00	1 164.00	777.73	389.73
2017083	PARE-FEU	MATERIEL INFORMATIQUE	79 226.40	08-11-2017	5	15 845.00	47 535.00	31 691.40	15 846.40
2017099	SYSTEME D'AFFICHAGE POUR LA SALLE DE CONSEI	MATERIEL INFORMATIQUE	11 285.69	14-11-2017	5	2 257.00	6 771.00	4 514.69	2 257.69
2017100	SYSTEME D'AFFICHAGE SALLE DE REUNION	MATERIEL INFORMATIQUE	10 000.41	14-11-2017	5	2 000.00	6 000.00	4 000.41	2 000.41
2017108	3 BUNDLE PC BUREAU HP 600-IN	MATERIEL INFORMATIQUE	2 070.00	21-11-2017	5	414.00	1 242.00	828.00	414.00
2018005	SCANNER CANON	MATERIEL INFORMATIQUE	4 752.00	31-01-2018	5	950.00	1 900.00	2 852.00	1 902.00
2018050	3 ORDINATEURS PORTABLES	MATERIEL INFORMATIQUE	1 962.00	29-06-2018	5	392.00	784.00	1 178.00	786.00
2018051	10 ORDINATEURS	MATERIEL INFORMATIQUE	7 058.40	29-06-2018	5	1 411.00	2 822.00	4 236.40	2 825.40
2018079	FAC. 54284464 DU 19/11/2018 VIDEOPROJECTE	MATERIEL INFORMATIQUE	1 376.82	05-12-2018	5	275.00	550.00	826.82	551.82
2019014	FAC. 14046388 DU 25/01/2019 SERVEUR DE VI	MATERIEL INFORMATIQUE	8 859.07	15-02-2019	5	1 771.00	1 771.00	7 088.07	5 317.07
2019021	2 PC PORTABLE-IN	MATERIEL INFORMATIQUE	1 703.02	19-03-2019	2	852.02	851.00	852.02	0.00
2019025	PARE FEU CHECKPOINT 1430	MATERIEL INFORMATIQUE	1 933.56	17-05-2019	3	644.00	644.00	1 289.56	645.56
2019045	PC PORTABLE HP PROBOOK 650 G4	MATERIEL INFORMATIQUE	2 611.20	14-06-2019	3	870.00	870.00	1 741.20	871.20
2019073	HP PRODESK 400 G5 MICROTOUT	MATERIEL INFORMATIQUE	1 326.34	13-09-2019	3	442.00	442.00	884.34	442.34
2019101	LICENCE ESA C190 EMAIL SECURITY APPLIANCE	MATERIEL INFORMATIQUE	4 641.00	29-07-2019	3	1 547.00	1 547.00	3 094.00	1 547.00
2020046	DEKLAN CONSOLE LCD 18.5 VGA-USB + CÂBLE	MATERIEL INFORMATIQUE	923.45	22-09-2020	1	923.45	0.00	923.45	0.00
2020047	DEKLAN CONSOLE LCD 18.5 VGA-USB + CÂBLE	MATERIEL INFORMATIQUE	368.76	22-09-2020	1	368.76	0.00	368.76	0.00
2020058	2 PC PORTABLE HP PROBOOK 650G5	MATERIEL INFORMATIQUE	1 918.90	12-11-2020	3	639.00	0.00	1 918.90	1 279.90
2020061	BAIE MSA 2052 SAS - GARANTIE 3 ANS	MATERIEL INFORMATIQUE	22 686.98	12-11-2020	3	7 366.00	0.00	22 686.98	15 320.98
2020070	FAC. 0096155348 DU 12/11/2020- SERVICE INFOR	MATERIEL INFORMATIQUE	3 840.00	03-12-2020	3	1 280.00	0.00	3 840.00	2 560.00
2021011	DISQUES POUR SERVEURS	MATERIEL INFORMATIQUE	2 937.76	27-04-2021	3	0.00	0.00	0.00	2 937.76

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice : 2021

Budget: BUDGET DU CDG 62

Nature : 2183 MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2021	V.N.C. au 31/12/2021
2021015	4 HP PROBOOK 450 G7	MATERIEL INFORMATIQUE	3 846.48	10-05-2021	3	0.00	0.00	0.00	3 846.48
2021037	PRODESK 600 G5	MATERIEL INFORMATIQUE	1 335.36	24-08-2021	3	0.00	0.00	0.00	1 335.36
2021062	HP PROBOOK 450 G8 -15.6"-CORE i5 1135G7 -	MATERIEL INFORMATIQUE	13 471.92	15-10-2021	3	0.00	0.00	0.00	13 471.92
2021064	BENQ BL2480TBL SERIESECRAN LED23.8"	MATERIEL INFORMATIQUE	1 814.64	22-10-2021	3	0.00	0.00	0.00	1 814.64
2016006	4 PC PORTABLE APPLE MACBOOK PRO+1OPTION SO	MATERIEL INFORMATIQUE	11 561.64	01-02-2016	5	2 313.64	9 248.00	2 313.64	0.00
2020029	MACBOOK PRO 16 POUCES -GRIS SIDÉRALI91TO SS	MATERIEL INFORMATIQUE	6 666.53	17-08-2020	3	2 222.00	0.00	6 666.53	4 444.53
2021002	1 PC	MATERIEL INFORMATIQUE	1 170.00	05-02-2021	3	0.00	0.00	0.00	1 170.00
2016056	PC HP PROBOOK	MATERIEL INFORMATIQUE	610.98	31-08-2016	5	122.98	488.00	122.98	0.00
2017090	1 MINI PC POUR LE SYNDICAT FO	MATERIEL INFORMATIQUE	358.80	27-09-2017	5	71.00	213.00	145.80	74.80
2020043	1 ORDINATEUR PORTABLE-SYND FO	MATERIEL INFORMATIQUE	598.80	22-09-2020	1	598.80	0.00	598.80	0.00
2021001	1 PC PORTABLE	MATERIEL INFORMATIQUE	658.80	04-02-2021	1	0.00	0.00	0.00	658.80
2021058	2 PC ACER POUR SYNDICAT FO	MATERIEL INFORMATIQUE	1 299.98	20-09-2021	3	0.00	0.00	0.00	1 299.98
2020032	ECRAN DELL P2018H	MATERIEL INFORMATIQUE	169.50	17-08-2020	1	169.50	0.00	169.50	0.00
2021010	PROBOOK 650 G5 - GARANTIE 3 ANS J+1	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	16-04-2021	1	0.00	0.00	0.00	959.45
2016007	1 MONITEUR LED "24"-DOC	MATERIEL INFORMATIQUE	174.00	02-02-2016	5	38.00	136.00	38.00	0.00
2018054	1 TOUR ORDINATEUR-DO	MATERIEL INFORMATIQUE	700.80	29-06-2018	5	140.00	280.00	420.80	280.80
2020054	PROBOOK 650 G5 15" i5 8GO SSD256	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	14-10-2020	1	959.45	0.00	959.45	0.00
2020037	PROBOOK 650 G5 CORE i5 8GB SSD 256 WIN 10 P	MATERIEL INFORMATIQUE	965.57	17-08-2020	1	965.57	0.00	965.57	0.00
2020059	PC PORTABLE HP PROBOOK 650G5	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	12-11-2020	1	959.45	0.00	959.45	0.00
2020017	IMPRIMANTE POUR SYNDICAT UNSA	MATERIEL INFORMATIQUE	529.00	26-03-2020	1	529.00	0.00	529.00	0.00
2016062	1 UNITE CENTRALE-SYST EXPL-PROCESSEUR-GRAV	MATERIEL INFORMATIQUE	605.58	13-09-2016	5	121.58	484.00	121.58	0.00
2016109	HP PROBOOK-STATION D ACCUEIL POUR PC-AP	MATERIEL INFORMATIQUE	606.00	08-11-2016	3	122.00	484.00	122.00	0.00
2018080	1 PC PORTABLE-PCV	MATERIEL INFORMATIQUE	652.80	05-12-2018	5	130.00	260.00	392.80	262.80
2017086	2 ORDINATEURS YOGA 510-14ISK	MATERIEL INFORMATIQUE	1 208.40	11-09-2017	5	241.00	723.00	485.40	244.40
2017071	SYNDICAT SUD-ORDI ECRAN ASUS CLAMIER SOUR	MATERIEL INFORMATIQUE	603.88	24-05-2017	5	120.00	360.00	243.88	123.88
2014015	DESTRUCTEUR DE DOCUMENTS COMITE MEDICAL RE	MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ET ELECTRON	1 384.31	21-02-2014	10	138.00	828.00	556.31	418.31
2020033	ECRAN DELL P2018H	MATERIEL INFORMATIQUE	847.50	17-08-2020	1	847.50	0.00	847.50	0.00
2021021	CASQUE SANS FIL JABRA	MATERIEL INFORMATIQUE	631.26	16-06-2021	1	0.00	0.00	0.00	631.26
2016002	1 PC PORTABLE HP ELITE BOOK 840 G2 "14"	MATERIEL INFORMATIQUE	1 174.82	23-02-2016	5	238.82	936.00	238.82	0.00
2016004	IMPRIMANTE HP OFFICE JET 150 MOBILE+CORDON	MATERIEL INFORMATIQUE	337.15	11-02-2016	5	69.15	268.00	69.15	0.00
2016009	3 IMPRIMANTES	MATERIEL INFORMATIQUE	206.46	08-02-2016	5	42.46	164.00	42.46	0.00
2016010	1 SCAN EPSON-IN	MATERIEL INFORMATIQUE	480.96	08-02-2016	5	96.96	384.00	96.96	0.00
2016020	4 TELECOPIEURS BROTHER FAX 2940	MATERIEL INFORMATIQUE	609.84	07-03-2016	5	125.84	484.00	125.84	0.00
2016071	PC HP ELITEBOOK	MATERIEL INFORMATIQUE	1 174.82	05-10-2016	5	238.82	936.00	238.82	0.00
2017067	IMPRIMANTES EPSON PR MEDECINE PRO	MATERIEL INFORMATIQUE	215.78	19-05-2017	5	43.00	129.00	86.78	43.78
2017113	HP PROBOOK 450 PRO-HP	MATERIEL INFORMATIQUE	1 090.38	21-11-2017	5	218.00	654.00	436.38	218.38
2018007	4 PC HP PROBOOK	MATERIEL INFORMATIQUE	3 618.96	02-02-2018	5	723.00	1 446.00	2 172.96	1 449.96
2018078	1 PC PORTABLE HP	MATERIEL INFORMATIQUE	808.80	05-12-2018	5	161.00	322.00	486.80	325.80
2020038	PROBOOK 650 G5 CORE i5 8GB SSD 256 WIN 10 P	MATERIEL INFORMATIQUE	965.57	17-08-2020	1	965.57	0.00	965.57	0.00
2020060	PC PORTABLE HP PROBOOK 650G5	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	12-11-2020	1	959.45	0.00	959.45	0.00
2017107	1 BUNDLE PC BUREAU HP600-TE	MATERIEL INFORMATIQUE	690.00	21-11-2017	5	138.00	414.00	276.00	138.00
2018055	1 TOUR ORDINATEUR-TE	MATERIEL INFORMATIQUE	700.80	29-06-2018	5	140.00	280.00	420.80	280.80
2018058	1 ORDINATEUR PORTABLE	MATERIEL INFORMATIQUE	717.60	29-06-2018	5	143.00	286.00	431.60	288.60
2020034	ECRAN DELL P2018H	MATERIEL INFORMATIQUE	339.00	17-08-2020	1	339.00	0.00	339.00	0.00
2018057	1 ORDINATEUR PORTABLE	MATERIEL INFORMATIQUE	717.60	29-06-2018	5	143.00	286.00	431.60	288.60
2019080	DL360 G10 BIPRO 12 GB RAM	MATERIEL INFORMATIQUE	8 733.71	07-10-2019	3	2 911.00	2 911.00	5 822.71	2 911.71
2020039	PROBOOK 650 G5 CORE i5 8GB SSD 256 WIN 10 P	MATERIEL INFORMATIQUE	965.57	17-08-2020	1	965.57	0.00	965.57	0.00
2020055	PROBOOK 650 G5 15" i5 8GO SSD256	MATERIEL INFORMATIQUE	1 918.90	14-10-2020	3	639.00	0.00	1 918.90	1 279.90
2019076	HP ELITEBOOK 840G5	MATERIEL INFORMATIQUE	1 406.50	13-09-2019	3	468.00	468.00	938.50	470.50
Total			377 167.58			88 991.88	173 445.00	168 794.47	114 730.70

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice : 2021

Budget: BUDGET DU CDG 62

Nature : 2184 MOBILIER

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2021	V.N.C. au 31/12/2021
2014038	21 - ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE-FINANCE	MOBILIER	5 343.98	15-07-2014	10	534.00	3 204.00	2 139.98	1 605.98
2016032	SIEGE MEROE 220-ST	MOBILIER	1 145.42	03-06-2016	10	114.00	456.00	689.42	575.42
2018059	FAUTEUIL ERGO	MOBILIER	1 380.00	29-06-2018	10	138.00	276.00	1 104.00	966.00
2018060	FAUTEUIL ERGO	MOBILIER	1 380.00	29-06-2018	10	138.00	276.00	1 104.00	966.00
2018061	FAUTEUIL ERGO	MOBILIER	1 380.00	29-06-2018	10	138.00	276.00	1 104.00	966.00
2018075	4 ARMOIRES-FI	MOBILIER	1 205.35	20-11-2018	10	120.00	240.00	965.35	845.35
2019002	1 BUREAU	MOBILIER	404.10	31-01-2019	10	40.00	40.00	364.10	324.10
2020004	SIEGE ERGO	MOBILIER	514.98	27-01-2020	1	514.98	0.00	514.98	0.00
2012072	11 BUREAUX COLORIS POIRIER/ALU RECT.-CARRIE	MOBILIER	2 838.20	05-07-2012	10	283.00	2 264.00	574.20	291.20
2012075	11 SIEGES HODE 2251 DOSSIER RESILLE-CARRIER	MOBILIER	3 142.94	05-07-2012	10	314.00	2 512.00	630.94	316.94
2012077	ENSEMBLE MODULE RAYONNAGE TUBULAIRE-CARRIER	MOBILIER	3 651.31	17-07-2012	10	365.00	2 920.00	731.31	366.31
2012087	CA12000053-LOT 2 ARMOIRES ANTH REF 64-9447	MOBILIER	1 193.61	13-08-2012	10	119.00	952.00	241.61	122.61
2014010	2 BUREAUX REC-2 CAISSONS-2 SUPPORTS -2 SIEG	MOBILIER	1 674.40	21-01-2014	10	167.00	1 002.00	672.40	505.40
2014028	13 BUREAUX RECTANGULAIRES-CA	MOBILIER	3 502.67	15-07-2014	10	350.00	2 100.00	1 402.67	1 052.67
2014036	13 CAISSONS MOBILES-CA	MOBILIER	2 285.46	15-07-2014	10	228.00	1 368.00	917.46	689.46
2014041	16 - ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE-CARRIERE	MOBILIER	6 696.06	15-07-2014	10	669.00	4 014.00	2 682.06	2 013.06
2014080	2 MODULES D'ANGLE DROIT INTERIEUR	MOBILIER	1 367.94	28-08-2014	10	136.00	816.00	551.94	415.94
2014081	5 MODULES DROITS 1 PLACE	MOBILIER	1 994.92	28-08-2014	10	199.00	1 194.00	800.92	601.92
2014082	1 MODULE DROIT 2 PLACES	MOBILIER	659.47	28-08-2014	10	65.00	390.00	269.47	204.47
2016082	1 ARMOIRE HAUTE A RIDEAUX CARRIERES	MOBILIER	364.80	06-10-2016	10	36.00	144.00	220.80	184.80
2016084	1 ARMOIRE HAUTE A RIDEAUX SERVICE CARRIERE	MOBILIER	364.80	06-10-2016	10	36.00	144.00	220.80	184.80
2016086	1 PANNEAU ECRAN + PINCES SERVICE CARRIERE	MOBILIER	194.86	06-10-2016	10	19.00	76.00	118.86	99.86
2016087	1 ARMOIRE HAUTE A RIDEAUX ANTHRACITE- CARRI	MOBILIER	364.80	06-10-2016	10	36.00	144.00	220.80	184.80
2016088	2 ARMOIRES BASSES - SERVICE CARRIERES	MOBILIER	560.88	06-10-2016	10	56.00	224.00	336.88	280.88
2016089	6 PANNEAUX	MOBILIER	838.30	06-10-2016	10	83.00	332.00	506.30	423.30
2016090	2 ARMOIRES BASSES A RIDEAUX -CARRIERES BURE	MOBILIER	560.88	06-10-2016	10	56.00	224.00	336.88	280.88
2016091	1 ARMOIRE HAUTE A RIDEAUX - CARRIERES BUREA	MOBILIER	364.80	06-10-2016	10	36.00	144.00	220.80	184.80
2016094	2 ARMOIRES HAUTES A RIDEAUX POMMIERS DE FRA	MOBILIER	729.80	06-10-2016	10	72.00	288.00	441.80	369.80
2020005	SIEGE ERGO	MOBILIER	580.19	27-01-2020	1	580.19	0.00	580.19	0.00
2020050	SIÈGE DE TRAVAIL ERGONOMIQUE VASIT SERIE L	MOBILIER	695.27	14-10-2020	1	695.27	0.00	695.27	0.00
2015071	PLAN DE TRAVAIL REGLABLE EN HAUTEUR FHP PR	MOBILIER	1 144.32	18-08-2015	10	114.00	570.00	574.32	460.32
2016077	1 ARMOIRE BASSE POUR SECRETARIAT DE DIRECTI	MOBILIER	280.44	06-10-2016	10	28.00	112.00	168.44	140.44
2014063	1 ENSEMBLE 2 ARMOIRES PORTES BATTANTES-	MOBILIER	1 000.15	22-08-2014	10	100.00	600.00	400.15	300.15
2015077	4 ARMOIRES A RIDEAUX NOIRES	MOBILIER	1 293.96	18-08-2015	10	129.00	645.00	648.96	519.96
2016095	1 ARMOIRE BASSE A RIDEAU- DIRECTION	MOBILIER	280.44	06-10-2016	10	28.00	112.00	168.44	140.44
2018062	1 BUREAU-CAISSON	MOBILIER	2 162.90	28-08-2018	10	216.00	432.00	1 730.90	1 514.90
2018063	4 SIEGES	MOBILIER	805.99	28-08-2018	10	80.00	160.00	645.99	565.99
2018064	3 ARMOIRES	MOBILIER	1 938.35	28-08-2018	10	193.00	386.00	1 552.35	1 359.35
2018065	1 TABLE RONDE	MOBILIER	643.28	28-08-2018	10	64.00	128.00	515.28	451.28
2014030	4 BUREAUX RECTANGULAIRES-CONCOURS	MOBILIER	1 077.74	15-07-2014	10	107.00	642.00	435.74	328.74
2014033	4 CAISSONS MOBILES-CONCOURS	MOBILIER	703.22	15-07-2014	10	70.00	420.00	283.22	213.22
2014044	3- ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE-CONCOUR	MOBILIER	1 024.44	15-07-2014	10	102.00	612.00	412.44	310.44
2015089	SIEGE ADAPTE POUR SERVICE CONC.CLAIRE- PRIS	MOBILIER	1 517.54	20-10-2015	10	151.00	755.00	762.54	611.54
2017014	3 ARMOIRES BASSES A RIDEAUX-CO	MOBILIER	736.49	31-01-2017	10	73.00	219.00	517.49	444.49
2017015	2 ARMOIRES HAUTES A RIDEAUX-CO	MOBILIER	629.78	31-01-2017	5	125.00	375.00	254.78	129.78
2017016	ARMOIRES BASSES A RIDEAUX-CO	MOBILIER	490.99	31-01-2017	5	98.00	294.00	196.99	98.99
2017017	ARMOIRES A RIDEAUX-CO	MOBILIER	566.56	31-01-2017	5	111.00	333.00	223.56	112.56
2020006	SIEGE ERGO	MOBILIER	580.19	27-01-2020	1	580.19	0.00	580.19	0.00
2020019	SIEGE ERGONOMIQUE	MOBILIER	624.78	19-06-2020	10	62.00	0.00	624.78	562.78
2020020	SIEGE ERGONOMIQUE	MOBILIER	734.10	19-06-2020	10	73.00	0.00	734.10	661.10
2021033	FAUTEUIL DE TRAVAIL ERGONOMIQUE /M. LEGRAN	MOBILIER	587.40	23-07-2021	1	0.00	0.00	0.00	587.40
2021046	ARM RDX DEMONT 100X100 SDSO	MOBILIER	620.26	24-08-2021	1	0.00	0.00	0.00	620.26
2021047	ARM RDX DEMONT 100X100 SDSO	MOBILIER	344.74	24-08-2021	1	0.00	0.00	0.00	344.74
2014029	3 BUREAUX RECTANGULAIRES-CNRACL	MOBILIER	808.31	15-07-2014	10	80.00	480.00	328.31	248.31
2014034	3 CAISSONS MOBILES-CNRACL	MOBILIER	527.41	15-07-2014	10	52.00	312.00	215.41	163.41
2016083	11 ARMOIRE BASSE A RIDEAUX -CNRACL	MOBILIER	280.44	06-10-2016	10	28.00	112.00	168.44	140.44
2016085	2 ARMOIRES BASSES A RIDEAUX SERVICE PARTENA	MOBILIER	561.00	06-10-2016	10	56.00	224.00	337.00	281.00
2016082	1 ARMOIRE BASSE A RIDEAUX - PARTENARIAT CNR	MOBILIER	280.44	06-10-2016	10	28.00	112.00	168.44	140.44
2016083	2 ARMOIRES HAUTES	MOBILIER	729.80	06-10-2016	10	72.00	288.00	441.80	369.80
2020007	SIEGE ERGO	MOBILIER	580.18	27-01-2020	1	580.18	0.00	580.18	0.00
2016081	3 FAUTEUILS ERGONOMIQUES BOURSE DE L E.MPL	MOBILIER	633.46	06-10-2016	10	63.00	252.00	381.46	318.46
2021035	FAUTEUIL DE TRAVAIL ERGONOMIQUE + REPOSE PI	MOBILIER	653.40	27-07-2021	1	0.00	0.00	0.00	653.40
2021048	ARM RDX DEMONT 100X100 SDSO	MOBILIER	268.37	24-08-2021	1	0.00	0.00	0.00	268.37
2021049	ARM RDX DEMONT 100X100 SDSO	MOBILIER	190.96	24-08-2021	1	0.00	0.00	0.00	190.96
2016096	1 FAUTEUIL DE BUREAU ERGONOMIQUE- SEC. PRE	MOBILIER	211.15	06-10-2016	10	21.00	84.00	127.15	106.15
2017042	ARMOIRE A PORTES COULISSANTES	MOBILIER	765.29	14-02-2017	10	76.00	228.00	537.29	461.29
2010013	CHAISES-BAT.	MOBILIER	2 692.54	21-04-2010	15	179.00	1 790.00	902.54	723.54
2010014	TABLES RECT/TRAPEZ.-BAT.	MOBILIER	3 179.59	21-04-2010	15	211.00	2 110.00	1 069.59	858.59
2012080	ARMOIRE PORTES-BATTANTES STARTING REF 27-34	MOBILIER	307.25	21-05-2012	10	30.00	240.00	67.25	37.25
2014042	2- ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE-BATIME	MOBILIER	463.75	15-07-2014	10	46.00	276.00	187.75	141.75
2015063	1 SIEGE ADAPTE FHPFP POUR PATRICK WEYN	MOBILIER	1 332.17	16-07-2015	10	133.00	665.00	667.17	534.17
2015075	45 CHAISES ET 23 FAUTEUILS VISITEURS	MOBILIER	5 211.05	18-08-2015	10	521.00	2 605.00	2 606.05	2 085.05
2017068	PLATEAUX POUR TABLES DE REUNIONS SALLE VIDE	MOBILIER	1 121.52	22-05-2017	10	112.00	336.00	785.52	673.52

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice : 2021

Budget: BUDGET DU CDG 62

Nature : 2184 MOBILIER

Numéro Inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2021	V.N.C. au 31/12/2021
2017069	ARMOIRE MOYENNE	MOBILIER	531.80	22-05-2017	10	53.00	158.00	372.80	319.80
2017070	6 SIEGES VISITEUR LUGE DOSSIER EN RESILLE	MOBILIER	1 013.91	22-05-2017	10	101.00	303.00	710.91	608.91
2018042	CHAISES	MOBILIER	1 723.56	12-06-2018	10	172.00	344.00	1 379.56	1 207.56
2018043	TABLES	MOBILIER	3 029.27	12-06-2018	10	302.00	604.00	2 425.27	2 123.27
2018044	CHAISES	MOBILIER	2 010.82	12-06-2018	10	201.00	402.00	1 608.82	1 407.82
2018045	TABLES	MOBILIER	4 796.13	12-06-2018	10	479.00	958.00	3 838.13	3 359.13
2021050	ARM RDX DEMONT 100X100 SDS	MOBILIER	344.38	24-08-2021	1	0.00	0.00	0.00	344.38
2014045	3- ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE-MOYENS GENE	MOBILIER	866.32	15-07-2014	10	85.00	510.00	346.32	261.32
2014051	1 PLAN DE TRAVAIL ET RETOUR ATTENANT-PR	MOBILIER	933.92	22-08-2014	10	93.00	558.00	375.92	282.92
2014054	1 ENSEMBLE 3 ARMOIRES PORTES BATTANTES-P	MOBILIER	1 334.16	22-08-2014	10	133.00	798.00	536.16	403.16
2014075	1 CANAPE 2 PLACES	MOBILIER	1 031.14	28-08-2014	10	103.00	618.00	413.14	310.14
2014076	2 FAUTEUILS 1 PLACE	MOBILIER	1 558.62	28-08-2014	10	155.00	930.00	628.62	473.62
2014077	1 CANAPE 3 PLACES	MOBILIER	2 709.97	28-08-2014	10	270.00	1 620.00	1 089.97	819.97
2014078	1 CANAPE 2 PLACES	MOBILIER	2 321.35	28-08-2014	10	232.00	1 392.00	929.35	697.35
2016104	1 TABLE DE REUNION-PR	MOBILIER	984.83	08-11-2016	10	98.00	392.00	592.83	494.83
2016105	1 ARMOIRE-PR	MOBILIER	815.69	08-11-2016	10	81.00	324.00	491.69	410.69
2016106	5 LOTS DE 2 FAUTEUILS-PR	MOBILIER	1 617.60	08-11-2016	10	161.00	644.00	973.60	812.60
2016107	1 FAUTEUIL-PR	MOBILIER	313.89	08-11-2016	10	31.00	124.00	189.89	158.89
2014039	3- ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE-INFORMATIQ	MOBILIER	940.82	15-07-2014	10	94.00	564.00	376.82	282.82
2014109	1 ARMOIRE SERVEUR AVEC PORTES AJOURÉE	MOBILIER	866.74	24-10-2014	10	85.00	510.00	346.74	261.74
2017024	1 BUREAU-HN	MOBILIER	257.05	31-01-2017	10	25.00	75.00	182.05	157.05
2014032	2 BUREAUX RECTANGULAIRES-COMMUNICATIO	MOBILIER	538.87	15-07-2014	10	53.00	318.00	220.87	167.87
2014037	2 CAISSONS MOBILES-COMMUNICATION	MOBILIER	351.61	15-07-2014	10	35.00	210.00	141.61	106.61
2015072	4 ARMOIRES A RIDEAUX-CM	MOBILIER	1 291.70	18-08-2015	10	129.00	645.00	646.70	517.70
2015073	3 PLANS COMPACTS SYMETRIQUE 3 CAISSONS-3 PA	MOBILIER	2 468.23	18-08-2015	10	246.00	1 230.00	1 238.23	992.23
2016097	1 ARMOIRE BASSE A RIDEAUX - COMMUNICATION	MOBILIER	280.44	06-10-2016	10	28.00	112.00	168.44	140.44
2016098	1 CAISSON HAUT 3 TIROIRS- SEV COMMUNICATIO	MOBILIER	302.63	06-10-2016	10	30.00	120.00	182.63	152.63
2015020	MEUBLES CUISINE TEQUILA MOBILIER BLANC AVE	MOBILIER	4 835.10	02-04-2015	10	483.00	2 315.00	2 320.10	1 857.10
2015026	FAC. 31907 DU 12/03/2015	MOBILIER	1 382.40	02-04-2015	10	138.00	690.00	692.40	554.40
2015076	15 ARMOIRES (BASSE- VERSTAIRES -HAUTE)	MOBILIER	4 216.03	18-08-2015	10	421.00	2 105.00	2 111.03	1 690.03
2018046	1 BUREAU	MOBILIER	492.94	12-06-2018	10	49.00	98.00	394.94	345.94
2018047	ARMOIRE	MOBILIER	806.73	12-06-2018	10	80.00	160.00	646.73	566.73
2019005	ENSEMBLE BUREAU	Mobilier	653.94	31-01-2019	10	65.00	65.00	588.94	523.94
2020044	SIEGE DE TRAVAIL ERGONOMIQUE VASIT SERIE L	MOBILIER	643.31	22-09-2020	1	643.31	0.00	643.31	0.00
2012102	5 SIEGES SY HD FA SB TI REF.5653002FASBTI-SY	MOBILIER	1 489.09	23-11-2012	10	148.00	1 184.00	305.09	157.09
2016073	BUREAU COMPACT AVEC RETOUR POUR LOCAL SYNDI	MOBILIER	273.35	06-10-2016	10	27.00	108.00	165.35	138.35
2016074	FAUTEUIL ERGONOMIQUE POUR LOCAL SYNDIC	MOBILIER	211.15	06-10-2016	10	21.00	84.00	127.15	106.15
2016075	LOT 4 CHAISES VISITEURS POUR LOCAL SYNDICA	MOBILIER	122.32	06-10-2016	10	12.00	48.00	74.32	62.32
2016076	2 ARMOIRES HAUTES A RIDEAUX PR LOCAL SYNDIC	MOBILIER	869.23	06-10-2016	10	86.00	344.00	525.23	439.23
2020003	2 CHAISES-FOURNITURES SYND FO	Mobilier	599.98	27-01-2020	1	599.98	0.00	599.98	0.00
2013025	2 ARMOIRES-SYND.CFTC	MOBILIER	715.21	10-04-2013	10	71.00	497.00	218.21	147.21
2019001	1 BUREAU	Mobilier	335.74	31-01-2019	10	33.00	33.00	302.74	269.74
2014079	4 MODULES D'ANGLE EXTERIEUR	MOBILIER	1 948.28	28-08-2014	10	194.00	1 164.00	784.28	590.28
2016033	SIEGE DIRECTOR KBDIR2GRIS/GB	MOBILIER	1 262.57	03-06-2016	10	126.00	504.00	758.57	632.57
2021076	SIEGE ERGONOMIQUE - MME LEFEBVRE JESSIC	MOBILIER	829.92	02-12-2021	1	0.00	0.00	0.00	829.92
2014031	2 BUREAUX RECTANGULAIRES-DOCUMENTATIONARC	MOBILIER	538.87	15-07-2014	10	53.00	318.00	220.87	167.87
2014035	2 CAISSONS MOBILES-DOCUMENTATIONARCHIVE	MOBILIER	351.61	15-07-2014	10	35.00	210.00	141.61	106.61
2014043	2- ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE-DOCUMENTATI	MOBILIER	4 825.50	15-07-2014	10	482.00	2 892.00	1 933.50	1 451.50
2021003	SIEGE DE TRAVAIL ERGONOMIQUE VASIT SERIE L	MOBILIER	722.51	05-02-2021	1	0.00	0.00	0.00	722.51
2013076	HA13-00013 - FAUTEUIL ERGONOMIQUE-FIPH	MOBILIER	1 839.45	25-11-2013	10	183.00	1 281.00	558.45	375.45
2017117	FAUTEUIL DE TRAVAIL ERGONOMIQUE	MOBILIER	1 380.00	05-12-2017	10	138.00	414.00	966.00	828.00
2018035	2 ARMOIRES SERVICE ENQUETES ET STATS	MOBILIER	699.47	21-03-2018	10	69.00	138.00	561.47	492.47
2013038	FAUTEUIL ERGONOMIQUE DUERA 89 REPOSE PEDS	MOBILIER	1 716.09	18-06-2013	10	171.00	1 197.00	519.09	348.09
2016080	2 FAUTEUILS DE BUREAU ERGONOMIQUE-FIPH	MOBILIER	422.30	06-10-2016	10	42.00	168.00	254.30	212.30
2016112	SIEGE DIRECTOR-SERVICE FIPH	MOBILIER	1 186.90	10-11-2016	10	118.00	472.00	714.90	596.90
2021019	ELLIOT HAUT REGLABLE HD TISSU ET COQ NOI	MOBILIER	330.11	16-06-2021	1	0.00	0.00	0.00	330.11
2021020	ELLIOT BAS REGLABLE HD TISSU ET COQ NOIR	MOBILIER	298.80	16-06-2021	1	0.00	0.00	0.00	298.80
2015068	BUREAU CAISSON ARMOIRE CREDENCE 2 PORTES SY	MOBILIER	1 133.83	06-08-2015	10	113.00	565.00	568.83	455.83
2014040	6- ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE-PREVENTIO	MOBILIER	1 449.13	15-07-2014	10	144.00	864.00	585.13	441.13
2014065	1 CANAPE 2 PLACES PNY120-PV	MOBILIER	1 388.66	22-08-2014	10	138.00	828.00	560.66	422.66
2014066	1 FAUTEUIL 1 PLACE PNX120-PV	MOBILIER	1 367.94	22-08-2014	10	136.00	816.00	551.94	415.94
2016001	2 ARMOIRES ANTHRACITE PORTES RIDEAUX	MOBILIER	729.60	23-02-2016	5	145.80	580.00	149.60	0.00
2016034	SIEGE CONTROLER AVEC APPUI TETE-AS	MOBILIER	1 780.02	03-06-2016	10	178.00	712.00	1 088.02	890.02
2016029	TABLES ET CHAISES POUR SYND.SUD SUR CREDIT	MOBILIER	1 031.14	12-06-2016	10	103.00	412.00	618.14	516.14
2016066	TABLES RECTANGULAIRES ET CHAISES EN TISSU N	MOBILIER	375.38	26-09-2016	10	37.00	148.00	227.38	190.38
2013007	MD-6 TABLES-15 CHAISES-3 ARMOIRES-CM	MOBILIER	2 047.63	07-02-2013	10	204.00	1 428.00	619.63	415.63
2013009	MD12000005P - 2 BUREAUX - 2 CAISSONS - 2 SUP	MOBILIER	1 614.60	01-03-2013	10	161.00	1 127.00	487.60	326.60
2013030	MD13-00013 - 2 BUREAU DROIT-CAISSONMOBILE	MOBILIER	1 614.60	31-05-2013	10	161.00	1 127.00	487.60	326.60
2016021	3 FAUTEUILS SYNCHROME DOSSIER RESILLE	MOBILIER	500.22	29-03-2016	5	100.22	400.00	100.22	0.00
2016022	16 CHAISES VISITEURS	MOBILIER	489.25	29-03-2016	5	101.25	388.00	101.25	0.00
2016023	1 TABLE RONDE ET 4 TABLES POLVALENTES	MOBILIER	593.98	29-03-2016	5	121.98	472.00	121.98	0.00
2016025	2 ARMOIRES HAUTES A RIDEAUX	MOBILIER	819.02	29-03-2016	5	167.02	652.00	167.02	0.00
2018074	2 ARMOIRES-MD	MOBILIER	533.52	20-11-2018	10	53.00	106.00	427.52	374.52

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice : 2021

Budget: BUDGET DU CDG 62

Nature : 2184 MOBILIER

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2021	V.N.C. au 31/12/2021
2020008	SIEGE DE TRAVAIL ERGONOMIQUE VASIT SERIE L	MOBILIER	580.19	27-01-2020	1	580.19	0.00	580.19	0.00
2020009	SIEGE DE TRAVAIL ERGONOMIQUE VASIT SERIE L	MOBILIER	598.25	27-01-2020	1	598.25	0.00	598.25	0.00
2016078	LOT 30 CHAISES VISITEURS-MEDICINE PREVENTI	MOBILIER	917.35	06-10-2016	10	91.00	364.00	553.35	462.35
2016079	6 FAUTEUILS DE BUREAU PR MEDICINE PROFESSIO	MOBILIER	1 266.91	06-10-2016	10	126.00	504.00	762.91	636.91
2016122	BUREAU-CAISSONS-ME	MOBILIER	536.25	05-12-2016	10	53.00	212.00	324.25	271.25
2016123	2 ARMOIRES-ME	MOBILIER	664.44	05-12-2016	10	66.00	264.00	400.44	334.44
2016124	4 CHAISES VISITEURS-ME	MOBILIER	122.32	05-12-2016	10	12.00	48.00	74.32	62.32
2016125	FAUTEUIL ERGONOMIQ-ME	MOBILIER	211.15	05-12-2016	10	21.00	84.00	127.15	106.15
2017009	2 PLANS COMPACTS AVEC PIEDS	MOBILIER	671.30	31-01-2017	5	134.00	402.00	269.30	135.30
2017010	CAISSONS 3 TIROIRS	MOBILIER	519.12	31-01-2017	5	103.00	309.00	210.12	107.12
2017011	2 ARMOIRES PORTES BATTANTES	MOBILIER	599.28	31-01-2017	10	59.00	177.00	422.28	363.28
2017012	2 ARMOIRES HAUTES A RIDEAUX	MOBILIER	729.60	31-01-2017	10	72.00	216.00	513.60	441.60
2017029	2 FAUTEUILS CLASSIQUES	MOBILIER	697.80	13-02-2017	10	69.00	207.00	490.80	421.80
2017030	1 FAUTEUIL CLASSIQUE	Mobilier	348.90	13-02-2017	5	69.00	207.00	141.90	72.90
2017031	2 PLANS COMPACTS	MOBILIER	671.30	14-02-2017	10	67.00	201.00	470.30	403.30
2017032	2 CAISSONS	MOBILIER	519.12	14-02-2017	10	51.00	153.00	366.12	315.12
2017033	2 ARMOIRES PORTES BATTANTES	MOBILIER	599.28	14-02-2017	10	59.00	177.00	422.28	363.28
2017034	2 ARMOIRES HAUTES	MOBILIER	729.60	14-02-2017	10	72.00	216.00	513.60	441.60
2017035	1 TABLE	MOBILIER	187.21	14-02-2017	10	18.00	54.00	133.21	115.21
2017036	1 PLAN COMPACT	MOBILIER	335.65	14-02-2017	10	33.00	99.00	236.65	203.65
2017037	1 BUREAU	MOBILIER	276.70	14-02-2017	5	55.00	165.00	111.70	56.70
2017038	2 CAISSONS	MOBILIER	519.12	14-02-2017	10	51.00	153.00	366.12	315.12
2017039	2 ARMOIRES PORTES BATTANTES	MOBILIER	599.28	14-02-2017	10	59.00	177.00	422.28	363.28
2017040	2 ARMOIRES HAUTES	MOBILIER	729.60	14-02-2017	10	72.00	216.00	513.60	441.60
2017043	ARMOIRES BUREAU DU TOUQUET	MOBILIER	1 226.38	14-02-2017	10	122.00	366.00	860.38	738.38
2017046	MOBILIER LOCAL BERCK	MOBILIER	374.43	22-02-2017	5	74.00	222.00	152.43	78.43
2017048	2 TABLES DE BUREAU HETREMOBILIERLOCAL ET	MOBILIER	374.43	22-02-2017	5	74.00	222.00	152.43	78.43
2017050	MOBILIER PORTE MANTEAUX ET TABLES	MOBILIER	374.43	22-02-2017	5	74.00	222.00	152.43	78.43
2017061	FAUTEUIL BOIS CLASSIQUE SERVICE MEDICINE PR	MOBILIER	348.98	06-04-2017	10	34.00	102.00	246.98	212.98
2018026	4 BUREAUX RECTANGULAIRE-MED PREVENTIV	MOBILIER	789.30	21-03-2018	10	78.00	156.00	633.30	555.30
2018027	1 BUREAU-MED PREV	MOBILIER	331.56	21-03-2018	10	33.00	66.00	265.56	232.56
2018028	1 FAUTEUIL-MED PREV	MOBILIER	226.08	21-03-2018	10	22.00	44.00	182.08	160.08
2018029	4 CHAISES-MED PREV	MOBILIER	89.50	21-03-2018	10	8.00	16.00	73.50	65.50
2018030	2 BUREAUX AVEC CAISSONS	MOBILIER	1 201.32	21-03-2018	10	120.00	240.00	961.32	841.32
2018031	2 FAUTEUILS	MOBILIER	518.66	21-03-2018	10	51.00	102.00	416.66	365.66
2018032	9 CHAISES	MOBILIER	412.46	21-03-2018	10	41.00	82.00	330.46	289.46
2018033	2 PORTES REVUES-PORTE MANTEAUX	MOBILIER	321.22	21-03-2018	10	32.00	64.00	257.22	225.22
2018034	6 ARMOIRES	MOBILIER	2 097.07	21-03-2018	10	209.00	418.00	1 679.07	1 470.07
2018037	1 FAUTEUIL CLASSIQUE BOIS	MOBILIER	349.00	27-04-2018	10	34.00	68.00	281.00	247.00
2019004	1 ARMOIRE	Mobilier	316.57	31-01-2019	10	31.00	31.00	285.57	254.57
2020010	CAISSONS	MOBILIER	628.99	13-03-2020	1	628.99	0.00	628.99	0.00
2021004	ARM PORTES BATTANTES 195X120 4330011SC	MOBILIER	437.02	16-02-2021	1	0.00	0.00	0.00	437.02
2021029	ARM RDX H198 L120 SC SC 1438174	MOBILIER	344.74	12-07-2021	1	0.00	0.00	0.00	344.74
2021030	ARMOIRE P. BATTANTES 195X120 SC	MOBILIER	446.74	12-07-2021	1	0.00	0.00	0.00	446.74
2021061	ARMOIRE P BATTANTES 195X120	MOBILIER	446.73	15-10-2021	1	0.00	0.00	0.00	446.73
2021070	2856968 ARMOIRE P BATTANTES 195X120 SD	MOBILIER	446.74	22-10-2021	1	0.00	0.00	0.00	446.74
2018076	2 ARMOIRES-MP	MOBILIER	652.44	20-11-2018	10	65.00	130.00	522.44	457.44
2019006	BUREAU	Mobilier	864.91	31-01-2019	10	86.00	86.00	778.91	692.91
2013006	CR12000004P-13 TABLES-15 CHAISES-3 ARMOIRE	MOBILIER	2 047.95	07-02-2013	10	204.00	1 428.00	619.95	415.95
2013010	CR12000001P-2 BUREAUX-2 CAISSONS-2 SUP	MOBILIER	1 614.60	01-03-2013	10	161.00	1 127.00	487.60	326.60
2013029	2 BUREAU DROIT-CAISSON	MOBILIER	1 614.60	31-05-2013	10	161.00	1 127.00	487.60	326.60
2019003	1 ARMOIRE	Mobilier	247.42	31-01-2019	10	24.00	24.00	223.42	199.42
2017081	TABLES-CHAISES SALLE DE REUNION WACHEU	MOBILIER	9 255.90	13-07-2017	10	925.00	2 775.00	6 480.90	5 555.90
Total			218 468.89			27 023.60	98 230.00	112 925.87	93 215.09

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le


SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

Exercice : 2021 Budget: BUDGET DU CDG 62 Nature : 2188 AUTRES

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2021	V.N.C. au 31/12/2021
2016014	1 DESTRUCTEUR DE DOCUMENTS C-485 COUPE CRO	Matériel Classique	2 446.60	11-02-2016	10	244.00	976.00	1 470.60	1 226.60
2015087	6 STORES CALIFORNIENNA ENROULEUR-VELUX	MATERIELS CLASSIQUES	1 781.35	09-10-2015	6	301.35	1 480.00	301.35	0.00
2017025	MACHINE A EXPRESSO DELONGHI	MATERIELS CLASSIQUES	389.00	02-02-2017	5	77.00	231.00	158.00	81.00
2017074	ACQUISITION 5 TELEPHONES ALCATEL	Matériel Classique	718.32	09-06-2017	10	71.00	213.00	505.32	434.32
201110	REMORQUE-ATTELAGE DUO BOSAL 041961	Matériel Classique	2 337.66	16-02-2011	10	240.66	2 097.00	240.66	0.00
2014126	4 CHARIOTS IDEABASE- SERV TECHNIQUE	MATERIELS CLASSIQUES	1 435.10	12-12-2014	10	143.00	858.00	577.10	434.10
2017004	1 LAVE LINGE WHIRPOOL BLANC	MATERIELS CLASSIQUES	499.00	31-01-2017	5	99.00	297.00	202.00	103.00
2017005	1 SECHE LINGE WHIRPOOL	MATERIELS CLASSIQUES	799.00	31-01-2017	5	159.00	477.00	322.00	163.00
2018069	ARMOIRE REFRIGEREE AVEC ACCESSOIRES	MATERIELS CLASSIQUES	1 014.00	15-10-2018	10	101.00	202.00	812.00	711.00
2015086	18 STORES VENITIEN CMCR	Matériel Classique	4 136.53	09-10-2015	6	691.53	3 445.00	691.53	0.00
2016026	8 STORES VENITIENS LUXAFLEX LAMES	MATERIELS CLASSIQUES	2 244.02	29-03-2016	5	452.02	1 792.00	452.02	0.00
Total			17 800.58			2 579.56	12 068.00	5 732.58	3 153.00
TOTAL GENERAL			1 111 944.31			225 919.11	390 944.00	518 249.10	480 414.80

TABLEAU DES EFFECTIFS AU 31 DECEMBRE 2021

Groupe hiérarchique																			
		EFFECTIFS BUDGÉTAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Agents en CDD de droit public	Agents stagiaires	Agents du service de remplacement	Fonctionnaires détachés sur emploi fonctionnel	Fonctionnaires détachés sur emploi de cabinet	Fonctionnaires en détachement de la Fonction Publique d'Etat	Fonctionnaires en congé parental	Fonctionnaires détachés	Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi (FMPE)	Fonctionnaires en décharge d'activité syndicale	Fonctionnaires en CLM et CLD	Fonctionnaires en attente d'expertise pour passage en Comité Médical	Fonctionnaires en arrêt pour accident de service	Fonctionnaires en congé pour maladie professionnelle	Fonctionnaires en disponibilité d'office pour raisons de santé	
EMPLOIS PERMANENTS																			
EMPLOIS DE COLLABORATEURS DE CABINET																			
	Collaborateur de cabinet	1	1	1															
EMPLOIS FONCTIONNELS																			
6	Directeur Général des Services (80 000 à 150 000 habitants)	1	1																
	Directeur Général Adjoint (40 000 à 150 000 habitants)	3	3																
FILIERE ADMINISTRATIVE																			
	Administrateur général	1	0																
	Directeur	1	0																
	Attaché hors classe	1	0																
5	Attaché principal	3	1																
	Attaché	6	6	1															
4	Rédacteur principal de 1ère classe	12	11											1					
	Rédacteur principal de 2ème classe	4	3		1														
	Rédacteur principal de 2ème classe à temps non complet (20H)	1	1																
3	Rédacteur	3	3		1														
	Rédacteur à temps non complet (20H)	1	0																
2	Adjoint administratif principal de 1ère classe	18	16			3								1					
	Adjoint administratif principal de 2ème classe	16	11			3								2			1		
1	Adjoint administratif	17	15	2	2									1					
	Adjoint administratif à temps non complet (30H)	1	1																
FILIERE TECHNIQUE																			
5	Ingénieur principal	1	1																
	Ingénieur	2	2	2															
4	Technicien principal de 1ère classe	1	1																
	Technicien principal de 2ème classe	2	2																
3	Technicien	1	0																
	Agent de maîtrise principal	3	1																
2	Agent de maîtrise	2	1																
	Agent de maîtrise à temps non complet (28h)	1	1																
	Adjoint technique principal de 1ère classe	1	0																
	Adjoint technique principal de 2ème classe	2	1																
1	Adjoint technique	4	4	1													1		
	Adjoint technique à temps non complet (25H)	1	1																
	Adjoint technique à temps non complet (20H)	2	2																
FILIERE CULTURELLE																			
	Attaché de conservation du patrimoine	1	0																
5/3	Assistant d'enseignement artistique de 1ère classe	2	2									2							
	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	1	0																
2	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	1	1																
FILIERE ANIMATION																			
1	Adjoint d'animation	1	0									1							
FILIERE MEDICO-SOCIALE																			
6	Médecin hors classe	6	4	4							1								
	Psychologue de classe normale	2	1																
	Infirmier en soins généraux hors classe	1	1						1										
5	Infirmier en soins généraux de classe normale	4	2	1	1														
SOUS-TOTAL		132	101	11	5	6	0	1	1	0	1	3	1	4	0	1	1	0	
EMPLOIS NON PERMANENTS																			
FILIERE TECHNIQUE																			
	Agent de maîtrise	5	0																
1	Adjoint technique	5	0	0															
	Adjoint technique à temps non complet (20h)	3	0																
FILIERE ADMINISTRATIVE																			
	Attaché	3	0																
	Rédacteur	5	0																
	Adjoint administratif	40	6	6															
SOUS-TOTAL		61	6	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL		193	107	17	5	6	0	1	1	0	1	3	1	4	0	1	1	0	

11

107 agents dont 11 placés en congés pour raisons de santé, en disponibilité ou en détachement

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le



ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE

CENTRE DE GESTION DU PAS DE CALAIS - COMPTE ADMINISTRATIF 2021

ARRETE SIGNATURES

Nombre de membres en exercice	28
Nombre de membres présents	22
Nombre de suffrages exprimés	21

VOTES :

POUR :	21
CONTRE :	/
ABSTENTIONS	0

DATE DE CONVOCATION : 08/03/2022

Présenté par le Président,

A BRUAY LA BUISSIERE, le 15 mars 2022

Délibéré par l'assemblée délibérante réunie en session

A BRUAY LA BUISSIERE, le 15 mars 2022

Le PRESIDENT,

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la réception en préfecture, le 15/03/2022 et de la publication, le

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le



ID : 062-286200027-20220315-2022_06-DE



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_07-DE

DÉLIBÉRATION

2022/07

AFFECTATION DES RESULTATS 2021

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'arrêté du 28 septembre 1999 modifié, pris pour l'application des articles 33 et 33-1 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion ;

.../

/...

Le Président rappelle que, conformément à l'instruction comptable M832 relative aux centres de gestion, il y a lieu d'affecter les résultats de l'exercice précédent.

Il précise que, dans la mesure où le comptable public a transmis son compte de gestion faisant état des mêmes chiffres, cette constatation peut être réalisée à l'occasion de l'examen du Budget Primitif 2022.

➤ **Pour la section de fonctionnement :**

Le solde d'exécution de l'exercice 2021 présente un résultat excédentaire de 1 184 203.16 € et vient donc s'ajouter à l'excédent antérieur reporté de 2 275 015.08 €, ce qui donne un résultat excédentaire cumulé de 3 459 218.24 €.

Dès lors, il convient d'affecter une partie de cet excédent de fonctionnement à hauteur de 1 000 000.00 € à la section d'investissement. Cette somme sera reprise au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » du budget primitif 2022.

Aussi, l'excédent de fonctionnement à reporter en recettes en ligne 002 du budget primitif 2022 s'élève après affectation à 2 459 218.24 €

➤ **Pour la section d'investissement :**

Le solde d'exécution de l'exercice 2021 est excédentaire de 1 677 679.55 € et vient donc en ajout de l'excédent antérieur reporté de 1 073 831.16 €, ce qui donne un résultat cumulé de 2 751 510.71€.

Dès lors, il sera repris au compte 001 « Résultat antérieur reporté » en recettes d'investissement, la somme de 2 751 510.71 €.

Le Président propose l'inscription de ces écritures comptables au Budget Primitif 2022.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* d'affecter les résultats comme proposés ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_08-DE

DÉLIBÉRATION

2022/08

VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'arrêté du 28 septembre 1999 modifié, pris pour l'application des articles 33 et 33-1 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion ;

.../

/...

Vu la délibération n° 2022-01 en date du 8 février 2022 actant la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire du centre de gestion ;

Vu le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2022 transmis avec la convocation aux membres du Conseil d'Administration et joint à la présente délibération ;

Vu la délibération n° 2022-06 en date du 15 mars 2022 portant approbation du Compte de Gestion et du Compte Administratif 2021 ;

Vu la délibération n° 2022-07 en date du 15 mars 2022 portant affectation des résultats 2021 ;

Le Président propose d'adopter le budget primitif 2022 avec les montants suivants :

Section de fonctionnement	11 690 120.30 €
Section d'investissement	8 745 691.39 €
Montant total des sections	20 435 811.69 €

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *ADOpte* le budget primitif 2022.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

28620002700022	Désignation de l'établissement public Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas-de-Calais Allée du Château- Labuissière BP 67 62702 Bruay-la-Buissière Cedex
-----------------------	--

**CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE
TERRITORIALE DU
DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

M832

BUDGET PRIMITIF 2022

SOMMAIRE

PAGE	CONTENU
1 à 2	Informations générales
3 à 4	Exécution du budget
5 à 6	Balance générale du budget
7	Section de fonctionnement – Vue d’ensemble
8 à 14	Section de fonctionnement – Dépenses – Détail par articles
15	Section de fonctionnement – Dépenses – Détail Subventions
16 à 21	Section de fonctionnement – Recettes – Détail par articles
22	Section d’investissement – Vue d’ensemble
23 à 26	Section d’investissement – Equipement – Dépenses et recettes non individualisées en opérations
	ANNEXES
27	Principales Opérations d’Ordre de Section à Section
28	Etat de la dette – Récapitulation
29	Etat de la dette - Détail
30 à 38	Etat des Immobilisations-Amortissements – Provision-Répartition de charges
39	Présentation consolidée du budget
40	Etat du personnel
41	Arrêtés – Signatures

INFORMATION GENERALES

Informations statistiques	Valeur	Délibération du :
Taux de cotisation obligatoire	0,80	23/11/2021
Taux de cotisation additionnelle	0,50	23/11/2021
Socle commun	0,10	23/11/2021

Vote du Conseil d' Administration le 23/11/2021

	REALISATIONS DE L'EXERCICE N - 1			
	Mandats émis a)	Titres émis b)	Résultat / Solde N-2 c)	Résultat/ Solde d)= b-a+c
TOTAL DU BUDGET	8 527 676,71	11 389 559,42	3 348 846,24	6 210 728,95
Fonctionnement	7 808 639,38	8 992 842,54	2 275 015,08	3 459 218,24
Investissement	719 037,33	2 396 716,88	1 073 831,16	2 751 510,71

I - INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT
RESTES A REALISER DE L'EXERCICE PRECEDENT

(page uniquement servie après le vote du compte administratif)

	REALISATIONS DE L'EXERCICE N-1			
	Mandats émis a)	Titres émis b)	Résultat/Solde N-2 c)	Résultat/Solde d) = b - a + c
TOTAL DU BUDGET	8 527 676.71	11 389 559.42		2 861 882.71
Fonctionnement	7 808 639.38	8 992 842.54		1 184 203.16
Investissement	719 037.33	2 396 716.88		1 677 679.55

RESTES A REALISER - DEPENSES

Chap/Art.	LIBELLES	Crédits Ouverts	Depenses engagées	Réalisations	Restes à réaliser
	SECTION DE FONCTIONNEMENT	11 829 509.12	7 808 639.38	7 808 639.38	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 603 337.44	1 466 521.91	1 466 521.91	
012	CHARGES DE PERSONNEL	7 133 100.00	5 166 733.33	5 166 733.33	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 160 210.00	772 764.17	772 764.17	
66	CHARGES FINANCIERES	133 742.57	133 242.57	133 242.57	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	73 200.00	43 458.29	43 458.29	
68	DOTATIONS AUX COMPTES D'AMORTISSEMENT	725 919.11	225 919.11	225 919.11	
	SECTION D'INVESTISSEMENT	6 853 063.12	3 570 695.80	719 037.33	2 851 658.47
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	189 860.61	189 860.61	189 860.61	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	195 815.16	156 791.22	155 348.77	1 442.45
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	414 857.35	119 745.04	89 712.81	30 032.23
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 048 530.00	3 101 798.93	281 615.14	2 820 183.79
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	4 000.00	2 500.00	2 500.00	
28	AMORTISSEMENTS DES IMOBILISATIONS				

I - INFORMATIONS GENERALES**EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT
RESTES A REALISER DE L'EXERCICE PRECEDENT**

(page uniquement servie après le vote du compte administratif)

	RESTES A REALISER DE L'EXERCICE N-1			RESULTAT CUMULE = d + g	
	Dépenses e)	Recettes f)	Solde g) = f - e	EXCEDENT	DEFICIT
TOTAL DU BUDGET	2 851 658.47		-2 851 658.47	10 224.24	
Fonctionnement				1 184 203.16	
Investissement	2 851 658.47		-2 851 658.47		1 173 978.92

RESTES A REALISER - RECETTES

Chap/Art.	LIBELLES	Crédits Ouverts	Depenses engagées	Réalisations	Restes à réaliser
	SECTION DE FONCTIONNEMENT	11 829 509.12	8 992 842.54	8 992 842.54	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	2 275 015.08			
013	ATTENUATION DE CHARGES	453 000.00	234 477.00	234 477.00	
66	CHARGES FINANCIERES	33 209.12	33 209.12	33 209.12	
70	VENTES PROD.FABRIQUES,PRESTATIONS SERV,MARCHANDISE	8 633 984.92	8 258 003.64	8 258 003.64	
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	124 000.00	122 785.36	122 785.36	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	75 100.00	73 752.10	73 752.10	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	235 000.00	270 615.32	270 615.32	
78	TX EQUIPEMENT EN REGIE ET REDUCTION DE CHARGES	200.00			
	SECTION D'INVESTISSEMENT	6 853 063.12	2 396 716.88	2 396 716.88	
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	1 073 831.16			
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT				
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	2 028 100.00	2 027 959.31	2 027 959.31	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 000.00			
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	500 000.00			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	31 311.85	31 311.85	31 311.85	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	90 401.00	90 401.03	90 401.03	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		14 666.40	14 666.40	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 900 000.00	4 869.90	4 869.90	
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	1 500.00	1 589.28	1 589.28	
28	AMORTISSEMENTS DES IMOBILISATIONS	225 919.11	225 919.11	225 919.11	

II - PRESENTATION GENERALE

BALANCE GENERALE DE L'EXERCICE - DEPENSES

1

1 - DEPENSES de l'exercice + Restes à réaliser

Chap.	FONCTIONNEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
Dépenses de fonctionnement. Total (A)		10 643 139.62	1 046 980.68	11 690 120.30
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 550 000.00		2 550 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL	6 760 748.66		6 760 748.66
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 163 000.00		1 163 000.00
66	CHARGES FINANCIERES	105 890.96		105 890.96
6611	ICNE de l'exercice sur emprunts		29 339.35	29 339.35
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	63 500.00	10 000.00	73 500.00
68	DOTATIONS AUX COMPTES D'AMORTISSEMENT		1 007 641.33	1 007 641.33

Chap.	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre		TOTAL
			de section à section	à l'intérieur de la section	
Dépenses d'investissement. Total (B)		5 814 379.54		2 931 311.85	8 745 691.39
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	162 860.74			162 860.74
1688	ICNE N-1 contrepassés sur emprunts			31 311.85	31 311.85
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)	64 442.45			64 442.45
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	470 132.23			470 132.23
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)	5 112 944.12		2 900 000.00	8 012 944.12
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	4 000.00			4 000.00

	Dépenses totales	Résultat reporté	TOTAL SECTION
Fonctionnement	A 11 690 120.30	D002	11 690 120.30
Investissement	B 8 745 691.39	D001	8 745 691.39

II - PRESENTATION GENERALE

BALANCE GENERALE DE L'EXERCICE - RECETTES

2

2 - RECETTES de l'exercice + Restes à réaliser

Chap.	FONCTIONNEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
Recettes de fonctionnement. Total (A)		9 199 390.21	31 511.85	9 230 902.06
70	VENTES PROD.FABRIQUES,PRESTATIONS SERV,MARCHANDISE	8 273 790.21		8 273 790.21
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	137 000.00		137 000.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	75 100.00		75 100.00
013	ATTENUATION DE CHARGES	446 000.00		446 000.00
6611	ICNE N-1 contrepassés sur emprunts		31 311.85	31 311.85
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	267 500.00		267 500.00
78	TX EQUIPEMENT EN REGIE ET REDUCTION DE CHARGES		200.00	200.00

Chap.	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre		TOTAL
			de section à section	à l'intérieur de la section	
Recettes d'investissement. Total (B)		1 047 200.00	1 017 641.33	2 929 339.35	4 994 180.68
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	47 200.00			47 200.00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		750 000.00		750 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 000 000.00			1 000 000.00
1688	ICNE de l'exercice sur emprunts			29 339.35	29 339.35
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		10 000.00		10 000.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			2 900 000.00	2 900 000.00
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES				
28	AMORTISSEMENTS DES IMOBILISATIONS		257 641.33		257 641.33

	Recettes totales	Résultat reporté	Affectation	TOTAL SECTION
Fonctionnement	A 9 230 902.06	R002 2 459 218.24		11 690 120.30
Investissement	B 4 994 180.68	R001 2 751 510.71	R1068 1 000 000.00	8 745 691.39

III - VOTE DU BUDGET

I - Le conseil d'administration a voté le présent budget :

- au niveau (1) pour la section d'investissement.
- au niveau (1) pour la section de fonctionnement.
- avec les opérations listées en III-B-2

La liste des articles spécialisés sur lesquels le président ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

(1) A compléter par "du chapitre" ou "de l'article".

A - SECTION DE FONCTIONNEMENT

VUE D'ENSEMBLE

Chapitres		Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
DEPENSES DE L'EXERCICE (I)		11 829 509.12	11 690 120.30	11 690 120.30
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 603 337.44	2 550 000.00	2 550 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL	7 133 100.00	6 760 748.66	6 760 748.66
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 160 210.00	1 163 000.00	1 163 000.00
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
66	CHARGES FINANCIERES	133 742.57	135 230.31	135 230.31
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	73 200.00	73 500.00	73 500.00
68	DOTATIONS AUX COMPTES D'AMORTISSEMENT	725 919.11	1 007 641.33	1 007 641.33
RECETTES DE L'EXERCICE (II)		9 554 494.04	9 230 902.06	9 230 902.06
70	VENTES PROD.FABRIQUES,PRESTATIONS SERV,MARCHANDISE	8 633 984.92	8 273 790.21	8 273 790.21
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	124 000.00	137 000.00	137 000.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	75 100.00	75 100.00	75 100.00
013	ATTENUATION DE CHARGES	453 000.00	446 000.00	446 000.00
66	CHARGES FINANCIERES	33 209.12	31 311.85	31 311.85
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	235 000.00	267 500.00	267 500.00
78	TX EQUIPEMENT EN REGIE ET REDUCTION DE CHARGES	200.00	200.00	200.00

	Opérations de l'exercice (col. 1)	Résultat reporté (col. 2)	Restes à Réaliser (col. 3)	CUMUL SECTION = col. 1+2+3
Dépenses	I 11 690 120.30	D002		11 690 120.30
Recettes	II 9 230 902.06	R002 2 459 218.24		11 690 120.30

III - VOTE DU BUDGET

A 1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

A 1

Détail par articles - GESTION DES SERVICES

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
----- 74 -----	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			
7471	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT			
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 603 337.44	2 550 000.00	2 550 000.00
----- 60 -----	ACHAT ET VARIATION DES STOCKS	569 316.47	330 900.00	330 900.00
6042	ACHATS D'ETUDES, PRESTATIONS DE SERVICES ACHATS PRESTATIONS DE SERVICES	26 400.00	25 600.00	25 600.00
6061	ACHATS NON STOCKES DE MATIERES ET FOURNITURES FOURNITURES NON STOCKABLES (EAU, ENERGIE)	112 000.00	110 000.00	110 000.00
60622	FOURNITURES NON STOCKEES CARBURANTS	20 000.00	19 000.00	19 000.00
60623	ALIMENTATION	12 000.00	21 800.00	21 800.00
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT ENTRETIEN	14 500.00	13 000.00	13 000.00
60632	PETIT EQUIPEMENT	272 416.47	50 000.00	50 000.00
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	3 000.00	3 500.00	3 500.00
6065	FOURNITURES DE BUREAU	82 000.00	55 000.00	55 000.00
6066	FOURNITURES MEDICALES	20 000.00	24 000.00	24 000.00
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	7 000.00	9 000.00	9 000.00
----- 61 -----	SERVICES EXTERIEURS	1 002 520.97	1 043 900.00	1 043 900.00
6122	REDEVANCES DE CREDIT-BAIL CREDIT-BAIL MOBILIER	31 410.00	31 700.00	31 700.00
6132	LOCATIONS LOCATIONS IMMOBILIERES	66 000.00	76 000.00	76 000.00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	115 500.00	116 000.00	116 000.00
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	12 000.00	37 200.00	37 200.00
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS	55 000.00	45 000.00	45 000.00
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS MOBILIERES MATERIEL ROULANT	8 000.00	7 200.00	7 200.00
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	11 500.00	10 000.00	10 000.00
6156	MAINTENANCE	213 600.00	220 300.00	220 300.00
6161	PRIMES D'ASSURANCES MULTIRISQUES	22 210.97	40 500.00	40 500.00
6168	AUTRES	335 500.00	333 200.00	333 200.00
617	ETUDES ET RECHERCHES	15 000.00	25 000.00	25 000.00
6182	DIVERS DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	26 000.00	27 300.00	27 300.00
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	50 000.00	50 000.00	50 000.00
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	36 000.00	17 500.00	17 500.00
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	4 800.00	7 000.00	7 000.00
----- 62 -----	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 022 400.00	1 169 600.00	1 169 600.00

III - VOTE DU BUDGET

A 1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

A 1

Détail par articles - GESTION DES SERVICES

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
6222	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	100 000.00	110 000.00	110 000.00
6223	INDEMNITES DE JURY NON SOUMIS A COTISATIONS SOCIALES	1 000.00	1 000.00	1 000.00
62264	HONORAIRES HONORAIRES MEDICAUX	30 000.00	30 000.00	30 000.00
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	40 000.00	45 000.00	45 000.00
6228	DIVERS	260 000.00	244 000.00	244 000.00
6231	PUBLICITE, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES			
6236	ANNONCES ET INSERTIONS	9 000.00	14 000.00	14 000.00
6238	CATALOGUES ET IMPRIMES	3 000.00	14 000.00	14 000.00
	DIVERS	20 000.00	33 300.00	33 300.00
	DEPLACEMENTS, MISSIONS ET RECEPTIONS			
	VOYAGES ET DEPLACEMENTS			
62511	PERSONNEL DU CENTRE	23 000.00	48 400.00	48 400.00
62518	AUTRES FRAIS DE DEP. MEMBRES DU JURY ET CONCOURS	36 100.00	38 400.00	38 400.00
6257	RECEPTIONS	47 000.00	17 000.00	17 000.00
	FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS			
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	47 400.00	84 000.00	84 000.00
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	119 800.00	180 000.00	180 000.00
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	10 000.00	6 000.00	6 000.00
	DIVERS			
6281	CONCOURS FINANCIERS DIVERS (COTISATIONS)	114 600.00	112 000.00	112 000.00
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	18 500.00	22 000.00	22 000.00
6288	AUTRES	143 000.00	170 500.00	170 500.00
----- 63 -----	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	9 100.00	5 600.00	5 600.00
	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES			
	IMPOTS DIRECTS			
63512	TAXES FONCIERES	8 500.00	5 000.00	5 000.00
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	500.00	500.00	500.00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	100.00	100.00	100.00
012	CHARGES DE PERSONNEL	7 133 100.00	6 760 748.66	6 760 748.66
----- 63 -----	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	106 100.00	113 948.66	113 948.66
	IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES/REM. AUTRES ORGA			
6331	VERSEMENT DE MOBILITE	65 000.00	64 000.00	64 000.00
6336	COTISATION AU C.N.F.P.T ET CENTRE DE GESTION	29 500.00	38 448.66	38 448.66
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS.ASSIMILES SUR REMUNE	11 600.00	11 500.00	11 500.00
----- 64 -----	CHARGES DE PERSONNEL	7 027 000.00	6 646 800.00	6 646 800.00
	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU CENTRE			
6411	PERSONNEL TITULAIRE	3 900 000.00	3 530 000.00	3 530 000.00
6413	PERSONNEL NON TITULAIRE	1 100 000.00	1 131 500.00	1 131 500.00
6415	INDEMNITE INFLATION		10 000.00	10 000.00
	EMPLOIS D'INSERTION			
64162	EMPLOIS D'AVENIR	1 000.00	1 000.00	1 000.00
64168	AUTRES	1 000.00	1 000.00	1 000.00
642	INDEMNITE JURY CONCOURS SOUMIS A COTISATIONS SOCIALES	20 000.00	26 000.00	26 000.00

III - VOTE DU BUDGET

A 1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

A 1

Détail par articles - GESTION DES SERVICES

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
6431	REMUNERATIONS DU PERSONNEL PRIVE D'EMPLOI PERSONNEL PRIS EN CHARGE	90 000.00	90 000.00	90 000.00
6451	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE			
6453	COTISATIONS A L'URSSAF	680 000.00	684 000.00	684 000.00
6454	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	800 000.00	771 000.00	771 000.00
6456	COTISATIONS AUX ASSEDIC	44 000.00	1 000.00	1 000.00
6458	VERSEMENT AU FNC DU SUPPLEMENT FAMILIAL	3 000.00	3 000.00	3 000.00
6461	COTISATIONS AUX ORGANISMES SOCIAUX	42 500.00	42 300.00	42 300.00
6463	COTISATIONS SOCIALES SUR INDEMNITES DE JURY			
6464	COTISATIONS URSSAF	17 000.00	17 000.00	17 000.00
	COTISATIONS CAISSES RETRAITE	2 500.00	2 500.00	2 500.00
	COTISATIONS ASSEDIC INDEMNITES	3 000.00	3 000.00	3 000.00
	AUTRES CHARGES SOCIALES			
64731	ALLOCATION DE CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT	30 000.00	30 000.00	30 000.00
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	4 900.00	14 500.00	14 500.00
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES	33 100.00	37 000.00	37 000.00
6488	AUTRES CHARGES DU PERSONNEL AUTRES CHARGES	255 000.00	252 000.00	252 000.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 160 210.00	1 163 000.00	1 163 000.00
----- 65 -----	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 160 210.00	1 163 000.00	1 163 000.00
6512	REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES...			
6518	Droits d'utilisation - Informatique en nuage		163 990.00	163 990.00
	Autres	21 100.00	41 100.00	41 100.00
6531	INDEMNITES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATIO INDEMNITES AU PRESIDENT ET AUX VICES PRESIDENTS	65 000.00	65 000.00	65 000.00
65321	FRAIS DE DEP. ET DE SEJ. AUX MEMBRES DU C. A.			
65322	MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	1 700.00	3 500.00	3 500.00
65323	MEMBRES DES ORGANISMES PARITAIRES	2 500.00	2 500.00	2 500.00
	MEMBRES DES COMMISSIONS DE REFORME	1 000.00	1 000.00	1 000.00
6533	COTISATIONS RETRAITES	10 000.00	7 000.00	7 000.00
6541	PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	1 000.00	1 000.00	1 000.00
6561	REMBOURSEMENTS ET COMPENSATIONS REMBOURSEMENT D'ACTIVITES SYNDICALES	980 000.00	800 000.00	800 000.00
657	SUBVENTIONS	69 910.00	69 910.00	69 910.00
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE	8 000.00	8 000.00	8 000.00
TOTAL GESTION DES SERVICES 011+012+65+014		10 896 647.44	10 473 748.66	10 473 748.66

III - VOTE DU BUDGET

A 1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

A 1

Détail par articles - CHARGES FINANCIERES, EXCEPTIONNELLES, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
66	CHARGES FINANCIERES	133 742.57	135 230.31	135 230.31
----- 66 -----	CHARGES FINANCIERES	102 430.72	105 890.96	105 890.96
6611	CHARGES D'INTERETS INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES	101 930.72	95 890.96	95 890.96
668	AUTRES CHARGES FINANCIERES	500.00	10 000.00	10 000.00
----- 66 -----	CHARGES FINANCIERES	31 311.85	29 339.35	29 339.35
6611	CHARGES D'INTERETS INTERETS COURUS NON ECHUS	31 311.85	29 339.35	29 339.35
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	73 200.00	73 500.00	73 500.00
----- 67 -----	Opérations réelles	72 200.00	63 500.00	63 500.00
6711	CHARGES EXCEPTIONNELLES	72 200.00	63 500.00	63 500.00
6713	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHÉ	1 000.00	1 000.00	1 000.00
6718	DONS, LIBERALITES	500.00	300.00	300.00
673	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPE.DE GESTION	300.00	500.00	500.00
6748	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	70 000.00	50 000.00	50 000.00
678	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUTRES SUBVENTION EXCEPTIONNELLES	100.00	200.00	200.00
----- 67 -----	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	300.00	11 500.00	11 500.00
675	Opérations d'ordre (OO)	1 000.00	10 000.00	10 000.00
675	CHARGES EXCEPTIONNELLES VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES	1 000.00	10 000.00	10 000.00
68	DOTATIONS AUX COMPTES D'AMORTISSEMENT	725 919.11	1 007 641.33	1 007 641.33
----- 68 -----	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	725 919.11	1 007 641.33	1 007 641.33
6811	DOT. AUX AMORT. ET AUX PROV.-CHARGES D'EXPLOITATIO	225 919.11	257 641.33	257 641.33
6815	DOT. AUX AMORT. DES IMMOB. CORP. ET INCORPORELLES DOT.AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FON	500 000.00	750 000.00	750 000.00
TOTAL OPERATIONS REELLES		11 071 278.16	10 643 139.62	10 643 139.62
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE		758 230.96	1 046 980.68	1 046 980.68
DEPENSES DE L'EXERCICE		11 829 509.12	11 690 120.30	11 690 120.30

III - VOTE DU BUDGET

A 2 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

A 2

Détail par articles - GESTION DES SERVICES

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
66	CHARGES FINANCIERES	33 209.12	31 311.85	31 311.85
----- 66 -----	CHARGES FINANCIERES	33 209.12	31 311.85	31 311.85
6611	CHARGES D'INTERETS INTERETS COURUS NON ECHUS	33 209.12	31 311.85	31 311.85
70	VENTES PROD,FABRIQUES,PRESTATIONS SERV,MARCHANDI	8 633 984.92	8 273 790.21	8 273 790.21
----- 70 -----	PRODUITS DES ACTIVITES	8 633 984.92	8 273 790.21	8 273 790.21
703	VENTES DE PRODUITS RESIDUELS		500.00	500.00
7061	COTISATIONS DES COLLECTIVITES LOCALES	3 849 990.00	3 864 980.42	3 864 980.42
7062	COTISATIONS OBLIGATOIRES	2 699 994.92	2 368 309.79	2 368 309.79
	COTISATIONS ADDITIONNELLES			
70631	CONVENTIONS ET REMBOURSEMENT	20 000.00	30 000.00	30 000.00
70638	PRODUITS DES ADHESIONS AU TITRE DES ASSURANCES	650 000.00	650 000.00	650 000.00
	AUTRES CONVENTIONS ET REMBOURSEMENTS			
7066	COTISATIONS DES ORGANISMES NON AFFILIES	30 000.00	40 000.00	40 000.00
7082	AUTRES PRODUITS			
	REFACTURATION DE PRESTATIONS D'ASSURANCES	250 000.00	186 000.00	186 000.00
70841	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL	1 000.00	2 000.00	2 000.00
70842	REFACT. DE FRAIS DE SECRETARIAT (CONSEIL DISCIP.)	737 000.00	721 000.00	721 000.00
	AUTRES REFACTURATIONS DE PERSONNELS MIS A DISPOS			
7085	REMBOURSEMENT DU COUT-LAUREAT	180 000.00	180 000.00	180 000.00
7087	REMBOURSEMENT FRAIS COM.REFORME	215 000.00	230 000.00	230 000.00
7088	AUTRES PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	1 000.00	1 000.00	1 000.00
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	124 000.00	137 000.00	137 000.00
----- 74 -----	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	124 000.00	137 000.00	137 000.00
744	FCTVA	3 500.00	500.00	500.00
7471	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			
7472	ETAT			
7478	REGIONS	20 500.00	11 000.00	11 000.00
	AUTRES ORGANISMES	100 000.00	125 500.00	125 500.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	75 100.00	75 100.00	75 100.00
----- 75 -----	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	75 100.00	75 100.00	75 100.00
	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE			
75882	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE			
75888	RETRIBUTION AU TITRE DES PRESTATIONS D'ACTION SOC	75 000.00	75 000.00	75 000.00
	RETRIBUTION AU TITRE DES PRESTATIONS D'ACTION SOC	100.00	100.00	100.00
013	ATTENUATION DE CHARGES	453 000.00	446 000.00	446 000.00
----- 64 -----	CHARGES DE PERSONNEL	453 000.00	446 000.00	446 000.00
	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU CENTRE			

III - VOTE DU BUDGET

A 2 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

A 2

Détail par articles - GESTION DES SERVICES

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
64198	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU AUTRES	328 600.00	226 000.00	226 000.00
6439	REMBOURSEMENT/REMUNERATION DU PERS.PRIVE D'EMPLOI	120 000.00	200 000.00	200 000.00
6459	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE REMBT CHARGES SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	4 400.00	20 000.00	20 000.00
TOTAL GESTION DES SERVICES 70+74+75+013(sauf 00)		9 286 084.92	8 931 890.21	8 931 890.21

III - VOTE DU BUDGET

A 2 - SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

A 2

Détail par articles - PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	235 000.00	267 500.00	267 500.00
----- 77 -----	PRODUITS EXCEPTIONNELS	235 000.00	267 500.00	267 500.00
7711	PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION			
7714	DEDITS ET PENALITES PERCUES	100.00	100.00	100.00
7718	RECouvreMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	100.00	100.00	100.00
	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPER. DE GESTIO	10 000.00	14 000.00	14 000.00
773	MANDATS ANNULES	5 000.00	10 000.00	10 000.00
775	PRODUITS DES CESSIONS D'ELTS D'ACTIF		1 000.00	1 000.00
778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	219 800.00	242 300.00	242 300.00
78	TX EQUIPEMENT EN REGIE ET REDUCTION DE CHARGES	200.00	200.00	200.00
----- 78 -----	Opérations d'ordre (OO)	200.00	200.00	200.00
	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	200.00	200.00	200.00
7815	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
	REPRISE SUR PROV. POUR RISQUE ET CHARGE DE FONCT.	100.00	100.00	100.00
7875	REPRISES SUR PROVISIONS			
	REPRISES SUR PROV. POUR RISQUES ET CHARGES EXCEP.	100.00	100.00	100.00
TOTAL OPERATIONS REELLES		9 521 084.92	9 199 390.21	9 199 390.21
TOTAL OPERATIONS D'ORDRE		33 409.12	31 511.85	31 511.85
RECETTES DE L'EXERCICE		9 554 494.04	9 230 902.06	9 230 902.06

	Opérations de l'exercice (col. 1)	Résultat reporté (col. 2)	Restes à Réaliser (col. 3)	CUMUL SECTION = col. 1+2+3
Recettes	9 230 902.06	2 459 218.24		11 690 120.30

III- VOTE DU BUDGET	III
A3- SECTION DE FONCTIONNEMENT- DEPENSES	A3

DETAIL POUR CERTAINS ARTICLES

Article	Libellé	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
657	SUBVENTIONS	67 410,00	69 910,00	69 910,00
	AMICALE DU PERSONNEL CDG	50 000,00	52 500,00	52 500,00
	ASSOCIATION DES DIRECTEURS DE CDG	610,00	610,00	610,00
	SUBVENTION REPRESENTATIVE DE FRAIS DE LOCATION : DROITS SYNDICAUX	16 800,00	16 800,00	16 800,00
	<i>Syndicat UNSA</i>	<i>8 400,00</i>	<i>8 400,00</i>	<i>8 400,00</i>
	<i>Syndicat SUD</i>	<i>8 400,00</i>	<i>8 400,00</i>	<i>8 400,00</i>

III - VOTE DU BUDGET

A 3 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

A 3

DETAIL POUR CERTAINS SERVICES

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
DEPENSES		11 103 590.01	10 682 478.97	10 682 478.97
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
----- 74 -----	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			
7471	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT			
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 603 337.44	2 550 000.00	2 550 000.00
----- 60 -----	ACHAT ET VARIATION DES STOCKS	569 316.47	330 900.00	330 900.00
6042	ACHATS D'ETUDES, PRESTATIONS DE SERVICES ACHATS PRESTATIONS DE SERVICES	26 400.00	25 600.00	25 600.00
6061	ACHATS NON STOCKES DE MATIERES ET FOURNITURES FOURNITURES NON STOCKABLES (EAU, ENERGIE)	112 000.00	110 000.00	110 000.00
60622	FOURNITURES NON STOCKEES			
60623	CARBURANTS	20 000.00	19 000.00	19 000.00
	ALIMENTATION	12 000.00	21 800.00	21 800.00
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT	14 500.00	13 000.00	13 000.00
60632	ENTRETIEN	272 416.47	50 000.00	50 000.00
60636	PETIT EQUIPEMENT	3 000.00	3 500.00	3 500.00
	VETEMENTS DE TRAVAIL			
6065	FOURNITURES DE BUREAU	82 000.00	55 000.00	55 000.00
6066	FOURNITURES MEDICALES	20 000.00	24 000.00	24 000.00
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	7 000.00	9 000.00	9 000.00
----- 61 -----	SERVICES EXTERIEURS	1 002 520.97	1 043 900.00	1 043 900.00
6122	REDEVANCES DE CREDIT-BAIL CREDIT-BAIL MOBILIER	31 410.00	31 700.00	31 700.00
6132	LOCATIONS	66 000.00	76 000.00	76 000.00
6135	LOCATIONS IMMOBILIERES	115 500.00	116 000.00	116 000.00
614	LOCATIONS MOBILIERES			
	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	12 000.00	37 200.00	37 200.00
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS	55 000.00	45 000.00	45 000.00
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS MOBILIERS			
61558	MATERIEL ROULANT	8 000.00	7 200.00	7 200.00
	AUTRES BIENS MOBILIERS	11 500.00	10 000.00	10 000.00
6156	MAINTENANCE	213 600.00	220 300.00	220 300.00
6161	PRIMES D'ASSURANCES			
6168	MULTIRISQUES	22 210.97	40 500.00	40 500.00
	AUTRES	335 500.00	333 200.00	333 200.00
617	ETUDES ET RECHERCHES	15 000.00	25 000.00	25 000.00
6182	DIVERS			
6184	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	26 000.00	27 300.00	27 300.00
6185	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	50 000.00	50 000.00	50 000.00
	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	36 000.00	17 500.00	17 500.00

III - VOTE DU BUDGET

A 3 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

A 3

DETAIL POUR CERTAINS SERVICES

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	4 800.00	7 000.00	7 000.00
----- 62 -----	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 022 400.00	1 169 600.00	1 169 600.00
6222	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	100 000.00	110 000.00	110 000.00
6223	INDEMNITES DE JURY NON SOUMIS A COTISATIONS SOCIA	1 000.00	1 000.00	1 000.00
62264	HONORAIRES HONORAIRES MEDICAUX	30 000.00	30 000.00	30 000.00
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	40 000.00	45 000.00	45 000.00
6228	DIVERS	260 000.00	244 000.00	244 000.00
6231	PUBLICITE, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES	9 000.00	14 000.00	14 000.00
6236	ANNONCES ET INSERTIONS	3 000.00	14 000.00	14 000.00
6238	CATALOGUES ET IMPRIMES DIVERS	20 000.00	33 300.00	33 300.00
	DEPLACEMENTS, MISSIONS ET RECEPTIONS			
	VOYAGES ET DEPLACEMENTS			
62511	PERSONNEL DU CENTRE	23 000.00	48 400.00	48 400.00
62518	AUTRES FRAIS DE DEP. MEMBRES DU JURY ET CONCOURS.	36 100.00	38 400.00	38 400.00
6257	RECEPTIONS	47 000.00	17 000.00	17 000.00
6261	FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	47 400.00	84 000.00	84 000.00
6262	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	119 800.00	180 000.00	180 000.00
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	10 000.00	6 000.00	6 000.00
6281	DIVERS			
6283	CONCOURS FINANCIERS DIVERS (COTISATIONS)	114 600.00	112 000.00	112 000.00
6288	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX AUTRES	18 500.00 143 000.00	22 000.00 170 500.00	22 000.00 170 500.00
----- 63 -----	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	9 100.00	5 600.00	5 600.00
	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES			
	IMPOTS DIRECTS			
63512	TAXES FONCIERES	8 500.00	5 000.00	5 000.00
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	500.00	500.00	500.00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	100.00	100.00	100.00
012	CHARGES DE PERSONNEL	7 133 100.00	6 760 748.66	6 760 748.66
----- 63 -----	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	106 100.00	113 948.66	113 948.66
6331	IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES/REM. AUTRES ORGA	65 000.00	64 000.00	64 000.00
6336	VERSEMENT DE MOBILITE	29 500.00	38 448.66	38 448.66
6338	COTISATION AU C.N.F.P.T ET CENTRE DE GESTION AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS.ASSIMILES SUR REMUNE	11 600.00	11 500.00	11 500.00
----- 64 -----	CHARGES DE PERSONNEL	7 027 000.00	6 646 800.00	6 646 800.00
	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU CENTRE			
6411	PERSONNEL TITULAIRE	3 900 000.00	3 530 000.00	3 530 000.00
6413	PERSONNEL NON TITULAIRE	1 100 000.00	1 131 500.00	1 131 500.00
6415	INDEMNITE INFLATION		10 000.00	10 000.00
	EMPLOIS D'INSERTION			

III - VOTE DU BUDGET

A 3 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

A 3

DETAIL POUR CERTAINS SERVICES

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
64162	EMPLOIS D'AVENIR	1 000.00	1 000.00	1 000.00
64168	AUTRES	1 000.00	1 000.00	1 000.00
642	INDEMNITE JURY CONCOURS SOUMIS A COTISATIONS SOCI	20 000.00	26 000.00	26 000.00
6431	REMUNERATIONS DU PERSONNEL PRIVE D'EMPLOI PERSONNEL PRIS EN CHARGE	90 000.00	90 000.00	90 000.00
6451	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE			
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	680 000.00	684 000.00	684 000.00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	800 000.00	771 000.00	771 000.00
6454	COTISATIONS AUX ASSEDIC	44 000.00	1 000.00	1 000.00
6456	VERSEMENT AU FNC DU SUPPLEMENT FAMILIAL	3 000.00	3 000.00	3 000.00
6458	COTISATIONS AUX ORGANISMES SOCIAUX	42 500.00	42 300.00	42 300.00
6461	COTISATIONS SOCIALES SUR INDEMNITES DE JURY			
6461	COTISATIONS URSSAF	17 000.00	17 000.00	17 000.00
6463	COTISATIONS CAISSES RETRAITE	2 500.00	2 500.00	2 500.00
6464	COTISATIONS ASSEDIC INDEMNITES	3 000.00	3 000.00	3 000.00
	AUTRES CHARGES SOCIALES			
64731	ALLOCATION DE CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT	30 000.00	30 000.00	30 000.00
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	4 900.00	14 500.00	14 500.00
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES	33 100.00	37 000.00	37 000.00
6488	AUTRES CHARGES DU PERSONNEL AUTRES CHARGES	255 000.00	252 000.00	252 000.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 160 210.00	1 163 000.00	1 163 000.00
----- 65 -----	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 160 210.00	1 163 000.00	1 163 000.00
6512	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICENCES...			
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage		163 990.00	163 990.00
6518	Autres	21 100.00	41 100.00	41 100.00
6531	INDEMNITES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATIO INDEMNITES AU PRESIDENT ET AUX VICES PRESIDENTS	65 000.00	65 000.00	65 000.00
65321	FRAIS DE DEP. ET DE SEJ. AUX MEMBRES DU C. A.	1 700.00	3 500.00	3 500.00
65322	MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	2 500.00	2 500.00	2 500.00
65323	MEMBRES DES ORGANISMES PARITAIRES	1 000.00	1 000.00	1 000.00
6533	MEMBRES DES COMMISSIONS DE REFORME			
6533	COTISATIONS RETRAITES	10 000.00	7 000.00	7 000.00
6541	PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	1 000.00	1 000.00	1 000.00
6561	REMBOURSEMENTS ET COMPENSATIONS REMBOURSEMENT D'ACTIVITES SYNDICALES	980 000.00	800 000.00	800 000.00
657	SUBVENTIONS	69 910.00	69 910.00	69 910.00
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE	8 000.00	8 000.00	8 000.00
66	CHARGES FINANCIERES	133 742.57	135 230.31	135 230.31
	Opérations réelles	102 430.72	105 890.96	105 890.96
----- 66 -----	CHARGES FINANCIERES	102 430.72	105 890.96	105 890.96

III - VOTE DU BUDGET

A 3 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

A 3

DETAIL POUR CERTAINS SERVICES

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
6611	CHARGES D'INTERETS INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES	101 930.72	95 890.96	95 890.96
668	AUTRES CHARGES FINANCIERES	500.00	10 000.00	10 000.00
	<i>Opérations d'ordre (OO)</i>	31 311.85	29 339.35	29 339.35
----- 66 -----	CHARGES FINANCIERES	31 311.85	29 339.35	29 339.35
6611	CHARGES D'INTERETS INTERETS COURUS NON ECHUS	31 311.85	29 339.35	29 339.35
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	73 200.00	73 500.00	73 500.00
	Opérations réelles	72 200.00	63 500.00	63 500.00
----- 67 -----	CHARGES EXCEPTIONNELLES	72 200.00	63 500.00	63 500.00
6711	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	1 000.00	1 000.00	1 000.00
6713	INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHÉ	500.00	300.00	300.00
6718	DONS, LIBERALITES	300.00	500.00	500.00
673	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPE.DE GESTION	70 000.00	50 000.00	50 000.00
6748	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	100.00	200.00	200.00
678	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUTRES SUBVENTION EXCEPTIONNELLES	300.00	11 500.00	11 500.00
	<i>Opérations d'ordre (OO)</i>	1 000.00	10 000.00	10 000.00
----- 67 -----	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 000.00	10 000.00	10 000.00
675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES	1 000.00	10 000.00	10 000.00
RECETTES		9 554 294.04	9 230 702.06	9 230 702.06
66	CHARGES FINANCIERES	33 209.12	31 311.85	31 311.85
	<i>Opérations d'ordre (OO)</i>	33 209.12	31 311.85	31 311.85
----- 66 -----	CHARGES FINANCIERES	33 209.12	31 311.85	31 311.85
6611	CHARGES D'INTERETS INTERETS COURUS NON ECHUS	33 209.12	31 311.85	31 311.85
70	VENTES PROD.FABRIQUES,PRESTATIONS SERV,MARCHANDI	8 633 984.92	8 273 790.21	8 273 790.21
----- 70 -----	PRODUITS DES ACTIVITES	8 633 984.92	8 273 790.21	8 273 790.21
703	VENTES DE PRODUITS RESIDUELS		500.00	500.00
7061	COTISATIONS DES COLLECTIVITES LOCALES	3 849 990.00	3 864 980.42	3 864 980.42
7062	COTISATIONS OBLIGATOIRES	2 699 994.92	2 368 309.79	2 368 309.79
70631	COTISATIONS ADDITIONNELLES			
70638	CONVENTIONS ET REMBOURSEMENT	20 000.00	30 000.00	30 000.00
7066	PRODUITS DES ADHESIONS AU TITRE DES ASSURANCES	650 000.00	650 000.00	650 000.00
	AUTRES CONVENTIONS ET REMBOURSEMENTS			
	COTISATIONS DES ORGANISMES NON AFFILIES	30 000.00	40 000.00	40 000.00

III - VOTE DU BUDGET

A 3 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

A 3

DETAIL POUR CERTAINS SERVICES

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
7082	AUTRES PRODUITS REFACTURATION DE PRESTATIONS D'ASSURANCES	250 000.00	186 000.00	186 000.00
70841	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL	1 000.00	2 000.00	2 000.00
70842	REFACT. DE FRAIS DE SECRETARIAT (CONSEIL DISCIP.) AUTRES REFACTURATIONS DE PERSONNELS MIS A DISPOS	737 000.00	721 000.00	721 000.00
7085	REMBOURSEMENT DU COUT-LAUREAT	180 000.00	180 000.00	180 000.00
7087	REMBOURSEMENT FRAIS COM.REFORME	215 000.00	230 000.00	230 000.00
7088	AUTRES PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	1 000.00	1 000.00	1 000.00
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	124 000.00	137 000.00	137 000.00
----- 74 ----- 744	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS FCTVA	124 000.00 3 500.00	137 000.00 500.00	137 000.00 500.00
7471	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT			
7472	REGIONS	20 500.00	11 000.00	11 000.00
7478	AUTRES ORGANISMES	100 000.00	125 500.00	125 500.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	75 100.00	75 100.00	75 100.00
----- 75 -----	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	75 100.00	75 100.00	75 100.00
	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE			
75882	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE			
75888	RETRIBUTION AU TITRE DES PRESTATIONS D'ACTION SOC RETRIBUTION AU TITRE DES PRESTATIONS D'ACTION SOC	75 000.00 100.00	75 000.00 100.00	75 000.00 100.00
013	ATTENUATION DE CHARGES	453 000.00	446 000.00	446 000.00
----- 64 -----	CHARGES DE PERSONNEL	453 000.00	446 000.00	446 000.00
	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU CENTRE			
64198	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU AUTRES	328 600.00	226 000.00	226 000.00
	REMUNERATIONS DU PERSONNEL PRIVE D'EMPLOI			
6439	REMBOURSEMENT/REMUNERATION DU PERS.PRIVE D'EMPLOI	120 000.00	200 000.00	200 000.00
	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE			
6459	REMBT CHARGES SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	4 400.00	20 000.00	20 000.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	235 000.00	267 500.00	267 500.00
----- 77 -----	PRODUITS EXCEPTIONNELS	235 000.00	267 500.00	267 500.00
	PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION			
7711	DEDITS ET PENALITES PERCUES	100.00	100.00	100.00
7714	RECOUVREMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	100.00	100.00	100.00
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPER. DE GESTIO	10 000.00	14 000.00	14 000.00
	MANDATS ANNULES	5 000.00	10 000.00	10 000.00
773	PRODUITS DES CESSIONS D'ELTS D'ACTIF		1 000.00	1 000.00

III - VOTE DU BUDGET

A 3 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

A 3

DETAIL POUR CERTAINS SERVICES

Article	LIBELLE	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	219 800.00	242 300.00	242 300.00

III - VOTE DU BUDGET

B 1 - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE

B 1

CHAPITRES VOTES

Chap.	Libellé	Restes à Réaliser	Propositions du Président	Vote du Conseil
DEPENSES		2 851 658.47	5 894 032.92	5 894 032.92
20	Dépenses d'équipement			
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)	1 442.45	63 000.00	63 000.00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	30 032.23	440 100.00	440 100.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)	2 820 183.79	5 192 760.33	5 192 760.33
	Opérations d'équipement (total)			
	Dépenses des opérations financières			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		162 860.74	162 860.74
1688	ICNE N-1 contrepassés		31 311.85	31 311.85
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES		4 000.00	4 000.00
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
	Reprises sur :			
RECETTES			4 994 180.68	4 994 180.68
	Recettes d'équipement			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		1 000 000.00	1 000 000.00
	Recettes des opérations financières			
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES		47 200.00	47 200.00
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		750 000.00	750 000.00
1688	ICNE de l'exercice		29 339.35	29 339.35
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		10 000.00	10 000.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		2 900 000.00	2 900 000.00
27	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		257 641.33	257 641.33
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			

	TOTAL	Solde d'exécution	Affectation	TOTAL CUMULE
Dépenses	8 745 691.39	D001		8 745 691.39
Recettes	4 994 180.68	R001	R1068 1 000 000.00	8 745 691.39

III - VOTE DU BUDGET

B 2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - EQUIPEMENT

B 2

1) DEPENSES ET RECETTES D'EQUIPEMENT NON INDIVIDUALISEES EN OPERATIONS

Art.	Libellé	Restes à Réaliser	Propositions du Président	Vote du Conseil
	DEPENSES	2 851 658,47	2 795 860,33	2 795 860,33
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 442,45	63 000,00	63 000,00
203 2051	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS...	1 442,45	10 000,00 53 000,00	10 000,00 53 000,00
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 032,23	440 100,00	440 100,00
2131 2135 2154 2158 2182 2183 2184 2188	BATIMENTS PUBLICS INST. GENERALES, AGENC., AMENAG. DE CONSTRUCTIONS MATERIEL MEDICAL AUTRES MATERIEL DE TRANSPORT MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE MOBILIER AUTRES	29 333,37 698,86	150 000,00 115 000,00 20 000,00 20 000,00 5 000,00 107 100,00 21 000,00 2 000,00	150 000,00 115 000,00 20 000,00 20 000,00 5 000,00 107 100,00 21 000,00 2 000,00
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 820 183,79	2 292 760,33	2 292 760,33
2313 2315 238	CONSTRUCTIONS INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE AVANCES VERSEES SUR COM.D'IMMOB.CORPOR	95 583,79 2 724 600,00	1 317 360,33 800 000,00 175 400,00	1 317 360,33 800 000,00 175 400,00

	RECETTES		1 000 000,00	1 000 000,00
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
1321 1322	ETAT COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX			
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		1 000 000,00	1 000 000,00
1641	EMPRUNTS EN EUROS		1 000 000,00	1 000 000,00

	BESOIN de FINANCEMENT	2 851 658,47	1 795 860,33	1 795 860,33
	EXCEDENT de FINANCEMENT	0,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET

B 3 - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS FINANCIERES

B 3

1 - DEPENSES

Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
DEPENSES TOTALES (I)=A+B+C		160 651.49	166 860.74	166 860.74
16	Rembours. d'emprunts et dettes (A)	156 651.49	162 860.74	162 860.74
1641	EMPRUNTS EN EUROS	156 651.49	162 860.74	162 860.74
	Autres dépenses financières (B)	4 000.00	4 000.00	4 000.00
26	Participations et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières	4 000.00	4 000.00	4 000.00
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	1 500.00	1 500.00	1 500.00
2761	CREANCES DIVERSES	2 500.00	2 500.00	2 500.00
	Reprises :			
139 15	Subv. d'invest. reprises au c/résultat Sur provisions pour risques et charges			
481	Charges à répartir sur plusieurs ex. (C)			

III - VOTE DU BUDGET

B 3 - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS FINANCIERES

B 3

2 - RECETTES

Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions du Président	Vote du Conseil
RECETTES (II)=G+H+J+K		755 519.11	1 064 841.33	1 064 841.33
	Ressources propres externes (G)	28 100.00	47 200.00	47 200.00
10222	F.C.T.V.A	28 100.00	47 200.00	47 200.00
	Autres recettes financières (H)	1 500.00		
138 274	Autres subv. d'invest. non transf. Remboursement de prêts			
	Autres recettes externes	1 500.00		
	Ressources propres internes (Op. d'ordre) (J)	725 919.11	1 017 641.33	1 017 641.33
1511	PROVISIONS POUR LITIGES ET CONTENTIEUX	500 000.00	750 000.00	750 000.00
2158	AUTRES		10 000.00	10 000.00
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICEN	75 957.03	122 678.40	122 678.40
28154	MATERIEL MEDICAL	12 758.71	11 966.75	11 966.75
28158	AUTRES	11 200.36	17 625.34	17 625.34
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	7 407.97	5 380.00	5 380.00
28183	MATERIEL DE BUREAU & MATERIEL INFORMATIQUE	88 991.88	71 325.98	71 325.98
28184	MOBILIER	27 023.60	27 758.86	27 758.86
28188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 579.56	906.00	906.00
021	Virement de la section de fonct. (K)			

	Opérations de l'exercice	Solde d'exécution	Affectation c/1068	CUMUL	SOLDE (=rec - dép)
Dépenses	I 166 860.74	D001		166 860.74	Déficit
Recettes	II 1 064 841.33	R001 2 751 510.71	R1068 1 000 000.00	4 816 352.04	Excédent 897 980.59

III - VOTE DU BUDGET

B 3 - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION

B 3

Article	LIBELLE	Propositions du Président	Vote du Conseil
	DEPENSES	2 931 311.85	2 931 311.85
1688	INTERETS COURUS	31 311.85	31 311.85
2313	CONSTRUCTIONS	2 900 000.00	2 900 000.00
	RECETTES	2 929 339.35	2 929 339.35
1688	INTERETS COURUS	29 339.35	29 339.35
203	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT		
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE		
238	AVANCES VERSEES SUR COM.D'IMMOB.CORPOR	2 900 000.00	2 900 000.00

ANNEXES

IV - ANNEXES

PRINCIPALES OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION

INTITULE	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		RECETTES D'INVESTISSEMENT	
	Compte		Compte	
TOTAL		1 017 641.33		1 017 641.33
Subventions ou dotations en nature, vente au 'franc' symbolique,	6741		21	
VNC des immobilisations cédées	675	10 000.00	21,26	10 000.00
ICNE de l'exercice sur emprunts	6611		1688	
Amortissements et provisions	68	1 007 641.33	28,15,9,48	1 007 641.33
Transformation d'un prêt en subvention	6748		274	
ICNE N-1 contrepassés sur prêts	762		2768	
Autres ...				
TOTAL		1 017 641.33		1 017 641.33

INTITULE	DEPENSES D'INVESTISSEMENT		RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
	Compte		Compte	
TOTAL				200.00
ICNE N-1 contrepassés sur emprunts	1688		6611	
ICNE de l'exercice sur prêts	2768		762	
Reprises sur dotations et subventions	10,139		777	
Reprises sur provisions	15,9		78	200.00
Charges à répartir sur plusieurs exercices	481		79	
Travaux en régie	21,23		72	
Autres ...				
TOTAL				200.00

ANNEXES

ETAT DE LA DETTE ET DES CREDITS DE TRESORERIE

ETAT DE LA DETTE - DETAIL

ETAT DE LA DETTE - DETAIL							
Année d'encaissement	Objet de la dette	Organisme Prêteur	Durée en Année	TAUX			
				FRV 1)	Index 2)	Marge 3)	TEG
1641	Emprunts auprès des établissements de crédit						
2008	Achat du bâtiment du donjon	DEXIA	30 ans	Euribor			4,00%
2011	Prêt Equipement Local	Caisse Epargne	180 mois	F			3,92%
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS						
167	EMPRUNTS ET DETTES ASSORTIS DE CONDITIONS PARTICULIERES						
1681	AUTRES DETTES						
1687	AUTRES DETTES						

EMPRUNTS RENEGOCIES

Année d'encaissement	Objet de la dette	Organisme prêteur	Durée en Année	TAUX			
				FRV 1)	Index 2)	Marge 3)	TEG
	TOTAL						

EMPRUNTS DE REFINANCEMENT

Année d'encaissement	Objet de la dette	Organisme prêteur	Durée en Année	TAUX			
				FRV 1)	Index 2)	Marge 3)	TEG
	TOTAL						

ETAT DES CREDITS DE TRESORERIE

Date de la Délibération	Date de Réalisation	Organisme Prêteur	Index	Marge	Montant de la Commission	Montant maximum autorisé

- 1) Indiquer F pour taux fixe, R pour les taux révisables, V pour variable
 2) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : EURIBOR 3 mois)
 3) Marge appliquée à l'index retenu

ANNEXES

ETAT DE LA DETTE ET DES CREDITS DE TRESORERIE

ETAT DE LA DETTE - DETAIL

Périodicité * du remboursement	Date de la 1ère année de remboursement		dette en capital à l'origine	dette au 1er janvier de l'exercice	Annuité		
	de l'intérêt	du capital			Intérêts de l'exercice	ICNE de l'exercice	Capital
			4 000 000,00 €	2 595 326,97 €	95 890,96 €	29 339,35 €	162 860,74 €
A	01/09/2009 15/08/2013	01/09/2009 15/08/2013	3 000 000,00 € 1 000 000,00 €	2 196 265,28 € 399 061,69 €	80 247,74 € 15 643,22 €	25 620,47 € 3 718,88 €	89 065,26 € 73 795,48 €

* Indiquer A pour annuel, S pour semestriel, T pour trimestriel, M pour mensuel

EMPRUNTS RENEGOCIES

Périodicité de remboursement	Date de la 1ère année de remboursement		dette en capital à l'origine	dette au 1er janvier de l'exercice	Annuité	
	de l'intérêt	du capital			Intérêts	Capital

EMPRUNTS DE REFINANCEMENT

Périodicité de remboursement	Date de la 1ère année de remboursement		dette en capital à l'origine	dette au 1er janvier de l'exercice	Annuité	
	de l'intérêt	du capital			Intérêts	Capital

ETAT DES CREDITS DE TRESORERIE

Montant des tirages N-1	Montant total des remboursements N-1	Montant restant dû au 01 janvier	Intérêts mandatés au 31/12/N-1	Commissions mandatées au 31/12/N-1

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_08-DE

Critères de sélection :

Tous les services
Tous les types d'immobilisation
Toutes les natures
Tous les numéros d'immobilisation
Toutes les classes d'immobilisation
Toutes les familles d'immobilisation
Toutes les localisations
Pas de critère sur les dates d'acquisition

Cessions partielles prises en charge en fin d'exercice.
Valeur des cessions selon le prix de cession +/- valeur.

Exercice : 2022 Budget: BUDGET DU CDG 62 Nature : 2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS...

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2022	V.N.C. au 31/12/2022
2012035	MIGRATION VERS ORACLE-APPLICATIONS GRH-G	LOGICIELS	1 847.82	30-04-2012	10	191.82	1 656.00	191.82	0.00
2020040	INTERFACE DNS-NET-ENTREPRISE	LOGICIELS	2 640.00	31-08-2020	2	1 320.00	1 320.00	1 320.00	0.00
2012034	MIGRATION VERS ORACLE-APPLICATIONS GRH	LOGICIELS	1 847.82	30-04-2012	10	191.82	1 656.00	191.82	0.00
2017105	IMPRIMANTE VIRTUELLE	LOGICIELS	2 388.00	17-11-2017	5	480.00	1 908.00	480.00	0.00
2020018	ACQUISITION LICENCE MULTIGEST	LOGICIELS	2 400.00	25-05-2020	2	1 200.00	1 200.00	1 200.00	0.00
2020027	LICENCES	LOGICIELS	46 552.28	09-07-2020	2	23 276.28	23 276.00	23 276.28	0.00
2020028	LICENCES	LOGICIELS	3 740.40	07-08-2020	2	1 870.40	1 870.00	1 870.40	0.00
2020042	LICENCE CORPORATE 1 AN	LOGICIELS	1 743.67	31-08-2020	2	872.67	871.00	872.67	0.00
2020049	LICENCE PLATEFORME WEBINAIRE 6 MOIS	LOGICIELS	2 508.00	14-10-2020	2	1 254.00	1 254.00	1 254.00	0.00
2021005	LICENCES	LOGICIELS	62 472.02	16-04-2021	2	31 236.00	0.00	62 472.02	31 236.02
2021012	LICENCES DATA CENTER	LOGICIELS	17 493.81	27-04-2021	2	8 746.00	0.00	17 493.81	8 747.81
2021016	ESET ENDPOINT PROTECTION STANDARD	LOGICIELS	156.24	10-05-2021	1	156.24	0.00	156.24	0.00
2021022	LICENCES ADOBE PRO	LOGICIELS	1 278.00	16-06-2021	2	639.00	0.00	1 278.00	639.00
2021026	SECTIGO UCC (3+) FORFAIT 3 ANS	LOGICIELS	825.61	12-07-2021	1	825.61	0.00	825.61	0.00
2021031	LICENCES	LOGICIELS	46 552.62	12-07-2021	2	23 276.00	0.00	46 552.62	23 276.62
2021034	LICENCE TEAMVIEWER 3 CANAUX 1 AN	LOGICIELS	1 849.99	27-07-2021	2	924.00	0.00	1 849.99	925.99
2021039	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	8 316.00	24-08-2021	2	4 158.00	0.00	8 316.00	4 158.00
2021060	LICENCE CISCO	LOGICIELS	3 740.40	20-09-2021	2	1 870.00	0.00	3 740.40	1 870.40
2021063	ESET PROTECT ESSENTIAL ON PREMISE 2 ANS	LOGICIELS	1 416.48	15-10-2021	2	708.00	0.00	1 416.48	708.48
2020013	ADOBE CREATIVE CLOUD 1 AN	LOGICIELS	4 210.56	19-03-2020	2	2 105.56	2 105.00	2 105.56	0.00
2021023	LICENCE ADOBE CLOUD EQUIPE3 SIÈG	LOGICIELS	2 631.60	16-06-2021	2	1 315.00	0.00	2 631.60	1 316.60
2021028	LICENCE PLATEFORME WEBKEO 1 AN	LOGICIELS	4 188.00	12-07-2021	2	2 094.00	0.00	4 188.00	2 094.00
2021040	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	594.00	0.00	594.00	0.00
2021017	CLÉ + SIGNATURE VALABLE 15/04/21 AU 15/04/2	LOGICIELS	324.00	10-05-2021	1	324.00	0.00	324.00	0.00
2021041	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	594.00	0.00	594.00	0.00
2021042	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	594.00	0.00	594.00	0.00
2021043	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	594.00	0.00	594.00	0.00
2021044	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	594.00	0.00	594.00	0.00
2021045	MICROSOFT OFFICE 2019 STANDARD	LOGICIELS	594.00	24-08-2021	1	594.00	0.00	594.00	0.00
2020021	LICENCE MULTIGEST V9	LOGICIELS	6 000.00	19-06-2020	2	3 000.00	3 000.00	3 000.00	0.00
2020022	LICENCE MULTIGEST V9	LOGICIELS	7 200.00	19-06-2020	2	3 600.00	3 600.00	3 600.00	0.00
2020023	LICENCE MULTIGEST V9	LOGICIELS	2 760.00	19-06-2020	2	1 380.00	1 380.00	1 380.00	0.00
2020051	MODULE PORTAIL DE DIFFUSION MULTIGEST	LOGICIELS	4 200.00	14-10-2020	2	2 100.00	2 100.00	2 100.00	0.00
Total			244 847.32			122 678.40	47 196.00	197 651.32	74 972.92

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_08-DE

Exercice : 2022

Budget: BUDGET DU CDG 62

Nature : 2158 AUTRES

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2022	V.N.C. au 31/12/2022
2014012	DEBROUSSAILLEUSE SUR ROUES HONDA UM 816 EB	Outillage Spécifique	2 667.00	21-01-2014	10	267.00	1 864.00	803.00	536.00
2014104	AUTOLAVEUSE COMPLETE 54 CM AVEC BATTERIE	Outillage Spécifique	6 216.80	20-10-2014	10	622.00	4 349.00	1 867.80	1 245.80
2015082	1 PLATE FORME DE TRAVAIL SECURISÉE	Outillage Spécifique	1 653.07	28-10-2015	8	207.00	1 238.00	415.07	208.07
2016011	1 PERFORATEUR	Outillage Spécifique	1 199.00	08-02-2016	10	120.00	597.00	602.00	482.00
2016048	FAC. 9001029370 DU 26/07/2016	Outillage Spécifique	29 327.40	04-08-2016	10	2 932.00	11 728.00	9 599.40	6 667.40
2017055	BA16-00081P - ONDULEUR	Outillage Spécifique	10 643.04	07-03-2017	5	2 131.04	8 512.00	2 131.04	0.00
2017075	VITRINE COLOREE POUR AFFICHAGE	Outillage Spécifique	474.00	09-06-2017	10	47.00	188.00	286.00	239.00
2017083	TRANSPALETTE	Outillage Spécifique	322.80	18-08-2017	5	66.80	256.00	66.80	0.00
2018007	1 AUTOLAVEUSE	Outillage Spécifique	3 775.09	06-02-2019	5	755.00	1 510.00	2 265.09	1 510.09
2021071	TRACTEUR JOHN DEERE MODELE 3038E	Outillage Spécifique	26 220.00	03-12-2021	5	5 244.00	0.00	26 220.00	20 976.00
2021072	EPANDEUR MORGNEUX A SEL ECP 400 PVC	Outillage Spécifique	1 140.00	03-12-2021	5	228.00	0.00	1 140.00	912.00
2021073	LAME A NEIGE TUCHEL MODELE LSK 155	Outillage Spécifique	2 520.00	03-12-2021	5	504.00	0.00	2 520.00	2 016.00
2021074	BROYEUR MAJAR RBRM 155	Outillage Spécifique	2 700.00	03-12-2021	5	540.00	0.00	2 700.00	2 160.00
2021075	REMORQUE DEVES GV 11BR	Outillage Spécifique	3 312.00	03-12-2021	5	662.00	0.00	3 312.00	2 650.00
20142014014	1	Outillage Spécifique	2 413.53	27-01-2014	10	241.00	1 687.00	726.53	485.53
2020012	MASSICOT ELECTRIQUE IDEAL 6660	Outillage Spécifique	10 920.00	19-03-2020	5	2 184.00	2 184.00	8 736.00	6 552.00
2020001	APPAREIL PHOTOVIDÉO AVEC OBJECTIF	Outillage Spécifique	2 185.00	27-01-2020	5	437.00	437.00	1 748.00	1 311.00
2018008	1 MINI BROSSE	Outillage Spécifique	832.26	06-02-2019	5	166.00	372.00	560.26	374.26
2017098	TENTE DE RECEPTION 6X12M	Outillage Spécifique	1 243.50	14-11-2017	5	251.50	992.00	251.50	0.00
Total			109 864.49			17 625.34	35 914.00	65 950.49	48 325.15

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

Exercice : 2022

Budget: BUDGET DU CDG 62

Nature : 2183 MATERIEL DE BUREAU ET

ID : 062-286200027-20220315-2022_08-DE

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2022	V.N.C. au 31/12/2022
2017085	1 SCANNER A4 EPPSON WORKFORCE DS530N RESEA	MATERIEL INFORMATIQUE	501.97	11-09-2017	5	101.97	400.00	101.97	0.00
2020067	HP PROBOOK 450 G6 - CORE I5 - 4 GO RAM	MATERIEL INFORMATIQUE	1 920.00	03-12-2020	3	640.00	640.00	1 280.00	640.00
2018013	11 MONITEURS LED	MATERIEL INFORMATIQUE	1 314.72	27-02-2018	5	262.00	786.00	528.72	266.72
2018038	SCANNER GED DR-M140-SERVICE CARRIERES	MATERIEL INFORMATIQUE	966.60	27-04-2018	5	193.00	579.00	387.60	194.60
2018053	1 TOUR ORDINATEUR-CA	MATERIEL INFORMATIQUE	700.80	29-06-2018	5	140.00	420.00	280.80	140.80
2021038	PRODESK 600 G5	MATERIEL INFORMATIQUE	2 003.04	24-08-2021	3	667.00	0.00	2 003.04	1 336.04
2017106	1 BUNDLE PC BUREAU HP 600-DI	MATERIEL INFORMATIQUE	690.00	21-11-2017	5	138.00	552.00	138.00	0.00
2018006	APPLE IPAD 9,7 32 GO	MATERIEL INFORMATIQUE	359.88	02-02-2018	5	71.00	213.00	146.88	75.88
2018052	1 TOUR ORDINATEUR-DI	MATERIEL INFORMATIQUE	700.80	29-06-2018	5	140.00	420.00	280.80	140.80
2021006	PROBOOK 650 G5 - GARANTIE 3 ANS J+1	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	16-04-2021	1	959.45	0.00	959.45	0.00
2021007	PROBOOK 650 G5 - GARANTIE 3 ANS J+1	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	16-04-2021	1	959.45	0.00	959.45	0.00
2021014	1 HP PROBOOK 450 G7	MATERIEL INFORMATIQUE	961.62	10-05-2021	1	961.62	0.00	961.62	0.00
2017044	IMPRIMANTE COULEUR	MATERIEL INFORMATIQUE	3 468.00	17-02-2017	5	696.00	2 772.00	696.00	0.00
2017101	1 APPLE IPAD 9,7 32GO	MATERIEL INFORMATIQUE	287.88	17-11-2017	5	59.88	228.00	59.88	0.00
2021008	PROBOOK 650 G5 - GARANTIE 3 ANS J+1	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	16-04-2021	1	959.45	0.00	959.45	0.00
2021009	PROBOOK 650 G5 - GARANTIE 3 ANS J+1	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	16-04-2021	1	959.45	0.00	959.45	0.00
2017088	PERFORIEUR ELECTRIQUE E 160	MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ET ELECTRON	1 075.20	15-09-2017	10	107.00	428.00	647.20	540.20
2017089	DESTRUCTEUR DE BUREAU-PR	MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ET ELECTRON	2 069.66	15-09-2017	10	206.00	824.00	1 245.66	1 039.66
2014021	MATERIEL RESEAU ALIMENTATION SWITCH AL CATEL	MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ET ELECTRON	2 872.61	02-06-2014	10	287.00	2 009.00	863.61	576.61
2017002	1 PC PORTABLE-	MATERIEL INFORMATIQUE	606.00	26-01-2017	5	122.00	484.00	122.00	0.00
2017054	SYSTEME D'AFFICHAGE 2 ECRANS-SUPPORTS-CONVE	MATERIEL INFORMATIQUE	12 624.52	07-03-2017	5	2 528.52	10 096.00	2 528.52	0.00
2017056	ENREGISTREUR NUMERIQUE-MICROS-PIEDS MICROS-C	MATERIEL INFORMATIQUE	4 061.07	07-03-2017	5	882.17	3 524.00	882.17	0.00
2017063	BADGEUSE-MATERIEL GESTION DU TEMPS	MATERIEL INFORMATIQUE	2 446.20	21-04-2017	5	490.20	1 956.00	490.20	0.00
2017076	1 ECRAN LCD 58"-EXTENSION-SUPPORT	MATERIEL INFORMATIQUE	1 305.65	23-06-2017	5	261.65	1 044.00	261.65	0.00
2017077	2 ECRANS LCD 46"-EXTENSIONS+SUPPORTS	MATERIEL INFORMATIQUE	1 769.88	23-06-2017	5	357.88	1 412.00	357.88	0.00
2017078	FLYER WINDOWS DUAL CORE+CABLE	MATERIEL INFORMATIQUE	1 941.73	23-06-2017	5	389.73	1 552.00	389.73	0.00
2017093	PARE-FEU	MATERIEL INFORMATIQUE	79 226.40	08-11-2017	5	15 846.40	63 380.00	15 846.40	0.00
2017099	SYSTEME D'AFFICHAGE POUR LA SALLE DE CONSE	MATERIEL INFORMATIQUE	11 285.69	14-11-2017	5	2 257.69	9 028.00	2 257.69	0.00
2017100	SYSTEME D'AFFICHAGE SALLE DE REUNION	MATERIEL INFORMATIQUE	10 000.41	14-11-2017	5	2 000.41	8 000.00	2 000.41	0.00
2017108	3 BUNDLE PC BUREAU HP 600-IN	MATERIEL INFORMATIQUE	2 070.00	21-11-2017	5	414.00	1 656.00	414.00	0.00
2018005	SCANNER CANON	MATERIEL INFORMATIQUE	4 752.00	31-01-2018	5	950.00	2 850.00	1 902.00	952.00
2018050	3 ORDINATEURS PORTABLES	MATERIEL INFORMATIQUE	1 962.00	29-06-2018	5	392.00	1 176.00	786.00	394.00
2018051	10 ORDINATEURS	MATERIEL INFORMATIQUE	7 058.40	29-06-2018	5	1 411.00	4 233.00	2 625.40	1 414.40
2018079	FAC. 54284464 DU 19/11/2018 VIDEOPROJECTE	MATERIEL INFORMATIQUE	1 376.82	05-12-2018	5	275.00	825.00	551.82	276.82
2019014	FAC. 14046388 DU 25/01/2019 SERVEUR DEVI	MATERIEL INFORMATIQUE	8 859.07	15-02-2019	5	1 771.00	3 542.00	5 317.07	3 546.07
2019025	PARE FEU CHECKPOINT 1430	MATERIEL INFORMATIQUE	1 933.56	17-05-2019	3	645.56	1 288.00	645.56	0.00
2019045	PC PORTABLE HP PROBOOK 650 G4	MATERIEL INFORMATIQUE	2 611.20	14-06-2019	3	871.20	1 740.00	871.20	0.00
2019073	HP PRODESK 400 G5 MICROTOUR	MATERIEL INFORMATIQUE	1 326.34	13-09-2019	3	442.34	884.00	442.34	0.00
2019101	LICENCE ESA C190 EMAIL SECURITY APPLIANCE	MATERIEL INFORMATIQUE	4 641.00	29-07-2019	3	1 547.00	3 094.00	1 547.00	0.00
2020058	2 PC PORTABLE HP PROBOOK 650G5	MATERIEL INFORMATIQUE	1 918.90	12-11-2020	3	639.00	639.00	1 279.90	640.90
2020061	BAE MSA 2052 SAS - GARANTIE 3 ANS	MATERIEL INFORMATIQUE	22 686.98	12-11-2020	3	7 366.00	7 366.00	15 320.98	7 954.98
2020070	FAC. 0098155348 DU 12/11/2020-SERVICE INFOR	MATERIEL INFORMATIQUE	3 840.00	03-12-2020	3	1 280.00	2 560.00	1 280.00	1 280.00
2021011	DISQUES POUR SERVEURS	MATERIEL INFORMATIQUE	2 937.76	27-04-2021	3	979.00	0.00	2 937.76	1 958.76
2021015	4 HP PROBOOK 450 G7	MATERIEL INFORMATIQUE	3 846.48	10-05-2021	3	1 282.00	0.00	3 846.48	2 564.48
2021037	PRODESK 600 G5	MATERIEL INFORMATIQUE	1 335.36	24-08-2021	3	445.00	0.00	1 335.36	890.36
2021062	HP PROBOOK 450 G8 - 15.6"-CORE I5 1135G7-	MATERIEL INFORMATIQUE	13 471.92	15-10-2021	3	4 490.00	0.00	13 471.92	8 981.92
2021064	BENQ BL2480TBL SERIES ECRAN LED 23.8"	MATERIEL INFORMATIQUE	1 814.64	22-10-2021	3	604.00	0.00	1 814.64	1 210.64
2020029	MACBOOK PRO 16 POUCES -GRIS SIDERAL 910 SS	MATERIEL INFORMATIQUE	6 666.53	17-08-2020	3	2 222.00	2 222.00	4 444.53	2 222.53
2021002	1 PC	MATERIEL INFORMATIQUE	1 170.00	05-02-2021	3	390.00	0.00	1 170.00	780.00
2017090	1 MINI PC POUR LE SYNDICAT FO	MATERIEL INFORMATIQUE	358.80	27-09-2017	5	74.80	284.00	74.80	0.00
2021001	1 PC PORTABLE	MATERIEL INFORMATIQUE	658.80	04-02-2021	1	658.80	0.00	658.80	0.00
2021058	2 PC ACER POUR SYNDICAT FO	MATERIEL INFORMATIQUE	1 299.98	20-09-2021	3	433.00	0.00	1 299.98	866.98
2021010	PROBOOK 650 G5 - GARANTIE 3 ANS J+1	MATERIEL INFORMATIQUE	959.45	16-04-2021	1	959.45	0.00	959.45	0.00
2018054	1 TOUR ORDINATEUR-DO	MATERIEL INFORMATIQUE	700.80	29-06-2018	5	140.00	420.00	280.80	140.80
2018080	1 PC PORTABLE-PV	MATERIEL INFORMATIQUE	652.80	05-12-2018	5	130.00	390.00	262.80	132.80
2017086	2 ORDINATEURS YOGA 510-14ISK	MATERIEL INFORMATIQUE	1 208.40	11-09-2017	5	244.40	964.00	244.40	0.00
2017071	SYNDICAT SUD-ORDI ECRAN ASUS CLAMER SOUR	MATERIEL INFORMATIQUE	603.88	24-05-2017	5	123.88	480.00	123.88	0.00
2014015	DESTRUCTEUR DE DOCUMENTS COMITE MEDICAL RE	MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ET ELECTRON	1 384.31	21-02-2014	10	138.00	966.00	418.31	280.31
2021021	CASQUE SANS FIL JABRA	MATERIEL INFORMATIQUE	631.26	16-06-2021	1	631.26	0.00	631.26	0.00
2017067	IMPRIMANTES EPPSON PR MEDECINE PRO	MATERIEL INFORMATIQUE	215.78	19-05-2017	5	43.78	172.00	43.78	0.00
2017113	HP PROBOOK 450 PRO-HP	MATERIEL INFORMATIQUE	1 090.38	21-11-2017	5	218.38	872.00	218.38	0.00
2018007	4 PC HP PROBOOK	MATERIEL INFORMATIQUE	3 618.96	02-02-2018	5	723.00	2 169.00	1 449.96	726.96
2018078	1 PC PORTABLE HP	MATERIEL INFORMATIQUE	808.80	05-12-2018	5	161.00	483.00	325.80	164.80
2017107	1 BUNDLE PC BUREAU HP 600-TE	MATERIEL INFORMATIQUE	690.00	21-11-2017	5	138.00	552.00	138.00	0.00
2018055	1 TOUR ORDINATEUR-TE	MATERIEL INFORMATIQUE	700.80	29-06-2018	5	140.00	420.00	280.80	140.80
2018058	1 ORDINATEUR PORTABLE	MATERIEL INFORMATIQUE	717.60	29-06-2018	5	143.00	429.00	288.60	145.60
2018057	1 ORDINATEUR PORTABLE	MATERIEL INFORMATIQUE	717.60	29-06-2018	5	143.00	429.00	288.60	145.60
2019080	DL360 G10 BIPRO 12 GB RAM	MATERIEL INFORMATIQUE	8 733.71	07-10-2019	3	2 911.71	5 822.00	2 911.71	0.00
2020055	PROBOOK 650 G5 15" I5 8GO SSD256	MATERIEL INFORMATIQUE	1 918.90	14-10-2020	3	639.00	639.00	1 279.90	640.90
2019076	HP ELITEBOOK 840G5	MATERIEL INFORMATIQUE	1 406.50	13-09-2019	3	470.50	936.00	470.50	0.00
Total			274 699.70			71 325.98	159 969.00	114 730.70	43 404.72

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_08-DE

Exercice : 2022

Budget: BUDGET DU CDG 62

Nature : 2184 MOBILIER

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2022	V.N.C. au 31/12/2022
2018045	TABLES	MOBILIER	4 796.13	12-06-2018	10	479.00	1 437.00	3 359.13	2 880.13
2021050	ARM ROX DEMONT 100X100 SDS	MOBILIER	344.38	24-08-2021	1	344.38	0.00	344.38	0.00
2014045	3-ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE MOYENS GENE	MOBILIER	856.32	15-07-2014	10	85.00	595.00	261.32	176.32
2014051	1 PLAN DE TRAVAIL ET RETOUR ATTENANT-PR	MOBILIER	933.92	22-08-2014	10	93.00	651.00	282.92	189.92
2014054	1 ENSEMBLE 3 ARMOIRES PORTES BATTANTES-P	MOBILIER	1 334.16	22-08-2014	10	133.00	931.00	403.16	270.16
2014075	1 CANAPE 2 PLACES	MOBILIER	1 031.14	28-08-2014	10	103.00	721.00	310.14	207.14
2014076	2 FAUTEUILS 1 PLACE	MOBILIER	1 558.62	28-08-2014	10	155.00	1 085.00	473.62	318.62
2014077	1 CANAPE 3 PLACES	MOBILIER	2 709.97	28-08-2014	10	270.00	1 890.00	819.97	549.97
2014078	1 CANAPE 2 PLACES	MOBILIER	2 321.35	28-08-2014	10	232.00	1 624.00	697.35	465.35
2016104	1 TABLE DE REUNION-PR	MOBILIER	984.83	08-11-2016	10	98.00	490.00	496.83	398.83
2016105	1 ARMOIRE-PR	MOBILIER	815.69	08-11-2016	10	81.00	405.00	410.69	329.69
2016106	5 LOTS DE 2 FAUTEUILS-PR	MOBILIER	1 617.60	08-11-2016	10	161.00	805.00	812.60	651.60
2016107	1 FAUTEUIL-PR	MOBILIER	313.89	08-11-2016	10	31.00	155.00	158.89	127.89
2014039	3-ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE-INFORMATIQ	MOBILIER	940.82	15-07-2014	10	94.00	658.00	282.82	188.82
2014109	1 ARMOIRE SERVEUR AVEC PORTES AJOURÉE	MOBILIER	856.74	24-10-2014	10	85.00	585.00	261.74	176.74
2017024	1 BUREAU-IN	MOBILIER	257.05	31-01-2017	10	25.00	100.00	157.05	132.05
2014032	2 BUREAUX RECTANGULAIRES-COMMUNICATIO	MOBILIER	538.87	15-07-2014	10	53.00	371.00	167.87	114.87
2014037	2 CAISSONS MOBILES-COMMUNICATION	MOBILIER	351.61	15-07-2014	10	35.00	245.00	106.61	71.61
2015072	4 ARMOIRES A RIDEAUX-CM	MOBILIER	1 291.70	18-08-2015	10	129.00	774.00	517.70	388.70
2015073	3 PLANS COMPACTS SYMETRIQUE-3 CAISSONS-3 PA	MOBILIER	2 468.23	18-08-2015	10	246.00	1 476.00	992.23	746.23
2016097	1 ARMOIRE BASSE A RIDEAUX - COMMUNICATIO	MOBILIER	280.44	06-10-2016	10	28.00	140.00	140.44	112.44
2016098	1 CAISSON HAUT 3 TIROIRS-SEV COMMUNICATIO	MOBILIER	302.63	06-10-2016	10	30.00	150.00	152.63	122.63
2015020	MEUBLES CUISINE TEQUILA MOBILIER BLANC AVE	MOBILIER	4 635.10	02-04-2015	10	463.00	2 778.00	1 857.10	1 394.10
2015026	FAC. 31907 DU 12/03/2015	MOBILIER	1 382.40	02-04-2015	10	138.00	828.00	554.40	416.40
2015076	15 ARMOIRES (BASSE- VERSTAIRE -HAUTE)	MOBILIER	4 216.03	18-08-2015	10	421.00	2 526.00	1 690.03	1 269.03
2018046	1 BUREAU	MOBILIER	492.94	12-06-2018	10	49.00	147.00	345.94	296.94
2018047	ARMOIRE	MOBILIER	806.73	12-06-2018	10	80.00	240.00	566.73	486.73
2019005	ENSEMBLE BUREAU	MOBILIER	653.94	31-01-2019	10	65.00	130.00	523.94	458.94
2012102	5 SIEGES SY HD FA SB TI REF.5653002FASBTI-SY	MOBILIER	1 489.09	23-11-2012	10	157.09	1 332.00	157.09	0.00
2016073	BUREAU COMPACT AVEC RETOUR POUR LOCAL SYNDI	MOBILIER	273.35	06-10-2016	10	27.00	135.00	138.35	111.35
2016074	FAUTEUIL ERGONOMIQUE POUR LOCAL SYNDIC	MOBILIER	211.15	06-10-2016	10	21.00	105.00	106.15	85.15
2016075	LOT 4 CHAISES VISITEURS POUR LOCAL SYNDICA	MOBILIER	122.32	06-10-2016	10	12.00	60.00	62.32	50.32
2016076	2 ARMOIRES HAUTES A RIDEAUX PR LOCAL SYNDIC	MOBILIER	869.23	06-10-2016	10	86.00	430.00	439.23	353.23
2013025	2 ARMOIRES -SYND.CFTC	MOBILIER	715.21	10-04-2013	10	71.00	568.00	147.21	76.21
2019001	1 BUREAU	MOBILIER	335.74	31-01-2019	10	33.00	66.00	269.74	236.74
2014079	4 MODULES D'ANGLE EXTERIEUR	MOBILIER	1 948.28	28-08-2014	10	194.00	1 358.00	590.28	396.28
2016033	SIEGE DIRECTOR 1XDIR2GRIS/SS	MOBILIER	1 262.57	03-06-2016	10	126.00	630.00	632.57	506.57
2021076	SIEGE ERGONOMIQUE - MME LEFEBVRE JESSIC	MOBILIER	829.92	02-12-2021	1	829.92	0.00	829.92	0.00
2014031	2 BUREAUX RECTANGULAIRES-DOCUMENTATIONARC	MOBILIER	538.87	15-07-2014	10	53.00	371.00	167.87	114.87
2014035	2 CAISSONS MOBILES-DOCUMENTATIONARCHIVE	MOBILIER	351.61	15-07-2014	10	35.00	245.00	106.61	71.61
2014043	2-ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE-DOCUMENTATI	MOBILIER	4 825.50	15-07-2014	10	482.00	3 374.00	1 451.50	969.50
2021003	SIEGE DE TRAVAIL ERGONOMIQUE VASIT SERIE L	MOBILIER	722.51	05-02-2021	1	722.51	0.00	722.51	0.00
2013076	HA13-00013 - FAUTEUIL ERGONOMIQUE-FIPH	MOBILIER	1 839.45	25-11-2013	10	183.00	1 464.00	375.45	192.45
2017117	FAUTEUIL DE TRAVAIL ERGONOMIQUE	MOBILIER	1 380.00	05-12-2017	10	138.00	552.00	828.00	690.00
2018035	2 ARMOIRES SERVICE ENQUETES ET STATS	MOBILIER	699.47	21-03-2018	10	69.00	207.00	492.47	423.47
2013038	FAUTEUIL ERGONOMIQUE DUERA 89-REPOSE PIEDS	MOBILIER	1 716.09	18-06-2013	10	171.00	1 368.00	348.09	177.09
2016080	2 FAUTEUILS DE BUREAU ERGONOMIQUE- FIPH	MOBILIER	422.30	06-10-2016	10	42.00	210.00	212.30	170.30
2016112	SIEGE DIRECTOR-SERVICE FIPH	MOBILIER	1 188.90	10-11-2016	10	118.00	590.00	596.90	478.90
2021019	ELLIOT HAUT REGLABLE HD TISSU ET COQ NOI	MOBILIER	330.11	16-06-2021	1	330.11	0.00	330.11	0.00
2021020	ELLIOT BAS REGLABLE HD TISSU ET COQ NOIR	MOBILIER	298.80	16-06-2021	1	298.80	0.00	298.80	0.00
2015068	BUREAU CAISSON ARMOIRE CREDENCE 2 PORTES SY	MOBILIER	1 133.83	06-08-2015	10	113.00	678.00	455.83	342.83
2014040	6-ENSEMBLE RAYONNAGE TUBULAIRE-PREVENTIO	MOBILIER	1 449.13	15-07-2014	10	144.00	1 008.00	441.13	297.13
2014065	1 CANAPE 2 PLACES PNY120-PV	MOBILIER	1 388.66	22-08-2014	10	138.00	966.00	422.66	284.66
2014066	1 FAUTEUIL 1 PLACE PNY120-PV	MOBILIER	1 367.94	22-08-2014	10	136.00	952.00	415.94	279.94
2016034	SIEGE CONTROLLER AVEC APPUI TETE-AS	MOBILIER	1 780.02	03-06-2016	10	178.00	890.00	890.02	712.02
2016029	TABLES ET CHAISES POUR SYND.SUD SUR CREDIT	MOBILIER	1 031.14	12-05-2016	10	103.00	515.00	518.14	413.14
2016066	TABLES RECTANGULAIRES ET CHAISES EN TISSU N	MOBILIER	375.38	26-09-2016	10	37.00	185.00	190.38	153.38
2013007	MD-6 TABLES-15 CHAISES-3 ARMOIRES-CM	MOBILIER	2 047.63	07-02-2013	10	204.00	1 632.00	415.63	211.63
2013009	MD12000005P - 2 BUREAUX - 2 CAISSONS - 2 SUP	MOBILIER	1 614.60	01-03-2013	10	161.00	1 288.00	326.60	165.60
2013030	MD13-00013 - 2 BUREAU DROIT-CAISSONMOBILE-	MOBILIER	1 614.60	31-05-2013	10	161.00	1 288.00	326.60	165.60
2018074	2 ARMOIRES-MD	MOBILIER	533.52	20-11-2018	10	53.00	159.00	374.52	321.52
2016078	LOT 30 CHAISES VISITEURS -MEDECINE PREVENTI	MOBILIER	917.35	06-10-2016	10	91.00	455.00	462.35	371.35
2016079	6 FAUTEUILS DE BUREAU PR MEDECINE PROFESSIO	MOBILIER	1 266.91	06-10-2016	10	126.00	630.00	636.91	510.91
2016122	BUREAU-CAISSONS-ME	MOBILIER	536.25	05-12-2016	10	53.00	265.00	271.25	218.25
2016123	2 ARMOIRES-ME	MOBILIER	664.44	05-12-2016	10	66.00	330.00	334.44	268.44
2016124	4 CHAISES VISITEURS-ME	MOBILIER	122.32	05-12-2016	10	12.00	60.00	62.32	50.32
2016125	FAUTEUIL ERGONOMIQ-ME	MOBILIER	211.15	05-12-2016	10	21.00	105.00	106.15	85.15
2017009	2 PLANS COMPACTS AVEC PIEDS	MOBILIER	671.30	31-01-2017	5	135.30	536.00	135.30	0.00
2017010	CAISSONS 3 TIROIRS	MOBILIER	519.12	31-01-2017	5	107.12	412.00	107.12	0.00
2017011	2 ARMOIRES PORTES BATTANTES	MOBILIER	599.28	31-01-2017	10	59.00	236.00	363.28	304.28
2017012	2 ARMOIRES HAUTES A RIDEAUX	MOBILIER	729.80	31-01-2017	10	72.00	288.00	441.80	369.80
2017029	2 FAUTEUILS CLASSIQUES	MOBILIER	697.80	13-02-2017	10	69.00	276.00	421.80	352.80
2017030	1 FAUTEUIL CLASSIQUE	MOBILIER	348.90	13-02-2017	5	72.90	276.00	72.90	0.00

ETAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_08-DE

Exercice : 2022 Budget: BUDGET DU CDG 62 Nature : 2188 AUTRES

Numéro inventaire	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2022	V.N.C. au 31/12/2022
2016014	1 DESTRUCTEUR DE DOCUMENTS C-485 COUPE CRO	Matériel Classique	2 446.60	11-02-2016	10	244.00	1 220.00	1 226.60	982.60
2017025	MACHINE A EXPRESSO DELONGHI	MATERIELS CLASSIQUES	389.00	02-02-2017	5	81.00	308.00	81.00	0.00
2017074	ACQUISITION 5 TELEPHONES ALCATEL	Matériel Classique	718.32	09-06-2017	10	71.00	284.00	434.32	363.32
2014126	4 CHARIOTS IDEABASE-SERV TECHNIQUE	MATERIELS CLASSIQUES	1 435.10	12-12-2014	10	143.00	1 001.00	434.10	291.10
2017004	1 LAVE LINGE WHIRPOOL BLANC	MATERIELS CLASSIQUES	499.00	31-01-2017	5	103.00	396.00	103.00	0.00
2017005	1 SECHE LINGE WHIRPOOL	MATERIELS CLASSIQUES	799.00	31-01-2017	5	163.00	636.00	163.00	0.00
2018069	ARMOIRE REFRIGEREES AVEC ACCESSOIRES	MATERIELS CLASSIQUES	1 014.00	15-10-2018	10	101.00	303.00	711.00	610.00
Total			7 301.02			906.00	4 148.00	3 153.02	2 247.00
TOTAL GENERAL			931 622.20			257 641.33	397 716.00	525 906.20	268 264.87

ANNEXES

PRESENTATION CONSOLIDEE

BUDGET PRINCIPAL

SECTION	POUR MEMOIRE BUDGET PRECEDENT CUMULE	PROPOSITION DU PRESIDENT	Vote du Conseil d'Administration
INVESTISSEMENT			
DEPENSES	6 853 063,12 €	5 894 032,92 €	5 894 032,92 €
RECETTES	6 853 063,12 €	8 745 691,39 €	8 745 691,39 €
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES	11 829 509,13 €	11 690 120,30 €	11 690 120,30 €
RECETTES	11 829 509,13 €	11 690 120,30 €	11 690 120,30 €
TOTAL DEPENSES 1	18 682 572,25 €	17 584 153,22 €	17 584 153,22 €
TOTAL RECETTES 1	18 682 572,25 €	20 435 811,69 €	20 435 811,69 €

BUDGETS ANNEXES (Services assujettis à la TVA)

SECTION	POUR MEMOIRE BUDGET PRECEDENT CUMULE	PROPOSITION DU PRESIDENT	Vote du Conseil d'Administration
INVESTISSEMENT			
DEPENSES	- €	- €	- €
RECETTES	- €	- €	- €
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES	- €	- €	- €
RECETTES	- €	- €	- €
TOTAL DEPENSES 2	- €	- €	- €
TOTAL RECETTES 2	- €	- €	- €

PRESENTATION CONSOLIDEE


SECTION	POUR MEMOIRE BUDGET PRECEDENT CUMULE	PROPOSITION DU PRESIDENT	Vote du Conseil D'administration
INVESTISSEMENT			
DEPENSES	6 853 063,12 €	5 894 032,92 €	5 894 032,92 €
RECETTES	6 853 063,12 €	8 745 691,39 €	8 745 691,39 €
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES	11 829 509,13 €	11 690 120,30 €	11 690 120,30 €
RECETTES	11 829 509,13 €	11 690 120,30 €	11 690 120,30 €
TOTAL DEPENSES	18 682 572,25 €	17 584 153,22 €	17 584 153,22 €
TOTAL RECETTES	18 682 572,25 €	20 435 811,69 €	20 435 811,69 €

TOTAL SECTION	BUDGET PRIMITIF *	BUDGET SUPPLEMENTAIRE	CUMUL
INVESTISSEMENT			
DEPENSES	5 894 032,92 €		8 745 691,39 €
RECETTES	8 745 691,39 €		8 745 691,39 €
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES	11 690 120,30 €		11 690 120,30 €
RECETTES	11 690 120,30 €		11 690 120,30 €

* Y compris reports de crédits et restes à réaliser

RAR = 2 851 658,47 €

TABLEAU DES EFFECTIFS AU 01 JANVIER 2022

Groupe hiérarchique		EFFECTIFS BUDGÉTAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Agents en CDD de droit public	Agents stagiaires	Agents du service de remplacement	Fonctionnaires détachés sur emploi fonctionnel	Fonctionnaires détachés sur emploi de cabinet	Fonctionnaires en détachement de la Fonction Publique d'Etat	Fonctionnaires en congé parental	Fonctionnaires détachés	Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi (FMPE)	Fonctionnaires en décharge d'activité syndicale	Fonctionnaires en CLM et CLD	Fonctionnaires en attente d'expertise pour passage en Comité Médical	Fonctionnaires en arrêt pour accident de service	Fonctionnaires en congé pour maladie professionnelle	Fonctionnaires en disponibilité	Fonctionnaires en congé d'office	pour raisons de santé
EMPLOIS PERMANENTS																				
EMPLOIS DE COLLABORATEURS DE CABINET																				
	Collaborateur de cabinet	1	1							1										
EMPLOIS FONCTIONNELS																				
6	Directeur Général des Services (80 000 à 150 000 habitants)	1	1																	
	Directeur Général Adjoint (40 000 à 150 000 habitants)	3	3																	
FILIERE ADMINISTRATIVE																				
	Administrateur général	1	0																	
	Directeur	1	0																	
	Attaché hors classe	1	0																	
5	Attaché principal	3	1																	
	Attaché	6	6	1																
4	Rédacteur principal de 1ère classe	12	11												1					
	Rédacteur principal de 2ème classe	4	3		1															
	Rédacteur principal de 2ème classe à temps non complet (20H)	1	1																	
3	Rédacteur	3	3		1															
	Rédacteur à temps non complet (20H)	1	0																	
2	Adjoint administratif principal de 1ère classe	18	16			3									1					
	Adjoint administratif principal de 2ème classe	16	11			3									2			1		
	Adjoint administratif	18	15	2	2										1					
1	Adjoint administratif à temps non complet (30H)	1	1																	
FILIERE TECHNIQUE																				
5	Ingénieur principal	1	1																	
	Ingénieur	2	2	2																
4	Technicien principal de 1ère classe	1	1																	
	Technicien principal de 2ème classe	2	2																	
3	Technicien	1	0																	
	Agent de maîtrise principal	4	2																	
	Agent de maîtrise	2	1																	
2	Agent de maîtrise à temps non complet (28h)	1	1																	
	Adjoint technique principal de 1ère classe	1	0																	
	Adjoint technique principal de 2ème classe	5	4																	
	Adjoint technique	12	12	1														1		
1	Adjoint technique à temps non complet (25H)	1	1																	
	Adjoint technique à temps non complet (20H)	2	2																	
FILIERE CULTURELLE																				
	Attaché de conservation du patrimoine	1	0																	
5/3	Assistant d'enseignement artistique de 1ère classe	2	2										2							
	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	1	0																	
2	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	1	1																	
FILIERE ANIMATION																				
1	Adjoint d'animation	1	0										1							
FILIERE MEDICO-SOCIALE																				
6	Médecin hors classe	6	4	4								1								
	Psychologue de classe normale	2	1																	
	Infirmier en soins généraux hors classe	1	1						1											
5	Infirmier en soins généraux de classe normale	4	2	1	1															
SOUS-TOTAL		145	113	11	5	6	0	1	1	0	1	3	1	4	0	1	1	0		
EMPLOIS NON PERMANENTS																				
FILIERE TECHNIQUE																				
	Agent de maîtrise	5	0																	
1	Adjoint technique	5	0	0																
	Adjoint technique à temps non complet (20h)	3	0																	
FILIERE ADMINISTRATIVE																				
	Attaché	3	0																	
	Rédacteur	5	0																	
	Adjoint administratif	40	5	5																
SOUS-TOTAL		61	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		206	118	16	5	6	0	1	1	0	1	3	1	4	0	1	1	0		

11

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le



ID : 062-286200027-20220315-2022_08-DE

CENTRE DE GESTION DU PAS DE CALAIS BUDGET PRIMITIF 2022

ARRETE SIGNATURES

Nombre de membres en exercice 28
Nombre de membres présents : 21
Nombre de suffrages exprimés : 21

VOTES : POUR : 21
CONTRE : /
ABSTENTIONS : /

DATE DE CONVOCATION : 08/03/2022

Présenté par le Président,

A BRUAY LA BUISSIÈRE le 15 mars 2022

Délibéré par l'assemblée délibérante réunie en session

A BRUAY LA BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

Le PRÉSIDENT,

Certifie exécutoire par le Président, compte tenu de la réception en préfecture, le 15/03/2022
et de la publication, le 2022

Envoyé en préfecture le 30/03/2022

Reçu en préfecture le 30/03/2022

Affiché le



ID : 062-286200027-20220315-2022_08-DE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Bordereau de dépôt des documents budgétaires valant accusé de réception à établir en double exemplaire

CE DOCUMENT EST A REMPLIR PAR LA COLLECTIVITE

Nom de la collectivité : CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PAS -DE- CALAIS

Nature du document	Principal *	Eau *	Assainissement *	Camping *	Lotissement *	ZAC *	Autre (préciser)	Autre (préciser)
Budget Primitif	<input checked="" type="checkbox"/>							
Compte Administratif	<input checked="" type="checkbox"/>							
Délibération d' affectation des résultats	<input checked="" type="checkbox"/>							
Délibération d' approbation du compte administratif	<input checked="" type="checkbox"/>							
Compte de gestion	<input checked="" type="checkbox"/>							
Délibération d' approbation du compte de gestion	<input checked="" type="checkbox"/>							
Budget supplémentaire								

* Cocher les cases se rapportant aux documents déposés

Observations éventuelles (cadre réservé à l' administration)

Cachet de la collectivité et signature du président	Cachet de la préfecture ou de la sous préfecture et date de réception
le Président, M. Joel DUQUENOY	



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_09-DE

DÉLIBÉRATION

2022/09

SUBVENTION A L'AMICALE DU CDG 62

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la demande de subvention en date du 10 février 2022 adressée par l'Amicale du CDG62 et les documents y afférent ;

.../

/...

Le Président rappelle qu'il convient de continuer de contribuer à la promotion d'une politique sociale, dynamique et solidaire des agents en développant des prestations à finalité sociale, culturelle ou de loisirs au sein de l'établissement.

Il précise que l'économie générale du texte reste inchangée par rapport à la convention passée en 2021.

Il propose aux membres du Conseil d'Administration de renouveler la convention annuelle passée entre le centre de gestion du Pas-de-Calais et l'Amicale du personnel du CDG 62, association régie par la loi de 1901, et d'inscrire au Budget Primitif 2022 le montant de la subvention.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *PREND ACTE* de la présentation des activités de l'année 2021 et des perspectives 2022;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer la convention entre le centre de gestion et l'Amicale du personnel du centre de gestion, conclue pour une durée de 1 an, soit jusqu'au 31 mars 2023 ;
- ♦ *AUTORISE* d'inscrire au budget 2022 un montant de 52 500 € au titre de la subvention accordée à l'Amicale du personnel.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_09-DE

CONVENTION

OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'AMICALE DU CDG 62

Entre

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, représenté par son Président, Monsieur Joël DUQUENOY, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 18 mars 2021, et désignée ci-après sous le terme « CdG 62 », d'une part,

Et

L'Association Amicale du personnel du Centre de Gestion, association créée le 10 mars 1981 et inscrite au registre des associations le 21 mars 1981, dont le siège est au Centre de Gestion Allée du Château – Labuissière - BP 67 - 62702 BRUAY-LA-BUISSIÈRE Cedex, représentée par sa Présidente Madame Amélie SINGER, désignée ci-après sous le terme « Amicale », d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Préambule

De manière à améliorer le niveau des prestations au bénéfice des agents du CdG 62, à l'instar de ce que font de nombreuses collectivités territoriales, une Amicale a été créée au Centre de Gestion.

Portée par une structure associative régie par la loi de 1901, dont les statuts ont été déposés en Préfecture, elle est dotée d'une personnalité juridique.

Article 1 : Objet de la convention

Dans le cadre de la présente convention, le CdG 62 entend, au travers de la subvention versée et des moyens mis à disposition, contribuer à la promotion d'une politique sociale, dynamique et solidaire des agents en développant des prestations à finalité sociale, culturelle ou de loisirs.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention régit les rapports des parties jusqu'au 31 mars 2023. A ce terme, une nouvelle convention sera négociée.

Toute modification apportée à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 3 : Mission

L'Amicale est chargée par la présente convention d'organiser et de mettre en œuvre l'attribution des prestations d'action sociale du personnel.

L'Amicale, à travers sa Présidente ainsi que son bureau, devra tenir compte dans son action en permanence du cadre juridique régissant le fonctionnement des associations selon la loi de 1901 ainsi qu'à celles des règles en matière de fiscalité directe ou indirecte : TVA, cotisation URSAFF, sécurité sociale et s'y conformer.

Article 4 : Moyens mis à disposition

En fonction des disponibilités, les salles de réunion du CdG 62 peuvent être mises à disposition de l'Amicale afin d'assurer ses missions.

Article 5 : Prestations et services

Les montants individuels et les critères des prestations servies seront fixés par les membres du bureau.

Chaque année, lors de l'Assemblée Générale, le CdG 62 demande à l'Amicale de présenter le rapport moral et financier de l'année écoulée afin de vérifier l'utilisation des deniers publics conformément aux objectifs que l'Amicale s'était fixés.

En outre, l'Amicale présente au CdG 62 ses éventuelles propositions d'attribution nouvelles en établissant un rapport détaillé de faisabilité.

Article 6 : Subvention

Chaque année et avant le 28 février, l'Amicale présentera au CdG 62 son programme d'actions ainsi que le budget prévisionnel de l'année en cours.

En contrepartie des obligations qui incombent à l'Amicale, le CdG 62 pourra verser, chaque année, une subvention de fonctionnement qui fera l'objet d'une délibération du Conseil d'administration lors de l'examen du budget de l'établissement public.

La subvention devra être utilisée pour les actions destinées à développer l'action sociale des personnels du CdG 62.

Article 7 : Justificatifs

L'Amicale s'engage à fournir dans les 2 mois suivant la clôture de l'exercice : le compte-rendu financier, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes, ainsi que son rapport d'activité.

Fait à _____, le _____

Pour l'Amicale,
La Présidente,

Pour le CdG 62,
Le Président,

Amélie SINGER

Joël DUQUENOY



**AMICALE DU PERSONNEL
DU CENTRE DE GESTION DU PAS DE CALAIS**

**- Compte de résultats 2021-
JANVIER 2022**



PRESENTATION DE LA SITUATION COMPTABLE ET FINANCIERE 2021 au 1er février 2022

Pascale SAILLIOT, Trésorière

Solde créditeur au 31/12/2021 de : **13.401,98 €** sur le compte courant. (le Livret A ayant été soldé)
La situation financière 2021 au 31 décembre 2021 fait apparaître les réalisations suivantes :

En recettes :	67 494,64 €
Redevances	1 800,00 €
Cotisations	
120 cotisations à 15,00 €	1 800,00 €
Produits exceptionnels	63 722,28 €
Autres Produits exceptionnels	63 722,28 €
Versement de la subvention	52 500,00 €
Versement subvention Donateur Waigéo	500,00 €
Virement et cloture du Livret A	1 402,59 €
Epargne ANCV 2021/2022 (Nov-Dec 2021)	7 905,00 €
Participation adhérents sortie Bagatelle	525,00 €
Participation adhérents Foodtruck	251,00 €
Participation repas resto "Le Renouveau"	414,00 €
Participation agents décès de Christophe Kaczmarek	220,00 €
Remboursement Assurance trop versé	4,69 €
Reversements commandes tarif CE	1 522,36 €
Remise chèques parfums et bijoux commande décembre 2020	512,18 €
Commandes de bijoux SRD	741,18 €
Commande VPCE linge de maison	269,00 €
Virements reçus à tort	450,00 €
Virement ANCV reçu à tort (Brigitte H)	300,00 €
Virement ANCV reçu à tort (Marie-A R)	150,00 €
En dépenses :	59 070,41 €
Achats	
Achats divers	54 270,92 €
Chèques vacances ANCV 2021	29 639,49 €
Cartes cadeaux Adhérents Illicado été 2021	6 050,00 €
Cartes cadeaux mariage et naissance	60,00 €
Virement décès de Christophe Kaczmarek	420,00 €
Cadeaux adhérents : gourdes et sacs logotés	1 093,91 €
Bon chocolats de Pâques 2021	2 400,00 €
Coffrets Beaujolais nouveau	747,50 €
Cartes Noël 2021 Illicado	7 779,00 €
Cadeaux Noël adhérents, Maison du Monde	3 599,56 €
Masques jetables Noël	41,70 €
Jouets Noël enfants du personnel du CDG	2 439,76 €
Matériel et petit équipement	99,35 €
Rallonge électrique 50m	55,90 €
7 Thermos	43,45 €

Autres services extérieurs

Commandes tarifs CE	1 039,88 €
Commandes de bijoux SRD	770,88 €
Commandes de linge de maison VPCE	269,00 €

Réceptions/ Sorties	2 863,34 €
Sortie Bagatelle (viennoiseries, café, goodies, gobelets...)	1 011,48 €
<i>Sortie Bagatelle 11/09/2021 : Bus, entrées du par cet repas (payable en 2022)</i>	<i>1 982,00 €</i>
Foodtruck 09/2021 et Boissons	680,76 €
Resto "Le Renouveau" : 18/11/2021 beaujolais nouveau	1 171,10 €

Charges Financières	297,92 €
Cotisation annuelle carte bancaire	58,00 €
Abonnement internet professionnel	108,00 €
Assurance MAAF 2021/2022	131,92 €

Charges exceptionnelles	499,00 €
Remboursement partiel commande retournée de (Mme Karine L)	29,00 €
Remboursement cadeau Noël enfant (Holan C)	20,00 €
Remboursement virement ANCV perçu à tort	300,00 €
Remboursement virement ANCV perçu à tort	150,00 €

Le total général des recettes réelles s' élève à 67 494,64 €
Le total général des dépenses réelles s' élève à 59 070,41 €

d' où un résultat excédentaire de 8 424,23 € au 31/12/2021
auxquels s' ajoutent les 4 977,75 € excédent 2020 soit **13 401,98 €** dont 7 905€ d'épargne chèques vacance.

Nous comptons à ce jour 118 adhérents , et au vu des animations qui ont du être annulées en 2021 du fait de la crise sanitaire, et au vu de la baisse du pouvoir d'achat,les membres du bureau ont décidé de fixer le montant de la cotisation 2022 à **10 €**

Pour mémoire, concernant les chèques vacances ANCV aucune épargne n'a été réalisée pour 2021, Les membres du Bureau avaient alors décidé d' en attribuer à tous les adhérents et d'augmenter la participation de 50 €; ce qui portait à 200 ou 300€ la participation Amicale par adhérents en fonction de ses revenus,
d' où un montant total dépensé de **29 639,49 €**
Soit une augmentation de **8 089,49 €** de participation, par rapport à 2020

Face à cette crise sanitaire qui perdure depuis mars 2020, et compte tenu des mesures sanitaires à appliquer, une fois encore, nous avons du renoncer à bon nombre d' animations, de sorties, de moments de convivialité envisagés...
Néanmoins, nous avons souhaité vous faire bénéficier au mieux de la subvention qui nous a été accordée au profit des chèques vacances, de nombreuses cartes cadeaux et quelques animations...

C'est pourquoi espérant laisser enfin cette crise sanitaire derrière nous, nous espérons pouvoir vous présenter de nombreux projets pour 2022 afin de renouer avec échanges et convivialité

Dépenses prévisionnelles 2022

Recettes prévisionnelles 2022

Dépenses à prévoir	Montant	Recettes prévues	Montant
Sortie Bagatelle 2021 à payer	1 982,00 €		
Participation Amicale chèques ANCV	26 200,00 €	Excédent année 2021	5 496,98 €
Cartes vacances 50€	6 000,00 €	Cotisations Adhérents 120	1 200,00 €
Food Truck - 80 personnes	960,00 €	Participation food truck 7€/agent	560,00 €
Sortie KOESIO (Villeneuve d'Ascq)- 40 personnes	2 600,00 €	Participation KOESIO 35€/agent	1 400,00 €
Sortie Disney - 120 personnes	12 000,00 €	Participation Disney 50€/agent	6 000,00 €
Cinéma - 80 personnes	496,00 €	Participation Cinéma 3€/agent	240,00 €
Arbre de Noël 2022	4 000,00 €		
Cartes Noël 80€	9 600,00 €		
Cadeaux enfants	2 500,00 €		
Achats Viennoiseries ... etc	579,98 €		
Cotisation carte bancaire	55,00 €		
Abonnement Internet pro Bancaire	144,00 €		
Impression cartes,flyers	150,00 €		
Assurance	130,00 €	Subvention 2022 sollicitée	52 500,00 €
Total	67 396,98 €	Total	67 396,98 €

Demande subvention : 52 500,00 €



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_10-DE

DÉLIBÉRATION

2022/10

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE - VOLET PREVOYANCE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la Fonction Publique ;

Vu le décret 2011-1474 du 08 novembre 2011 modifié, relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire ;

.../

/...

Vu la délibération n° 2021-47 du 23 novembre 2021 du Conseil d'Administration retenant l'offre présentée par SOFAXIS – INTERIALE au titre de la garantie Prévoyance ;

Vu la délibération n° 2021-48 en date du 23 novembre 2021 du Conseil d'Administration permettant l'adhésion au contrat groupe proposé à cet effet ;

Vu l'avis favorable du comité technique de service du centre de gestion en date du 8 mars 2022 ;

Le Président expose que depuis le 1^{er} janvier 2013, le centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du département du Pas-de-Calais participe à la protection sociale complémentaire de ses agents sur les risques santé et prévoyance.

Dans un premier temps sur des contrats labellisés puis au travers des conventions de participation mise en place par notre établissement et ceci depuis 2019, aussi bien pour le risque santé que pour le risque prévoyance.

Ainsi si les montants proposés en santé en 2019 n'ont connu aucune augmentation, notre établissement a dû procéder à une nouvelle consultation sur le risque prévoyance en fin d'année 2021, afin de procurer aux agents une couverture sur ce risque.

Au 1^{er} janvier 2022, c'est donc une nouvelle offre prévoyance qui a été mise en place et on observe une augmentation de l'ordre de 25 % des taux proposés.

Aussi, il est proposé de revoir comme suit la participation en prévoyance de notre établissement.

Rappelons que le risque prévoyance concerne, au choix de l'agent, la garantie maintien de salaire, l'invalidité, la perte de retraite pour invalidité et le décès.

Catégories	Indices bruts de référence	Montants au 1 ^{er} janvier 2020	Montants au 1 ^{er} avril 2022
Catégorie 1	Jusqu'à l'IB 388	20 €	25 €
Catégorie 2	De l'IB 389 à 548	16 €	20 €
Catégorie 3	IB supérieur à 548	14 €	17.50 €

Pour mémoire la participation en santé est fixée comme suit :

Catégories	Indices bruts de référence	Montants au 1 ^{er} janvier 2020
Catégorie 1	Jusqu'à l'IB 388	29 €
Catégorie 2	De l'IB 389 à 548	24 €
Catégorie 3	IB supérieur à 548	19 €

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents

- ♦ *DECIDE* de fixer les montants de la participation de l'établissement pour le risque prévoyance ainsi que présentés ci avant et ceci à compter du 01^{er} avril 2022.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_11-DE

DÉLIBÉRATION

2022/11

APPROBATION DU SCHEMA REGIONAL DE COORDINATION, DE MUTUALISATION ET DE SPECIALISATION DES CENTRES DE GESTION DES HAUTS-DE-FRANCE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi 2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la Fonction Publique ;

.../

/...

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la charte de coopération des centres de gestion des Hauts-de-France conclue à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

Vu la délibération n°2020-15 du Conseil d'Administration en date du 25 juin 2020 relative à l'adhésion du CDG 62 au groupement de commandes constitué entre les 5 CDG de la région des Hauts-de-France pour l'élaboration du schéma de mutualisation ;

Vu le projet de schéma joint à la présente ;

Monsieur le Président expose que les centres de gestion d'une même région conformément à la loi 2007-209 du 19 février 2007, devaient s'organiser autour d'une charte de coopération identifiant les missions faisant l'objet de la coordination. Le centre coordonnateur régional est le centre de gestion de la préfecture de région, soit celui du Nord.

Les premières chartes de coordination ont été conclues au titre des anciennes régions par le centre de gestion du Pas-de-Calais et celui du Nord et portaient sur :

- la gestion des concours ;
- l'observatoire de l'emploi ;
- la gestion des fonctionnaires momentanément privés d'emplois de catégorie A.

A l'échelle régionale, le territoire des Haut-de-France compte aujourd'hui cinq centres de gestion départementaux :

- l'Aisne
- l'Oise
- la Somme
- le Nord
- le Pas-de-Calais.

La loi 2019-828 portant transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019 invite les centres de gestion à mettre en œuvre à l'échelon régional un schéma de coordination-mutualisation-spécialisation. La loi inclut dans le périmètre de coordination les missions obligatoires à l'exception de la gestion des carrières, mais elle laisse la latitude aux centres de se mettre d'accord sur toutes missions qui offrent l'intérêt d'être coordonnées à un niveau régional.

Lors de la précédente mandature, les Présidents avaient souhaité engager la réflexion en se donnant le temps nécessaire et en affirmant des grands principes :

- la nécessité de l'exercice des compétences au niveau de proximité adéquat ;
- le maintien du niveau départemental alors que la loi invitait à créer des centres au niveau régional.

Le conseil d'administration a délibéré en juillet 2020 sur les conditions posées par le centre du Pas-de-Calais à la réflexion sur le schéma et sur sa mise en œuvre ultérieure.

Les Présidents ont arrêté le 25 mars 2021 le choix du cabinet POLITEIA afin de mener une enquête approfondie préalable à la mise en œuvre par les CDG de la région Hauts-de-France d'un schéma régional de coordination, de mutualisation, et de spécialisation et de faire des propositions adaptées.

Les travaux du cabinet ont été présentés au fur et à mesure de leurs avancées au cinq Présidents réunis en comité de pilotage. Une séance de travail en commun entre les bureaux des cinq centres a eu lieu à la demande du Président du centre de gestion du Pas-de-Calais le 25 novembre 2021. Elle avait permis de préparer une première version du schéma à venir.

Lors du conseil d'administration du 16 décembre 2021, un point d'étape a été fait à l'assemblée, et le projet de schéma issu de la rencontre du 25 novembre 2021 a été transmis à l'ensemble des administrateurs.

.../

/...

Les derniers échanges entre les Présidents ont permis d'élaborer un projet de schéma définitif joint en annexe à la présente délibération. Ce projet a reçu l'aval des cinq Présidents qui ont décidé de le soumettre à l'approbation de leur conseil d'administration respectif.

Le schéma proposé répond à l'objet fixé par le législateur à savoir harmoniser les prestations sur le territoire régional.

Le préambule du document reprend expressément la formule suivante :

« Tout en conservant leur libre administration, leur autonomie, les cinq CDG ont décidé en sécurisant les avancées structurées jusqu'à aujourd'hui, de développer entre eux, une coopération pour mener à bien diverses missions et de s'accorder pour capitaliser sur leurs forces pour gagner en efficacité dans une approche de co-construction. »

Le présent schéma traduit l'ambition de renforcer le service rendu aux collectivités avec une forte exigence de qualité de service. Il vise à favoriser et organiser la collaboration entre les CDG au niveau régional, tout en conservant et sécurisant une intervention départementale. »

Le schéma s'appuie sur les valeurs suivantes :

- La proximité, principe essentiel permettant de renforcer la qualification des CDG en tiers de confiance ;
- La subsidiarité entendue comme le fait d'agir au plus près du terrain tout en s'inscrivant dans une perspective d'harmonie des prestations sur le territoire régional ;
- L'égalité qui conduit à ce qu'aucun CDG ne dispose d'un pouvoir de décision supérieur à un autre, ce principe exclu toute possibilité de subordination hiérarchique d'un CDG à un autre.

Il pose comme principe d'organisation une présidence alternée, la présidence et l'animation politiques se font à tour de rôle par rotation annuelle. Chaque année un nouveau Président assume la représentation de la coopération, son animation, son pilotage stratégique et politique sans préjudice de la fonction juridico-administrative et financière du centre coordonnateur.

Il pose également comme principe d'action la désignation à intervenir dans la mise en œuvre du schéma de chefs de file à déterminer en fonction des compétences ou expertise développées par chaque CDG tant sur les missions obligatoires, que sur les missions facultatives.

Le rôle du chef de file est d'exercer une fonction d'animation et de coordination des travaux sur un sujet spécifique d'offre ou de relation de service. Des coopérations à géométrie variable peuvent s'opérer.

Monsieur le Président précise que le projet de schéma présenté à votre approbation n'est pas un cadre contraignant. Les conditions posées par chaque centre de gestion des Hauts-de-France et notamment celui du Pas-de-Calais pour travailler dans un cadre de schéma souple préservant l'identité, la proximité et l'expertise et la libre administration de chaque centre sont remplies.

Monsieur le Président propose au Conseil d'Administration :


- d'approuver le projet de schéma de coordination, mutualisation, spécialisation des cinq centres de gestion des Hauts-de-France ;
- de l'autoriser à signer le schéma et tous les documents y afférent.

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ **APPROUVE** le schéma de coordination, mutualisation, spécialisation des cinq centres de gestion des Hauts-de-France ;

.../

/...

Envoyé en préfecture le 24/03/2022
Reçu en préfecture le 24/03/2022
Affiché le 
ID : 062-286200027-20220315-2022_11-DE

- ♦ *AUTORISE* le Président à signer la convention portant schéma et tous les documents y afférent.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIERE, le 15 mars 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY



SCHEMA REGIONAL DE COORDINATION, DE MUTUALISATION ET DE SPECIALISATION DES CENTRES DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES HAUTS-DE-FRANCE

VISAS

Vu le code général de la fonction publique,

Vu l'actuelle charte de coopération des CDG des Hauts-de-France conclue à compter du 1^{er} janvier 2016,

Etabli en application de l'article 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et,

CONCLU ENTRE :

Le Centre de Gestion de l'Aisne représenté par son Président, Monsieur Hervé MUZART, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du **XX YY ZZZZ**.

Le Centre de Gestion du Nord représenté par son Président, Monsieur Eric DURAND, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du **XX YY ZZZZ**.

Le Centre de Gestion de l'Oise représenté par son Président, Monsieur Alain VASSELLE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du **XX YY ZZZZ**.

Le Centre de Gestion du Pas-de-Calais représenté par son Président, Monsieur Joël DUQUENOY, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du **XX YY ZZZZ**.

Le Centre de Gestion de la Somme représenté par son Président, Monsieur Claude CLIQUET, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du **XX YY ZZZZ**.

Table des matières

Préambule.....	5
Article 1 : Objet du schéma de coopération régionale.....	10
Article 2 : Modèle et modalités de coopération.....	11
Article 3 : Désignation et rôle du Centre de Gestion coordonnateur régional.....	11
Article 4 : L'instance politique de la coopération régionale : la Conférence des Présidents	11
Article 5 : L'instance technique de la coopération : le Comité de Direction (CODIR)	12
Article 6 : Les instances de déclinaison, les groupes de travail	12
Article 7 : Offres de service du socle obligatoire de coopération (article L452-34 du code général de la fonction publique)	13
Article 7-1 : L'organisation des concours et examens professionnels relatifs aux cadres d'emplois de catégories A et B	13
Article 7-2 : La publicité des créations et vacances d'emploi de catégories A, B et C.....	14
Article 7-3 : La prise en charge, dans les conditions fixées par les sections 2 et 3 du chapitre II du titre IV du livre V et par l'article L. 561-1 des fonctionnaires de catégories A et B momentanément privés d'emplois.....	14
Article 7-4 : Le reclassement, selon les modalités prévues aux sections 1 et 2 du chapitre VI du titre II du livre VII relative au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, des fonctionnaires de catégories A et B devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions	15
Article 7-5 : La gestion de l'observatoire régional de l'emploi et la mission définie mission générale d'information sur l'emploi public territorial définie au 7° de l'article L. 452-35	16
Article 7-6 : La publicité des listes d'aptitude établies en application de la sous-section 2 de la section 4 du chapitre V du titre II du livre III.....	16
Article 7-7 : L'aide aux fonctionnaires à la recherche d'un emploi après une période de disponibilité	17
Article 7-8 : Une assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue prévue à l'article L124-2 du code général de la fonction publique et la désignation d'un référent laïcité prévu à l'article L124-3 du code général de la fonction publique	17
Article 7-9 : Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite	18
Article 7-10 : Chefs de filat des offres du socle obligatoire de coopération	18
Article 8 : Offres de service du socle facultatif de coopération	18
Article 8-1 : Recrutement, attractivité de l'emploi public.....	19
Article 8-2 : Gestion administrative du personnel (paie, remplacement et intérim).....	19
Article 8-3 : Accompagnement des parcours professionnels des agents publics, de la santé au travail et de la prise en charge des risques statutaires et sociaux :	19
Article 8-4 : Développement des usages numériques à travers notamment le développement de la dématérialisation et l'archivage électronique	20
Article 8-5 : L'accompagnement des transformations organisationnelles, GPEEC et gestion stratégique RH	20
Article 9 : Amélioration continue.....	20

Article 10 : Relations financières entre les CDG	20
Article 11 : Diffusion du schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation.....	21
Article 12 : Litiges.....	21
Article 13 : Révision.....	21
Article 14 : Annexes.....	21
Annexe 1	22
Présentation du territoire régional de coopération : un écosystème RH au service des territoires	22
Annexe 2	28
Présentation des principaux résultats de l'enquête menée auprès des collectivités du territoire régional	28

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Les Centres de Gestion (ci-après abrégés « les CDG ») s'appuient sur une histoire de plusieurs décennies construite en lien avec la structuration du statut de la fonction publique territoriale. Au cours de celle-ci, les CDG ont combiné, pour les collectivités et établissements publics de leurs départements, dans le domaine de la gestion des ressources humaines (ci-après abrégées « les RH »), l'exercice de missions statutaires et le développement d'offres de service, au-delà des questions strictement statutaires.

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 19 février 2007, la coopération entre les CDG appartenant à une même région devait s'organiser autour d'une charte de coopération. L'article 50 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique est venu substituer, à l'article 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée désormais codifié aux articles L452-11 et L452-34 du code général de la fonction publique, à la notion de schéma prévue entre CDG pour l'exercice de leurs missions au niveau régional, la notion de « schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation ».

Les CDG, tout au long de leur histoire, ont su faire preuve d'anticipation et d'adaptation pour exercer les missions que la loi leur a confiées comme celles qu'ils ont développées pour répondre aux demandes des collectivités et des établissements publics de leur ressort géographique. Leur rôle évolue d'une structure d'application de règles de gestion statutaire vers un organisme de conseil et d'accompagnement RH. Cette trajectoire est appelée à se renforcer.

Le présent document vise, dans le prolongement de la charte précédente entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et renouvelée successivement en 2021 et 2022 dans l'attente de l'adoption du présent schéma, à préciser les missions exercées et les modalités de fonctionnement de la coopération des cinq Centres de Gestion.

Le schéma répond notamment à l'objectif fixé par le législateur à savoir : harmoniser les prestations sur le territoire régional.

Les CDG membres de la coopération régionale des Hauts-de-France sont les suivants :

1. Le Centre de Gestion de l'Aisne (CDG 02) ;
2. Le Centre de Gestion du Nord (CDG 59) ;
3. Le Centre de Gestion du Pas-de-Calais (CDG 62) ;
4. Le Centre de Gestion de l'Oise (CDG 60) ;
5. Le Centre de Gestion de la Somme (CDG 80).

Tout en conservant leur libre administration et leur autonomie, les cinq CDG ont décidé, en sécurisant les avancées structurées jusqu'à aujourd'hui, de développer entre eux, une coopération pour mener à bien diverses missions et de s'accorder pour capitaliser sur leurs forces pour gagner en efficacité dans une approche de co-construction.

Le présent schéma traduit l'ambition de renforcer le service rendu aux collectivités avec une forte exigence de qualité de service. Il vise à favoriser et organiser la collaboration entre les CDG au niveau régional, tout en conservant et sécurisant une intervention départementale en proximité des collectivités.

Le présent schéma régional de coopération, de mutualisation et de spécialisation structure une ambition régionale commune renforçant le rôle essentiel que détiennent les CDG en tant qu'organes de référence transversaux des ressources humaines à l'échelle locale.

A ce titre, il doit consolider le positionnement des CDG aux côtés des collectivités et établissements publics en vue de garantir dans le temps l'exercice des missions de service public par une gestion RH qui réponde au besoin croissant d'adaptation des collectivités favorisant ainsi la prise en compte des besoins des usagers.

En ce sens, le schéma vise la création d'une culture partagée respectueuse des identités, des positionnements, des compétences et des valeurs de chaque établissement ancré sur son territoire.

Cette coopération se fonde sur des principes clés qui sont l'affirmation de valeurs, d'un principe d'organisation et de modes d'actions.

Les valeurs

1. La proximité

Les CDG nouent une relation de confiance avec les employeurs publics locaux. Ce lien repose sur l'expertise reconnue des équipes des CDG et des ressources qu'ils savent mobiliser. En ce sens, les CDG restent les interlocuteurs et les partenaires indispensables des collectivités territoriales : le centre de gestion départemental reste toujours la porte d'entrée des collectivités de son territoire quel que soit le sujet.

Le déploiement de nouveaux services s'inscrit dans un dialogue construit entre les CDG et leur territoire, les CDG pouvant répondre soit à des demandes ou agir aussi dans une logique d'anticipation.

La proximité est un principe essentiel guidant l'action des CDG auprès des collectivités depuis plusieurs décennies. Elle doit être entretenue au regard des avantages qu'elle procure pour les territoires. La proximité :

1. Permet une bonne connaissance de l'environnement d'intervention des bénéficiaires : d'expérience, le niveau départemental est l'échelon pertinent pour allier une connaissance du terrain avec les relations individualisées qu'elle comporte ;
2. Garantit que chaque CDG assure le lien et la délivrance des services aux collectivités de son ressort départemental avec réactivité et technicité ;
3. Facilite la délivrance d'offres de services adaptées : la proximité entre le CDG et les collectivités facilite la relation directe entre leurs élus et leurs services. Sont également facilitées, en termes de déplacement notamment, les interventions sur site des intervenants des CDG ;
4. Participe à la valorisation de la présence de services publics sur l'ensemble du territoire en étroite relation avec les bénéficiaires.

La proximité renforce la qualification des CDG en tant que « tiers de confiance » : les CDG sont par leur statut des structures indépendantes des collectivités territoriales. Cette indépendance offre la garantie nécessaire d'impartialité et de neutralité pour l'exercice de leurs missions.

2. La subsidiarité :

Ce principe est entendu comme : agir au plus près du terrain tout en s'inscrivant dans une perspective d'harmonisation des prestations sur le territoire régional.

3. L'égalité :

Si les CDG ont chacun leur place, et peuvent faire valoir leur voix, tous participent à la coopération et à ses champs d'intervention. Aucun CDG ne dispose d'un pouvoir de décision supérieur à un autre.

Le principe d'égalité exclut toute possibilité de subordination hiérarchique d'un CDG à un autre.

4. L'efficience :

Dans le cadre du schéma, les CDG entendent développer la qualité du service rendu aux collectivités en s'efforçant d'optimiser toutes les ressources mobilisées. Cette notion d'efficience doit être appréhendée dans le respect du principe de proximité et de subsidiarité. Elle repose sur une évaluation des actions dans une logique d'amélioration continue.

Un principe d'organisation

L'organisation repose sur le principe d'une présidence alternée.

La présidence et l'animation politiques se font à tour de rôle par CDG, en rotation annuelle. Chaque année, un nouveau Président assure la représentation de la coopération, l'animation et le pilotage stratégique et politique de la coopération sans préjudice de la fonction juridico-administrative et financière du CDG Centre Coordonnateur.

Idéalement, et si cela est possible, la Présidence est établie à tour de rôle entre les Présidents des CDG des départements des anciennes régions administratives (Nord Pas de Calais et Picardie). Cela permet d'offrir une représentativité géographique équitable et de conférer une place spécifique à chaque CDG au cours d'un mandat complet.

Des principes d'action

1. Le chef de filat

Le présent schéma structure la possibilité de confier l'exercice d'une mission à un ou plusieurs CDG pour le compte de tous dans une logique de chef de filat.

Cela signifie que le CDG qui aurait développé ou souhaite développer un avantage comparatif sur un sujet identifié (offre ou relation de service) peut se proposer d'être chef de file pour renforcer ou coordonner l'extension de cette dimension sur le territoire régional au service des collectivités.

Les CDG s'accordent pour désigner des CDG chefs de file :

1. Pour coordonner et piloter les missions obligatoires en opérant des regroupements naturels des missions concernées ;
2. Pour prendre en charge, le cas échéant, des missions facultatives à géométrie variable.

Ce rôle confère au CDG une fonction d'animation et de coordination des travaux sur un sujet spécifique d'offre ou de relation de service. Cette fonction n'implique pas que le chef de file soit l'unique CDG en charge de la production des éléments.

Désigner un CDG comme chef de file signifie désigner un binôme technique et politique au sein d'un même CDG. Le membre politique du binôme peut être le Président du CDG, un Vice-Président, un membre du Conseil d'Administration du CDG. Le membre technique du binôme peut être le Directeur Général ou la Directrice générale des Services, un cadre ou un agent du CDG.

Pour chaque mission du socle obligatoire de coopération, un CDG chef de file est désigné. Pour chaque mission du socle facultatif de coopération, un CDG chef de file peut être désigné.

Des coopérations spécifiques peuvent se nouer à géométrie variable à plusieurs CDG sous le pilotage d'un CDG chef de file. Des coopérations infra régionales sont possibles.

Pour la réalisation opérationnelle des coopérations localisées du socle facultatif, la participation de tous les CDG n'est pas requise mais les éléments sont partagés avec l'ensemble des CDG. En effet, les CDG se fixent comme principe de partager l'avancée des projets et actions de coopérations localisées du socle facultatif à l'ensemble des CDG de la coopération et notamment lors de la Conférence des Présidents et au CODIR. Cela permet de faire bénéficier des avancées en matière de relation et d'offre de service à l'ensemble du territoire régional.

3. La coopération ressources

La coopération est aussi conçue comme un outil de développement et de mise en commun des ressources, elle n'est pas visible et ne peut être sollicitée directement par les collectivités. La coopération est mobilisable par chaque CDG.

Chaque CDG délivre les services et assure le lien avec les collectivités de son ressort départemental avec réactivité et technicité. Le reporting est un principe clé pour partager l'information de mobilisation à l'ensemble des cinq CDG de la coopération régionale.

Le présent schéma doit permettre de tracer le chemin commun aux cinq CDG pour améliorer les coopérations existantes, remplir les missions du périmètre du socle obligatoire conformément à la législation et investir le cas échéant des missions du socle facultatif.

Pour rappel, les coopérations existantes investies au travers de la précédente charte concernent les missions ci-dessous :

1. L'organisation des concours et examens professionnels ;
2. La bourse de l'emploi et l'organisation de la conférence régionale de l'emploi ;
3. La prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emplois ;
4. Le reclassement des fonctionnaires devenus inaptes ;
5. Le secrétariat du Conseil de Discipline de Recours. (abrogé)

Le contenu et les axes stratégiques du présent schéma se fondent sur la réalisation d'une enquête préalable approfondie menée auprès de 250 collectivités et établissements publics représentatifs du territoire régional au cours de l'année 2021.

Cette enquête a permis de solliciter les collectivités et les établissements publics de chaque département de la région des Hauts-de-France. Les questionnements de cette enquête portaient sur la relation de service et les offres de service assurées par les CDG sur leur territoire et celles délivrées en commun par la coopération actuelle.

En synthèse, l'enquête a permis de tirer les enseignements suivants :

1. Concernant la relation de service :
 - A l'échelle de la coopération régionale, les collectivités sont globalement satisfaites de leur expérience usager et les CDG sont plutôt bien identifiés et connus sur les territoires, notamment par les collectivités de taille importante qui ont souvent des besoins ciblés. Il existe un enjeu à mieux faire connaître les offres obligatoires et facultatives des CDG auprès des communes, principaux usagers des CDG ;
 - Quelques éléments sont à consolider au-delà de ce constat positif : les modalités de prise de contact et de suivi des demandes et les modalités d'information et de communication auprès des collectivités et des établissements publics sur les territoires.
2. Concernant les offres de service :
 - Les missions les plus satisfaisantes, selon les répondants, sont globalement des missions obligatoires et historiques ;
 - L'avenir des Cdg doit prendre en compte les nouveaux besoins et les nouvelles missions.

Ces enseignements clés permettent d'éclairer les trajectoires souhaitables d'évolution des CDG de la région Hauts-de-France pour toujours mieux accompagner les collectivités et les établissements publics, que ce soit en autonomie ou dans une approche commune de coopération.

A ce titre, la présente collaboration formalisée à travers ce schéma nécessite de clarifier et de stabiliser le modèle économique, les relations et la participation financière de chaque établissement dans la coopération. Ces éléments seront précisés dans les conventions sectorielles.

Le présent schéma vise la création d'une culture partagée respectueuse des identités, des positionnements, des compétences et des valeurs de chaque établissement ancré sur leur territoire. A ce titre, le présent schéma intègre en annexe, une présentation du territoire régional de coopération des cinq CDG.

Article 1 : Objet du schéma de coopération régionale

Le présent schéma qui a pour objet de formaliser les modes de coopérations du périmètre régional, entrera en vigueur après sa signature par les Présidents des CDG.

Les CDG signataires du présent schéma, s'organisent au niveau de la région et conviennent de remplir les finalités détaillées du présent article.

La coopération régionale des CDG des Hauts-de-France doit permettre, dans le respect de leur spécificité départementale et de leur libre administration et autonomie, de :

1. Exercer les compétences obligatoirement prévues par la législation à savoir l'article L452-34 du code général de la fonction publique (dénommé « socle obligatoire de coopération ») :
 - a. L'organisation des concours et examens professionnels relatifs aux cadres d'emplois de catégories A et B ;
 - b. La publicité des créations et vacances d'emploi de catégories A, B et C ;
 - c. La prise en charge, dans les conditions fixées par les sections 2 et 3 du chapitre II du titre IV du livre V et par l'article L. 561-1 des fonctionnaires de catégories A et B momentanément privés d'emplois;
 - d. Le reclassement, selon les modalités prévues aux sections 1 et 2 du chapitre VI du titre II du livre VII relative au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, des fonctionnaires de catégories A et B devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions;
 - e. La gestion de l'observatoire régional de l'emploi et la mission générale d'information sur l'emploi public territorial définie au 7° de l'article L. 452-35 ;
 - f. La publicité des listes d'aptitude établies en application de la sous-section 2 de la section 4 du chapitre V du titre II du livre II ;
 - g. L'aide aux fonctionnaires à la recherche d'un emploi après une période de disponibilité ;
 - h. Une assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue prévue à l'article L124-2 du code général de la fonction publique et la désignation d'un référent laïcité prévu à l'article L124-3 du code général de la fonction publique ;
 - i. Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite.
2. Investir, le cas échéant, des offres facultatives en fonction des besoins des territoires et des moyens et compétences des CDG (dénommé « socle facultatif de coopération ») :
 - a. L'emploi public dans sa dimension attractivité et recrutement...;
 - b. La gestion administrative du personnel et notamment la paie, le remplacement et l'intérim ;
 - c. L'accompagnement des parcours professionnels des agents publics, de la santé au travail, de la prise en charge des risques statutaires et sociaux et des actions de médiation;
 - d. Le développement des usages numériques à travers notamment le développement de la dématérialisation et l'archivage électronique ;
 - e. L'accompagnement des transformations organisationnelles ou la gestion stratégique des RH ;
 - f. Toute autre mission identifiée par un ou plusieurs CDG.

3. Harmoniser et renforcer l'offre et la qualité de service sur les territoires, en adaptant les missions à l'évolution des besoins des collectivités et des établissements publics en concourant au maintien et au développement des compétences et des expertises des agents des CDG ;
4. Améliorer la relation de service en proximité avec une qualité de service renforcée à travers notamment :
 - a. Une animation territoriale accrue entre les Centres de Gestion ;
 - b. Une plus forte visibilité des Centres de Gestion sur leur ressort départemental, chaque CDG restant sur son territoire départemental le prestataire de service identifié par les collectivités ;
 - c. Des offres de services ajustées aux besoins des collectivités, principaux « usagers » par l'amélioration des outils de relation et notamment la visibilité sur l'état d'avancement des dossiers ou des demandes ou encore, un accès simplifié aux informations.

Article 2 : Modèle et modalités de coopération

La coopération régionale remplit les finalités de l'article 1^{er} en trouvant un juste équilibre entre les 3 dimensions suivantes :

1. La coordination territoriale forme non institutionnelle de coopération visant à réunir les parties prenantes du territoire autour d'enjeux de collaboration et de partages de pratiques ;
2. La prestation de services qui désigne des services que des CDG mettent à disposition d'autres CDG du territoire exprimant des besoins en termes de ressources humaines ou matérielles, selon des modalités définies par les CDG ;
3. Le service commun vise à créer un service intégré de moyens et de ressources en vue de le délivrer auprès des collectivités (le service est placé sous l'autorité fonctionnelle d'un CDG).

La coopération régionale entend privilégier les deux premières dimensions.

Article 3 : Désignation et rôle du Centre de Gestion coordonnateur régional

Les CDG s'accordent dans le prolongement de la charte précédente, pour désigner comme Centre Coordonnateur, le CDG du Nord.

Cette fonction conférée au CDG du Nord est juridico-administrative et financière, sans préjudice de l'organisation de la gouvernance politique et technique en rotation annuelle.

Article 4 : L'instance politique de la coopération régionale : la Conférence des Présidents

L'instance politique de la coopération est la Conférence des Présidents composée des cinq Présidences des CDG ou de leur représentant. La Conférence des Présidents est présidée par la Présidence de la coopération qui est en charge de l'animation politique de la coopération, organisée en rotation annuelle comme défini dans le préambule.

Pour les compétences entrant dans le champ du schéma, la Conférence des Présidents est l'instance politique de réflexion, d'échange et de discussion des enjeux de la coopération.

La Conférence des Présidents dispose des attributions suivantes :

1. Elle définit la stratégie et les orientations générales de la coopération ;
2. Elle examine les évolutions réglementaires au niveau de la coopération ;
3. Elle examine les conditions de financement des actions menées au niveau régional ;
4. Elle adopte la feuille de route proposée par le CODIR ;
5. Elle évalue annuellement les actions de coopération des CDG (rapports d'activités et rapports financiers).

Article 5 : L'instance technique de la coopération : le Comité de Direction (CODIR)

L'instance technique de la coopération est le Comité de Direction (CODIR) composé des cinq Directeurs et Directrices générales des Services des CDG. Le CODIR est l'instance technique qui assure la direction et la coordination des cinq CDG.

Le CODIR est animé par le Directeur ou la Directrice du CDG dont le Président est désigné Président de la coopération de manière alternée par rotation annuelle.

La fonction technique de Directeur ou Directrice de la coopération implique d'animer et de coordonner les travaux de la coopération. Cette fonction est sans préjudice de la fonction du Centre coordonnateur.

Le CODIR dispose des attributions suivantes :

1. Il décline la stratégie et les orientations de la Conférence des Présidents à travers une feuille de route ;
2. Il rédige les rapports pour la conférence des Présidents et rend compte de ses travaux ;
3. Il crée des groupes de travail par projet ou par domaine dénommés « groupes de travail ».

Article 6 : Les instances de déclinaison, les groupes de travail

Les groupes de travail transversaux mettent en œuvre les objectifs par projet et domaine arrêtés par le CODIR. Ils sont composés a minima des Directions Générales des Services des CDG et peuvent associer des cadres et agents des CDG.

Les groupes de travail peuvent produire sur l'ensemble des domaines des socles obligatoires et facultatifs de la coopération régionale :

1. Concernant les missions du socle obligatoire, l'ensemble des CDG est représenté.
2. Concernant les missions du socle facultatif, il n'est pas nécessaire que chaque CDG soit représenté, a minima deux CDG doivent l'être.

Les réunions des groupes de travail se tiennent suivant un calendrier annuel préétabli selon une périodicité trimestrielle ou bimensuelle permettant de mettre en œuvre les orientations du CODIR.

L'ordre du jour des réunions des groupes de travail est fixé par le rapporteur et/ou le pilote technique. Un compte rendu sous forme de relevé de décisions, de conclusions ou d'observations est diffusé par le Centre de Gestion chef de file du groupe de travail à l'issue de chaque réunion.

Le principe de reporting et d'information des travaux évoqué dans le préambule est satisfait par un partage périodique des éléments en CODIR et au sein de chaque CDG.

Les réunions des Groupes de Travail sont organisées à l'initiative de leur Chef de file suivant la feuille de route fixée par le CODIR. Le suivi et la traçabilité des travaux sont garantis par la formalisation et le partage des ordres du jour, des documents de travail et des comptes rendus. La méthodologie de travail de ces groupes de travail repose sur une définition des objectifs, des tâches, des délais et des personnes responsables.

Des outils sont proposés pour faciliter les échanges tels qu'un espace collaboratif sécurisé de partage de document (cloud), des forums de discussion. Un bilan d'activité est établi annuellement à l'attention des Présidents des CDG pour être présenté au CODIR puis à la conférence des Présidents.

Article 7 : Offres de service du socle obligatoire de coopération (article L452-34 du code général de la fonction publique)

Sur ce périmètre de missions, la coopération intervient dans la continuité de la précédente charte régionale mais évolue pour répondre aux attentes actuelles et futures des territoires, en conformité des évolutions législatives et réglementaires.

La participation sur les missions du socle obligatoire se fait à l'unanimité

Les CDG s'entendent sur la nécessité dans le cadre du schéma, et, plus encore sur ce périmètre, de renforcer la qualité de service et la cohérence des réponses dans des délais maîtrisés.

Les modalités financières correspondant aux missions du socle obligatoire sont détaillées dans des conventions sectorielles.

Est jointe au présent schéma, la convention conclue par le centre de gestion coordonnateur et le Centre national de la fonction publique territoriale, visant à définir l'articulation des actions territoriales, notamment en matière d'organisation des concours et des examens professionnels, de prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi, de reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, d'accompagnement personnalisé à la mobilité et d'emploi territorial. Sans préjudice des missions propres à chaque centre de gestion, cette convention intègre les propositions, les sujets et pistes d'actions qui présentent un intérêt régional et qui seront identifiées dans le schéma de coopération.

Article 7-1 : L'organisation des concours et examens professionnels relatifs aux cadres d'emplois de catégories A et B

Sur ce périmètre d'intervention, les besoins identifiés des collectivités et des établissements publics sont les suivants :

1. Accessibilité des outils d'inscription et des sites d'écrits et d'oraux via une présence territoriale en proximité et ingénierie administrative et logistique d'organisation-mise en œuvre des concours et examens ;
2. Accueil-information et accompagnement des lauréats dans leur parcours professionnel (recherche d'emploi...) et promotion des concours et des examens professionnels au sein des collectivités et sur le marché du travail.

Les modalités et actions concrètes préférentielles mises en place à travers la coopération et en lien avec chaque CDG sont :

- A la coopération :
 - Poursuivre l'existant dans le prolongement de la précédente charte ;
 - Extension du périmètre d'offre de service à l'ensemble des catégories d'emploi : A, B et C.
- Dans les CDG : Garantir une présence territoriale de proximité pour les candidats pour les écrits et les oraux et conseiller les candidats en proximité.

Les CDG s'entendent sur la nécessité dans le cadre du schéma de procéder au maintien et au renforcement de la prestation d'organisation des concours et examens professionnels.

Les CDG s'engagent à harmoniser les méthodes de calcul des coûts et définir les modalités de prise en compte des paramètres financiers pour déterminer le mode de calcul des coûts lauréats.

Article 7-2 : La publicité des créations et vacances d'emploi de catégories A, B et C

Sur ce périmètre d'intervention, les besoins identifiés des collectivités et des établissements publics sont les suivants :

1. Ingénierie administrative de publication des avis de création et de vacances d'emploi ;
2. Accueil-information et continuité de service en la matière.

Les modalités et actions concrètes préférentielles mises en place à travers la coopération et en lien avec chaque CDG sont :

- A la coopération : Organiser et sécuriser la continuité de service déjà délivrée au travers de la coopération existante en mobilisant les CDG de la coopération.
- Dans les CDG :
 - Garantir un relai territorial de proximité pour les collectivités et les établissements publics pour les conseiller ;
 - Répondre à leurs besoins en la matière.

Les CDG s'entendent sur la nécessité, dans le cadre du schéma, de procéder au maintien et au renforcement de la prestation de publicité des créations et vacances d'emploi de catégories A, B et C.

Article 7-3 : La prise en charge, dans les conditions fixées par les sections 2 et 3 du chapitre II du titre IV du livre V et par l'article L. 561-1 des fonctionnaires de catégories A et B momentanément privés d'emplois

Sur ce périmètre d'intervention, les besoins identifiés des collectivités et des établissements publics sont les suivants :

1. Anticipation et amélioration de l'accompagnement des fonctionnaires momentanément privés d'emploi en facilitant et améliorant les liens avec les prestations de mobilité professionnelle des agents publics ;
2. Amélioration des accompagnements interdépartementaux pour les agents de catégorie C.

Les modalités et actions concrètes préférentielles mises en place à travers la coopération et en lien avec chaque CDG sont :

- A la coopération :
 - Organiser et sécuriser la continuité de service déjà délivrée au travers de la coopération existante pour les agents de catégories A et B y compris au travers de coopérations interdépartementales pour les agents de catégorie C ;
 - Renforcer les interactions avec les autres prestations des CDG, notamment la mobilité professionnelle.
- Dans les CDG :
 - Garantir un accompagnement territorial de proximité des collectivités pour les conseiller ;
 - Répondre à leurs besoins en la matière ;
 - Partager entre CDG sur le suivi et l'accompagnement de la prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi.

Les CDG s'entendent sur la nécessité, dans le cadre du schéma, de procéder au maintien et au renforcement de prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi de catégories A et B et au travers de coopérations interdépartementales pour les agents de catégorie C.

Article 7-4 : Le reclassement, selon les modalités prévues aux sections 1 et 2 du chapitre VI du titre II du livre VII relative au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, des fonctionnaires de catégories A et B devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions

Sur ce périmètre d'intervention, les besoins identifiés des collectivités et des établissements publics sont les suivants :

1. Anticipation et amélioration de l'accompagnement au reclassement et au parcours professionnels des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;
2. Extension du périmètre d'offre de service à l'ensemble des catégories d'emploi : A, B et C ;
3. Proactivité et propositions d'accompagnements personnalisés et outillés en fonction des situations individuelles : bilans de compétences, CV, lettres de motivation, entraînements aux entretiens d'embauche, cartographie des employeurs publics pertinents, mises en relation et recommandation.

Les modalités et actions concrètes préférentielles mises en place à travers la coopération et en lien avec chaque CDG sont :

- A la coopération :
 - Organiser et sécuriser la continuité de service déjà délivrée au travers de la coopération existante en lien avec la mission de conseil en mobilité professionnelle ;
 - Etendre les pratiques de mentorat, de parrainage et le partage d'outils, constituer un vivier d'agents partagés concernés par ces dispositifs, faire le lien à la mission intérim-remplacement et renforcer la communication au service de la recherche d'emploi et sur le territoire.
- Dans les CDG : Garantir un accompagnement territorial de proximité des collectivités pour les conseiller et répondre à leurs besoins en la matière.

Les CDG s'entendent sur la nécessité dans le cadre du schéma de procéder au maintien et au renforcement du reclassement des fonctionnaires de catégories devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Article 7-5 : La gestion de l'observatoire régional de l'emploi et la mission définie mission générale d'information sur l'emploi public territorial définie au 7° de l'article L. 452-35

Sur ce périmètre d'intervention, il est nécessaire d'identifier les besoins des collectivités et des établissements publics afin de disposer de cartographies et d'éléments de prospectives en matière d'emploi public : les chiffres clés, les dynamiques en cours, les évolutions des politiques publiques, les évolutions professionnelles et compétences associées notamment dans le champ du numérique, des transitions écologiques, ou encore de la gestion de projets...

Les modalités et actions concrètes préférentielles mises en place à travers la coopération et en lien avec chaque CDG sont :

- A la coopération :
 - Développer des outils et produire notamment des statistiques à la demande des CDG et répondre ainsi aux besoins des collectivités dans une approche métiers ;
 - Renforcer l'attractivité de l'emploi public.
- Dans les CDG : Déployer les éléments qui peuvent être incubés à l'échelle régionale dans une logique de proximité avec les collectivités usagers des CDG en adaptant l'accompagnement à la strate de collectivité concernée.

Les CDG s'entendent sur la nécessité, dans le cadre du schéma, de consolider à travers l'observatoire régional une ingénierie d'analyse de données en matière d'emploi public pouvant alimenter les prestations auprès des territoires.

Article 7-6 : La publicité des listes d'aptitude établies en application de la sous-section 2 de la section 4 du chapitre V du titre II du livre III

Sur ce périmètre d'intervention, les besoins identifiés des collectivités et des établissements publics sont les suivants :

1. Ingénierie administrative de publication des listes d'aptitude ;
2. Accueil-information et continuité de service en la matière.

Les modalités et actions concrètes préférentielles mises en place à travers la coopération et en lien avec chaque CDG sont :

- A la coopération : Organiser et sécuriser la continuité de service déjà délivrée au travers de la coopération existante en mobilisant chaque CDG ;
- Dans les CDG : Garantir un relai territorial de proximité pour conseiller les collectivités et répondre à leurs besoins en la matière.

Les CDG s'entendent sur la nécessité, dans le cadre du schéma, de procéder au maintien et au renforcement de la prestation de publicité des listes d'aptitude établies en application des articles 39 et 44.

Article 7-7 : L'aide aux fonctionnaires à la recherche d'un emploi après une période de disponibilité

Sur ce périmètre d'intervention, les besoins identifiés des collectivités et des établissements publics visent notamment à renforcer leur attractivité pour capter des candidats, les intégrer et les fidéliser en tant que nouveaux agents (lien à la politique RH à (re)structurer dans les collectivités).

Les modalités et actions concrètes préférentielles mises en place à travers la coopération et en lien avec chaque CDG sont :

- A la coopération : Développer des outils et pratiques créatifs pour objectiver et renforcer l'attractivité de l'emploi public avec d'autres relais (collèges, lycées, facultés, relais privés, formation professionnelle...) ;
- Dans les CDG : Déployer les éléments qui peuvent être incubés à l'échelle régionale dans une logique de proximité avec les collectivités usagers des CDG en adaptant l'accompagnement à la strate de collectivité concernée.

Les CDG s'entendent sur la nécessité, dans le cadre du schéma, de consolider l'aide aux fonctionnaires à la recherche d'un emploi après une période de disponibilité.

Article 7-8 : Une assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue prévue à l'article L124-2 du code général de la fonction publique et la désignation d'un référent laïcité prévu à l'article L124-3 du code général de la fonction publique

Sur ce périmètre d'intervention, les besoins identifiés des collectivités et des établissements publics sont les suivants :

1. Disposer de contenu documentaire et d'accompagnements juridiques vulgarisés et opérationnels ;
2. Renforcer la culture de la déontologie-laïcité en lien avec les CDG.

Les modalités et actions concrètes préférentielles mises en place à travers la coopération et en lien avec chaque CDG sont :

1. A la coopération :
 - Constituer et partager des documentations techniques générales / thématiques, des modèles d'actes juridiques, des bonnes pratiques et analyser en commun de nouveaux textes en réalisant une veille juridique partagée ;
 - Partager des coûts d'abonnement aux bases de données, financer des études juridiques complexes ;
 - Développer des expertises spécialisées (ex : droit disciplinaire, droit social...) ;
 - Constituer et animer un dispositif de sensibilisation, de partage et d'échanges au niveau régional, à la déontologie-laïcité et des réseaux de référents déontologues-laïcité ;
 - Structurer et sécuriser des outils de relation usager (demandes, suivi...).
2. Dans les CDG : Délivrer en direct auprès des collectivités et des établissements publics un niveau de service harmonisé en matière d'assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue et de référent laïcité.

Article 7-9 : Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite

Sur ce périmètre d'intervention, les besoins identifiés des collectivités et des établissements publics sont les suivants :

1. Disposer de contenu documentaire et d'accompagnements juridiques vulgarisés et opérationnels ;
2. Mieux appréhender la prise en charge des dossiers retraite pour, en liaison avec les CDG via la collecte-sécurisation des dossiers en lien avec la Caisse des dépôts et Consignations

Les modalités et actions concrètes préférentielles mises en place à travers la coopération et en lien avec chaque CDG sont :

1. A la coopération :
 - Constituer et partager des documentations techniques générales / thématiques, des modèles d'actes juridiques, des bonnes pratiques et analyser en commun de nouveaux textes en réalisant une veille juridique partagée ;
 - Structurer et sécuriser des outils de relation usager (demandes, suivi...).
2. Dans les CDG : Délivrer en direct auprès des collectivités et des établissements publics une prestation améliorée en matière d'assistance à la fiabilisation des comptes de retraite.

Article 7-10 : Chefs de filat des offres du socle obligatoire de coopération

La désignation des Chefs de file doit tenir compte d'enjeux de représentativité, de capacité de chaque CDG à endosser ce rôle, de compétences propres ou partagées et d'affinité des établissements sur les différentes prestations.

A ce titre, la responsabilité de chef de file est une fonction de coordination et d'animation, elle n'implique pas de devoir concentrer l'ensemble des moyens nécessaires à la coopération. La désignation des chefs de file pour les missions du socle obligatoire est précisée dans chaque convention.

Article 8 : Offres de service du socle facultatif de coopération

Les résultats de l'enquête régionale préalable à l'élaboration du présent schéma ont permis de mettre en exergue certains besoins non couverts et des offres de service en devenir. Ces éléments sont autant de prestations potentielles pour accompagner les territoires à relever les défis RH actuels et futurs.

Les offres de service du socle facultatif de coopération portent notamment sur :

1. L'emploi public dans sa dimension attractivité et recrutement...;
2. La gestion administrative du personnel et notamment la paie, le remplacement et l'intérim ;
3. L'accompagnement des parcours professionnels des agents publics, de la santé au travail, de la prise en charge des risques statutaires et sociaux et des actions de médiation;
4. Le développement des usages numériques à travers notamment le développement de la dématérialisation et l'archivage électronique ;

5. L'accompagnement des transformations organisationnelles ou la gestion stratégique des RH ;
6. Toute autre mission identifiée par un ou plusieurs CDG.

Sur ce périmètre de missions, la coopération a mené une réflexion partagée sur des opportunités de développement d'accompagnements au profit des collectivités et des établissements publics. Dans le cadre de la coopération, les CDG précisent, à titre indicatif, les éléments suivants comme pouvant faire l'objet de travaux ultérieurs en commun au travers de groupes de travail. L'éventuel investissement sur ces missions du socle facultatif repose sur un mode d'organisation définie et adaptée en fonction du besoin. Elle peut déboucher sur la désignation d'un chef de file.

Article 8-1 : Recrutement, attractivité de l'emploi public

A titre indicatif, les CDG identifient comme pistes de coopération les éléments suivants :

- Incuber une offre attractivité-fidélisation et marque employeur ;
- Disposer de documents pédagogiques en matière de recrutement (cadre juridique RH : comment recruter en contrat, par concours, kit valorisation collectivité...) ;
- Partager les coûts d'acquisition d'outils de recrutement (logiciel SIRH, viviers de candidatures, publication des offres d'emploi sur les plateformes et job board, tests de compétences, grilles d'entretien, cas pratiques.

Article 8-2 : Gestion administrative du personnel (paie, remplacement et intérim)

A titre indicatif, les CDG identifient comme pistes de coopération les éléments suivants :

- Partager les coûts d'acquisition d'outils de gestion administrative du personnel ;
- Renforcer la qualité et la réactivité de service de la gestion administrative du personnel et notamment par la sécurisation des actes, des modèles d'acte ou des entretiens carrière ;
- Instruire l'opportunité de mise en place d'une prestation paie commune au sein d'un CDG prestant à la carte, ou pour l'ensemble du territoire régional.

Article 8-3 : Accompagnement des parcours professionnels des agents publics, de la santé au travail et de la prise en charge des risques statutaires et sociaux :

A titre indicatif, les CDG identifient comme pistes de coopération les éléments suivants :

- Renforcer les offres de mobilité et de transitions professionnelle, de prévention et de QVT, d'accompagnement des agents dans une logique individuelle et collective notamment en matière de psychologie du travail ;
- Animer un réseau pluridisciplinaire des techniciens des cinq CDG spécialisés sur ces thématiques en constituant un réseau pluridisciplinaire ;
- Coordonner les prestations médicales entre départements limitrophes ;
- Financer une étude et un accompagnement sur l'harmonisation et l'optimisation financière des tarifs médicaux ;
- Sécuriser la prestation de médiation préalable obligatoire ;
- Instruire l'opportunité de mise en place d'un contrat-groupe régional portant sur toute ou partie du périmètre des risques et protections statutaires et sociaux, et, de mise en place d'un portail collectivité pour une relation usager qualitative et dématérialisée.

Article 8-4 : Développement des usages numériques à travers notamment le développement de la dématérialisation et l'archivage électronique

A titre indicatif, les CDG identifient comme pistes de coopération les éléments suivants :

- Animer un réseau des agents RGPD et de DPO pour favoriser l'échange de pratiques et d'expériences ;
- Incuber une méthodologie diagnostic et préconisations des usages et pratiques numériques notamment dans le champ des ressources humaines.
- Construire des outils simples et robustes pour gérer les RH : gestion administrative et stratégique du personnel;
- Instruire l'opportunité d'étendre la prestation d'archivage électronique sur la base des pratiques développées par certains CDG et animer un réseau des archivistes.

Article 8-5 : L'accompagnement des transformations organisationnelles, GPEEC et gestion stratégique RH

A titre indicatif, les CDG identifient comme pistes de coopération les éléments suivants :

- Partager les coûts de formation ou de repositionnement d'agents des CDG sur ces missions.
- Développer une expertise et une ingénierie pointues de conseil en organisation et de GPEEC avec des compétences spécifiques et offrir des missions de conseil en organisation et de GPEEC ;
- Développer et assurer un accompagnement managérial et de conduite du changement ;
- Construire des outils simples et robustes pour gérer les RH : stratégie RH (2).

Article 9 : Amélioration continue

Dans le cadre du présent schéma, les CDG s'entendent sur la nécessité dans le temps d'identifier et mettre en œuvre des évaluations périodiques du niveau de satisfaction des offres et d'évaluation annuelle des expérimentations menées. Les analyses et les conclusions sont présentées au CODIR puis à la conférence des Présidents.

Article 10 : Relations financières entre les CDG

Les CDG insistent dans le cadre du présent schéma sur la nécessité de bien définir les modalités de financement et de tarification entre les CDG et la coopération pour disposer d'un cadre clair et partagé et idéalement harmonisé. Les modalités matérielles et financières d'exercice des missions définies seront détaillées dans les conventions sectorielles.

La compensation financière reversée par le CNFPT dans le cadre des missions transférées « concours et examens professionnels », « fonctionnaires de catégorie A momentanément privés d'emploi » et « reclassement des fonctionnaires de catégorie A devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions » est gérée par le centre de gestion coordonnateur régional qui, à cet effet, dispose d'une comptabilité analytique ou d'un budget annexe permettant d'en identifier les modalités de gestion financière.

Une convention formalise entre les CDG les modalités d'utilisation et de répartition de cette compensation dans le cadre de la gestion des concours et examens professionnels et des fonctionnaires momentanément privés d'emploi ainsi que la fongibilité des concours et la gestion financière des opérations de concours et d'examens professionnels.

Article 11 : Diffusion du schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation

Le schéma de coordination, de mutualisation et de spécialisation est transmis au représentant de l'Etat dans la région, à l'initiative du centre de gestion coordonnateur.

Il est publié sur les sites internet du Centre de Gestion coordonnateur et sur celui de chaque CDG membre de la coopération.

Article 12 : Litiges

Tout litige relatif à l'exécution du présent schéma fera l'objet d'une tentative de conciliation entre les CDG. A défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le tribunal administratif compétent pour le ressort géographique du Centre de Gestion coordonnateur, à savoir le Tribunal administratif de LILLE.

Article 13 : Révision

Toute modification du présent schéma doit faire l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes termes par l'ensemble des CDG. Cet avenant est transmis et publié sous les mêmes modalités que le schéma lui-même.

Article 14 : Annexes

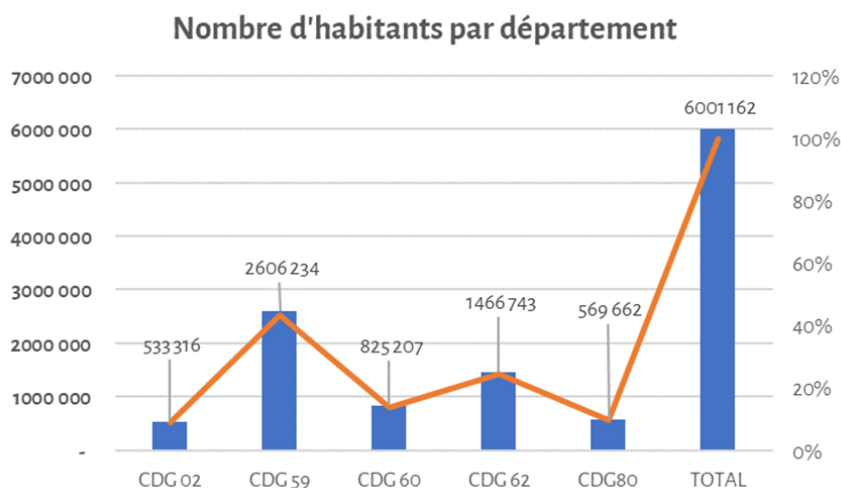
Annexe 1

Présentation du territoire régional de coopération : un écosystème RH au service des territoires¹

La population régionale

Le territoire régional des Hauts-de-France compte quelques 6 millions habitants qui se répartissent comme suit : Les départements de l'Aisne et de la Somme représentent chacun moins de 10% de la population régionale ; le département de l'Oise en représente 14%, le Pas de Calais regroupe 24% de la population. Enfin, le département du Nord regroupe 43% de la population régionale.

Les deux tiers de la population régionale se concentrent dans deux départements, le Nord et le Pas-de-Calais



CDG 02	533 316	9%
CDG 59	2 606 234	43%
CDG 60	825 207	14%
CDG 62	1 466 743	24%
CDG80	569 662	9%
TOTAL	6 001 162	100%

Les structures

Au regard des données nationales, la structuration territoriale (entendu, le nombre de communes) est la suivante :

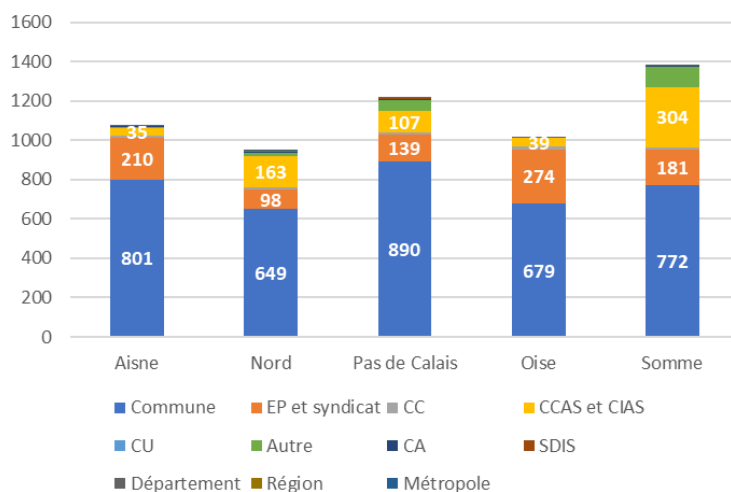
- 363 communes en moyenne par département au niveau national ;
- 767 communes en moyenne par département dans les Hauts-de-France soit le double de la moyenne nationale.

5625 structures sont répertoriées sur le territoire régional :

- CDG 02 : 1073 structures ;
- CDG 59 : 945 structures ;
- CDG 60 : 1015 structures ;
- CDG 62 : 1213 structures ;
- CDG 80 : 1379 structures.

¹ Ces données sont issues de l'INSSE / Wikipédia 2018 et 2019 / Données des CDG des Hauts-de-France

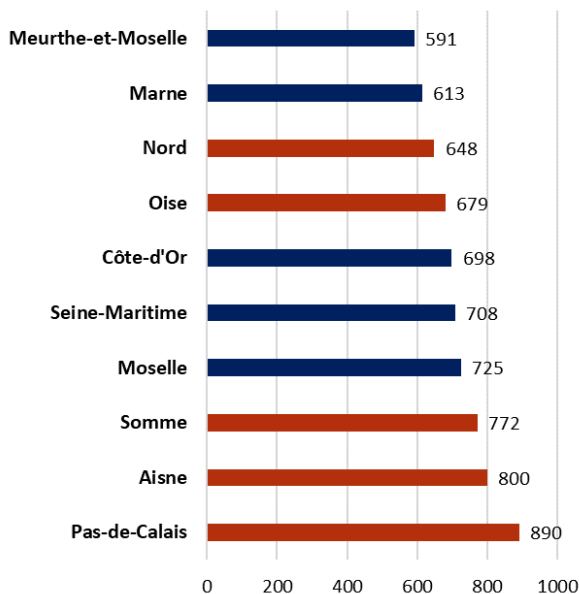
Poids de chaque catégorie de collectivités par Département



Autre = OPAC, OPHLM, PETR, PM, CDE, CM, BA

Les cinq départements des Hauts-de-France font partie des 10 départements français comptant le plus de communes. Ils occupent les trois premières places de ce classement.

Classement des 10 départements comportant le plus de communes



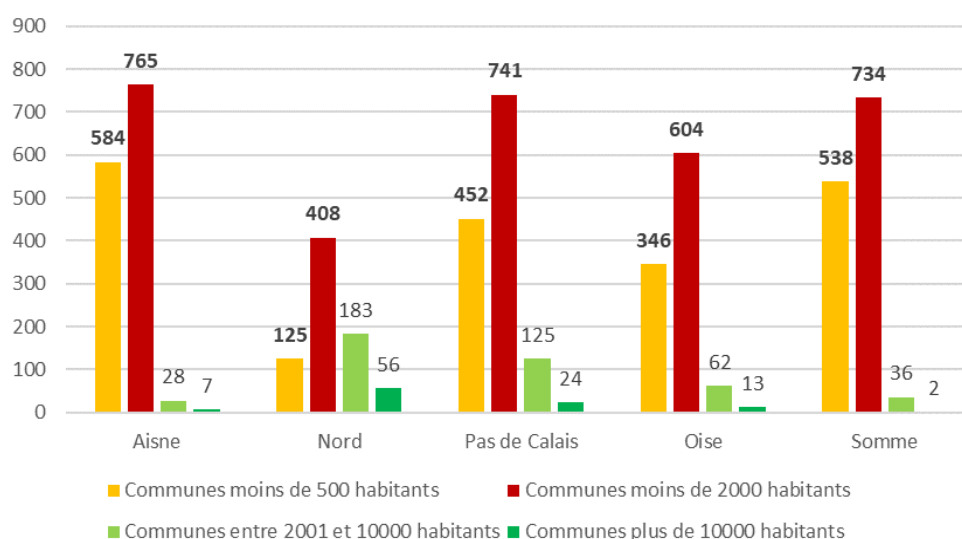
La réalité territoriale :

- CDG 02 : Des communes essentiellement rurales avec quelques polarités et un fait intercommunal, reflet de la structure des communes, avec cinq pôles plus urbains que le reste du département.
- CDG 59 : Si le département du Nord se caractérise par des pôles urbains, il compte aussi, des collectivités plus rurales au sud créant une continuité territoriale avec le département voisin de l'Aisne. La structuration intercommunale reflète cette réalité. Le département du Nord compte ainsi des EPCI fortement intégrés autour de ses pôles urbains.
- CDG 60 : Des polarités structurées (Beauvais, Creil, Compiègne), souvent tournées vers la région parisienne et de nombreuses communes et EP / syndicats ;
- CDG 62 : De nombreuses communes rurales ou modestes, des EPCI aux degrés différents d'intégration, une double polarisation (Est avec le bassin minier et le Littoral) et de fortes conurbations ;
- CDG 80 : De nombreuses communes rurales ou modestes, une triple polarisation du territoire (Côte Picarde, Amiénois et Haute Somme à l'Est) et de nombreuses structures parfois hétérogènes (catégorie « autres »).

Le territoire régional se caractérise par

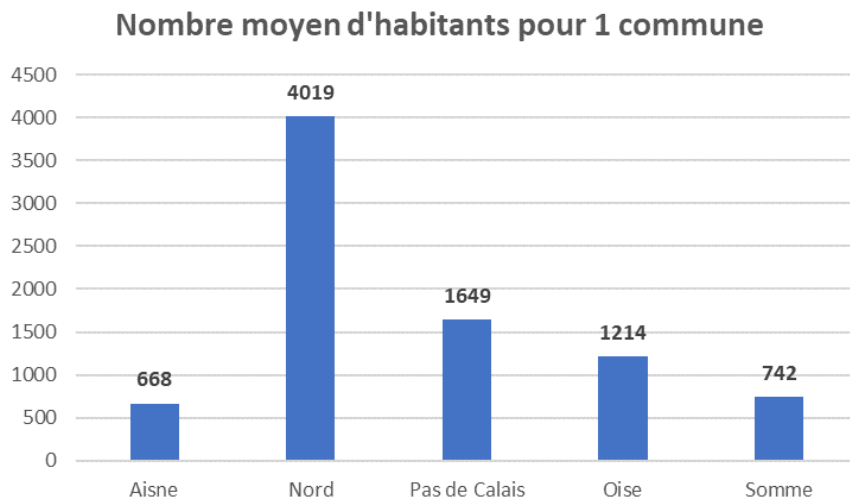
- Des dynamiques territoriales différentes d'un département à l'autre ;
- Des degrés d'intégration différents au niveau intercommunal ;
- Des besoins d'accompagnement différents dans le champ des ressources humaines, qui sont le reflet de cette diversité ;
- Lorsque les EPCI sont structurés, ceux-ci peuvent intervenir en relai ou en complémentarité des CDG auprès des communes (ex : paie, remplacement, médecine, schéma de mutualisation ou encore protection de la donnée...). La question de la relation aux EPCI a été perçue comme une question qui doit guider la réflexion qui sera menée autour des sujets abordés dans le schéma.

Répartition du nombre de communes par paliers de population

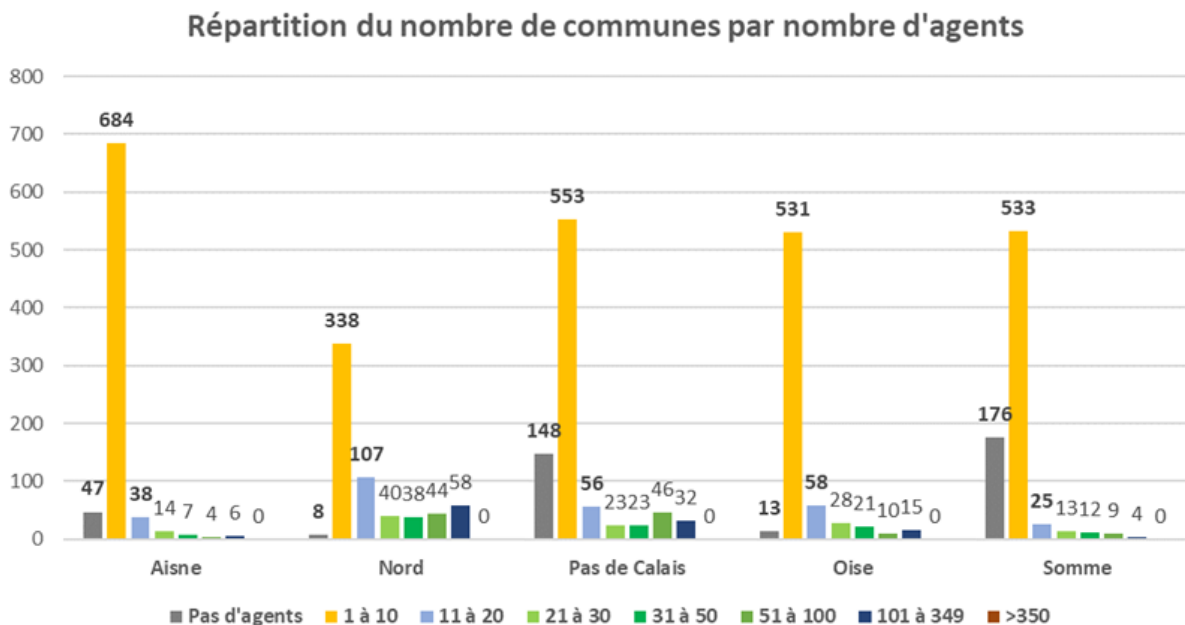


L'analyse du nombre moyen d'habitants par commune met en évidence des disparités entre les cinq départements de la région. Ce constat peut éclairer le positionnement, les choix et modes d'accompagnement des centres de gestion.

- Le nord de la région comporte plus de polarités communales, l'Oise, tournée vers la région parisienne faisant exception ;
- Les structurations territoriales sont différentes et représentatives des positionnements des CDG.

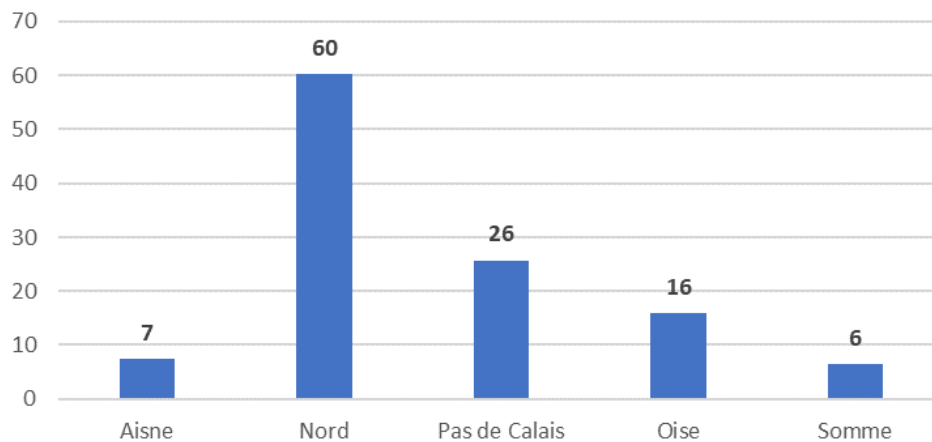


L'analyse de la répartition des communes et de leur nombre d'agents ou du nombre moyen d'agents par commune confirme le constat précédent.



Si le nord de la région (59 et 62) et l'Oise (60) comptent plus de communes structurées, l'Aisne (02) et la Somme (80) présentent des profils similaires avec peu d'agents en moyenne par commune.

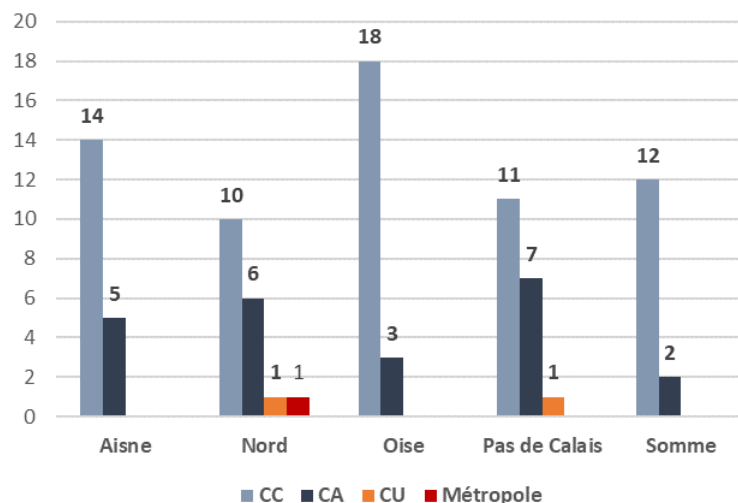
Nombre moyen d'agents pour 1 commune (hors communes avec 0 agent)



L'analyse de la structuration territoriale des EPCI par département met en évidence des différences au sein de la région.

- Le nord de la région se caractérise par un nombre plus important d'EPCI structurés (CU et métropole) et un nombre rationalisé d'EPCI moins structurés (CC et CA) ;
- Le sud comprend de nombreux EPCI peu structurés (CC et CA) et peu ou pas d'EPCI structurés (CU et métropole).

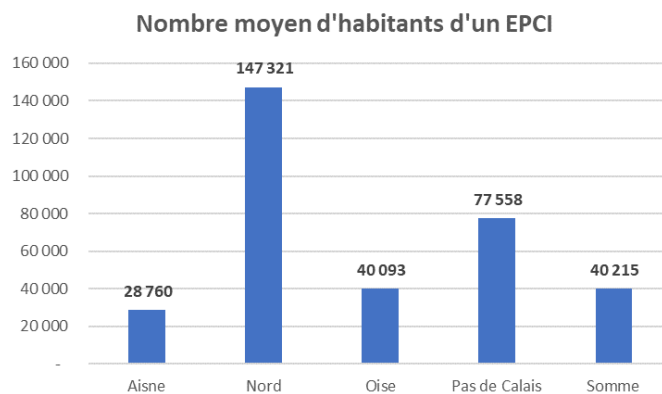
Nombre d'EPCI par Département



L'analyse du nombre moyen d'habitants par EPCI conforte l'analyse précédente.

- Le Nord de la région comporte des EPCI plus importants qu'au Sud. A noter que l'Oise et la Somme ont des chiffres quasiment identiques, relativement proches de ceux de l'Aisne ;
- Les moyennes sont deux fois plus élevées dans le Nord que dans le Pas de Calais.

Des structurations différentes d'EPCI peuvent être révélatrices de regroupements intercommunaux qui ne jouent pas le même rôle sur chaque département et qui interrogent les centres de gestion dans la relation nouée avec les collectivités.



Ces éléments ne doivent ni occulter l'hétérogénéité des typologies de collectivités, ni l'enjeu d'accompagnement et de positionnement en relai des EPCI qui sont différemment structurés.

C'est sur la base de ces éléments qu'a été bâtie l'enquête menée auprès des collectivités.

Annexe 2

Présentation des principaux résultats de l'enquête menée auprès des collectivités du territoire régional

La dynamique des CDG des Hauts-de-France s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue visant à optimiser et enrichir l'offre de service reprise dans le futur schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation, en fonction des différents segments d'utilisateurs.

L'enquête menée visait à identifier les besoins, attentes et les niveaux de satisfaction des collectivités territoriales et des établissements publics ayant une expérience concrète du service et notamment par :

- Une identification des axes de développement de l'offre de service ;
- Un croisement avec les pistes de réflexion déjà engagées par les CDG ;
- La compréhension des points de satisfaction ou de progrès.

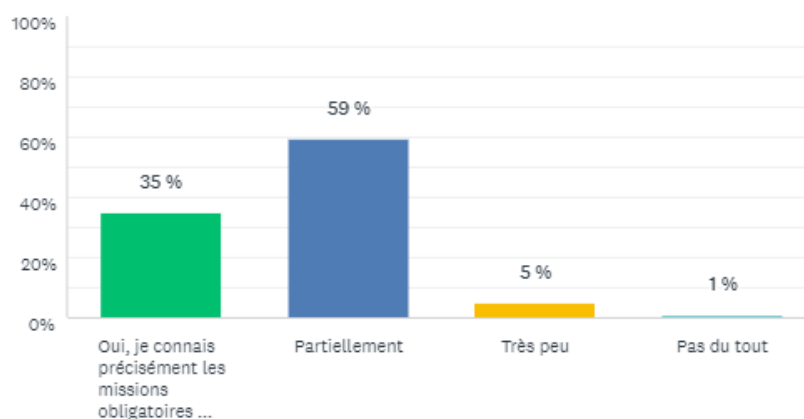
Les résultats qui suivent sont le résultat d'une enquête menée auprès d'un échantillon représentatif du territoire régional.²

Le diagnostic de la relation avec les collectivités.

Pour 9 répondants sur 10, le vécu de la relation avec les centres de gestion est jugé satisfaisant. Les motifs d'insatisfaction sont peu nombreux.

Pour autant, et c'est l'un des premiers enseignements de cette enquête, les Cdg gagneraient à mieux faire connaître leurs missions.

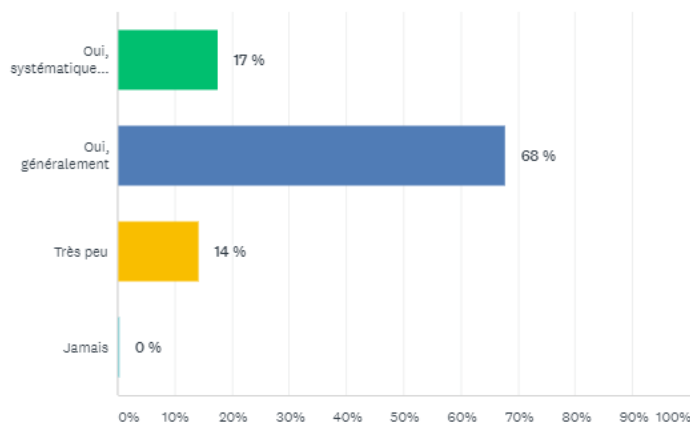
A la question de savoir si les collectivités avaient une connaissance précise des missions des CDG, les réponses ont été les suivantes :



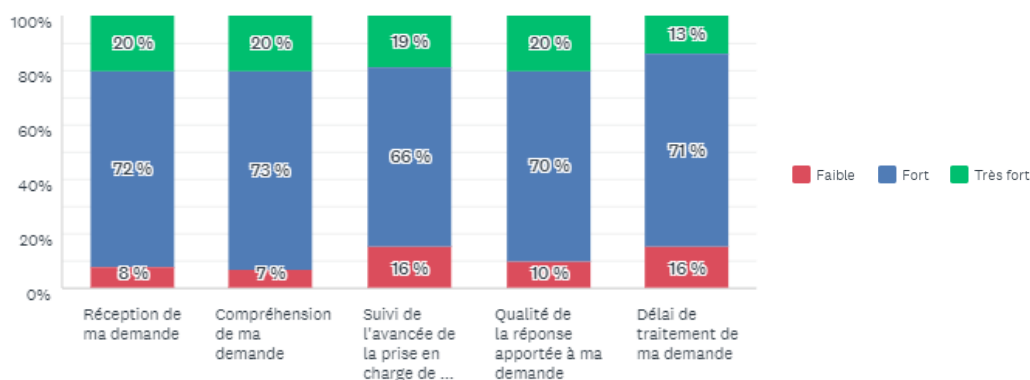
² 246 collectivités sur 300 ont répondu à cette enquête

Globalement, les interlocuteurs sont identifiés, et la relation qui se noue est perçue comme satisfaisante.

Savez-vous à qui vous adresser au sein de votre CDG ?



Comment qualifiez-vous votre niveau de satisfaction lors des différentes étapes de votre contact avec votre CDG ?



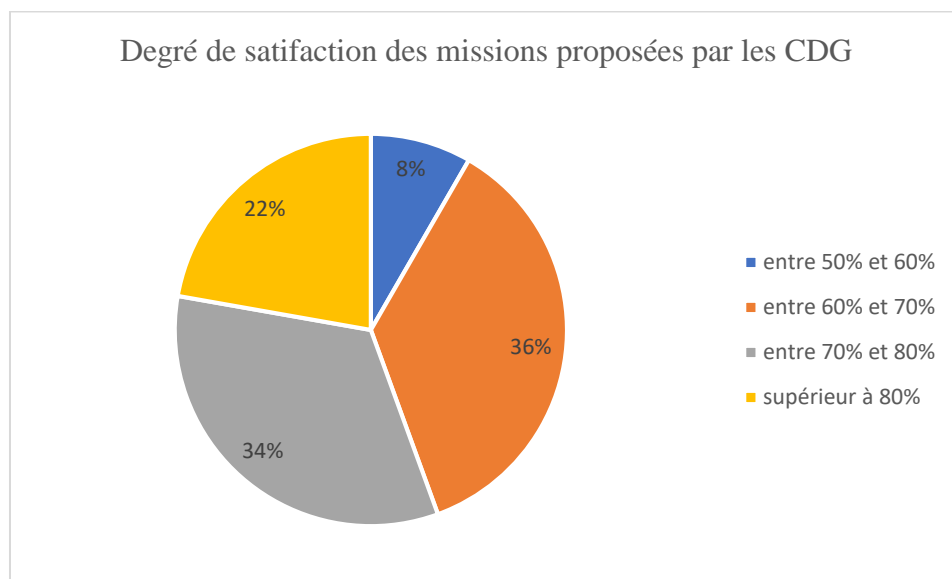
Le diagnostic de l'offre de service

L'enquête menée a mis en évidence plusieurs enseignements.

Elle confirme le rôle prééminent des CDG sur certains champs. L'enquête a démontré que les CDG jouent un rôle majeurs dans l'exercice ces missions suivantes :

1. Le secrétariat et gestion des instances médicales ;
2. La gestion des carrières des agents ;
3. La médecine de prévention ;
4. La retraite ;
5. L'incapacité, l'inaptitude et le reclassement ;
6. La bourse de l'emploi ;
7. L'animation des instances statutaires ;
8. L'organisation des concours et examens professionnels ;
9. Le conseil juridique statutaire ;
10. L'assurance contre les risques statutaires.

Interrogées sur le degré de satisfaction de 36 missions, les collectivités ont apporté les réponses suivantes :

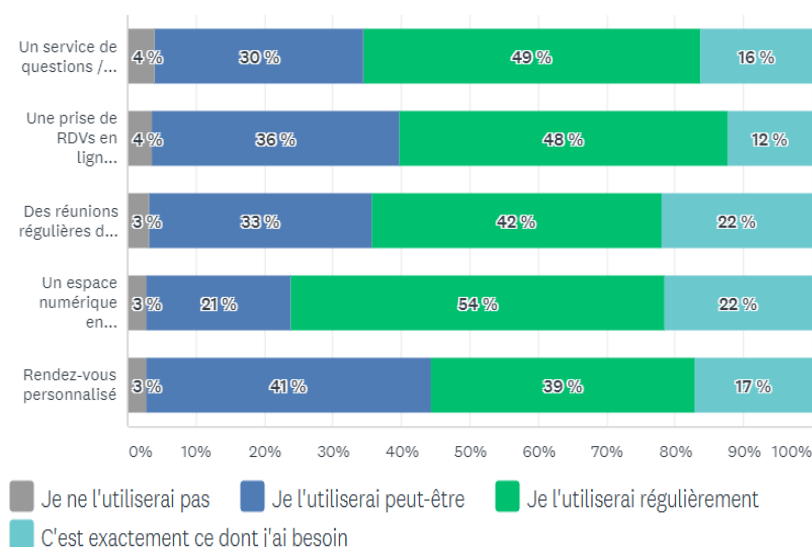


En synthèse, si les collectivités sont globalement satisfaites de leur expérience usager et si les CDG sont plutôt bien identifiés et connus sur les territoires les modalités d'information et de communication sont perfectibles afin de bénéficier d'une connaissance précise de l'offre de service et du fonctionnement interne des CDG.

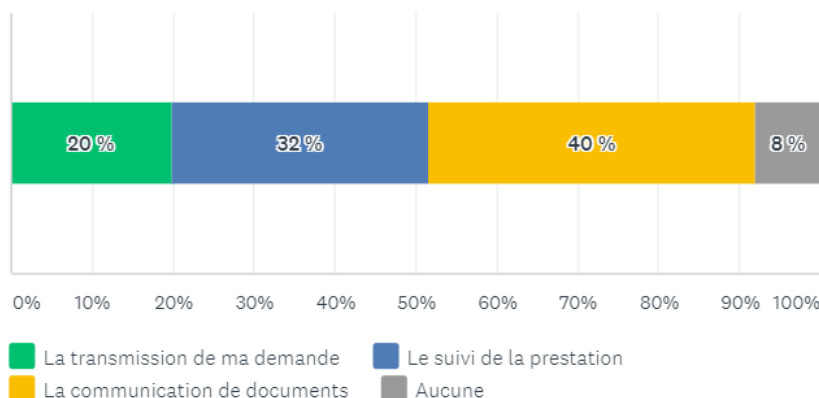
Opportunités et préfiguration de l'avenir

S'agissant de la relation avec les usagers, les collectivités, quelle que soit leur taille, souhaitent pouvoir disposer d'outils numériques en ligne. A plus de 70%, elles indiquent que ces outils sont en adéquation avec leurs besoins :

A la question de savoir quels outils seraient intéressants, les réponses ont été les suivantes :



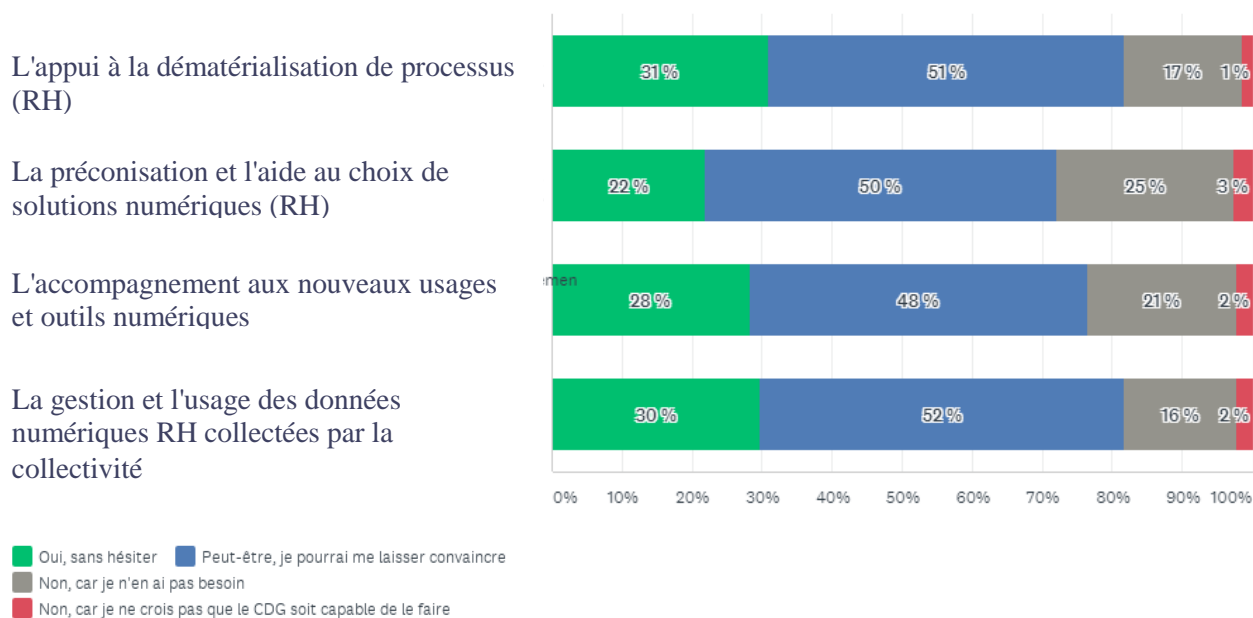
Les collectivités ont également été invitées à identifier les étapes qui gagneraient à profiter le plus des outils numériques. Il s'agit :



S'agissant de l'offre de services proprement dite, l'enquête a mis en évidence des enjeux autour :

- De l'accompagnement de l'emploi et des évolutions professionnelles au-delà de la gestion administrative qui est aujourd'hui satisfaisante ;
- De l'amélioration de la QVT individuelle et collective ;
- De l'accompagnement du numérique et notamment dans le domaine de la gestion des ressources humaines ;
- Des conditions de segmentation de l'offre notamment selon les strates.

Plus spécifiquement, et dans le domaine du numérique, les collectivités sont enclines à solliciter les CDG dans les domaines suivants :



Le Président du Centre de
Gestion
de l'Aisne

Le Président du Centre de
Gestion
du Nord

Le Président du Centre de
Gestion
de l'Oise

Hervé MUZART

Éric DURAND

Alain VASSELLE

Le Président du Centre de
Gestion
du Pas-de-Calais

Le Président du Centre de
Gestion
de la Somme

Joël DUQUENOY

Claude CLIQUET



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_12-DE

DÉLIBÉRATION

2022/12

REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la Fonction Publique et notamment ses articles L 714-4 à L 714-13 ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié, relatif au régime indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié, portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 05 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du RIFSEEP dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'arrêté du 29 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **administrateurs civils** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **attachés d'administration** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des **ingénieurs des travaux publics** de l'Etat et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1^{er} groupe et du 2^{ème} groupe des dispositions du décret 2014- 513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2018 modifié, pris pour l'application au corps des **médecins inspecteurs de santé publique** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 modifié, pris pour l'application au corps **des assistants de service social** des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 4 février 2021 pris pour l'application au corps **des psychologues de la protection judiciaire de la jeunesse** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 modifié, pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 aux corps **des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques** ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps **des techniciens supérieurs du développement durable** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 modifié, pris pour l'application aux corps des **secrétaires administratifs des administrations d'Etat** du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 modifié, pris pour l'application aux corps d'**adjoints techniques des administrations de l'Etat** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 modifié, pris pour l'application au corps des **adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 modifié, pris pour l'application aux corps des **adjoints administratifs des administrations** de l'Etat du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'avis favorable du comité technique de service du Centre de Gestion en date du 8 mars 2022 ;

Considérant que le RIFSEEP est composé de deux parts : l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) et le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) ;

- Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions.

Les fonctions occupées par les agents d'un même cadre d'emplois sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

- Le CIA tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir des agents. Le CIA fait l'objet d'un versement annuel, non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Monsieur le Président invite le Conseil d'Administration à :

- × **METTRE EN PLACE** l'IFSE selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat aux :
 - Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
 - Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
 Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.
- × **PRECISER** que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

➤ **Catégorie A :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général des Services (DGS)	49 980,00€
Groupe 2		46 920,00€
Groupe 3		42 330,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général Adjoint (DGA)	36 210,00€
Groupe 2	- Responsable des ressources humaines, - Responsable du service juridique et statutaire, - Responsable du pôle santé, - Responsable des carrières et instances paritaires, - Responsable des finances	32 130,00€
Groupe 3	- Responsable des marchés publics, - Conseiller statutaire	25 500,00€
Groupe 4		20 400,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		46 920,00€
Groupe 2	- Responsable du service UNI	40 290,00€
Groupe 3	- DPO	36 000,00€
Groupe 4		31 450,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des médecins territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Médecin du travail coordonnateur, - Médecin du travail, - Médecin collaborateur	43 180,00€
Groupe 2		38 250,00€
Groupe 3		29 495,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des infirmiers territoriaux en soins généraux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		19 480,00€
Groupe 2	- Infirmier santé/travail	15 300,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des psychologues territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		22 000,00€
Groupe 2	- Psychologue du travail	18 000,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux de conservation du patrimoine		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		29 750,00€
Groupe 2	- Archiviste numérique	27 200,00€

➤ **Catégorie B :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des techniciens territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Responsable du service informatique, - Responsable des services techniques	19 660,00€
Groupe 2	- Responsable de la reprographie	18 580,00€
Groupe 3		17 500,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Responsable du service communication, - Responsable de la promotion de l'emploi public, - Responsable du service concours, - Responsable du service retraites, - Responsable du service archives, - Responsable du service de remplacement	17 480,00€
Groupe 2	- Chargé de communication, - Responsable de la paie, - Responsable d'arrondissements, - Responsable des statistiques, - Responsable adjoint des ressources humaines, - Responsable adjoint des concours	16 015,00€

Groupe 3	<ul style="list-style-type: none"> - Gestionnaire comptabilité (recettes) - Gestionnaire marchés publics, - Gestionnaire statistiques, - Chargé des droits syndicaux, - Chargé de la comptabilité concours, - Chargé des procédures concours, - Technicien numérique - Agent du service de remplacement 	14 650,00€
----------	---	------------

➤ **Catégorie C :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> - Préventeur, - Responsable du parc automobile et de l'entretien des locaux 	11 340,00€
Groupe 2		10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> - Webmaster 	11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Agent technique polyvalent, - Agent d'entretien, - Factotum 	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Gestionnaire archives 	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable adjoint des carrières, - Responsable d'arrondissements, - Gestionnaire paie, - Gestionnaire bourse de l'emploi collectivités, - Secrétaire de direction et du conseil de discipline, - Gestionnaire retraites, - Gestionnaire comptabilité analytique 	11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Agent du service de remplacement, - Secrétaire UNI et chargée d'accueil, - Gestionnaire contrats, - Gestionnaire bourse de l'emploi candidats, - Référent concours, - Chargé d'accueil, - Gestionnaire des instances médicales, - Gestionnaire carrières, - Secrétaire de direction, - Gestionnaire comptabilité (dépenses) - Gestionnaire des instances paritaires, - Secrétaire médical, - Référent mobilité/reclassement, - Assistant ressources humaines, - Chargé de la numérisation des archives, - Chargé de mission handicap 	10 800,00€

× **PRECISER** que le réexamen du montant de l'IFSE se fera selon :

1. En cas de changement de fonctions ;
2. Au moins tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
3. En cas de changement de cadre d'emplois à la suite d'une promotion

× **PRECISER** que les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE seront les suivantes :

Hors dispositions portant sur l'application de la journée de carence, en cas de congé de maladie ordinaire, les agents bénéficient du maintien de l'IFSE pendant une durée de 3 jours sur toute l'année civile.

Au-delà, un abattement de 1/30^{ème} de l'IFSE par journée d'absence sera effectué.

Conformément à la circulaire du Préfet du Pas-de-Calais, en date du 21 novembre 2018, sur les avantages collectivement acquis, la prime annuelle versée en deux fois (2/3 en juin et 1/3 en novembre) n'a pu être maintenue qu'en incluant son montant dans la part d'IFSE du RIFSEEP.

L'ancienne prime annuelle ne subissait aucun dégrèvement. Une prime « plancher » de 110€ par mois sera donc garantie aux agents.

Afin de garantir une égalité entre les fonctionnaires et les contractuels, notamment en raison de la différence de charges prélevées, la prime « plancher » garantie aux agents contractuels sera de 115,83 € brut par mois.

L'abattement de 1/30^{ème} ne s'appliquera pas à la prime « plancher ».

En cas de maladie ordinaire, cette prime « plancher » suivra tout de même le sort du traitement conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010.

- Pendant les congés annuels, les congés pour maternité, les congés pour paternité, les congés d'accueil de l'enfant pour adoption ou en cas d'hospitalisation de l'agent, de congé d'invalidité temporaire imputable au service, ou de congé d'invalidité temporaire imputable au service provisoire, l'IFSE sera maintenue intégralement ;
- Pour le fonctionnaire placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, l'IFSE qui lui a été versé durant son congé de maladie lui demeure acquise ;
- En cas de congé de longue maladie, longue durée ou grave maladie, le versement de l'IFSE est suspendu ;
- En cas de service à temps partiel thérapeutique, le montant de l'IFSE sera intégralement maintenu.

× **MENSUALISER** le versement de l'IFSE ;

× **PRORATISER** le montant de l'IFSE en fonction du temps de travail ;

× **PRECISER** que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat ;

× **PRECISER** que les dispositions relatives à la mise en œuvre de l'IFSE prendront effet au 1^{er} avril 2022 ;

× **PRECISER** que l'attribution de l'IFSE fera l'objet d'arrêtés individuels ;

× **PRECISER** que l'IFSE est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature, mais est en revanche cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (ex : frais de déplacement) ;
- Les dispositifs d'intéressement collectif ;
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...) ;
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...) ;
- La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (PRD) ;

- × **PRECISER** que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012,

Monsieur le Président invite le Conseil d'Administration à :

- × **METTRE EN PLACE** le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) aux :
- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
 - Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
- Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.

- × **PRECISER** que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

➤ **Catégorie A :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général des Services (DGS)	8 820,00€
Groupe 2		8 280,00€
Groupe 3		7 470,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général Adjoint (DGA)	6 390,00€
Groupe 2	- Responsable des ressources humaines, - Responsable du service juridique et statutaire, - Responsable du pôle santé, - Responsable des carrières et instances paritaires, - Responsable des finances	5 670,00€
Groupe 3	- Responsable des marchés publics, - Conseiller statutaire	4 500,00€
Groupe 4		3 600,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		8 280,00€
Groupe 2	- Responsable du service UNI	7 110,00€
Groupe 3	- DPO	6 350,00€
Groupe 4		5 550,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des médecins territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Médecin du travail coordonnateur, - Médecin du travail, - Médecin collaborateur	7 620,00€
Groupe 2		6 750,00€
Groupe 3		5 205,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des infirmiers territoriaux en soins généraux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1		3 440,00€
Groupe 2	- Infirmier santé/travail	2 700,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des psychologues territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1		3 100,00€
Groupe 2	- Psychologue du travail	2 700,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des Attachés territoriaux de conservation du patrimoine		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1		5 250,00€
Groupe 2	- Archiviste numérique	4 800,00€

➤ **Catégorie B :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des techniciens territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Responsable du service informatique, - Responsable des services techniques	2 680,00€
Groupe 2	- Responsable de la reprographie	2 535,00€
Groupe 3		2 385,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Responsable du service communication, - Responsable de la promotion de l'emploi public, - Responsable du service concours, - Responsable du service retraites, - Responsable du service archives, - Responsable du service de remplacement	2 380,00€
Groupe 2	- Chargé de communication, - Responsable de la paie, - Responsable d'arrondissements, - Responsable des statistiques, - Responsable adjoint des ressources humaines, - Responsable adjoint des concours	2 185,00€
Groupe 3	- Gestionnaire comptabilité (recettes), - Gestionnaire marchés publics, - Gestionnaire statistiques, - Chargé des droits syndicaux, - Chargé de la comptabilité concours, - Chargé des procédures concours, - Technicien numérique	1 995,00€

➤ **Catégorie C :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Préventeur, - Responsable du parc automobile et de l'entretien des locaux	1 260,00€
Groupe 2		1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Webmaster	1 260,00€
Groupe 2	- Agent technique polyvalent, - Agent d'entretien, - Factotum	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		1 260,00€
Groupe 2	- Gestionnaire archives	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Responsable adjoint des carrières, - Responsable d'arrondissements, - Gestionnaire paie, - Gestionnaire bourse de l'emploi collectivités, - Secrétaire de direction et du conseil de discipline, - Gestionnaire retraites, - Gestionnaire comptabilité analytique	1 260,00€
Groupe 2	- Agent du service de remplacement, - Secrétaire UNI et chargée d'accueil, - Gestionnaire contrats, - Gestionnaire bourse de l'emploi candidats, - Référent concours, - Chargé d'accueil, - Gestionnaire des instances médicales, - Gestionnaire carrières, - Secrétaire de direction, - Gestionnaire comptabilité (dépenses), - Gestionnaire des instances paritaires, - Secrétaire médical, - Référent mobilité/reclassement, - Assistant RH, - Chargé de la numérisation des archives, - Chargé de mission handicap	1 200,00€

- × **PRECISER** que les modalités de maintien ou de suppression du CIA seront appliquées conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 ;
- × **AUTORISER** l'annualisation du CIA ;
- × **PRECISER** que le CIA ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre ;

- × **PRECISER** que le montant du CIA sera proratisé en fonction du temps de travail ;
- × **PRECISER** que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat ;
- × **PRECISER** que les dispositions relatives à la mise en œuvre du CIA prendront effet au 1^{er} avril 2022 ;
- × **PRECISER** que l'attribution du CIA fera l'objet d'arrêtés individuels ;
- × **PRECISER** que le CIA est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature ;
- × **PRECISER** que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- × **DECIDE** d'instituer l'**I**ndemnité de **F**onctions, de **S**ujétions et d'**E**xpertise (**IFSE**) et le **C**omplément **I**ndemnitare **A**nnuel (**CIA**) selon les modalités présentées ci-avant.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIERE, le 15 mars 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_13-DE

DÉLIBÉRATION

2022/13

MISE EN PLACE DU TELETRAVAIL

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié, relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la Fonction Publique et la Magistrature ;

Vu l'arrêté en date du 29 janvier 2021 portant détermination des Lignes Directrices de Gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de gestion des Ressources Humaines ;

.../

/...

Vu l'accord du 13 juillet 2021 relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la Fonction Publique ;

Vu la circulaire du 26 octobre 2021 du Préfet du Pas-de-Calais relative à l'ouverture de négociations locales sur la mise en œuvre du télétravail ;

Considérant les travaux du groupe de travail concernant la mise en place du télétravail ;

Considérant l'avis favorable du Comité Technique en date du 08 mars 2022 ;

Considérant l'information des membres du CHSCT ;

Considérant que le télétravail est une forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication ;

Les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation ;

L'employeur prend en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail, notamment le coût des matériels, logiciels et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci. Sont exclus de cette prise en charge les frais de connexion.

Aucun candidat à un emploi ne peut être incité à accepter un poste sous condition d'exercer en télétravail.

Aucun emploi ne peut être réservé à un agent en télétravail.

Monsieur le Président expose que l'accord national du 13 juillet 2021 entre le gouvernement et les organisations syndicales a invité les employeurs publics à engager des négociations sur la mise en œuvre du télétravail de droit commun, à ne pas confondre avec le télétravail qui s'est appliqué pendant la période sanitaire liée à la pandémie de COVID-19.

La mise en œuvre du télétravail figurait dans les lignes directrices de gestion adoptées en 2020. Un groupe de travail sous la conduite du Président composé des représentants du personnel, de la direction générale et de chefs de service a été constitué, au cours du dernier trimestre 2021, pour engager la démarche.

Monsieur le Président précise que la majeure partie des agents habitent à proximité du centre, dans un rayon de moins de 20 km. Le pourcentage est de près de 70 %. Dans ces conditions les difficultés liées au temps de transport restent très relatives et cette situation compromet peu l'équilibre vie professionnelle - vie privée par des déplacements trop longs.

Il a également rappelé que les collectivités ont généralement peu recours au télétravail, et attendent des organismes qui sont à leur service, et de fait du centre de gestion, un parallélisme d'organisation en ce domaine dans un souci de préserver une image de marque de qualité et d'être exemplaire vis-à-vis des collectivités.

Monsieur le Président propose d'arrêter les dispositions suivantes :

I – Les activités éligibles au télétravail

Toutes les activités sont télétravaillables sauf celles exercées par :

- Directeur Général des Services (DGS)
- Directeur Général Adjoint (DGA)
- Médecin
- Infirmière
- Responsable des services techniques
- Responsable de la reprographie
- Responsable du service archives
- Responsable du parc automobile et de l'entretien des locaux
- Agent technique polyvalent
- Agent d'entretien

.../

/...

- Factotum
- Gestionnaire archives
- Agent du service de remplacement
- Secrétaire UNI et chargé d'accueil
- Chargé d'accueil
- Chargé de la numérisation des archives

Toutefois, si celles-ci ne constituent pas la totalité des activités exercées par l'agent, elles ne s'opposent pas à la possibilité pour l'agent d'accéder au télétravail dès lors qu'un volume suffisant d'activités télétravaillables peuvent être identifiées et regroupées.

II – Les locaux d'exercice du télétravail

Le télétravail pourra être exercé:

- Au domicile de l'agent : lieu de résidence habituelle, sous la responsabilité pleine et entière du télétravailleur ou dans un autre lieu privé. Le candidat doit dans tous les cas disposer d'un lieu identifié lui permettant de travailler dans des conditions satisfaisantes, d'une connexion internet personnelle et d'une couverture au service de téléphonie mobile.

III – Les règles à respecter en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données

La mise en œuvre du télétravail nécessite le respect de règles de sécurité en matière informatique.

Seul l'agent visé par l'acte individuel autorisant le télétravail peut utiliser le matériel mis à disposition par l'administration.

L'agent en télétravail ne rassemble ni ne diffuse de téléchargement illicite via internet à l'aide des outils informatiques fournis par l'employeur. Il s'engage à réserver l'usage des outils informatiques mis à disposition par l'administration à un usage strictement professionnel.

Les données à caractère personnel ne peuvent être recueillies et traitées que pour un usage déterminé et légitime, correspondant aux missions du Centre de Gestion.

Par ailleurs, la sécurité des systèmes d'information vise les objectifs suivants :

- la disponibilité : le système doit fonctionner sans faille durant les plages d'utilisation prévues et garantir l'accès aux services et ressources installées avec le temps de réponse attendu ;
- l'intégrité : les données doivent être celles que l'on attend, et ne doivent pas être altérées de façon fortuite, illicite ou malveillante. En clair, les éléments considérés doivent être exacts et complets ;
- la confidentialité : seules les personnes autorisées ont accès aux informations qui leur sont destinées. Tout accès indésirable doit être empêché.

Le télétravailleur s'engage donc à respecter les règles et usages en vigueur dans l'établissement, en particulier les règles relatives à la protection et à la confidentialité des données et des dossiers en les rendant inaccessibles aux tiers.

Également il s'engage à respecter la confidentialité des informations obtenues ou recueillies dans le cadre de son travail et à ne pas les utiliser à des fins personnelles.

La charte informatique en vigueur dans l'établissement est applicable au télétravail.

.../

/...

IV – Les règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé

L'agent assurant ses fonctions en télétravail doit effectuer les mêmes horaires que ceux réalisés habituellement au sein de l'établissement.

Durant les plages de télétravail, l'agent doit être à la disposition de son employeur sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles.

Il doit donc être totalement joignable et disponible en faveur des usagers, de ses collègues et ses supérieurs hiérarchiques.

En dehors de ses horaires de travail, l'agent dispose du droit à la déconnexion.

Par ailleurs, l'agent n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant ses heures de travail.

Si l'agent quitte son lieu de télétravail pendant ses heures de travail sans autorisation préalable de l'autorité territoriale, ce dernier pourra être sanctionné pour manquement au devoir d'obéissance hiérarchique.

L'agent pourra également se voir infliger une absence de service fait pour le temps passé en dehors de son lieu de télétravail.

Les jours de référence travaillés, d'une part, sous forme de télétravail et d'autre part, sur site, compte tenu du cycle de travail applicable à l'agent ainsi que les plages horaires durant lesquelles l'agent exerçant ses activités en télétravail est à la disposition de son employeur et peut être joint sont définies dans l'acte individuel autorisant le télétravail.

L'acte individuel autorisant le télétravail définit également le volume de jours flottants de télétravail par semaine, par mois ou par an que l'agent peut demander à utiliser.

L'agent télétravailleur bénéficie de la même couverture accident, maladie, décès et prévoyance que les autres agents.

Les agents télétravailleurs sont également couverts pour les accidents survenus à l'occasion de l'exécution des tâches confiées par l'employeur. Tout accident intervenant en dehors du lieu de télétravail pendant les heures normalement travaillées ne pourra donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service. De même, tous les accidents domestiques ne pourront donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service. Le télétravailleur s'engage à déclarer tout accident survenu sur le lieu de télétravail. La procédure classique de traitement des accidents du travail sera ensuite observée.

Toutefois, durant sa pause méridienne, conformément à la réglementation du temps de travail de la collectivité ou de l'établissement, l'agent est autorisé à quitter son lieu de télétravail.

L'agent télétravailleur bénéficie de la médecine préventive dans les mêmes conditions que l'ensemble des agents.

Le poste du télétravailleur pourra faire l'objet d'une évaluation des risques professionnels au même titre que l'ensemble des postes de travail du service par le service de médecine préventive et selon les modalités définies par celui-ci en lien avec le CHSCT. Il doit répondre aux règles de sécurité et permettre un exercice optimal du travail.

Les risques liés au poste en télétravail sont pris en compte dans le document unique d'évaluation des risques.

Dans le cas où la demande de télétravail est formulée par un agent en situation de handicap, l'autorité territoriale doit mettre en œuvre sur le lieu de télétravail de l'agent les aménagements de poste nécessaires.

V – Les modalités de contrôle et de comptabilisation du temps de travail

La journée ou les demi-journées de télétravail seront comptabilisées en tenant compte du cycle de travail choisi par l'agent et de ses modalités d'exécution dans la semaine.

.../

/...

L'agent et son responsable hiérarchique devront donc veiller à ce que la durée quotidienne de travail durant les jours en télétravail ne dépasse pas le temps de travail théorique.

VI – Les modalités de prise en charge, par l'employeur, des coûts découlant directement de l'exercice du télétravail, notamment ceux des matériels, logiciels, abonnements, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci

L'employeur met à la disposition des agents autorisés à exercer leurs fonctions en télétravail les outils de travail suivant :

- ordinateur portable ;
- accès à la messagerie professionnelle ;
- accès aux logiciels indispensables à l'exercice des fonctions ;
- le guide des procédures établi par le service informatique.

La collectivité fournit, installe et assure la maintenance de ces équipements.

Lorsque le télétravail a lieu au domicile de l'agent, ce dernier assure la mise en place des matériels et leur connexion au réseau.

Afin de pouvoir bénéficier des opérations de support, d'entretien et de maintenance, il appartient au télétravailleur de rapporter les matériels fournis, sauf en cas d'impossibilité de sa part.

A l'issue de la durée d'autorisation d'exercice des fonctions en télétravail ou en cas de départ, l'agent restitue à l'administration les matériels qui lui ont été confiés.

VII – Les modalités pratiques d'exercice des fonctions en télétravail

L'agent souhaitant exercer ses fonctions en télétravail adresse une demande écrite à l'autorité territoriale qui précise les modalités d'organisation souhaitée.

Au vu de la nature des fonctions exercées et de l'intérêt du service, le Président apprécie l'opportunité de l'autorisation de télétravail et apporte une réponse dans un délai d'un mois maximum.

Il peut être mis fin au télétravail, à tout moment et par écrit, à l'initiative du Président ou de l'agent, moyennant un délai de prévenance de deux mois.

Dans le cas où il est mis fin à l'autorisation de télétravail à l'initiative du Président, le délai de prévenance peut être réduit en cas de nécessité de service dûment motivée.

En cas de changement de fonctions, l'agent intéressé doit présenter une nouvelle demande.

La quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail ne peut être supérieure à trois jours par semaine. Le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur à deux jours par semaine.

L'autorisation de télétravail est délivrée pour un recours régulier ou ponctuel au télétravail. Elle peut prévoir l'attribution de jours de télétravail fixes au cours de la semaine ainsi que l'attribution d'un volume de jours flottants de télétravail par an.

Le nombre de jours télétravaillables est fixé de la manière suivante sur une année civile :

↳ **20 jours maximum de télétravail flottants** pour les agents résidant entre 20 km aller du siège du centre de gestion ou de leur résidence administrative d'affectation ;

↳ **une journée maximum de télétravail par semaine** pour les agents résidant à plus de 20 km aller et jusqu'à 40 km du siège du centre de gestion ou de leur résidence administrative d'affectation ;

↳ **deux journées maximum de télétravail par semaine** pour les agents résidant à plus de 40 km aller du siège du centre ou de leur résidence administrative d'affectation.

.../

/...

Il peut être dérogé à ce principe à la demande :

- des agents dont l'état de santé ou le handicap le justifient et après avis du médecin de prévention et ce pour 6 mois maximum. Cette dérogation est renouvelable après avis du médecin de prévention.
- des femmes enceintes, sans avis préalable du service de médecine préventive sans limite de temps.
- des agents ayant la qualité de proche aidant, pour une durée de 3 mois maximum, renouvelable.

L'agent en télétravail peut également demander une autorisation temporaire de télétravail en raison d'une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur site. Au cours de cette autorisation temporaire, l'agent peut déroger aux seuils exposés préalablement.

Lorsqu'il exerce ses fonctions à domicile, l'agent en télétravail :

- fournit une attestation de l'assurance auprès de laquelle il a souscrit son contrat d'assurance multirisques habitation précisant qu'elle couvre l'exercice du télétravail au lieu défini dans l'acte individuel ;
- atteste qu'il dispose d'un espace de travail adapté ;
- justifie qu'il dispose de moyens d'émission et de réception de données numériques compatibles avec son activité professionnelle.

Le refus opposé à une demande initiale ou de renouvellement de télétravail formulée par un agent exerçant des activités éligibles ainsi que l'interruption du télétravail à l'initiative de l'administration doivent être précédés d'un entretien et motivés.

En cas de pandémie ou de catastrophe naturelle, le Président peut imposer le télétravail à titre exceptionnel et dérogatoire. Les modalités de télétravail seront intégrées dans le Plan de Continuité de l'Activité.

Monsieur le Président propose au conseil d'administration

- d'adopter les modalités de télétravail définies ci-dessus
- d'instaurer le dispositif à compter du 1^{er} avril 2022

Il précise que le nombre de jours flottants attribués sera proratisé au titre de l'année 2022 et est fixé à 15 jours pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *ADOpte* les modalités de télétravail définies ci-dessus ;
- *DECIDE* :
 - d'instaurer le télétravail au sein du centre de gestion à compter du 1^{er} avril 2022 ;
 - de valider les critères et modalités d'exercice du télétravail tels que définis ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_14-DE

DÉLIBÉRATION

2022/14

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (*a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY*) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

.../

/...

Vu la délibération n° 2021/45 en date du 23 novembre 2021 portant institution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP);

Vu la délibération en date du 15 mars 2022 portant actualisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP);

Vu le précédent tableau des emplois modifié et adopté par l'organe délibérant en date du 08 février 2022;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 08 mars 2022 ;

Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il précise qu'il y a une nécessité de créer des emplois pour tenir compte des demandes des collectivités et établissements affiliés, assurer le bon fonctionnement notamment du service de remplacement.

Il indique aussi qu'en cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

Le Président propose de modifier le tableau des effectifs par la création de deux postes permanents et la création d'un emploi non permanent afin de satisfaire les demandes collectivités et, de supprimer les postes et emplois devenus vacants suite à des avancements de grade, recrutements sur autres grades et postes non pourvus.

Le Président propose à l'assemblée :

➤ **La création des emplois suivants :**

♦ **2 Emplois permanents**

Filière administrative

✚ Cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux

- Deux postes **d'agents de remplacement**, à temps complet, au sein du service de remplacement, de catégorie B ou de catégorie C, pour disposer d'agents experts en mesure d'apporter un service spécifique sur des missions de courte durée, ouverts à l'ensemble des grades du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux;

Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L 332-8 du Code général de la fonction publique.

Il devra justifier d'une formation sur un cursus administratif ou droit public, d'une expérience en collectivité territoriale et d'une bonne connaissance du fonctionnement et de la réglementation des collectivités territoriales.

Les contrats relevant de l'article L 332-8 sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, au grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

♦ **1 Emploi non permanent**

Filière administrative

✚ Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

.../

/...

Un emploi non permanent, au titre de l'Accroissement Temporaire d'Activité, relevant du grade d'adjoint administratif territorial pour effectuer les missions de **gestionnaire administrative**, à temps complet, notamment le suivi administratif :

- des contrats, avenants et stagiaires du service remplacement,
- de la formation « secrétaire de Mairie »
- ainsi que les demandes et conventions d'adhésion au dispositif de lutte contre les discriminations et le harcèlement.

Les contrats relevant de l'article L 332-23 du Code général de la fonction publique sont d'une durée maximale de 12 mois sur une période de 18 mois.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, au grade d'adjoint administratif, 1^{er} échelon, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

➤ **La suppression des emplois permanents suivants :**

Filière administrative

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

Un emploi de responsable des droits syndicaux, à temps non complet (20 heures), sur le grade de rédacteur, poste libéré suite à un avancement de grade;

Filière technique

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux

Un emploi de chargé de mission ACTES, à temps complet, sur le grade de technicien, poste libéré suite à un recrutement sur un autre grade;

Cadre d'emplois des agents de maîtrise principaux

Un emploi d'imprimeur reprographe/gestionnaire des stocks, à temps complet, sur le grade d'agent de maîtrise principal, poste libéré suite à une radiation des cadres;

Filière culturelle

Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine

Un emploi d'archiviste, à temps complet, sur le grade d'adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe, poste libéré suite à un avancement de grade;

Filière animation

Cadre d'emplois des adjoints d'animation

Un poste occupé par une Fonctionnaire Momentanément Privée d'Emploi sur le grade d'adjoint d'animation, poste libéré suite à une radiation des cadres;

Le tableau des emplois permanents et non permanents est ainsi modifié, comme suit :

♦ **Emplois permanents**

Filière administrative

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

Grade : rédacteur territorial principal de 1^{ème} classe, à temps complet
ancien effectif : 13 – nouvel effectif : 14

.../

/...

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_14-DE

Grade : rédacteur territorial principal de 2^{ème} classe, à temps complet
ancien effectif : 5 – nouvel effectif : 6

Grade : rédacteur territorial, à temps complet
ancien effectif : 4 – nouvel effectif : 5

Grade : rédacteur territorial, à temps non complet (20 heures)
ancien effectif : 1 – nouvel effectif : 0

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux

Grade : technicien territorial, à temps complet
ancien effectif : 1 – nouvel effectif : 0

Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux

Grade : agent de maîtrise principal, à temps complet
ancien effectif : 4 – nouvel effectif : 3

Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine

Grade : adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe, à temps complet
ancien effectif : 1 – nouvel effectif : 0

Cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux

Grade : adjoint d'animation, à temps complet
ancien effectif : 1 – nouvel effectif : 0

Le tableau des emplois non permanents est ainsi modifié, comme suit :

Filière administrative

Cadre d'emplois des adjoints administratifs

Grade : adjoint administratif, à temps complet
ancien effectif : 1 – nouvel effectif : 0

♦ **Emplois non permanents**

Filière administrative

Cadre d'emplois des adjoints administratifs

Grade : adjoint administratif, à temps complet
ancien effectif : 40 – nouvel effectif : 41

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,


- *ADOpte* la modification du tableau des effectifs ainsi proposée, qui prendra effet à compter du 16 mars 2022;
- *PRÉCISE* qu'un tableau des emplois reprenant l'ensemble des postes et des emplois permanents et non permanents, est annexé au présent document ;
- *PRÉCISE* que les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

le Président,

Joël DUQUENOY

TABLEAU DES EFFECTIFS AU 15 MARS 2022

Groupe hiérarchique		EFFECTIFS BUDGÉTAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Agents en CDD de droit public	Agents stagiaires	Agents du service de remplacement	Fonctionnaires détachés sur emploi fonctionnel	Fonctionnaires détachés sur emploi de cabinet	Fonctionnaires en détachement de la Fonction Publique d'Etat	Fonctionnaires en congé parental	Fonctionnaires détachés	Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi (FMPE)	Fonctionnaires en décharge d'activité syndicale	Fonctionnaires en CLM et CLD	Fonctionnaires en attente d'expertise pour passage en Comité Médical	Fonctionnaires en arrêt pour accident de service	Fonctionnaires en congé pour maladie professionnelle	Fonctionnaires en disponibilité d'office pour raisons de santé
EMPLOIS PERMANENTS																		
EMPLOIS DE COLLABORATEURS DE CABINET																		
	Collaborateur de cabinet	1	1	1														
EMPLOIS FONCTIONNELS																		
6	Directeur Général des Services (80 000 à 150 000 habitants)	1	1															
	Directeur Général Adjoint (40 000 à 150 000 habitants)	3	3															
FILIERE ADMINISTRATIVE																		
	Administrateur général	1	0															
	Directeur	1	0															
	Attaché hors classe	1	0															
5	Attaché principal	3	1															
	Attaché	6	6		1													
4	Rédacteur principal de 1ère classe	14	11										1					
	Rédacteur principal de 2ème classe	6	3		1													
	Rédacteur principal de 2ème classe à temps non complet (20H)	1	1															
3	Rédacteur	5	3		1													
2	Adjoint administratif principal de 1ère classe	19	16			3								1				
	Adjoint administratif principal de 2ème classe	17	11			3								3			1	
1	Adjoint administratif	19	16	1	3									1				
	Adjoint administratif à temps non complet (30H)	1	1															
FILIERE TECHNIQUE																		
5	Ingénieur principal	1	1															
	Ingénieur	2	2	2														
4	Technicien principal de 1ère classe	1	1															
	Technicien principal de 2ème classe	2	2															
2	Agent de maîtrise principal	3	2									1			1			
	Agent de maîtrise	2	1															
	Agent de maîtrise à temps non complet (28h)	1	1															
	Adjoint technique principal de 1ère classe	1	0															
	Adjoint technique principal de 2ème classe	5	4									3						2
	Adjoint technique	12	11									8			3	1		3
1	Adjoint technique à temps non complet (25H)	1	1															
	Adjoint technique à temps non complet (20H)	2	2															
FILIERE CULTURELLE																		
	Attaché de conservation du patrimoine	1	0															
5/3	Assistant d'enseignement artistique de 1ère classe	2	2									2						
	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	1	1															
FILIERE MEDICO-SOCIALE																		
6	Médecin hors classe	6	3	3							1							
	Psychologue de classe normale	2	1															
	Infirmier en soins généraux hors classe	1	1						1									
5	Infirmier en soins généraux de classe normale	4	2		1													
SOUS-TOTAL		149	112	6	7	6	0	1	1	0	1	14	1	5	4	1	1	5
EMPLOIS NON PERMANENTS																		
FILIERE TECHNIQUE																		
	Agent de maîtrise	5	0															
1	Adjoint technique	5	0	0														
1	Adjoint technique à temps non complet (20h)	3	0															
FILIERE ADMINISTRATIVE																		
	Attaché	3	0															
	Rédacteur	5	0															
	Adjoint administratif	41	11	11														
SOUS-TOTAL		62	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		211	117	11	7	6	0	1	1	0	1	14	1	5	4	1	1	5
													32					

117 agents dont 33 placés en congés pour raisons de santé ,en disponibilité ou en détachement

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS AU 15 MARS 2022 - CDG 62

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_14-DE

POSTES NON

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFET BUDGETAIRES	POURVUS	NON POURVUS
Filière Administrative	A	Emplois de collaborateur de cabinet			1	1	0
		Collaborateur de cabinet	Collaboratrice de cabinet		1	1	0
		Emplois fonctionnels			4	4	0
		Directeur Général des Services d'un Centre de Gestion assimilé à une commune de 80 000 à 150 000 habitants	Directeur Général des Services	Temps complet	1	1	0
		Directeur Général des Services Adjoint d'un Centre de Gestion assimilé à une commune de 40 000 à 150 000 habitants	Directeur Général Adjoint des Services	Temps complet	3	3	0
		Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux			1	0	1
		Administrateur général	Directeur Général des Services	Temps complet	1	0	1
		Cadre d'emploi des attachés territoriaux			11	7	4
		Directeur	Directeur Général Adjoint	Temps complet	1	0	1
		Attaché hors classe	Directeur Général Adjoint	Temps complet	1	0	1
		Attaché principal	Directeur Général Adjoint	Temps complet	2	0	2
			Directeur des Ressources Humaines	Temps complet	1	1	0
		Attaché	Responsable du pôle santé	Temps complet	1	1	0
			Responsable du pôle carrières/instances paritaires	Temps complet	1	1	0
			Responsable du pôle finances	Temps complet	1	1	0
			Responsable des marchés publics	Temps complet	1	1	0
			Responsable du Conseil statutaire et juridique	Temps complet	1	1	0
			Conseiller statutaire	Temps complet	1	1	0
		Cadre d'emploi des Rédacteurs territoriaux			26	18	8
		Rédacteur principal de 1ère classe	Responsable de la paie	Temps complet	1	1	0
			Responsable de l'archivage et du suivi de la documentation	Temps complet	1	1	0
			Responsable de la communication, de l'accueil et de la qualité	Temps complet	1	1	0
			Chargé de communication	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire des marchés publics	Temps complet	1	1	0
			Cheffe de projet" pilotage du projet d'administration"	Temps complet	1	0	1
			Responsable de secteur	Temps complet	1	1	0
			Responsable partenariat CNRACL	Temps complet	1	1	0
			Responsable ou responsable adjoint	Temps complet	1	1	0
			Responsable au développement de l'emploi public	Temps complet	1	1	0

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFET BUDGETAIRE	POSTES POURVUS	POSTES NON POURVUS
Filière Administrative	B		Responsable des concours	Temps complet	1	1	0
			Agent de remplacement	Temps complet	1	0	1
			Gestionnaire de la paie à façon	Temps complet	1	0	1
			Chargé du suivi des lauréats et des intervenants concours	Temps complet	1	1	0
		Rédacteur principal de 2ème classe	Adjointe de gestion Ressources Humaines	Temps complet	1	1	0
			Responsable de la paie	Temps complet	1	0	1
			Responsable du Service Remplacement	Temps complet	1	1	0
			Chargé de mission Actes	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire de la paie à façon	Temps Complet	1	0	1
			Agent de remplacement	Temps complet	1	0	1
			Responsable des droits syndicaux	Temps non complet 20h	1	1	0
		Rédacteur	Gestionnaire statistiques GPE	Temps complet	1	1	0
			Responsable du Pôle recettes	Temps complet	1	1	0
			Chargé du suivi de la communication et des procédures concours	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire de la paie à façon	Temps complet	1	0	1
			Agent de remplacement	Temps complet	1	0	1

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_14-DE

POSTES POURVUS

POSTES NON POURVUS

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFET BUDGETAIRE	POSTES NON POURVUS	
Filière Administrative	C	Cadre d’emploi des adjoints administratifs territoriaux			55	44	11
		Adjoint administratif principal de 1ère classe	Assistante à la Direction Générale	Temps complet	1	1	0
			Responsable de la gestion carrière	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire d'arrondissement	Temps complet	1	0	1
			Gestionnaire administrative	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion administrative	Temps complet	1	1	0
			Secrétaire administrative Comité médical / Commission de réforme	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire d'arrondissement	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire des assurances statutaires	Temps complet	1	0	1
			Gestionnaire paie et compte analytique	Temps complet	1	1	0
			Assistante de direction	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion administrative	Temps complet	3	3	0
			Gestionnaire de la paie à façon	Temps complet	1	0	1
			Agent d'accueil	Temps complet	1	1	0
			Agent du service de remplacement	Temps complet	4	4	0
		Adjoint administratif principal de 2ème classe		Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion financière	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion administrative	Temps complet	1	0	1
			Gestionnaire des marchés publics et de la plateforme	Temps complet	1	1	0
			Secrétaire administrative au Comité médical	Temps complet	4	3	1
			Gestionnaire administrative	Temps complet	1	1	0
			Gestionnaire des archives	Temps complet	1	1	0
			Agent de gestion administrative	Temps complet	2	1	1
			Agent du service de remplacement	Temps complet	3	2	1

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFET BUDGETAIRE	Envoyé en préfecture le 24/03/2022 Reçu en préfecture le 24/03/2022 Affiché le ID : 062-286200027-20220315-2022_14-DE		
			Gestionnaire de la paie à façon	Temps complet	1	0	1	
			Gestionnaire de la bourse de l'emploi	Temps complet	1	1	0	

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFET BUDGET	POSTES NON POURVUS
	C	Adjoint Administratif	Agent de gestion administrative et comptable	Temps complet	1	0
			Gestionnaire des archives	Temps complet	1	0
			Agent polyvalent	Temps complet	1	0
			Gestionnaire d'arrondissement	Temps complet	3	21
			secrétaire médicale	Temps complet	1	10
			Agent de gestion administrative	Temps complet	4	40
			Secrétaire administrative Comité médical / Commission de réforme	Temps complet	2	11
			Agent d'accueil	Temps complet	1	10
			Secrétaire administrative Commission de réforme	Temps complet	1	10
			Secrétaire chargé de la coordination des antennes médicales	Temps complet	1	10
			Gestionnaire de la paie à façon	Temps complet	1	01
			Gestionnaire du développement de l'emploi	Temps complet	1	10
			Agent de gestion administrative et comptable	Temps non complet 30h	1	10

Envoyé en préfecture le 24/03/2022
Reçu en préfecture le 24/03/2022
Affiché le
ID : 062-286200027-20220315-2022_14-DE

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFETIFS BUDGETAIRES	POSTES NON POURVUS	
Filière Technique	A	Cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux			3	3	0
		Ingénieur principal	Chargé de mission UNI	Temps complet	1	1	0
		Ingénieur	Délégué à la protection des données	Temps complet	2	2	0
	B	Cadre d'emploi des techniciens territoriaux			3	3	0
		Technicien principal de 1ère classe	Responsable du service reprographie	Temps complet	1	1	0
		Technicien principal de 2ème classe	Responsable du service technique	Temps complet	1	1	0
			Responsable du Système d'information	Temps complet	1	1	0
	C	Cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux			6	4	3
		Agent de maîtrise principal	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1
			Préventeur	Temps complet	1	1	0
			FMPE	Temps complet	1	1	0
		Agent de maîtrise	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1
		Agent de maîtrise	Responsable du service entretien et parc auto	Temps complet	1	1	0
		Agent de maîtrise	Agent d'entretien des locaux	Temps non complet 28 h	1	1	0

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_14-DE

POSTES NON POURVUS

FILIERES	CATEGORIE	GRADE		LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFET BUDGETAIRE	Envoyé en préfecture le 24/03/2022 Reçu en préfecture le 24/03/2022 Affiché le	POSTES NON POURVUS	POSTES POURVUS
Filière Technique	C	Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux					21	18	3
		Adjoint technique principal de 1ere classe		Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1	
		Adjoint technique principal de 2ème classe		Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1	
		Adjoint technique principal de 2ème classe		Webmaster	Temps complet	1	1	0	
		Adjoint technique principal de 2ème classe		FMPE	Temps complet	3	3	0	
		Adjoint Technique	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1		
			FMPE	Temps complet	8	8	0		
		Adjoint Technique	Agents techniques polyvalents	Temps complet	3	3	0		
			Agent d'entretien des locaux	Temps non complet 25h	1	1	0		
			Agents d'entretien des locaux	Temps non complet 20h	2	2	0		
Filière Culturelle Patrimoine et Bibliothèque	A	Cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine					1	0	1
		Attaché de conservation du patrimoine		Archiviste numérique et itinérant	Temps complet	1	0	1	
	B	Cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique					2	2	0
		Assistant d'enseignement artistitique de 1ère classe		FMPE	Temps complet	2	2	0	
	C	Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine					1	1	0
		Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe		agent en charge du classement de l'élimination et du tri	Temps complet	1	1	0	
Filière Médico Sociale✳		Cadre d'emplois des médecins territoriaux					6	3	3
		Médecin hors classe	Médecin coordonnateur	Temps complet	1	0	1		
			Médecin en santé au travail	Temps complet	3	2	1		
			Médecin en santé au travail collaborateur	Temps complet	2	1	1		
		Cadre d'emplois des psychologues territoriaux					2	1	1
		Psychologue de classe normale		Psychologue du travail	Temps complet	2	1	1	
		Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux					5	3	2
		Infirmier en soins généraux hors classe		Infimière en santé au travail	Temps complet	1	1	0	
		Infirmier en soins généraux de classe normale		Infimière en santé au travail	Temps complet	4	2	2	

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

ID : 062-286200027-20220315-2022_14-DE

POSTES NON POURVUS

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TRAV	TEMPS DE REPLACEMENT	EFFECTIFS SUSCITABLES	POSTES EN SUSPENS	POSTES NON SUSCITABLES
Filière Administrative	A	Cadre d'emploi des attachés territoriaux				Envoyé en préfecture le 24/03/2022 Reçu en préfecture le 24/03/2022 Affiché le		
		Attachés	Agent du service de remplacement	Temps complet	3	0	3	
			Conseiller statutaire	Temps complet	1	0	1	
	B	Cadre d'emploi des Rédacteurs territoriaux				5	0	5
		Rédacteurs	Agent du service de remplacement	Temps complet	5	0	5	
	C	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux				41	11	30
		Adjoints administratifs	Agent du service de remplacement	Temps complet	31	5	25	
			Agent administratif	Temps complet	5	3	3	
			Gestionnaire de la convention FIPHP	Temps complet	1	1	0	
			Opérateur de numérisation	Temps complet	1	1	0	
			Assistante de gestion administrative	Temps complet	1	1	0	
			Gestionnaire administratif / ve	Temps complet	1	0	1	
			Gestionnaire concours/ agent administratif	Temps complet	1	0	1	
Cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux				5	0	5		
Agent de maîtrise	Agent du service de remplacement	Temps complet	5	0	5			
Filière Technique	C	Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux				8	0	8
		Adjoints techniques	Agent d'entretien des locaux	T.N.C (20 h)	3	0	3	
			Agent d'entretien polyvalent	Temps complet	5	0	5	



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_15-DE

DÉLIBÉRATION

2022/15

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS, TECHNIQUES ET LOGISTIQUES DANS LE CADRE DU CONCOURS INTERNE DE SERGENT DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS ORGANISE PAR LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS) DU PAS-DE-CALAIS AU TITRE DE L'ANNEE 2023

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHAR, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (*a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY*) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

.../

/...

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu que la demande présentée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais (SDIS62) ;

Monsieur le Président expose aux membres du Conseil d'Administration que le SDIS62 a demandé que le centre de gestion organise pour son compte le concours interne de Sergent de Sapeur-Pompier et que, dans ce cadre, les services ont travaillé à l'élaboration d'une convention, annexée à la présente délibération, qui répartit les rôles et responsabilités de chaque établissement, dans le cadre d'une mise à disposition de moyens humains, techniques et logistiques, dont la prise en charge financière est assurée par le SDIS62.

Il indique que cette demande s'inscrit dans un cadre national de rapprochement entre les centres de gestion et les services de la sécurité civile.

Il précise que le SDIS62, ayant eu par le passé à collaborer avec les SDIS des Hauts-de-France et celui du Val d'Oise, a souhaité que le concours soit ouvert pour le nombre de postes recensés par ces derniers également.

Il demande au Conseil d'Administration :

- de l'autoriser à signer la convention annexée à la présente délibération,
- de l'autoriser à procéder aux dépenses et recouvrements correspondants.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *AUTORISE* le Président à :
 - signer la convention annexée à la présente délibération ;
 - procéder aux dépenses et recouvrements correspondants

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY

**CONVENTION DE MISE A DISPOS
DE MOYENS HUMAINS, TECHNIQUES
et LOGISTIQUES**
**dans le cadre du concours interne de SERGENT DE
SAPEURS POMPIERS PROFESSIONNELS**
**organisé par le Service Départemental d'Incendie
et de Secours du Pas-De-Calais**
au titre de l'année 2023

établie en application :

- du Code Général de la Fonction Publique ;
- de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- du décret n° 90-850 du 25 septembre 1990, modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
- du décret n° 2012-521 du 20 avril 2012, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;
- du décret n°2020-1474 du 30 novembre 2020 fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels ;
- du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013, modifié, relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

ENTRE : Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, désigné ci-après sous le terme « CdG62 », représenté par son Président, Joël DUQUENOY, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n° du 15 mars 2022 ;

D'une part,

Et

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-De-Calais, désigné ci-après sous le terme « SDIS62 », représenté par son Président, Monsieur Raymond GAQUÈRE agissant en vertu de la délibération n° du Bureau du Conseil d'Administration du 03 mars 2022

D'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser la coopération relative à l'organisation du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels - session 2023, entre le SDIS62 et le CdG62.

Le SDIS62 prendra en compte ses besoins en postes de sergent ainsi que ceux des SDIS de l'Aisne, de la Somme, du Nord, de l'Oise et du Val d'Oise. Le nombre de postes sollicités est de 199. Ce nombre de postes pourra être modifié jusqu'au moment de la prise de l'arrêté d'ouverture du concours.

Le CdG62 met en particulier à la disposition du SDIS 62, des moyens humains, techniques et logistiques pour aider ce dernier à organiser le concours cité ci-dessus.

Il se réserve le droit de collaborer avec les Centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hauts de France et/ou le Centre Interdépartemental de la Fonction Publique Territoriale de Grande Couronne si le nombre de candidats aux épreuves écrites le nécessite.

Cette coopération s'inscrit dans le cadre du calendrier prévisionnel défini comme suit à ce jour :

- Période de pré-inscription : du 2 mai 2022 au 22 juin 2022
- Date limite de dépôt des dossiers : le 30 juin 2022
- Epreuves écrites d'admissibilité : le 19 janvier 2023
- Réunion d'admissibilité : le 16 mars 2023
- Epreuves orales d'admission : à compter du 17 avril 2023
- Réunion d'admission : fin avril 2023

Toute modification de ce calendrier fera l'objet d'un accord commun entre le SDIS62 et le CdG62.

Article 2 : Compétences et obligations du SDIS62

L'ensemble des modalités d'organisation de ce concours est fixé par le SDIS62, en accord avec le CdG62.

Il fait parvenir au CdG62 tous les éléments qui permettront à celui-ci d'apporter l'aide attendue (humaine, juridique, technique et logistique) pour l'organisation de ce concours dans les meilleures conditions possibles.

Des réunions et points d'étapes seront organisés autant que de besoin afin que la collaboration entre le SDIS62 et le CdG62 soit la plus efficace possible.

Le SDIS62, organisateur du concours de sergent de sapeurs-pompiers professionnels, gère ainsi notamment :

- 2-1 L'ouverture du concours (rédaction et signature du concours) ;
- 2-2 La publicité de l'ouverture de ce concours selon les dispositions réglementaires en vigueur ;
- 2-3 L'information des candidats tout au long du déroulement des inscriptions et des épreuves ;
- 2-4 la création sur son site internet d'un lien renvoyant sur le site du CDG62 (page de pré-inscription du logiciel métier) les candidats souhaitant s'inscrire au concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels session 2023 ;
- 2-5 L'assistance à l'instruction des dossiers d'inscription (état des services, arrêtés de carrière...) par la communication des informations nécessaires et, le cas échéant en missionnant son personnel auprès du CdG62 ;
- 2-6 La gestion des demandes de reconnaissance d'une qualification reconnue comme équivalente à celle de chef d'équipe de sapeurs-pompiers professionnels, soumises à la commission compétente ;
- 2-7 La validation de la liste des candidats admis à concourir ;
- 2-8 la désignation des membres du jury et de l'ensemble des intervenants (membres du jury, correcteurs et examinateurs spécialisés de la filière des sapeurs-pompiers professionnels et des surveillants des épreuves) ;
- 2-9 La conception, sous l'autorité du jury, des sujets et sujets de secours des épreuves écrites d'admissibilité, des indications de correction et de la grille d'évaluation de l'épreuve orale d'admission ;
- 2-10 Les réunions de jury ;
- 2-11 L'établissement des listes des candidats admissibles et admis ;
- 2-12 L'établissement, la publicité et la mise à jour de la liste d'aptitude ;
- 2-13 L'établissement de tous les actes réglementaires entrant dans sa compétence d'organisateur du concours ainsi que leurs transmissions au contrôle de légalité et la mise en œuvre des formalités de publicité ;
- 2-14 La gestion des recours contentieux et précontentieux (demandes des candidats, recours gracieux, rédaction des mémoires...).
- 2-15 La communication de tous les éléments nécessaires à l'établissement des documents suscités et au bon déroulement du concours.

Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible de comporter d'autres tâches, à la charge du SDIS62, nécessaires ou utiles à la bonne organisation du concours qu'il ouvre au titre de la session 2023, dans le cadre et conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3 : Compétences et obligations du CdG62

Le CdG62 gère, quant à lui :

- 3-1 L'élaboration du budget estimatif du concours ;
- 3-2 La proposition de désignation des membres du jury (élus et fonctionnaires hors filière des sapeurs-pompiers) et de l'ensemble des intervenants ;
- 3-3 La création au sein de son logiciel métier de la session dédiée au concours 2023 et toutes les démarches relatives au paramétrage de ce logiciel ;

- 3-4 La résolution, avec les candidats, des problèmes techniques rencontrés lors de leur inscription et du suivi de la candidature ;
- 3-5 La rédaction des modèles de dossiers d'inscription et de tous les documents relatifs à l'inscription des candidats ;
- 3-6 la gestion et l'instruction des dossiers d'inscription ; le cas échéant avec le renfort du personnel missionné par le SDIS62 ou par le remboursement au CdG62 des coûts liés au recrutement du personnel nécessaire ;
- 3-7 La reprographie et la mise sous pli des sujets des épreuves écrites d'admissibilité et d'admission ainsi que tous documents nécessaires à la tenue du concours ;
- 3-8 La préparation matérielle des épreuves écrites et orales ;
- 3-9 La rédaction et l'envoi via le logiciel concours des demandes de pièces complémentaires au dossier d'inscription, des convocations aux candidats à toutes les épreuves (admissibilité et admission) et des courriers de résultats sur la base des documents transmis par le SDIS62 ;
- 3-10 L'aide à la préparation des procès-verbaux et compte-rendu pour les réunions de jurys sur la base des documents transmis par le SDIS62 ;
- 3-11 L'aide juridique et pratique requise par toute l'organisation du concours dont la rédaction de modèles d'arrêtés, procès-verbaux, convocations, courriers divers aux candidats à valider par le SDIS62.

Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible de comporter, en coordination avec le SDIS62, d'autres tâches, à la charge du CdG62, nécessaires ou utiles au bon déroulement du concours.

Les personnels du CdG62 intervenant dans le cadre de l'organisation du concours objet du présent partenariat demeurent sous l'entière responsabilité du CdG62 qui assurera notamment la prise en charge des éventuels accidents de service dont seraient victimes ses agents dans le cadre de l'organisation du concours.

Article 4 : Conditions financières

Le SDIS62 remboursera au CdG62 les frais engagés par celui-ci pour l'aide et la prestation de services apportées à l'organisation du concours au titre de l'année 2023.

Une estimation financière est jointe à la présente convention (annexe 1). Cette estimation financière se décline en différents types de dépenses énumérées ci-dessous :

- Travaux d'imprimerie ou de reproduction ;
- Fournitures diverses ;
- Frais de location de salles et de matériel nécessaires au déroulement des épreuves écrites et orale ;
- Coût salarial des agents chargés des différentes tâches d'organisation du concours ou intervenants en réunions préparatoires ;
- Frais de déplacements liés aux réunions et à l'organisation des épreuves
- Rémunérations de toutes natures et charges afférentes à la participation des différents intervenants aux concours ne relevant pas de la filière des sapeurs-pompiers (membres du jury, correcteurs, examinateurs, surveillants, frais de déplacement, frais de restauration et d'hôtellerie...) sur la base des barèmes de rémunération applicables ;
- Frais afférents aux charges de structure et de gestion courante ;

- Les charges salariales éventuelles liées au recrutement des dossiers d'instruction ;

Cette liste n'est pas exhaustive. Toutefois, toute dépense non prévue par la présente convention devra préalablement être validée par le SDIS62.

La rémunération et les frais de déplacement des membres du jury et examinateurs de la filière des sapeurs-pompiers y compris leur participation à la conception des sujets n'est pas incluse dans cette estimation financière. Celle-ci sera assurée directement par le SDIS62 et par les SDIS ayant signé une convention de partenariat avec le SDIS62.

Article 5 : Avances forfaitaires et modalités de paiement

Une avance forfaitaire pourra être sollicitée, à hauteur de 50 % du budget prévisionnel de 147 700 € (établi sur la base de 600 inscrits pour 199 postes). Le solde restant sera versé après la publication de la liste d'aptitude et l'établissement par le CdG du coût total du concours.

Le paiement des coûts engagés par le CdG62 s'effectuera sur présentation d'un état détaillé et de l'avis de paiement adressé par l'agent comptable chargé du recouvrement des recettes du CdG62.

Le cas échéant, le mandat sera établi déduction faite de l'avance versée.

Dès réception du mandat, le SDIS62 procédera au paiement des sommes dues.

Article 6 : Responsabilité

Le SDIS62 assumera l'ensemble des risques inhérents à l'organisation du concours prévu par la présente convention.

Toutefois, le SDIS 62 se réserve la possibilité d'engager à l'encontre du CdG62 une action récursoire dans l'hypothèse où la faute à l'origine du litige serait imputable au CdG62.

De surcroît, ne sont pas comptabilisés dans le coût estimatif figurant en annexe de la présente convention les frais que le SDIS62 serait amené à engager notamment dans le cas :

- Où le jury déciderait d'annuler une ou plusieurs épreuves et d'en organiser une ou de nouvelles ;
- Où l'autorité organisatrice déciderait d'annuler l'ouverture du concours ;
- De recours contentieux, y compris les frais éventuels de procédure et tout autre frais découlant de la décision de justice ;
- D'une éventuelle réorganisation de toute ou partie du concours.

Le cas échéant, le CdG62 s'engage à fournir, dans les plus brefs délais, toutes les informations et tous les documents de nature à permettre au SDIS62 de gérer les éventuels recours gracieux ou contentieux découlant du concours.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est valable pour le concours cité dans son article premier.

Elle prend effet à compter de sa date de signature par l'ensemble des parties et prendra fin à l'expiration des délais de recours contentieux ou à l'issue des contentieux engagés dans le cadre de l'organisation du concours.

Article 8 : Avenant

Toute décision susceptible de modifier l'une des dispositions de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui sera soumis à la signature des deux parties.

Article 9 : Litiges

Tout litige résultant de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative d'accord amiable entre les représentants du CdG62 et du SDIS62, désignés par chaque partie.

A défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Lille.

Article 10 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties avant la publication de l'arrêté portant ouverture du concours.
Elle ne pourra être résiliée après l'arrêté portant ouverture du concours que de manière unilatérale par le SDIS 62 en sa qualité d'autorité organisatrice du concours.

Fait à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le
Lu et approuvé

Le Président du Centre de Gestion

Joël DUQUENOY

Fait à SAINT-LAURENT BLANGY, le
Lu et approuvé

Le Président du Conseil d'administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours
du Pas-de-Calais

Raymond GAQUÈRE



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_16-DE

DÉLIBÉRATION

2022/16

DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT MORAL OU SEXUEL ET DES AGISSEMENTS SEXISTES

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (*a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY*) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu de la Code de la Commande Publique ;

Vu le Code général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

.../

/...

Vu le décret 2020-256 du 13 mars 2020 modifié, relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la Fonction Publique qui précise les conditions d'application de l'article 6 quater A de la loi 83-634 susvisée ;

Vu la délibération n° 2021-32 autorisant le Président du centre de gestion du Pas-de-Calais à lancer le marché pour le dispositif susvisé, à signer la convention de groupement de commandes avec les centres de gestion de l'Oise et de la Somme et à émettre les mandats correspondants ;

Vu la convention de groupement de commandes signée par les 3 Présidents des centres de gestion (Pas-de-Calais, Somme et Oise) en date du 20 juillet 2021 ;

Monsieur le Président rappelle aux membres du Conseil d'Administration que l'article L 135-6 du Code général de la fonction publique précise que « *Les employeurs publics mentionnés à l'article L. 2 mettent en place un dispositif ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.* »

Il expose que pour faire face à ces risques, les centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Oise ont souhaité s'associer en vue de retenir un même prestataire pour :

- la fourniture d'un outil dématérialisé de recueil des signalements ;
- la prestation de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations.

Le marché de services d'une durée de 2 ans maximum porte le numéro 2021-024 et est alloti comme suit :

- Lot 1 : La fourniture d'un outil dématérialisé de recueil des signalements
- Lot 2 : La prestation de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations

Le marché a été mis en ligne sur la plateforme dématérialisée du centre de gestion du Pas-de-Calais le 23 novembre 2021 avec comme date et heure limites de remise des offres le mardi 11 janvier 2022 à 10h00.

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le lundi 7 mars 2022 à 9h00 au centre de gestion du Pas-de-Calais afin de procéder à l'analyse des offres et à l'attribution des lots.

2 candidats ont déposé une offre pour le lot 1 et 2 candidats pour le lot 2.

Les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont donc décidé d'attribuer le lot 1 à la société VALEUR & CONFORMITE, domiciliée à PARIS (75008), 10 rue de Penthièvre.

Le lot 1 est conclu pour un montant de 13 430 € HT/an soit 16 116 € TTC/an (26 860 € HT soit 32 232 € TTC pour la durée totale du marché).

Les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont donc décidé d'attribuer le lot 2 à la société ALLODISCRIM, domiciliée à PARIS (75006), 51 rue Bonaparte.

Le coût du lot 2 est à la charge des collectivités qui feront appel à ce service, les prix variant en fonction des prestations choisies.

Le Président demande aux membres du Conseil d'Administration de l'autoriser à signer les marchés correspondant aux 2 lots précités avec les sociétés VALEUR & CONFORMITE et ALLODISCRIM pour les montants indiqués ci-avant et pour une durée maximale de 2 ans. Il demande également l'autorisation de signer tous les actes afférents au marché 2021-024.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

.../

/...

- *PREND ACTE* de l'attribution par la Commission d'Appel d'Offres du lot 1 à la société VALEUR & CONFORMITE et du lot 2 à la société ALLODISCRIM pour les montants proposés ;
- *AUTORISE* le Président à signer les marchés correspondant aux 2 lots précités avec les sociétés VALEUR & CONFORMITE et ALLODISCRIM pour les montants indiqués ci-avant et pour une durée maximale de 2 ans.
- *AUTORISE* le Président à signer tous les actes afférents au marché 2021-024.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 31/03/2022

Reçu en préfecture le 31/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_17-DE

DÉLIBÉRATION

2022/17

ATTRIBUTION DU MARCHÉ 2022-002 RELATIF A LA FOURNITURE DE SERVICE D'ACCES INTERNET, RESEAUX DISTANTS ET TELEPHONIE FIXE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu de la Code de la Commande Publique ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

.../

/...

Le Président informe les membres du Conseil d'Administration que le marché de prestations de service pour la fourniture de service d'accès Internet, réseaux distants et téléphonie fixe pour les services du centre de gestion du Pas-de-Calais, conclu le 12 avril 2019 pour une période de 3 ans, arrive à échéance le 11 avril 2022.

Une nouvelle consultation devait donc être lancée afin de pourvoir aux besoins du centre de gestion du Pas-de-Calais.

Le marché porte le numéro 2022-002, est conclu pour une durée maximale de 3 ans et est composé de 2 lots :

- Lot 1 : Internet et réseaux distants
- Lot 2 : Télécommunications fixes et lignes analogiques

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert européen en application du Code de la Commande Publique.

Le marché a été mis en ligne sur la plateforme dématérialisée du centre de gestion du Pas-de-Calais le 6 décembre 2021 avec comme date et heure limites de remise des offres le vendredi 21 janvier 2022 à 10h00.

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le lundi 7 mars 2022 à 9h00 au centre de gestion du Pas-de-Calais afin de procéder à l'analyse des offres et à l'attribution des lots.

4 candidats ont déposé une offre pour le lot 1 et 5 candidats pour le lot 2.

Les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont donc décidé d'attribuer le lot 1 à la société ORANGE, domiciliée à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130), 111 quai du Président Roosevelt.

Le lot 1 est conclu pour un montant de 30 960 € HT/an soit 37 152 € TTC/an (92 880 € HT soit 111 456 € TTC pour la durée totale du marché).

Les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont donc décidé d'attribuer le lot 2 à la société LINKT, domiciliée à PUTEAUX, PARIS LA DEFENSE (92800), Tour Initiale, 1 Terrasse Bellini.

Le lot 2 est conclu pour un montant de 3 350 € HT/an soit 4 020€ TTC/an (10 050€ HT soit 12 060 € TTC pour la durée totale du marché).

Le Président demande aux membres du Conseil d'Administration de l'autoriser à signer les marchés correspondant aux 2 lots précités avec les sociétés ORANGE et LINKT pour les montants indiqués ci-avant et pour une durée maximale de 3 ans. Il demande également l'autorisation de signer tous les actes afférents au marché 2022-002.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *PREND ACTE* de l'attribution par la Commission d'Appel d'Offres du lot 1 à la société ORANGE et du lot 2 à la société LINKT pour les montants proposés ;
- *AUTORISE* le Président à signer les marchés correspondant aux 2 lots précités avec les sociétés ORANGE et LINKT pour les montants indiqués ci-avant et pour une durée maximale de 3 ans.
- *AUTORISE* le Président à signer tous les actes afférents au marché 2022-002.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220315-2022_18-DE

DÉLIBÉRATION

2022/18

ATTRIBUTION DU MARCHÉ 2022-001 RELATIF À L'ÉMISSION DE TITRES RESTAURANT

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Mars 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation (a donné pouvoir à M. Joël DUQUENOY) – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu de la Code de la Commande Publique ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

.../

/...

Le Président rappelle au Conseil d'Administration que depuis de nombreuses années, le personnel du centre de gestion bénéficie de titres restauration. Le présent marché se termine le 30 avril 2022.

Un nouvel appel d'offres a donc été lancé pour le renouvellement du marché, 3 sociétés y ont répondu.

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le lundi 7 mars 2022 à 9h00 au centre de gestion afin de procéder à l'attribution du marché.

A l'issue, la Commission d'Appel d'Offres a décidé de retenir l'offre présentée par la société UP :

Coût d'un titre restaurant + Frais de gestion en euros TTC : 10€

La quantité annuelle estimée pour le centre de gestion du Pas-de-Calais est de 16 000 titres soit un coût global annuel de 160 000€ TTC.

Ce marché débutera le 1^{er} mai 2022 pour une durée de 3 ans et se terminera donc le 30 avril 2025.

Le Président rappelle que :

- La valeur faciale du titre reste fixée à 10€, avec une quotité de prise en charge à hauteur de 50% par le Centre de Gestion et de 50% par l'agent, conformément à la délibération du 25 mai 2018.
- La société demande 0 € de frais de gestion.

Le Président propose donc de prendre connaissance du choix opéré par la Commission d'Appel d'Offres, et de l'autoriser à signer les actes relatifs à l'attribution de ce marché.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *PREND ACTE* de l'attribution par la Commission d'Appel d'Offres à la société UP pour les montants proposés ;
- *AUTORISE* le Président à signer tous les actes relatifs à l'attribution de ce marché.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 mars 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY